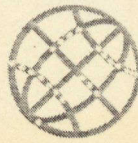


doc
CA1
EA751
2002U56
FRE

Canadian Centre
for Foreign Policy
Development



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

125 Sussex Dr. Ottawa, Ontario K1A 0G2

**UNIVERSITÉ ET PATRIMOINE:
VERS UNE NOUVELLE CONVERGENCE**

Forum UNESCO.
Philippe Dubé, Université Laval.
Septembre 1997.

1021.1F

ISBN: 0-662-86721-1
E2-446/2002F

CAI EA751 2002056



FACULTÉ DES LETTRES
Département d'histoire
Cité universitaire
Québec, Québec G1K 7P4

COMMANDITAIRES

Huges Simard
Agent de projets
Centre canadien pour le développement de la politique étrangère
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

Québec, le 21 novembre 2000

Monsieur Simard,

Voici le rapport du séminaire international Forun UNESCO, tenu à Québec en septembre 1997, que vous avez demandé dans la lettre du 17 novembre adressée à Monsieur Philippe Dabé, professeur agrégé à l'Université Laval.

En espérant ceci à votre satisfaction, nous vous prions de recevoir l'expression de nos salutations distinguées.

Nada Guzin Lukic

Nada Guzin Lukic
Chercheuse associée au GRAMUL
Département d'histoire
Université Laval
Québec (Québec) G1K 7P4

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

DEC 7 2000

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

16988787

TABLE DES MATIÈRES

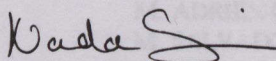
Huges Simard
Agent de projets
Centre canadien pour le développement de la politique étrangère
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

Québec, le 21 novembre 2000

Monsieur Simard,

Voici le rapport du séminaire international Forum UNESCO, tenu à Québec en septembre 1997, que vous avez demandé dans la lettre du 17 novembre adressée à Monsieur Philippe Dubé, professeur agrégé à l'Université Laval.

En espérant ceci à votre satisfaction, nous vous prions de recevoir l'expression de nos salutations distinguées.



Nada Guzin Lukic
Chercheure associée au GRAMUL
Département d'histoire
Université Laval
Québec (Québec) G1K 7P4

TABLE DES MATIÈRES

COMMANDITAIRES	3
REMERCIEMENTS.....	5
PRÉFACE.....	11
LETTRE DE M. TAVENAS	11
LETTRE DE MME FALL.....	12
M. PHILIPPE DUBÉ : <i>Le patrimoine en amont et en aval de l'université</i>	13
INTRODUCTION : OUVERTURE OFFICIELLE.....	15
M. MICHEL LESSARD.....	19
ATELIER I : DROIT ET GESTION DU PATRIMOINE.....	33
M. JOSÉ LUIS MONTALVA : <i>El Forum UNESCO — Patrimonio y universidad — Una Red de redes al servicio del intercambio interuniversitario</i>	35
M. M. RAMIREZ : <i>El Forum UNESCO — Patrimonio y universidad — Una Red de redes al servicio del intercambio interuniversitario (suite)</i>	43
M. J. DUATO	53
M. M. RAMIREZ : <i>Proyecto de Investigación Lonja de la Seda de Valencia</i>	54
MME ANNETTE VIEL : <i>Pour une muséologie de l'engagement</i>	60
DR. HUR YOUNG-HWAN.....	70
M. DINU BUMBARU	71
M. MARC LAENEN.....	80
M. YVES LACOURCIÈRE.....	81
M. JEAN-PIERRE DUFOIX : <i>Interactions pour le patrimoine architectural communautaire</i>	90
M. ADRIEN GOËTZ.....	95
M. SALVADOR LARA ORTEGA.....	99
M. AY_YL YAVUZ : <i>Contribution of Middle East Technical University, Faculty of Architecture</i>	100
M. MARCEL JUNIUS.....	107
M. PHILIPPE DUBÉ : <i>Synthèse</i>	111
ATELIER II : MISE EN RÉSEAU DES RESSOURCES UNIVERSITAIRES.....	113
M. ALAIN VIAU : <i>Autoroute de l'information et la mise en réseau des ressources universitaires dans le champ patrimonial</i>	115
M. MICHEL BONNETTE : <i>Urbavista : un système de gestion de l'information patrimoniale pour les villes du patrimoine mondial urbain</i>	116
M. GUY LABELLE.....	117

M. WILLIAM LOGAN : Synthèse	116
MME LOUISE BEAUDOIN, MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.....	118
ATELIER III : SYNERGIE ET COMPLÉMENTARITÉ.....	127
M. ANDRÉ CASAULT.....	128
M. REINHARD GOETHERT : Synergie et coopération.....	129
M. DOAN NHU KIM.....	131
MME MARIE-JOSÉE DESCHÊNES.....	132
M. ALAIN CARON.....	133
M. LOUIS-MARIE-ASSELIN.....	134
M. EDUARDO SALINAS DAMIAN : La determinación de las cualida des que definen los bienes del patrimonio : Labor fundamental para la comunicati3n.....	135
M. MAURICIO HERNANDEZ : De la restauración monumental a la conservacion del patrimonio cultural.....	140
ATELIER IV : CHAMPS PRIORITAIRES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE.....	169
M. RODRIGUO DE ARAUJO RAMALHO FILHO : Le patrimoine entre la recherche et l'action.....	171
M. RODRIGO DE ARAUJO RAHALHO FILHO : Mondialisation, patrimoine et développement durable : refus à l'homogénéisation.....	172
M. NUNO SANTOS PINHEIRO.....	173
M. ANDRÉS GAVIRIA VALENZUELA.....	178
M. KOBALSI SAAD : Synthèse.....	179
ATELIER V : PROJETS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE.....	181
M. MICHEL FORTIN.....	182
M. WILLIAM MOSS : Québec, un patrimoine pour le monde.....	183
LOUIS GAGNON : Les enjeux de la conservation dans les récents projets de développement muséologique chez les Inuits du Nunavik : interculturalité et complémentarité.....	184
M. YAYA SAVANÉ PAR MME COLETTE DIOUF.....	204
MME ANGÈLE DOLA AGUIGHAH : De la fouille à la conservation du patrimoine africain : le cas du TOGO.....	204
JOURNÉE JEUNESSE ET PATRIMOINE.....	207
M. PIERRE F. CÔTÉ : La coopération civile internationale.....	208
M. PIERRE VAN DER DONCKT : Le Collège de Amériques.....	214
M. CYRIL SIMARD.....	215
M. DAVID DUPONT : Emplois et patrimoine en Europe.....	222

REMERCIEMENTS

M. EDUARDO BEKINSCHTEIN226
 M. J.L. LORENTE232
 M. MOUSSA SAAR234
 M. AHMED ABDUL RAHMAN235
 M. PIERRE MAYRAND : *Université et patrimoine*236
 MME HÉLÈNE LEGENDRE-DE KONINCK : *Synthèse*240

CONCLUSION : CLÔTURE243

RAPPORT DE M. PIERRE MAYRAND : *Le rapport du rapporteur général du IIe Forum UNESCO*243
 DÉCLARATION DE QUÉBEC244

EXCURSION DANS CHARLEVOIX247

MESSAGE DU MINISTRE DAVID CLICHE247

Mme Ndéye FALL,
 représentante de l'UNESCO à Québec au Canada

M. Jean-Paul L'ALLIER,
 maire de la Ville de Québec

Mme Pauline MAROIS, ministre, Ministère de l'Éducation supérieure

M. J. NIETO NIETO,
 recteur de l'Universidad politecnica de Valencia, Espagne et
 président de *Foras UNESCO*

M. Jean ROCHON,
 ministre responsable de la Région de Québec

M. SYLVAIN SIMARD,
 ministre, Ministère des Relations internationales

Mme Jane STEWART,
 ministre des Affaires indiennes et du Nord

M. François TAVENAS,
 recteur de l'Université Laval

Comité directeur

M. Richard BLONDIN,
 trésorier de la faculté des lettres, Université Laval

REMERCIEMENTS

Comité d'honneur :

- M. Michel AGNAIEFF,
président de la Commission canadienne pour l'UNESCO
- M. Lloyd AX WORTHY,
ministre, Ministère des Affaires étrangères
- Mme Louise BEAUDOIN,
ministre, Ministère de la Culture et des communications
- M. David CLICHE,
ministre délégué au Tourisme
- Mme Sheila COPPS,
ministre, Ministère du Patrimoine canadien
- Mme Ndèye FALL,
représentante de l'UNESCO à Québec au Canada
- M. Jean-Paul L'ALLIER,
maire de la Ville de Québec
- Mme Pauline MAROIS, ministre, Ministère de l'Éducation supérieure
- M. Justo NIETO NIETO,
recteur de l'Universidad politecnica de Valencia, Espagne et
président de *Forum*UNESCO
- M. Jean ROCHON,
ministre responsable de la Région de Québec
- M. Sylvain SIMARD,
ministre, Ministère des Relations internationales
- Mme Jane STEWART,
ministre des Affaires indiennes et du Nord
- M. François TAVENAS,
recteur de l'Université Laval

Comité directeur

- M. Richard BLONDIN,
trésorier de la faculté des lettres, Université Laval

- M. Michel BONNETTE,
directeur de recherche, Organisation des villes du Patrimoine
mondial
- M. Henri DORION,
professeur associé
- M. Philippe DUBÉ,
professeur agrégé et président du Comité organisateur
- Mme Ndèye FALL,
représentante du Comité d'honneur et de l'UNESCO au
Canada
- Mme Lyne LAFLAMME,
directrice, Organisation universitaire interaméricaine
- Mme Marie LAPOINTE,
professeure titulaire et directrice de FOCAL (Québec)
- Mme Marie-Claude ROCHER,
secrétaire du Comité directeur

Conseil scientifique

- M. Laurier TURGEON,
Professeur d'histoire et d'ethnologie et directeur du Centre
d'Études interdisciplinaires sur les Langues, les Arts et les
Traditions (CÉLAT) de l'Université Laval
- M. Albert LEGAULT,
Professeur-titulaire et directeur de l'institut québécois des
hautes études internationales de l'Université Laval
- M. Alain VIAU,
Professeur agrégé et chercheur, membre du Centre de
recherche en géomatique à l'Université Laval
- M. André CASAULT,
Professeur adjoint à l'École d'architecture de l'Université
Laval et collaborateur au GIRAC
- M. Laval DOUCET,
Professeur titulaire et directeur de la Chaire UNESCO en
développement durable à l'Université Laval

M. Michel FORTIN,
Professeur agrégé et membre du CÉLAT par le biais du groupe
de recherche Archéométrie de l'Université Laval

Comité organisateur

M. Philippe DUBÉ,
Ph.D., professeur agrégé au département d'histoire à
l'Université Laval
Président du Comité organisateur de *Forum UNESCO Québec*
1997

Mme Marie-Claude ROCHER,
Chercheure, candidate au Doctorat 3^e cycle en ethnohistoire à
l'Université Laval
Secrétaire générale du Comité organisateur de *Forum*
UNESCO Québec 1997

Mme Nada GUZIN LUKIC,
Étudiante en muséologie et diplômée en histoire de l'art et
ethnologie à l'Université de Zagreb et à l'Université Laval
Responsable des communications de *Forum UNESCO Québec*
1997

Mme Florence GIRARD,
Étudiante au Doctorat en histoire de l'art, diplômée en
muséologie à l'Université Laval et en histoire de l'art à
l'Université de Bourgogne à Dijon
Responsable de l'élaboration du programme de *Forum*
UNESCO Québec 1997

Mme Nafi Colette DIOUF,
Étudiante à la Maîtrise en sociologie à l'Université Laval
Responsable des relations avec la presse et des
communications internationales de *Forum UNESCO Québec*
1997

M. Christian MARCOTTE,
Étudiant au 2^e cycle en ethnologie et muséologie à l'Université
Laval
Responsable de la logistique de *Forum UNESCO Québec* 1997

M. Jean B. MILFORT
M.B.A., étudiant en Relations internationales à l'Université
Laval
Responsable du recrutement et inscription des participants de
Forum UNESCO Québec 1997

Mme Miriam RODRIGUEZ
Chargée de cours à l'École des langues vivantes à l'Université
Laval
Traductrice, Hispano Vox, Services linguistiques.
Responsable à la traduction de *Forum UNESCO Québec 1997*

Mme Frida FRANCO
Designer graphique
Responsable de la conception et de la réalisation de la page
WEB, *Forum UNESCO Québec 1997*

Mme Marie-Thérèse WÉRA
Consultante en communication organisationnelle
Responsable des bénévoles de *Forum UNESCO Québec 1997*

Mme Louise ST-HILAIRE
Secrétaire de direction
Responsable du secrétariat de *Forum UNESCO Québec 1997*

Par la seule mention des organismes suivants, nous voudrions les remercier tout particulièrement pour leur appui à cette activité du II^e Séminaire *Forum UNESCO Québec 1997*

Ville de Québec

Gouvernement du Québec

Commission de la Capitale nationale
Commission des Biens culturels
Ministère de la Culture et des Communications
Ministère de la région de Québec
Ministère de l'Éducation
Ministère de l'Industrie et de la technologie
Ministère du développement des régions de Québec
Ministère du Tourisme
Ministère des Relations Internationales

Gouvernement du Canada

Ministère des Affaires indiennes
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Ministère du Patrimoine canadien

Partenaires et collaborateurs

Croisières AML
Association touristique régionale de Charlevoix
Organisation universitaire interaméricaine
OVPM
UNESCO Québec

Chers collègues et participants

Je profite de l'occasion pour souhaiter la meilleure des bienvenues à Québec où loge l'Université Laval, depuis bientôt 145 ans. Cette institution est profondément ancrée dans cette ville qui est aux origines de la vie intellectuelle et culturelle de ce pays.

L'Université Laval a toujours été à l'avant-garde dans des domaines les plus variés de la connaissance et nous nous réjouissons aujourd'hui qu'elle se soit investie dans le champ des patrimoines depuis maintenant fort longtemps. Il n'est donc pas étonnant de la voir prendre un certain leadership dans ce champ d'activités, souvent relié au passé et pourtant porteur d'avenir.

Nous souhaitons donc sincèrement que vos travaux vous mènent à des propositions intéressantes qui permettront de réaliser la mise en réseau qui assurera vos buts d'échange et de coopération à plus ou moins long terme. Sachez que l'Université Laval, par l'accueil de ce III^e séminaire international de *Forum UNESCO*, n'a ménagé aucun effort pour vous aider efficacement à atteindre vos objectifs.

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter un séminaire des plus stimulants et soyez assurés de l'engagement indéfectible de l'Université Laval à poursuivre la mission qui s'est donnée *Forum UNESCO*.

Veuillez agréer, chers collègues et participants, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

François Tavenas,
Recteur et
Président du Comité d'honneur de
Forum UNESCO - Québec 1997

PRÉFACE

LETTRE DE M. TAVENAS

Chers collègues et participants,

Je profite de l'occasion pour souhaiter la meilleure des bienvenues à Québec où loge l'Université Laval depuis bientôt 145 ans. Cette institution est profondément enracinée dans cette ville qui est aux origines de la vie intellectuelle et culturelle de ce pays.

L'Université Laval a toujours été à l'avant-garde dans des domaines les plus variés de la connaissance et nous nous réjouissons aujourd'hui qu'elle se soit investie dans le champ des patrimoines depuis maintenant fort longtemps. Il n'est donc pas étonnant de la voir prendre un certain leadership dans ce champs d'activités, souvent relié au passé et pourtant porteur d'avenir.

Nous souhaitons donc sincèrement que vos travaux vous mènent à des propositions intéressantes qui permettront de réaliser la mise en réseau qui assurera vos buts d'échange et de coopération à plus ou moins long terme. Sachez que l'Université Laval, par l'accueil de ce II^e séminaire international de *Forum UNESCO*, n'a ménagé aucun effort pour vous aider efficacement à atteindre vos objectifs.

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter un séminaire des plus stimulants et soyez assurés de l'engagement indéfectible de l'Université Laval à poursuivre la mission que s'est donnée *Forum UNESCO*.

Veillez agréer, chers collègues et participants, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

François Tavenas,
Recteur et
Président du Comité d'honneur de
Forum UNESCO - Québec 1997

LETTRE DE MME FALL

Lors de la tenue, l'année dernière, du premier « *Forum UNESCO Université et Patrimoine* » en Espagne, le Directeur général de l'UNESCO déclarait :

« En se mobilisant dans une volonté de coopération autour de projets conjoints de protection du patrimoine et de l'environnement, les universités jouent le rôle qui leur revient dans l'actualisation des forces de développement. En outre, l'action en faveur du patrimoine architectural aide les jeunes à construire une éthique nouvelle en matière de gestion de l'espace. Leurs contacts avec spécialistes et praticiens des disciplines concernées ne peuvent que leur être bénéfiques. Quant au patrimoine lui-même, il y gagnera en ce que le réseau interuniversitaire renforcera chez les jeunes le sentiment d'unité et d'unicité. — une seule Terre, un patrimoine unique, à préserver et à transmettre, tous ensemble. »

Le Bureau de l'UNESCO au Canada, au nom de monsieur Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO, remercie tous ceux et celles qui ont répondu à son invitation et à celle du Recteur de l'Université Laval et leur souhaite la bienvenue à cette deuxième rencontre de *Forum UNESCO Université et Patrimoine* qui se tient dans la belle ville de Québec, un des joyaux du patrimoine de l'humanité et siège de notre Bureau au Canada.

Par ailleurs, le moment est propice, car comme vous le savez des célébrations ont eu lieu et continuent de se dérouler pour fêter en cette année 1997, le vingt-cinquième anniversaire de la Convention du Patrimoine mondial.

Nous sommes persuadés à l'UNESCO que vous, représentants d'universités, d'institutions spécialisées et de la société civile, êtes d'accord que notre tâche de préserver et de promouvoir notre héritage culturel et naturel s'étend bien au-delà de la simple préservation des sites, paysages et monuments. Des actes et attitudes localisés peuvent souvent avoir des répercussions irréversibles au niveau de la planète. Ceci crée une obligation morale pour ceux qui prennent des décisions d'être vigilants et nous oblige tous, hommes, femmes et jeunes, à anticiper en vue d'actions préventives afin de modeler harmonieusement notre destinée commune.

Sur cette pensée, je vous souhaite des débats fructueux et une rencontre riche d'enseignements.

Ndèye Fall
Représentante de l'UNESCO au Canada

TEXTE DE PHILIPPE DUBÉ

Le Patrimoine en amont et en aval de l'université

Philippe Dubé est professeur agrégé au Département d'histoire de l'Université Laval et président du Comité organisateur de *Forum UNESCO Québec 1997*.

L'entrée du patrimoine à l'université en tant que champ de connaissances est à la fois récente et ancienne. En fait, bien avant l'accumulation des savoirs mis en réserve par et dans l'université, il y eût pendant longtemps l'accumulation de matériaux de tous genres, ce qui permit la naissance de matières qui se sont graduellement transformées en disciplines. Ces disciplines se sont tour à tour imposées au sein de l'université avec une logique dont chaque étape correspondait à une avancée dans l'évolution de la pensée humaine et conséquemment de l'université. Cette présence déjà ancienne de « choses » à retenir a fini par constituer la masse des acquis dans le cheminement de l'humanité vers un mieux-être matériel et spirituel sur lesquels reposent maintenant le savoir. Il s'agit en somme d'une sorte de magma, produit de l'intelligence de l'Homme dans lequel toute démarche intellectuelle vient puiser — tel à une source — la matière de toute étude qui permet l'avancement des connaissances. Il faut donc comprendre que le patrimoine agit ici non seulement comme la mémoire du monde, mais aussi comme l'organisation de ce que l'humanité veut préserver pour assurer son avenir. Il s'agit là d'une police non seulement pour garantir sa survie, mais aussi pour forcer le dépassement de son simple état de conservation.

Cette mise en perspective sommaire nous force à reconnaître la richesse de ce cumul emmagasiné dans de nombreuses institutions soutenues, plus ou moins d'uniformément, par les sociétés et civilisations de tout temps — avec leurs bibliothèques, leurs centres d'archives et leurs musées qui tentent, souvent malhabilement, de contenir toute la sagesse du monde. Dans ce contexte, l'université devient un lieu de passage qui favorise la transmission des savoirs amassés à travers le temps afin de les rendre utiles à la société concernée. À son tour, cette dernière est contrainte de renouveler continuellement le stock de cet actif cognitif à même l'immense passif conservé, ici et là, dans ces lieux spécifiques. Voilà donc un premier constat dont il faut reconnaître la grande valeur sociale qui devient de plus en plus largement partagée. En définitive, le patrimoine se situe d'abord en amont de l'université, et en fait, se place aux origines de toute démarche intellectuelle porteuse de connaissance nouvelle.

Au-delà de cette première observation qui rappelle la profondeur historique du patrimoine, à la fois comme source et comme prolongement

de tout savoir, il y a l'émergence du patrimoine en tant que discipline. Elle ouvre la porte à une réflexion sur un phénomène propre aux sociétés contemporaines, développées ou en voie de l'être. L'étude de cette réalité nouvelle et actuelle nous amène inéluctablement à l'examen du long processus de l'accumulation des savoirs et de leur tri au hasard de la route du temps. Cette réalité plutôt récente n'en finit plus de nous interpeller. Le patrimoine devient ainsi un lieu de régénérescence des savoirs puisqu'il invite, il appelle à un nouveau regard sur la réserve immense sur laquelle repose tout l'édifice scientifique actuel. Voilà qui débouche sur une profonde interrogation, notamment en ce qui a trait au devenir ou, plus encore, à l'agir de l'humanité.

En fait, la question fondamentale reste bien entendu sans réponse et nous ramène à un vertige qui peut s'énoncer de la façon suivante : vers quel avenir collectif sommes-nous conviés dans la panoplie des cultures présentes et passées qui formeront l'amalgame de demain ? Cette mixité culturelle qui pointe à l'horizon permettra certainement d'ébaucher des réponses aux nombreuses questions d'aujourd'hui. La conjoncture aboutissant à ce carrefour si contemporain souligne alors l'urgence d'une action concertée dans ce champ des patrimoines qu'occupe finalement, depuis toujours, l'université. Ce point d'aboutissement social et culturel réactualise pour toutes les universités qui y participent la nécessité d'une mise à niveau des différents domaines de recherche et d'enseignement que réunit le patrimoine. Et ce recentrement fait appel obligatoirement à une mobilisation des ressources vis-à-vis le patrimoine en constante redéfinition et, de ce fait, en aval de l'université.

Forum UNESCO, qui se donne jusqu'à l'an 2001 pour atteindre ces objectifs, s'inscrit dans cette mouvance où les acteurs du patrimoine doivent prendre conscience du rôle social croissant qui leur incombe. Dès lors, les universités peuvent être complices de ce nouveau partage des responsabilités. Responsabilité à l'égard de l'héritage à transmettre, certes, mais aussi responsabilité d'un meilleur équilibre entre les ressources des uns et l'immensité des besoins des autres. C'est donc un appel à une nouvelle convergence qui est lancé ici auprès d'une cinquantaine de pays participants. Voilà tout un programme pour un groupe encore restreint mais appelé à se développer et ce, tant par le biais des nouvelles technologies de la réseautique que par la prise en compte immédiate des autorités compétentes. Il s'agit au fond, à l'heure des grands bouleversements dans ce monde, de stimuler un juste réflexe de consolidation des efforts faits et à faire en ce domaine. L'Université et le Patrimoine doivent enfin renouer avec leur intimité première, celle qui les avait unis il y a déjà très longtemps.

INTRODUCTION

SPECTACLE DES PRÉSENTATIONS

Première partie : **OUVERTURE OFFICIELLE**

Terres en vue (Généviève Mc Kenzie)

Chants et danses traditionnelles inouïes par une troupe mohawk de

Mot de Bienvenue de la part de :

Mme Sonia RAMZI, Chef de la promotion
du patrimoine culturel à l'UNESCO, Paris

Terres en vue (Généviève Mc Kenzie)

Chants en langue inouïe (« montagnais ») avec accompagnement au
tambourin (tambour traditionnel des nations algonquiennes) par une
chanteuse originaire de Manitowish.

*La soirée se déroulera au Manoir du Lac Delage dans la salle de spectacle
tombée l'été. Le spectacle de la Société pour la diffusion de la culture
autochtone est organisé par le ministère des affaires indiennes.*

*Divisé en deux parties, le spectacle présente, d'une part une troupe de danseurs
Mohawk et d'autre part, une chanteuse Inouïe, Geneviève Mc Kenzie.*

*Dans le même esprit, une animation près du lac en face de l'hôtel sera proposée
tous les jours pendant la durée du séminaire en plein air où l'on pourra déguster du
caviar, de l'outarde ou de la saumon et de pain sans levure, la banane.*

*Tous les jours sur le lac, des canots seront à la disposition des amateurs de la nature.
Des démonstrations sur le lac seront effectuées sur demande. Enfin, une exposition
de peintures et de sculptures autochtones sera présentée dans la salle Mallard du
Manoir du Lac Delage. Cette exposition accompagnée d'un vidéo ne réunira pas
moins de quatre Nations, à savoir, Hurons (Wendat), Mohawks, Montagnais
(Inouï) et Cris. Le tout jusqu'au mercredi à midi.*

CEREMONIE D'OUVERTURE ET LANCEMENT OFFICIEL DES
TRAVAUX DU SEMINAIRE

SPECTACLE DES PREMIÈRES NATIONS

Présentation

M. Laurier TURGEON, directeur du CÉLAT

En fait, la question fondamentale n'est pas de savoir sans réponse et nous ramène à un vertige qui peut s'expliquer de la façon suivante : comment l'avenir collectif sommes-nous en mesure de nous projeter dans la synthèse des cultures présentes et passées qui formeront l'amalgame de demain ? Cette mixité culturelle qui pointe à l'horizon nécessite certainement d'élaborer des réponses aux nombreuses questions que nous nous posons. La convergence aboutissant à ce carrefour si contemporain d'actions et de connaissances, action concertée dans ce champ des patrimoines qu'occupe finalement, depuis toujours, l'université. Ce point d'aboutissement social et culturel réactualise pour toutes les universités qui y participent la nécessité d'une mise à niveau des différents domaines de recherche et d'enseignement qui réunissent le patrimoine. Et ce recentrement fait appel obligatoirement à une mobilisation des ressources vis-à-vis le patrimoine en constante redéfinition et, de ce fait, en aval de l'université.

Forum UNESCO, qui se donne jusqu'à l'an 2001 pour atteindre ses objectifs, s'inscrit dans cette mouvance où les acteurs du patrimoine doivent prendre conscience du rôle social croissant qui leur incombe. Dès lors, les universités peuvent être complices de ce nouveau partage des responsabilités. Responsabilité à l'égard de l'héritage à transmettre, certes, mais aussi responsabilité d'un meilleur équilibre entre les ressources des uns et l'imminence des besoins des autres. C'est donc un appel à une nouvelle convergence qui est lancé ici auprès d'une cinquantaine de pays participants. Voilà tout un programme pour un groupe encore restreint mais appelé à se développer et ce, tant par le biais des nouvelles technologies de la réseautique que par la prise en compte immédiate des autorités compétentes. Il s'agit au fond, à l'heure des grands bouleversements dans ce monde, de stimuler un juste réflexe de consolidation des efforts faits et à faire en ce domaine. L'Université et le Patrimoine doivent enfin renouer avec leur intimité première, celle qui les avait unis il y a déjà très longtemps.

SPECTACLE D'OUVERTURE

Première partie :

Terres en vue (troupe amérindienne : Les Keepers of the Eastern Door)

Chansons et danses traditionnelles iroquoises par une troupe mohawk de Kahnawake.

Deuxième partie :

Terres en vue (Geneviève Mc Kenzie)

Chants en langue innu (le « montagnais ») avec accompagnement au *teueïkan* (tambour traditionnel des nations algonquiennes) par une chanteuse originaire de Matimekush.

La soirée se déroulera au Manoir du Lac Delage dans la salle de spectacle (théâtre d'été). Le spectacle de la Société pour la diffusion de la culture autochtone est assuré par le ministère des affaires indiennes.

Divisé en deux parties, le spectacle présente, d'une part une troupe de danseurs Mohawk et d'autre part, une chanteuse Innu, Geneviève Mc Kenzie.

Dans le même esprit, une animation près du lac en face de l'hôtel sera proposée (tipi et tente prospecteur avec cuisine en plein air où l'on pourra déguster du castor, de l'outarde ou « oie du Canada » et du pain sans levure, la banique).

Toujours sur le lac, des canots seront à la disposition des amoureux de la nature. Des démonstrations sur le lac seront effectuées sur demande. Enfin, une exposition de peintures et de sculptures autochtones sera présente dans la salle Mallards du Manoir du Lac Delage. Cette exposition accompagnée d'un vidéo ne réunira pas moins de quatre Nations, à savoir, Hurons (Wendat), Mohawks, Montagnais (Innu) et Cris. Le tout jusqu'au mercredi 8 octobre.

CÉROMONIE D'OUVERTURE ET LANCEMENT OFFICIEL DES TRAVAUX DU SÉMINAIRE

Allocutions de :

M. François TAVENAS, recteur de l'Université Laval

M. Justo NIETO NIETO, président de *ForumUNESCO*

M. Jean-Paul L'ALLIER, maire de Québec et président de l'OVPM

M. Michel AGNAIEFF, président de la Commission canadienne pour l'UNESCO

M. Mounir BOUCHENAKI, chef de la direction du Patrimoine culturel à l'UNESCO, Paris

Mme Marie MALAVOY, députée de Sherbrooke, représentant la Ministre de l'Éducation, Mme Pauline MAROIS

L'honorable Sheila COPPS, ministre du Patrimoine canadien

Maître de cérémonie :

M. Guy DÉSILETS, service des communications, Université Laval

Conférence d'ouverture

M. Michel LESSARD, professeur titulaire
Département d'histoire de l'art
Université du Québec à Montréal

Il est professeur en Histoire de l'art de l'Université du Québec à Montréal, il y assume des cours en histoire mondiale de l'architecture, en histoire de la photographie et des arts décoratifs et dans le vaste champ du patrimoine québécois. Parmi les titres de ses publications, signalons *l'Encyclopédie des antiquités du Québec*, *l'Encyclopédie de la maison québécoise*, *la Maison traditionnelle au Québec*, *l'Art traditionnel au Québec*, *les Livernois photographes*, *Québec, Ville du patrimoine mondial*, *Montréal, Métropole du Québec*; *Images oubliées de la vie quotidienne*, *Objets anciens du Québec : la vie domestique*, *Montréal au XX^e siècle : regard d'un photographe* et *Antiquités du Québec : la vie sociale et culturelle*. Toutes ces publications s'échelonnent entre 1971 et 1995. De nombreuses récompenses sont venues saluer sa carrière tel que « le prix d'honneur québécois » de la Fondation Héritage Canada, le prix « Robert-Lionel Séguin », le prix « Edgard L'Espérance », le « Mérite annuel du Conseil des monuments et sites du Québec », un hommage d'Icomos Canada et finalement, en 1996, le prix « Gérard Morisset » du Gouvernement du Québec — la plus haute distinction en matière d'histoire de l'art et du patrimoine.

M. le professeur Lessard, la parole est maintenant à vous.

Alors M. Dubé, Mesdames et Messieurs, je suis très honoré de prononcer une conférence devant un auditoire si passionné du patrimoine et tous azimuts.

Finalement, après les présentations de ce matin où on a placé les grands principes — un peu les vœux pieux des grands organismes ou des organismes internationaux — j'ai plus le goût de vous parler, au fond, de ce qu'est un universitaire. J'en suis un, probablement comme plusieurs d'entre-vous, et un universitaire qui travaille au Québec depuis 30 ans dans son patrimoine national — patrimoine québécois — mais, ce qui ne m'empêche pas d'être en même temps, je pense qu'il faut être d'abord « enraciné » comme l'on dit plusieurs auteurs et plusieurs poètes en particulier, pour pouvoir ensuite tendre vers l'universel. Et, j'assume depuis 20 ans à l'Université du Québec à Montréal — même si toutes les

publications qu'on vous a présentées concerne le Québec — j'assume depuis vingt ans, à l'UQAM, un cours qui s'appelle *Systèmes des formes architecturales* et c'est un cours d'histoire mondiale de l'architecture. Alors, deux fois par semaine — et mon collègue Myrand qui est dans la salle, pourra en témoigner, j'ai des classes de 90 étudiants — et, j'essaie de leur présenter, au fond, un peu ce qu'est la planète par rapport aux grandes œuvres d'architecture. Mais, je n'essaie pas que de présenter des pierres, l'intitulé du cours c'est *Systèmes des formes architecturales* et au fond, j'essaie de faire comprendre aux étudiants que ces éléments très concrets — qui finalement appartiennent, par exemple dans le cas de Ste-Sophie de Constantinople, à la Turquie, d'autres à l'Italie comme Pistoum au sud de Naples, d'autres monuments comme Oncorvat au Cambodge, un peu partout dans le monde, c'est tous azimuts par rapport aux cultures et aux civilisations — j'essaie de leur faire comprendre qu'un monument d'architecture c'est beaucoup plus que des pierres, c'est, au fond, la rencontre ou la concrétisation d'un ensemble de valeurs sociétales à une époque donnée, d'état technologique. Donc finalement, j'essaie de leur donner l'essence même et ce cours, dans notre département d'histoire de l'art, est un cours de première année. On essaie de donner, de le donner le plus possible à des gens qui ont une certaine érudition et qui sont capables, au fond, de motiver nos étudiants à s'ouvrir ensuite sur des projets qui concernent la planète ou, en tout cas, qu'ils puissent comparer à l'échelle planétaire leurs projets de travail enracinés. Et bien, cette action-là, elle est ouverte ou, ce cours-là, il est ouvert à l'ensemble de l'Université. Il y a des gens de tous les départements — de technique architecturale, de géographie, etc. — qui s'inscrivent à de tels cours donc, une grande ouverture au monde. Et enfin, comme prof dans ce champ, j'essaie de voyager — je veux les voir ces sites — j'essaie de m'instruire sur l'état de la connaissance, qui n'est pas facile. Dans plusieurs cas, et ça c'est un des problèmes, ou enfin une des réalités que vous aurez à aborder peut-être pendant cette semaine par rapport, entre autre, aux paysages bâtis planétaires, on reste souvent sur des données qui [resent] souvent du 19^e siècle et, finalement, avec des approches méthodologiques pour discourir sur des œuvres qui sont complètement révolues.

Je reviens à un exemple, par exemple, j'aimerais bien savoir quel est l'état de connaissance actuel en Turquie sur *Ste-Sophie de Constantinople* qui est le monument, par exemple, d'un volet très important de l'histoire architecturale qui est le système byzantin. Alors donc, je voyage et, en bon prof d'université, avec les moyens que j'ai pour m'ouvrir à la planète dans cette perspective, et j'essaie aussi, la nuit, de rôder, de naviguer sur Internet. Alors, c'est un carrefour assez étonnant pour savoir ce qui se passe — parce que je suis prof en muséologie à l'Université du Québec à Montréal, dans un programme de 2^e cycle, conjointement avec l'Université de Montréal — ce qui se passe dans les grands musées du

monde par rapport aux cultures et aux civilisations. Alors, je vais au riche *Muséum*, je vais au *Musée d'anthropologie de Mexico*, je vais aux *Louvres*. Ce n'est pas compliqué, je pianote sur ma table, le soir quand les lignes sont un peu plus libérées, et je me faufile comme ça un peu partout dans le monde pour voir et pour dire aussi à mes étudiants un peu ce qui se passe, qu'est-ce qui est marche par rapport aux préoccupations sur les systèmes des formes architecturales planétaires en particulier et, les états de la muséologie. Mais même si je suis finalement très inscrit dans un programme d'enseignement, avec toutes les difficultés que ça comporte, les grandes limites finalement — parce que l'architecture c'est tridimensionnel puis l'émotion finalement qu'on peut avoir en entrant à *Chartres* ou encore dans *la Cathédrale St-Paul* à Londres, ça se révèle pas avec des diapositives et avec des livres — il faut vraiment entrer dans les lieux, il faut voyager. On organise de plus en plus, dans nos universités, des circuits comme on vient de le faire cet été. Les étudiants ont fait l'Italie et beaucoup de gens qui étaient en architecture on finalement profité de cette balade pour apprivoiser Florence et apprivoiser Rome. Mais, si je suis universel — et j'essaie de l'être le plus possible à tous égards, par rapport à la littérature, au journalisme etc. — je suis en même temps enraciné, je suis en même temps très préoccupé par ma collectivité, alors ceux qui sont du Québec le savent, et je le suis davantage au niveau d'éducation populaire. En fait, par rapport au patrimoine — ce terme pris au pluriel, matériel et immatériel — on en a donné différentes définitions ce matin, j'aimerais en corriger une. Finalement patrimoine viens de *pater*, en latin et *molus moneris* qui veut dire « don, leg du père » comme finalement Québec est finalement la première capitale de la Nouvelle-France et non pas Louisbourg — c'est du révisionnisme historique — je pense qu'il tout à fait inacceptable et que l'historien que je suis, formé ici, se doit de corriger bien sûr. Donc je suis en même temps très préoccupé par, au fond, ma collectivité — comme probablement plusieurs d'entre-vous le sont avec la mondialisation de l'information, la mondialisation des marchés — finalement ultra-libéralisme que l'on vit tous azimuts où c'est le dollar qui prime sur tout et la rentabilité au détriment de tout, c'est la menace. On l'a bien signalé ce matin, la menace qui pèse sur 2 500 ans d'humanisme. Si on remonte à Périclès et Platon, elle est énorme et bien sûr, ce sont particulièrement les petites collectivités, et même des collectivités comme la France, par exemple, ou l'Angleterre qui commence à sentir le poids de cet universalisme contraignant à plusieurs égards par rapport à l'identité. Moi, je crois beaucoup, comme individu, que la planète, que nos vies sont agréables à vivre en autant que chaque individu, dans cette société, a le droit d'exprimer son individualité, de marquer au fond sa diversité. Ça rend nos 75 ans de vie humaine plus agréable à porter finalement que ce respect des libertés individuelles ou de la liberté individuelle. Mais, je pense aussi que la planète est agréable et que notre parcours humain est agréable en autant que l'on respecte, sur la planète, les caractères originaux et l'identité des grandes, des moyennes et des petites

collectivités. Le jour où la planète va se lever et passer chez MacDonald pour déjeuner — on est pas très loin de ça finalement — ou tout le monde va se vêtir en bleu jeans et jeans jacket, finalement donc on revient à l'uniforme. Je pense que ça sera un jour très triste. Alors, je suis un grand défenseur des libertés individuelles et aussi des libertés nationales ou des identités nationales et de la diversité ou des diversités nationales et, en ce sens, je suis très inscrit dans la protection et la mise en valeur de la diversité et de l'originalité de ma petite collectivité de 6 millions de francophones qui vit au Québec dans une mer de 325 millions d'anglophones, avec les moyens de communication, avec la grande richesse — on est voisin de la super-puissance et c'est très attirant ça, à tous égards pour tous les aspects de la culture, que ce soit des périodiques, que ça soit la littérature, que ce soit le cinéma, que ce soit la télévision, que ce soit l'architecture, que ce soit l'aménagement du territoire — nos concitoyens sortent, vont aux États-Unis et, à chaque soir, c'est par dizaine de stations que l'univers étasunien entre chez nous et, comme petite collectivité et comme d'autres petites collectivités sur la planète, nous sentons beaucoup cette pression de nivellement et de perte d'identité linguistique, architecturale, culturelle, finalement ce terme pris dans le sens le plus large. Et donc, c'est dans cette prise de conscience de l'importance de la liberté des individus et de la liberté des petites collectivités et très conscient et très fier d'appartenir à cette collectivité française d'Amérique — dont le centre, le berceau est le Québec — que j'ai choisi de devenir historien, parce que chez nous, c'est continuellement nécessaire de retourner en arrière et, finalement, de s'assurer que nous avons une provenance originale qui a été bien sûr enrichie au cours des siècles par l'apport britannique, puis ensuite au 19^e, début 20^e siècle, par les États-Unis. C'est par pleins wagons de chemins de fer que l'Amérique va entrer chez nous au niveau des livres, au niveau des plans, des catalogues de modèles de maison, au niveau de l'ameublement, des meubles, des poêles, des spécimens de culture matérielle et que tranquillement, on va additionner à notre francité et aux influences de la culture britannique finalement l'héritage des États-Unis. C'est donc pour protéger, au fond, ces caractères particuliers qui sont uniques au monde — il n'y a personne au monde qui possède, dans son programme de génétique culturelle, si vous me passez l'expression — ce carrefour où trois grandes cultures, enfin, qui ont joué un rôle prépondérant dans la dynamique de la planète, qui est la France, l'Angleterre et les États-Unis. Nous, je, nous québécois qui sommes dans cette salle, nous sommes très à l'aise à Paris. Moi, je suis encore mieux à Londres, je me sens très chez nous à Londres et ma sœur a une maison dans le sud des États-Unis, où on va chaque hiver finalement. Je suis régulièrement à Boston ou à New-York et, finalement, on est très proche de la culture étasunienne. On les comprend bien, je pense, mais on [...] rien de tout ça individuellement, ou spécifiquement, mais on est tout ça en même temps. Et c'est donc pour protéger, au fond, cette qualité d'être qui s'exprime en français que j'ai choisi un jour de

m'intéresser à l'histoire du Québec, pour essayer de donner à mes concitoyens des lignes de force que je trouve importantes, que nous trouvons importantes, nous, parce qu'on est plus menacé que d'autres — il faut revenir aux origines et replacer les choses continuellement — et que je me suis intéressé au patrimoine comme ethnohistorien parce que la façon la plus facile, en bout de piste, de passer des messages historiques dans une collectivité concernant l'histoire et des valeurs sociétales, ça reste l'utilisation de la culture matérielle, alors bien sûr, l'aménagement du territoire. Chez nous c'est particulièrement patant, c'est le régime seigneurial, en autre, qui a amené le découpage des terres par rapport au St-Laurent en grand lopin, les seigneurs se faisaient concéder des grandes parties de terre et puis, pour ramasser de l'argent, ils devaient les lotir ensuite puis amener des colons qu'ils cotisaient pour ramasser de l'argent et vivre, au fond, des rentes seigneuriales. Donc, le régime français a marqué complètement le découpage du sol, en amenant une façon très originale de découper culturellement le territoire. Par la suite, il y a l'architecture. La France, au début, a amené ses modèles de maison, puis les français se sont rendus compte que ça marchait pas — il a fallu qu'ils les ajustent à la cadence climatique des étés et des hivers. Puis, l'Angleterre a amené ses modèles et ses styles, puis les États-Unis ont rentré les leurs [...] un moment donné, tant et si bien que la trame d'un village québécois est éminemment éloquente avec sa place de village, son église, son antenne pointée vers le ciel et puis ses écoles autour de l'église, son cimetière, son presbytère pour le curé puis son alignement du bâti qui présente des maisons d'esprit français dans les vieux villages, des maisons ajustées à la cadence climatique des étés et des hivers, le beau modèle avec le toit en accent circonflexe qui est notre maison vernaculaire et après ça pleins de modèles qui nous sont arrivés des États-Unis et, finalement, le processus se continue. Nos villages et nos villes témoignent éloquentement du caractère original identitaire du Québec et c'est une façon de bien marquer l'histoire. Et, finalement, on pourrait continuer avec l'ameublement, avec mille et un aspects de la vie quotidienne, que ça soit la cuisine, que ce soit le costume, enfin tout ce qui concerne la définition de patrimoine matériel, immatériel, ancien, vivant, etc., comme on vous les a défini ce matin. Et bien, il y a ici un peuple qui possède son identité et moi j'ai choisi, bien sûr, de travailler à sa conservation, à sa mise en valeur comme universitaire et, sans négliger bien sûr mon ouverture au monde et j'aime beaucoup regarder ou contempler ou discuter sur ce patrimoine culturel original et le comparer finalement à ce qui se passe ailleurs, à ce qui s'est fait ailleurs et à retrouver dans mon propre patrimoine, comme dans plusieurs patrimoines de collectivité, de cultures ou de civilisations américaines ou encore européennes ou asiatiques, d'y retrouver des caractères chez nous bien universels finalement.

Or donc, l'universitaire que je suis est branché sur ces deux élans et, bien sûr, je suis davantage un homme de terrain qu'un homme de théorisation.

Alors, un homme de terrain en patrimoine, qu'est-ce que ça fait ? Bien sûr, ça enseigne au départ. Alors, comme tout universitaire, dans toute université, je donne des cours, nous donnons des cours, des cours qui bien sûr essaient d'ouvrir nos étudiants au patrimoine planétaire. Il y a même une jeune femme, qui est ici de l'Université Laval, qui mène une thèse de doctorat sur « Encorewat finalement au Cambodge ». C'est quelque chose d'étonnant. On a eu un prof à l'Université Laval — et c'est mon *alma mater* et si j'ai fait mes études ici — on a eu un prof, ici, Jean Desgagné, qui nous a ouvert sur le monde dans les années 60 et 70 avec des missions archéologiques à la odyssee en Turquie. Il invitait des gens de l'École de Louvres ou des célébrités européennes qui venaient nous donner des conférences et, finalement, ouvrait nos horizons à la planète. Moi, c'est peut-être là que pour la première fois, je me suis frotté à ces grands courants universels. Donc, comme prof d'université, on donne des cours et bien sûr des cours qui concernent à la fois le patrimoine mondial et notre patrimoine national, bien sûr, et on dirige aussi des projets de recherche. Alors bien sûr, dans mon cas, les mémoires de maîtrise et les thèses de doctorat que je dirige concernent, au fond, les axes patrimoniaux sur lesquels je me suis focalisé au cours des dernières décennies, c'est-à-dire l'architecture au Québec, la culture matérielle — particulièrement l'ameublement — l'aménagement des espaces intérieurs et, quand je dis architecture et aménagement des espaces intérieurs, c'est toujours pas seulement l'examen du bâti et des pierres mais, c'est toujours finalement une grande ouverture à l'ensemble du paysage naturel et culturel dans lesquels s'insèrent ces éléments qui expriment de façon tangible un volet de la culture, de l'architecture et, particulièrement, l'aménagement des intérieurs. Et, j'ai ajouté une corde à cet arc là, au départ, au départ en m'intéressant à un volet du patrimoine mondial, c'est l'histoire de la photographie. Depuis 1840, nous faisons des images sur [cellexx]. En fait, la photographie est apparue dans le 19^e siècle, dans un courant de renouvellement de l'image, et le Canada et le Québec finalement s'est bien inscrit dans ce parcours et de façon très originale. La contribution des photographes québécois par rapport à l'Amérique du Nord, par rapport au monde entier a été très forte, très puissante. Un personnage comme Willam Notman, à Montréal, a rayonné en Amérique avec des studios à New York, à Washington, à Boston et il était un des chefs de file du grand magazine photographique *The Philadelphia Photographer* qui était reçu partout dans le monde et Notman a donné le ton, finalement, par son type d'images, ses styles d'images, ses techniques de fabrication d'images. Il a donné le ton à plusieurs égards et aujourd'hui, l'image photographique bien sûr est un calepin de notes extraordinaire sur la culture matérielle — ce n'est pas tout que de parler des vestiges ou des éléments qui sont là encore faut-il les incarner — et, la photographie, en outre, pour la région de Québec — ici on a les premières images qui datent des premières images du territoire de l'architecture qui datent de 1857, précisément à l'Île d'Orléans, et bien, une maison à l'Île d'Orléans où il n'y avait pas de pont

en 1857 — c'était à peu près la même maison qui était là en 1757, et même un petit peu plus loin finalement — quant on regarde, au fond, l'ensemble du paysage. Donc, la photographie est devenue, pour moi, au moment où j'ai fait une cinquantaine de films sur le patrimoine québécois à l'ONF et à Radio-Canada, à l'Office national du film du Canada et pour la société Radio-Canada — j'ai fait une cinquantaine de films sur la culture matérielle québécoise pour sensibiliser mes concitoyens — et, c'est à ce moment-là que je me suis rendu compte, à la fin des années 70, à quel point la photographie ancienne pouvait être un médium extraordinaire pour incarner tous les aspects, finalement, de la culture matérielle. La photographie ce n'est pas qu'un calepin de notes, la photographie c'est aussi un grand médium de création. J'appartiens à un département de l'histoire de l'art ou les discours, les regards, les examens sur des volets de cette pratique finalement débordent le simple regard ethnologique ou simplement sociologique et donc, finalement, il y a plusieurs aspects que l'on peut traiter dans ce champ mais, je pense que c'est un haut lieu du patrimoine des collectivités que le fond d'images photographiques

Donc on donne des cours, on dirige des projets de recherche, des mémoires de maîtrise, des thèses de doctorat et, bien sûr, un prof d'université qui a donné des cours et qui dirige des mémoires et des thèses, il pense aussi à sa relève. Alors, quand on arrive à 55 ans — comme je le suis — j'aimerais, j'essaie de plus en plus de m'entourer de gens qui dans 5 ans ou dans 8 ans vont porter le flambeau et vont peut-être prolonger cette action de façon très différente parce qu'au fond — j'en jaisais tout à l'heure avec un de mes collègues ici, qui est très préoccupé par le patrimoine québécois mais aussi très ouvert sur le monde, Dino vum Baru, qui me disait, vous allez l'entendre probablement cette semaine dans les ateliers, qui me disait que « l'université a bien changé depuis trois cents à quatre cents ans peut-être, même un peu plus » — au départ, c'est des monastères qui assument des connaissances, ce sont des cercles fermés et, peut-être à la fin du 19^e et au 20^e, l'université est devenue une agora où on échange, c'est un lieu de débat. Il y en a qui le prennent bien, il y en a d'autres qui le prennent mal quand on questionne leurs orientations, mais je pense que dans nos sociétés que ce soit sur le plan politique, idéologique, sociologique, culturel, conservation patrimoniale, ce n'est que du débat, de l'échange — vous le savez comme moi — qu'on pourra progresser et avancer et faire avancer finalement les dossiers. Alors donc, j'essaie de former finalement une relève qui pourra prendre le pôle, prendre la suite. Un volet de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine sur lesquels j'ai beaucoup travaillé et sur lesquels plusieurs universitaires québécois travaillent, c'est dans une perspective de service à la collectivité, d'engagement social. Alors, bien sûr, on peut participer à des colloques, on peut faire, participer à des colloques savants, finalement échanger sur certains aspects si on veut nationaux ou internationaux, mais je pense qu'il y a quelque chose qui ne se sépare pas de l'enseignement, de

la recherche universitaire au Québec par rapport à cette notion là, c'est bien sûr la notion de service à la collectivité. Je pense que tous mes collègues qui travaillent dans les différentes universités que ce soit Montréal, que ce soit l'UQAM, que ce soit dans des constituantes de l'Université du Québec, que ce soit à l'Université Laval, on est tous très préoccupé par un engagement dans notre milieu. Ça se fait de différentes façons, par exemple, j'ai un collègue Luc Noppen qui enseigne à l'école d'architecture, qui est un spécialiste de l'architecture québécoise, et nous avons présentement de graves difficultés avec la conservation de ce qui est peut-être le monument identitaire le plus important de la vallée du St-Laurent, ce sont les églises. Dans toutes les paroisses du Québec, finalement qui sont les entités de divisions de bases territoriales, il y avait une église, une église qui était au fond le carrefour social de la communauté locale avec son clocher, alors ça démontrait parfaitement ce désir que les Mésopotamiens avaient — avec les « igourats » ou bien les Mayas avec leurs pyramides de Yousmal ou d'ailleurs — de rencontrer le divin de la façon la plus élevée possible. C'est une antenne vers le ciel que cette église qui, en bout de piste, témoigne qu'il y a là une communauté qui vit sous la tutelle du divin. Mais, nos églises sont beaucoup plus que des lieux de rencontres sociaux, hebdomadaires, ce sont aussi des musées. Nos concitoyens ont mis là, à coup de 10 ¢ ou 25 ¢, finalement le meilleur d'eux-mêmes en demandant à un architecte d'ériger le bâtiment et ensuite en commandant à des sculpteurs [ornemanistes] la décoration des intérieurs et après ça, à des artistes peintres et puis à des orfèvres et des saintes brodeuses qui ont réussi des vêtements liturgiques pour le spectacle dans le cœur, des œuvres admirables. Et bien aujourd'hui, avec les grands changements de société que l'on vit partout, il n'y a plus de recrutement clérical. Le clergé a beaucoup vieilli. Les grandes institutions d'hommes et de femmes sont presque tous en train de fermer et bientôt, toutes les églises n'auront plus d'administrateur gestionnaire ou, si on veut, de curé pour échanger avec Dieu, bon finalement, parce que la société est rendue ailleurs. Mais, le bâtiment est là et il y a des problèmes énormes. On a pas de sous et finalement les églises — l'Église catholique — n'a pas nécessairement toutes les ressources qu'il faut pour rencontrer le problème de conservation et, en bout de piste, il faut qu'on trouve des solutions pour essayer de les conserver parce qu'à mon point de vue, comme je vous l'ai exprimé tantôt, si il y a quelque chose d'identitaire pour une communauté comme la nôtre, c'est bien son paysage bâti et dans ce paysage bâti c'est l'église. Au même titre que finalement en Grèce, le temple est... en Grèce classique, le temple est un élément éminemment identitaire ou encore, chez les Mésopotamiens, tiens l'Asigourat, chez nous, ça été un élément de base qui doit être à mon point de vue protégé. Bien, il y a un de mes collègues qui a organisé un colloque, à la demande du maire l'Allier, pour examiner — il y a quelques mois — comment on pouvait procéder, comment on devrait présenter. On commence à étudier la problématique, c'est des universitaires qui le font, pour essayer de trouver des nouvelles

voies, respectueuses des sites, dans les villes-centre, dans les villes où il y a plusieurs paroisses, plusieurs églises. Montréal était qualifiée au 19^e siècle de « Cité aux toits d'argent » tellement il y avait d'églises — à peu près à tous les 5 kilomètres, il y avait une église qui était à peu près la distance qu'on pouvait parcourir à pied en 5 minutes pour se rendre au temple. Il y avait une pensée de géographie culturelle dans ces implantations, bien qu'est-ce qu'on garde ?, qu'est-ce qu'on distrait ? et comment va-t-on distraire ces bâtiments là ? C'est une grande problématique, finalement, que nous vivons et il y a des professeurs d'universités qui essaient d'y apporter solution.

J'ai un collègue ici, Pierre Myrand, qui a passé sa vie à travailler en écomuséologie en Haute-Beauce. À chaque fin de semaine, il partait — vous allez l'entendre cette semaine, il est celui qui prend des notes et qui va probablement vous donner le bilan de la rencontre à la fin de la semaine — Pierre Myrand prend sa voiture à chaque vendredi soir et s'en va en Haute-Beauce, à partir de Montréal, pour animer une collectivité, développer un territoire musée, protéger, susciter une fierté dans ces communautés qui ont vécu des changements technologiques et des changements économiques difficiles, essayer des lignes de force qui les ont défini et essayer, au fond, de recréer une fierté, enclencher un processus de conservation puis, amener le monde dans cette société maintenant qui est devenue, enfin la planète est maintenant nomade, on est en circulation partout. C'est d'ailleurs le titre d'un article [...] cette semaine dans le *Nouvel observateur* « La planète nomade » et d'un livre qui vient de paraître. Ce qu'on signalait ce matin, c'est une grande menace pour plusieurs sites patrimoniaux internationaux. Bien Myrand, finalement, travaille dans cette perspective là, depuis que je le connais, depuis 25 ans. Alors, non seulement c'est un professeur d'université qui donne des cours, fait de la recherche mais qui, comme d'autres, fait du terrain, essaie de sensibiliser ses concitoyens. J'aimerais vous dire que c'est systématique que cette dynamique, que cet élan chez nous et je pense, je reviens un petit peu à mon parcours, moi je sens que les besoins sont tellement énormes de sensibilisation collective. Les besoins de sensibilisation collective, c'est pas seulement par rapport au patrimoine, c'est pas seulement par rapport à l'ensemble des citoyens, au monde ordinaire, mais c'est surtout les gens en autorité, les maires et les conseillers et puis je remonte d'une étape, les gens qui sont à des niveaux supérieurs, au niveau gouvernemental, au niveau de la fonction publique. Il y a du travail de sensibilisation et d'éducation énorme à faire. Et moi, j'ai compris que dans ma collectivité que ça ne suffisait pas faire du terrain — j'en fait beaucoup de terrain pour toutes sortes de choses, soit des conférences, soit des rencontres d'écrivains, devant des communautés locales — mais j'ai compris, depuis longtemps, ça commencé en '76, que la seule façon d'y arriver, c'était d'utiliser les moyens de communication de masse, c'est-à-dire la télévision. Alors j'ai essayé d'obtenir des fonds. Il y a de l'argent disponible dans les

grandes stations de télévision ou dans les grands réseaux pour produire des documentaires accessibles au grand public. Mais, j'avais toujours en tête aussi que les structures ethnologiques, sociologiques ou d'historiens ou d'historiens de l'art qui sous-tendent le discours, sont éminemment rigoureuses et qu'elles peuvent sustenter des étudiants d'université pour, entre autre, des programmes de 1^{er} cycle. Bon pour aller vite, j'ai décidé d'utiliser des moyens de communication de masse que sont la télévision et les grands réseaux de radio aussi pour essayer de faire avancer les choses. J'aimerais beaucoup — par rapport aux discussions que vous allez aborder cette semaine, il y a le terme de convergence qui a été choisi pour au fond définir le parcours, l'évolution de votre, de notre réunion — j'aimerais beaucoup que vous pensiez, vous qui venez de différentes communautés ou de différentes collectivités, à nos besoins. Je pense que nous voulons nous ouvrir au monde mais, nous avons besoin d'être alimentés, nous avons besoin de sources. Il y a, bien sûr, le réseau Internet [...] ou peut chercher. Un moment donné, quand je me suis abonné au réseau Internet il y a quelques mois, j'ai questionné l'ordinateur pour savoir qu'est-ce qu'il y avait sur l'histoire mondiale de l'architecture et j'avais un menu qui est apparu, et il y avait, en outre, l'université de Melbourne en Australie [...] avait un fond de 200 gravures anciennes sur différents monuments de l'histoire de l'humanité. C'est une collection qui datait du 19^e siècle et on avait demandé à des chercheurs de documenter chacune de ces œuvres-là. Alors, j'ai décidé d'aller faire un tour à Melbourne pour voir un temple en particulier, une série de temples en particulier qui est le *temple de Pistoum*, qui est dans le sud de l'Italie. Et bien, immédiatement, est apparu sur mon écran une carte géographique pour me situer Pistoum, par la suite des images des temples, par la suite des textes sur l'état des fouilles archéologiques, l'état de la connaissance ethnologique, l'état de la connaissance historique. C'était, pour ces temples-là, une quinzaine de pages. J'ai pressé la clef d'ordinateur de l'imprimante puis ça s'est imprimé tout ça et j'ai pu en faire quelques copies plus tard pour les donner à mes étudiants comme éléments de documentation sur Pistoum. Eh bien, j'aimerais vous dire que nous avons besoin de ce type de documents là, sur tous les temples, sur tous les monuments, sur tous les aspects du patrimoine mondial et ça c'est très efficace et très rapide pour nous. On peut par la suite... on peut échanger, dissenter avec nos étudiants. Il faut aussi revisiter les données d'un très grand [...] de biens patrimoniaux qui datent, on traîne la chose. Moi, je travaille avec une équipe présentement sur un élément, un lieu symbolique très fort, au Québec, qui est l'île d'Orléans, qui a eu un pont en 1935 mais qui a été colonisée vers 1670, à peu près, par des français. Il y a 325 familles souches qui sont établies là et finalement c'est un milieu qui a conservé [...] grande intégrité. Mais, ça faisait 50 ans, depuis 1927, [...] on avait pas revisité l'île d'Orléans et, finalement, on colportait à peu près les mêmes idées, les mêmes documents, la même vision et j'ai engagé deux étudiants de doctorat de

Laval puis on a refait une critique des sources, on a replacé toute l'interprétation de l'île d'Orléans. Mais, je pense que pour un très grand nombre de biens patrimoniaux... Puis si on reste sur l'architecture — parce qu'il me semble qu'on est davantage collé à l'architecture dans une réunion comme celle-ci — j'aimerais beaucoup vous dire que l'architecture, c'est beaucoup plus que la simple approche d'un historien de l'art qui va, au fond, disserte sur des paramètres formels et esthétiques. Un bien d'architecture c'est d'abord des éléments structuraux, c'est toute la dimension technique, les matériaux. Puis, il y a eu tout un programme qui a précédé l'érection d'un bâtiment bien inscrit dans la réalité sociale d'une collectivité. On aimerait bien, au fond, connaître toute cette dynamique là qui nous amène, au fond, aux considérations techniques puis après ça, c'est toute la dynamique des utilités dans un monument d'architecture puis ensuite, bien sûr, les références stylistiques. Alors pourquoi ça arrive cette forme, cette grammaire décorative, etc. ? Et puis, qu'est-ce que ça fait comme petits, etc. ? Donc, on a besoin de dépasser le discours un peu banal que l'on tient sur les monuments d'architecture, un peu comme on le fait dans le *Guide Michelin* d'ailleurs depuis une éternité. Je pense que le questionnement de la planète est différent et bien différent, un peu comme l'histoire qui égale grand « P », sur le passé « petit p », il faut qu'à chaque génération, on redéfinisse le passé. Et bien, pour le patrimoine ça pourrait être « très grand P » égale Patrimoine passé redivisé par le « petit patrimoine présent », pour redéfinir, réengager pleins d'éléments de recherche. Bien sûr je ne pose pas la problématique économique — probablement que vous allez l'aborder cette semaine — mais je veux vous dire qu'il faut revisiter, il faut publier et il faut mettre en grand réseau les publications. Je pense que la planète est prête à les acquérir, il y a des éditeurs, un éditeur allemand et un éditeur français, qui poussent dans cette perspective avec des ouvrages admirables sur les biens patrimoniaux internationaux.

Je terminerai en vous disant qu'au fond le patrimoine au Québec c'est une grande préoccupation collective et sans se déconnecter de ce qui se passe ailleurs au Canada — je voulais peut-être signaler ça pour Mme Copps, qui n'est pas là. Mais, finalement, les universitaires canadiens ont joué un rôle très dynamique pour l'étude de la diversité canadienne, « canadien » devrais-je dire, par exemple en Colombie britannique. L'université de U.B.C. a fait une spécialité de la connaissance des cultures Aïda, des cultures amérindiennes de la Côte du Pacifique. Il y a un magnifique musée à Vancouver qui a été réalisé par un grand architecte canadien, Erickson, et qui est une grande réussite architecturale — parce que le patrimoine, là aussi, c'est pas juste le *Panthéon* à Rome du II^e siècle ap. Jésus-Christ, c'est aussi *l'Opéra de Sydney*, de Wison à Sydney en Australie, et même le *World Trade Center* à New York — est en train de devenir un bien patrimonial, je pense, donc (j'ai perdu le fil), oui, en Colombie britannique, il y a l'U.B.C. [...] a fait une spécialité des cultures

Aïda, dans l'ouest du Canada en Alberta. Il y a un musée de paléontologie à Draw Miller — vous savez qu'au Canada, nous avons dans le nord de l'Alberta, en outre, le plus grand dépôt paléontologique au monde et c'est à Draw Miller qu'on y a implanté un musée extraordinaire et un centre d'interprétation lié à l'Université d'Alberta — et, finalement, au Québec, je pense que l'université de Montréal, l'université du Québec et l'université Laval avec son CELAT et puis avec tout ce qu'on vous a signalé ce matin, il y a un centre d'études sur les traditions, sur les langues et la culture québécoise finalement qui existe depuis le début des années '50, qui est très actif, qui a produit une centaine de maîtrises et de doctorats, se focalise sur la connaissance des francophones de la Vallée du St-Laurent du Québec et de l'Amérique française et, pour rester dans la ligne canadienne, il y a en Acadie, alors à l'université de Moncton, avec le père Anselme Chiasson, un lieu d'études lié à l'université de Moncton avec un musée, un centre d'interprétation sur le peuple acadien, exceptionnel qui est relié à l'université de Moncton. Donc nous avons un réseau établi et c'est une grande préoccupation.

Cette semaine... j'étais en fin de semaine et je vais conclure là-dessus dans une minute, j'étais en fin de semaine dans le comté de Kamouraska, qui est sur la rive sud du St-Laurent, à peu près vis-à-vis de la Malbaie — où vous irez peut-être vendredi si vous suivez le parcours avec mon ami Philippe Dubé — et bien, il y avait là un colloque de trois jours d'une association d'amateurs de patrimoine qui a été créée par des universitaires et cette association est *l'Association des propriétaires et amis de maisons anciennes du Québec* — ils ont plus de 600 membres — et, quatre fois par année, ils se promènent dans différentes régions du Québec puis ils entrent dans des intérieurs de maisons et les propriétaires sont les guides finalement. Il y aussi, cette semaine... mercredi — il y a votre colloque qui est un colloque, à mon point de vue très très important — mais il y a aussi, mercredi, un colloque qui s'appelle « Rues principales ». Alors, il y a des gens qui sont reliés beaucoup à différentes universités qui travaillent dans un programme, une fondation canadienne et québécoise qui essaient de revamper, de ressusciter, d'améliorer les cœurs des villes, des villes au Québec, alors cette société tient son colloque. Il y a, la semaine prochaine à Montréal et à Québec, un colloque de 4 jours sur la conservation des cimetières. Alors, si il y a une menace par rapport à nos biens d'églises, il y a aussi une menace sur ces lieux identitaires qui marient le minéral et le végétal que sont nos cimetières anciens, nos cimetières jardins du 19^e siècle — il faut que ces parcs là continuent à vivre avec de nouvelles problématiques — donc, se tient un colloque sur le patrimoine des cimetières. Il y a quelques mois au début de juin, Noppen tenait un colloque sur la conservation des églises au Québec et finalement dans quelques jours le Conseil des monuments et sites du Québec auquel j'appartiens — qui a suscité une fondation québécoise du patrimoine et qui publie un magazine qui s'appelle *Continuité* et qui est très actif à l'échelle

nationale — le Conseil des monuments et des sites du Québec qui est un regroupement de tous ceux qui ont des préoccupations de conservation et de mise en valeur — ce sont des professeurs d'universités qui assument ça, de l'université de Concordia, de l'université de Montréal, de l'université du Québec et l'université Laval — et bien, le Conseil des monuments et des sites organise des visites dans des biens patrimoniaux et, cette fin de semaine, la fin de semaine qui s'en vient, c'est dans la ville de Québec que cela va s'opérer et ça continue. Quand je regarde le programme d'automne, je constate à peu près que tous les universitaires on est très sollicité pour participer à des colloques, des réunions, des rencontres de découvertes un peu partout à l'échelle du Québec qui concernent le patrimoine national. Puis, on prêt à vous l'ouvrir sur le monde. D'ailleurs, on est en train de le faire sur les grands réseaux et sur Internet.

J'aimerais conclure en vous disant dans cette fin de semaine où j'ai passé trois jours extraordinaires dans le comté de Kamouraska — qui est un lieu naturel émouvant dans les couleurs d'automne et c'est un pays de caps, un peu comment on en retrouve dans certaines images du nord du Viêt-nam, avec ses mariages de ses grands pains de sucre avec la mer etc., on a des éléments comme ça mais, avec la couleur de l'automne en plus, dans le comté de Kamouraska — on est allé visiter un certain nombre de maisons dans le village de Kamouraska et, parmi les maisons que nous avons visitées, et bien il y en a quatre qui appartiennent à des professeurs de l'université Laval. Non seulement chez nous, c'est un phénomène de société, non seulement on s'intéresse au niveau de l'enseignement, de la recherche et de services à la collectivité mais, on passe de la théorie aux actes. Alors, mon ami Jacques Desautels, qui est doyen de la Faculté des Lettres, et bien possède une très belle maison qu'il nous a ouvert en fin de semaine, une très belle maison qui date du 19^e siècle. Son collègue Balthazar, en sciences sociales, est son voisin d'en face et un troisième personnage qui est Genest, M. Jacques Genest — qui a été secrétaire de l'université pendant 18 ans, et professeur aux Lettres — possède une très belle maison, Paul-Louis Martin — qui enseigne à l'université du Québec à Trois-Rivières et qui est un spécialiste du patrimoine était notre guide — et, il a une maison extraordinaire du 19^e qui a été restaurée. Donc chez nous non seulement on théorise sur [...].

ATELIER I

DROIT ET GESTION DU PATRIMOINE

Les grandes organisations internationales ont des responsabilités directes en patrimoine et, par leurs actions, elles développent des modes de concertation entre les universitaires et les professionnels du patrimoine. Où se situe précisément chaque intervenant du patrimoine ?

L'atelier I est présidé par :

M. Philippe DUBÉ, professeur agrégé et membre associé du CÉLAT, vice-président du *Forum* UNESCO

L'atelier I est animé par :

M. Albert LEGAULT, professeur titulaire et
directeur de l'Institut québécois des hautes études internationales
Université Laval

Conférence :

M. José LUIS MONTALVÁ, directeur de *Forum UNESCO*

El « ForumUNESCO » — Patrimonio y universidad — Una « Red de redes » al servicio del intercambio interuniversitario.

Résumé :

Suite à la tenue du 1er séminaire international ForumUNESCO Université et patrimoine en octobre 1996 à Valence (Espagne), le ForumUNESCO est né d'une entente protocolaire entre l'UNESCO et l'Université polytechnique de Valence. C'est dans cet esprit de coopération internationale qu'un programme d'activités conjointes sera mis en place à moyen terme

Ponentes :

Dr. D. José Duato Marín
Vicerrector de Investigación y
Desarrollo Tecnológico de la Universidad Politécnica de Valencia

Dr. D. José Luis Montalvá Conesa
Director del « *Forum UNESCO* »

D. Manuel Jesús Ramírez Blanco
Subdirector del « *Forum UNESCO* »

Señor Presidente, Excelentísimas Autoridades, Señoras y Señores, amigos todos :

Nos trae aquí, el digno honor de representar a la Sede central des *Forum UNESCO*, radicada en la Universidad Politécnica de Valencia, y constituida como resultado del « Protocolo de Acuerdo » firmado en Paris en 1995, por el Director General de la UNESCO y el Rector de Dicha Universidad.

En dicho « Proyecto » que deberemos tener siempre como referente y que por su importancia, resumiremos a continuación :

- 1º) Apoyo a la formación de postgrado de alumnos y técnicos en materia de salvaguarda del patrimonio.

- 2º) Selección de proyectos de gran envergadura que permitan la formación de estudiantes en determinados aspectos relacionados con la restauración.
- 3º) Selección de proyectos que motiven a los estudiantes, respecto del ejercicio de una actividad voluntaria y de la solidaridad en el marco de una especialidad.
- 4º) La creación de puestos de trabajo para la puesta en valor del patrimonio.
- 5º) Velar por el rigor y la eficacia de las metodologías aplicadas en los distintos departamentos y centros universitarios.
- 6º) Dar mayor trascendencia a los puestos de trabajo para jóvenes estudiantes y proporcionar a los talleres universitarios una verdadera infraestructura profesional que permita a los estudiantes obtener créditos.
- 7º) Ayudar a difundir las ideas de la UNESCO, las obras de investigación y los grandes programas culturales y patrimoniales de la institución.
- 8º) Colaboración con la programación de seminarios, conferencias, y viajes de estudios relacionados con el patrimonio.
- 9º) Creación de un banco de datos de proyectos, equipos y especialistas en relación con el patrimonio.

1. El Seminario internacional de Valencia

El « Protocolo de acuerdo », en su « Artículo 3 », recoge (dentro de los « proyectos a corto plazo »): « Realizar un seminario internacional en Valencia al que asistirán representantes de universidades de todo el mundo que deseen participar en el Proyecto ». Así como: « La creación de una base de datos internacional y elaborar el programma informático de la misma ». La celebración del presente seminario de Quebec, es precisamente una de las consecuencias de las resoluciones del seminario que se celebró en octubre del pasado año en Valencia; dando así, cumplimiento al primer « proyecto » contenido en el Protocolo. En cuanto a la creación de la base de datos internacional, después de su presentación en el seminario de Valencia, nos cabe el honor de poder informarles (como colofón de la presente ponencia), sobre el estado en el que se encuentra, junto a una demostración y descripción de su estructura funcional.

1.1 La « carta de Valencia »

1.1.1 Resoluciones

Los representantes de las universidades participantes en el seminario internacional de la UNESCO, conscientes del papel que deben jugar las universidades en la protección del patrimonio en su conjunto, y en complemento con la acción desarrollada por el ICCROM el ICOM, ICOMOS y la IFLA, teniendo en cuenta las necesidades inmensas en este campo y acción, salvaguarda y valoración de esta herencia común, han decidido por unanimidad asumir la creación de una red internacional Forum UNESCO / Universidad y Patrimonio, en la que la coordinación será garantizada por la UNESCO y el seguimiento por la Universidad Politécnica de Valencia.

La red internacional, cuya acción se inscribe perfectamente en el marco de los objetivos de la UNESCO, será portadora de una ética y tendrá por vocación :

- actuar con determinación en la responsabilización de los jóvenes universitarios, así como de la población, para participar activamente en la protección, salvaguarda, valoración y promoción del patrimonio cultural, marco privilegiado para la práctica de la ciudadanía.
- instaurar y reforzar la cooperación internacional y nacional entre las universidades, basadas en el intercambio y la solidaridad alrededor del patrimonio.

1.1.2 Objetivos

- Movilizar a escala nacional e internacional los recursos humanos y técnicos de las universidades con la finalidad de actuar de común acuerdo con las poblaciones para una protección y valoración del patrimonio.
- Responsabilizar a los jóvenes instaurando una cooperación entre especialistas, enseñantes y estudiantes a nivel local y nacional, en favor del patrimonio en el seno de la universidad y en el seno de la sociedad.
- Crear un movimiento de solidaridad y de ayuda mutua tejiendo vínculos entre las universidades a escala regional e internacional.

- Reforzar la cooperación interuniversitaria para la transferencia de conocimientos e intercambios de experiencias en el campo del patrimonio.
- Desarrollar la formación sobre el patrimonio.
- Perfeccionar la formación teórica gracias a las experiencias prácticas.
- Promover la mutua comprensión entre los estudiantes y un diálogo multicultural para la construcción de la paz.

2. La Sede Central de Valencia

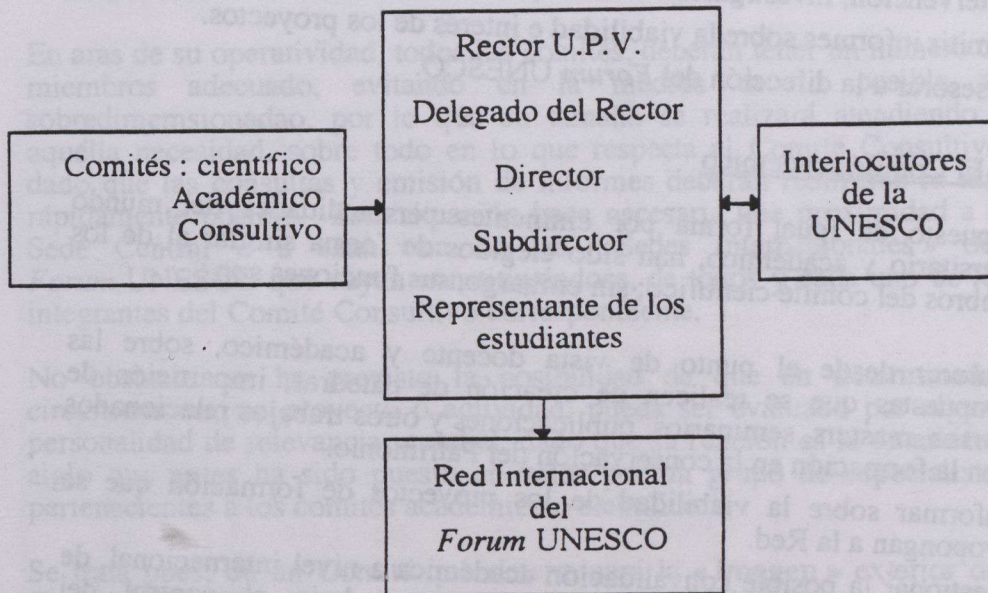
2.1 Su estructura orgánica

La Sede Central del *Forum* UNESCO, está representada por supresidente, el delegado de éste, y el equipo de dirección; y de acuerdo con el « Artículo 2 » del Protocolo de París, sus miembros son nombrados por el presidente, (entre los que además habrá un representante de los estudiantes), elegido de entre los componentes de la representación de la Sede Central del *Forum* UNESCO.

Todos los miembros, recibirán el asesoramiento de los comités académico, científico y consultivo, (dependiendo de la naturaleza de la materia de que sea objeto la consulta). También serán consultados los correspondientes interlocutores de la UNESCO.

A continuación se presenta un organigrama en el que figura la estructura organizativa de la Sede Central.

Sede Central del *Forum* UNESCO



2.2 Los comités : Científico, docente y consultivo

2.2.1 El comité científico

Está integrado por personalidades del mundo de la ciencia y de la cultura que entienden sobre el Patrimonio y que, elegidos en función de sus « curricula », tienen — entre otros —, como misión fundamental :

- Valorar desde el punto de vista científico, los proyectos de intervención, investigación u otros que le sean encomendados a la Red.
- Emitir informes sobre la viabilidad e interés de los proyectos.
- Asesorar a la dirección del *Forum* UNESCO.

2.2.2 El Comité académico

Compuesto de igual forma por eminentes personalidades del mundo universitario y académico, han sido elegidos de forma similar al de los miembros del comité científico; sin embargo, sus funciones son :

- Valorar desde el punto de vista docente y académico, sobre las propuestas que se realicen de creación de cátedras, impartición de cursos, masters, seminarios, publicaciones y otros trabajos relacionados con la formación en la conservación del Patrimonio.
- Informar sobre la viabilidad de los proyectos de formación que se propongan a la Red.
- Gestionar la posible convalidación académica a nivel internacional, de las cátedras, cursos, etc. que se impatan bajo el control del *Forum* UNESCO y en coordinación con la UNESCO.
- Asesorar a la dirección del *Forum* UNESCO.

2.2.3 El Comité consultivo

Este es un órgano de la mayor importancia para el funcionamiento externo del *Forum* UNESCO, al tratarse de un comité que deberá evaluar y supervisar la calidad de un determinado proyecto, que previamente haya sido informado favorablemente por los comités académico y científico.

Se trata pues, de un comité que está compuesto por miembros seleccionados pertenecientes a los dos comités anteriores a los que se sumarían miembros de la comunidad internacional de reconocido prestigio en la defensa del Patrimonio. En cuanto a su cometido, le compete :

- Resolver sobre los dictámenes que realicen los comités científico o académico, constituyéndose como en un filtro de toma de decisiones finales.
- Asesorar a la dirección del *Forum* UNESCO.
- Evaluar los convenios que puedan realizarse entre el *Forum* UNESCO y empresas, o con otros organismos oficiales.
- Evaluar los convenios interuniversitarios de miembros pertenecientes o no a la Red.

En aras de su operatividad, todos los comités, deberán tener un número de miembros adecuado, evitando en la medida de lo posible su sobredimensionado, por lo que su tamaño se realizará atendiendo a aquella necesidad, sobre todo en lo que respecta al Comité Consultivo, dado que las consultas y emisión de informes deberán realizarse lo más rápidamente posible. Esta situación hace necesaria una proximidad a la Sede Central o a una de las « Sedes internacionales » des *Forum* UNESCO que vayan constituyéndose, de todos y cada uno de los integrantes del Comité Consultivo correspondiente.

No obstante, se ha previsto la posibilidad de que en determinadas circunstancias, un proyecto o actividad, pueda ser evaluado por alguna personalidad de relevancia mundial, dado que su función es la de arbitrar algo que antes ha sido puesto en valor por un grupo de especialistas pertenecientes a los comités académico o científico.

Se trata pues, de un Comité que determinará la « imagen » exterior del *Forum* UNESCO, por lo que sus componentes deberán ser relevantes personalidades nacionales e internacionales del campo de la cultura.

Los miembros pertenecientes a todos y cada uno de los comités serán nombrados oficialmente por el presidente de la Sede Central del *Forum* UNESCO y Rector de la U.P.V.

En la actualidad, es deseo de la Sede Central del *Forum* UNESCO, proceder a la revitalización y remodelación de todos y cada uno de los comités, para ello se propone contactar con las universidades, administraciones públicas y Reales Academias de las Artes, Ciencias y Letras a nivel nacional, y con la UNESCO y sus ONG's afines, a nivel internacional, con el fin de evacuar consultas y solicitar las propuestas oportunas para proceder a su selección y nombramiento protocolario.

Siguiendo el mismo procedimiento selectivo, se dirigirían comunicados oficiales a los presidentes de las organizaciones profesionales cuya actividad guarde relación con la conservación del patrimonio (arquitectos, arquitectos técnicos, ingenieros civiles, bellas artes, arqueólogos,

geografía e historia, ingenieros, etc.), para la formación del comité científico.

Una vez seleccionados sus componentes (en el que primará la « calidad » sobre la cantidad), se propondría su nombramiento.

2.3 Los « representantes de la asociaciones de estudiantes para la defensa del patrimonio » de la Sede Central del Forum UNESCO.

Para dar cumplimiento al espíritu que impregna buena parte del Protocolo firmado en París, por el que se establece la necesidad de sensibilizar, incorporar e involucrar a los jóvenes universitarios en la defensa del Patrimonio; la Sede Central del *Forum* UNESCO, a través de su equipo de dirección; ha impulsado la creación en su Sede, de una representación de estudiantes para la defensa del patrimonio de las universidades que radican en Valencia y que ya cuentan con estructuras organizativas legalizadas.

La representación está compuesta por dos representantes elegidos de entre los componentes de las delegaciones de alumnos de la U.P.V. y de la Universidad Literaria respectivamente, con los que se cubre el arco universitario radicado en la ciudad de Valencia.

Su misión, consiste en la creación de un flujo de información y contactos interuniversitarios entre los estudiantes de las distintas universidades del Mundo que estén conectadas a la « red » utilizando para ello los recursos que el *Forum* UNESCO ha puesto a su disposición (entre otros, un espacio físico — como lugar de encuentro — en la Sede Central, la Base de Datos y páginas Web).

En cuanto al perfil de los integrantes de esta representación de alumnos, su estructura ha sido democráticamente elegida entre ellos mismos, aunque primando a estudiantes que se encuentran cursando los últimos años de carrera; y que ésta, tenga la mayor afinidad posible con la conservación del patrimonio.

Conférence :

M. M.J. RAMÍREZ BLANCO, subdirector del Forum UNESCO

El « Forum UNESCO » — Patrimonio y universidad — Una « Red de redes » al servicio del intercambio interuniversitario.

Resumen ponencia :

Forum UNESCO es una red inter-universitaria a nivel mundial, cuya finalidad es la de intervenir en la defensa del patrimonio de la humanidad, que surge como un proyecto común de la División de Patrimonio Cultural de la UNESCO y de la Universidad Politécnica de Valencia, donde tiene fijada su sede (el 19 de Abril de 1995 se firmó el protocolo entre la Universidad Politécnica de Valencia y la UNESCO).
Objetivos del Forum :

1. Creación de un clima adecuado para responsabilizar a los jóvenes universitarios (en la actualidad, se encuentra constituida la representación de los estudiantes para la defensa del patrimonio de la Comunidad Valenciana, con sede en el Forum UNESCO, y en breve se extenderá a todo el estado español).
2. Elaborar una red inter-universitaria de expertos y especialistas en patrimonio (en este momento está operativa a través de Internet).
3. Constitución de un órgano de cooperación destinado a favorecer la creación de cátedras UNESCO, talleres universitarios, conferencia y viajes de estudios relacionados con el patrimonio, así como la difusión de las ideas y objetivos de la UNESCO.
4. Como objetivo prioritario de la red, se establece la ayuda a aquellos países que por su grado de desarrollo económico necesitan el aporte de tecnología y recursos humanos.

2.4 Situación actual de la Sede Central del Forum UNESCO

2.4.1 La transición de la fase experimental

Desde el día en que se gestó el proyecto « Forum UNESCO », se ha venido desarrollando por esta Institución una serie de actividades de diversa índole relacionadas con la conservación del Patrimonio, entre las que se incluyen, el mencionado Seminario Internacional de la UNESCO, celebrado en Octubre del 1996, en la Sede de la U.P.V.

Todas las actividades realizadas hasta la fecha, han sido enmarcadas en lo que ha sido considerado como una PRIMERA FASE de carácter experimental y por lo tanto contando con una estructura provisional.

Agotada ésta primera fase, se ha procedido a la remodelación y potenciación de la estructura orgánica y funcional de la Red, en base a la puesta en marcha definitiva de determinadas actividades y proyectos que se consideran de interés para los objetivos que persigue el « *Forum UNESCO* »; si bien, esta decisiva etapa que comienza, requiere de medios humanos y materiales que considerando su importancia han sido recogidos en el siguiente programa de necesidades previstos para el ejercicio 1997 :

2.4.2 Administración v programa del *Forum UNESCO*

Al respecto se informa que la Sede Central ha realizado una reestructuración de su personal que ha afectado al anterior equipo de dirección así como a nuevas contrataciones, entre las que se incluyen un consultor de la UNESCO. En estas remodelaciones se ha tenido siempre presente la operatividad de la estructura funcional del *Forum UNESCO*.

Se procederá a realizar nuevas inversiones de equipos que modernizarán los existentes con la finalidad principal de ponerlos al servicio de la Red.

Se realizarán ayudas a programas de formación en materia de Patrimonio, que por su interés, hayan merecido la aprobación de los Comités Académico o Científico y la supervisión del Comité Consultivo.

2.4.3 Desarrollo y ampliación del Banco de Datos

Para hacer más operativa la Red y en aras de su mayor eficacia, se procederá a ampliar la dotación del equipamiento informático, así como a la consolidación del personal afecto a esta área, de acuerdo con las siguientes previsiones :

- Adquisición de un potente servidor de información : un servidor Web y un motor o servidor de bases de datos.
- Adquisición de software específico para la gestión del Banco de Datos.
- Consolidación del personal experto en informática para la puesta en marcha del Banco de Datos.
- Contratación de nuevo personal.

2.4.4 Acciones a Desarrollar en America

Corresponde desarrollar en el presente capítulo, una de las actividades prioritarias para mejorar la operatividad de la Red y fortalecer el intercambio cultural y científico con diversos países del continente

americano, aprovechando la coyuntura de este Seminario de Quebec, y estableciendo — como estaba previsto por mandato de la UNESCO — delegaciones permanentes del *Forum* UNESCO, dotadas de los correspondientes equipos informáticos, constituyéndose en « espejos » a través de los cuales se establecerían los canales de información con todas las regiones de América del Norte, América Central y América del Sur, extendiéndose paulatinamente continente a continente; al resto del mundo, lo que redundaría en la mejora de la cooperación bilateral en materia de la defensa y conservación del Patrimonio a nivel mundial. No obstante como acciones a desarrollar a corto plazo, como consecuencia directa del presente Seminario, se contemplan :

- Creación de delegaciones del *Forum* UNESCO :

En América del Norte : Universidad de Laval (Canadá) y Universidad Veracruzana (Méjico).

En América del Sur : Uruguay y Colombia.

Otras que deseen formar parte de la Red y que cuenten con el beneplácito de la UNESCO y de la Sede Central del *Forum* UNESCO.

- Apoyo técnico y científico para proyectos de intervención que han sido solicitados por Colombia.
- Creación de cursos de formación de postgrado, seminarios y Cátedras UNESCO.

2.4.5 Promoción de proyectos *Forum* UNESCO

Entendemos que una vez se hayan cumplido todos los requisitos expuestos anteriormente y con la estructura organizativa de la Sede Central del *Forum* UNESCO puesta en marcha, sería el momento oportuno de cumplir con otra de las tareas fundamentales que tiene encomendadas la Sede; la **promoción de « proyectos »**, bien sean de promoción propia, o externos, a través de encargos y convenios concretos con organismos nacionales e internacionales, o a través de la UNESCO.

En aras de la mayor operatividad, los proyectos se inscriben en dos grandes campos :

- En el Marco Docente :

Cátedras, masters, cursos, seminarios, conferencias, etc.

- En el Marco Científico :

Proyectos, convenios, publicaciones, etc.

2.4.6 Apoyo a las asociaciones de estudiantes para la defensa del patrimonio

Como se expuso, una buena parte de la filosofía del contenido del Protocolo de constitución del *Forum UNESCO*, así como de las resoluciones del Seminario de Valencia, apuesta por la integración de los jóvenes universitarios en la tarea de la defensa del Patrimonio, por lo que entre los objetivos inmediatos de la nueva dirección de la Sede Central del *Forum UNESCO*, se ha resuelto albergar en su Sede una representación permanente de las asociaciones de estudiantes para la defensa del patrimonio, de las que en la actualidad; una de ellas, ya se encuentra incluida en la Base de Datos de la Red con una página Web; a través de la cual, pueden realizarse todo tipo de consultas sobre las diferentes actividades que vienen desarrollando y las que se encuentran programadas.

De entre las necesidades materiales que se han puesto a la disposición de esta representación de estudiantes, que hoy ya están operativas, destacan :

- Dotación de puestos de trabajo equipados con medios informáticos, en la Sede Central del *Forum UNESCO*.
- Ayudas y cooperación para la promoción de proyectos concretos y campos de trabajo.
- Promoción de ayudas económicas y técnicas para la formación de los estudiantes en materia de patrimonio.
- Intercambios interuniversitarios a nivel mundial, a través de la RED.
- Financiación de los gastos del material fungible que requieran sus actividades dentro de la Sede.
- Impulsar la creación de un órgano que represente a los estudiantes de la Comunidad Valenciana, para la defensa del patrimonio, en una primera fase; para en una segunda, extenderla a nivel nacional.
- Ayuda económica para la publicación de una revista que recoja sus actividades e inquietudes.

2.4.7 Apoyo a la organización del II Seminario del « Forum UNESCO » de Laval (Canadá)

Para la « Sede Central », la celebración de este Seminario internacional de Laval; representa, no solo dar respuesta a una de las conclusiones del

Seminario de Valencia, sino también como modelo para la creación de las líneas maestras a seguir por las candidaturas que opten a la constitución de futuras « Sedes internacionales » de la Red, para ello se ha ofrecido la colaboración y el apoyo logístico, que se ha solicitado por los representantes de la Universidad de Laval, a los que desde aquí queremos ofrecer públicamente nuestra felicitación y apoyo.

2.4.8 La experiencia piloto en la U.P.V. como modelo a emular

PLAN DE COMUNICACIÓN PARA LA PROMOCIÓN Y DIFUSIÓN DEL PROYECTO « FORUM UNESCO » EN TODO EL MUNDO.

En este apartado se están llevando a cabo tres grandes frentes :

- El primero, de régimen interno mediante el envío de comunicaciones escritas a todo el colectivo universitario afín de la Comunidad Valenciana que serviría de experiencia piloto y en donde se invita a participar en el « Proyecto », enviando fichas específicas para cumplimentar y que; una vez recibidas, serían incorporadas a la Base de Datos.
- El segundo frente, — consolidada la experiencia piloto local, y subsanados los errores, si los hubiere — se realizaría una ofensiva generalizada a nivel nacional, que permitiría volver a valorar el nivel de respuesta y aceptación del Proyecto con una segunda oportunidad para realizar los ajustes y correcciones oportunos.
- El tercer y último frente, — una vez estructurada y completada la Base de Datos de ámbito nacional —, consistiría en elaborar un Plan de Difusión mundial, enviando la información concisa y precisa del « Forum » con los formularios a cumplimentar por los futuros usuarios de la Red a todas las universidades del mundo que hayan mostrado interés en participar en el Proyecto. Toda esta información una vez recibida, — aun cuando fuere parcial —, haría posible la **puesta en marcha definitiva de la Base de Datos del Forum UNESCO**, lo que permitiría que el resto del Plan de Comunicación y difusión del « Proyecto » a nivel mundial, emanara de la propia Base de Datos ya que una vez se encuentre operativa, sería extendida a través de los « espejos » que se pretenden situar en cada uno de los cinco continentes con el fin de constituir la « Red de Redes ». A partir de ese momento, su autorealimentación; sería más efectiva, puesto que cada Sede internacional sería responsable de su actualización dentro de su área de influencia.

Los destinatarios de la información, serían en primer término los Centros Universitarios y de la Enseñanza Superior, — Departamentos, Cátedras y profesores que trabajan en el Patrimonio; sin que por ello, para la confección específica de la « Base de datos de especialistas », no se invite a la participación de todos aquellos profesionales, que aún no estando ligados a la Universidad, sean de reconocido prestigio en materia de Patrimonio. Para ello se estimularía la participación de los colectivos profesionales que entienden sobre materia de Patrimonio, así como a todas las Instituciones públicas oficiales de cada Estado y ONG's, muy especialmente a ICOM, ICCROM, ICOMO, IFLA, UIA, CICOP, etc.; puesto que en muchos casos, sus miembros tienen la dualidad de pertenecer a la comunidad universitaria.

Por último, se propondrá la creación dentro de la revista « Agora » que edita la U.P.V., — y que se prevé en breve tendrá tirada nacional —, una sección dedicada al *Forum* UNESCO, en donde se informe puntualmente de todas las actividades, proyectos cursos y datos de interés que afecten al patrimonio y Universidad.

3. Los objetivos de la « Red de Redes »

3.1 La creación de sedes internacionales

El proyecto *Forum* UNESCO, fue concebido para que su actividad tuviera una dimensión internacional; sin ella, gran parte de los objetivos que se persiguen, no tendrían sentido o estarían vacíos de contenido.

Consecuentemente, para la Sede Central, es una acción prioritaria, el dar cumplimiento a las resoluciones del Seminario de Valencia, entre las que se reflejaba la necesidad de impulsar la creación y puesta en marcha de « Sedes internacionales », — en coordinación con la UNESCO —. Entiende también la Sede Central, que las futuras Sedes deberían contar con su propia estructura interna y autonomía respecto de la Sede Central; asumiendo ésta, una labor de seguimiento apoyo logístico y de asesoramiento en cada una de las actividades o proyectos que se desarrollen. En todo caso, sería deseable que tanto la Sede Central del *Forum* UNESCO como la UNESCO, estuviesen puntualmente informados de todas aquellas iniciativas que sirvan a los propósitos de la Red y que por haber sido tomadas por cuenta propia, deban contar con el apoyo de aquéllas organizaciones. En este sentido, le corresponde a la Sede Central la función de enlace con la UNESCO para — de forma conjunta —, difundir los proyectos y actividades que se realicen desde una « Sede Internacional » al resto de los miembros pertenecientes a la Red, como consecuencia de su función de « Red de Redes ».

La Sede Central del *Forum* UNESCO, tiene el honor de comunicar, que durante la celebración del Seminario Internacional de Valencia, incluso con posterioridad a éste, han sido numerosos los ofrecimientos de dignos representantes de diferentes universidades de todo el mundo, que han « Sede » propia, en sus respectivos países de origen.

De entre ellas, se encuentra la dinámica Universidad de Laval que hoy fraternalmente nos acoge y que como resultado de sus múltiples actividades, gestiones y reuniones en la UNESCO, así como con la dirección de la Sede Central del *Forum* UNESCO, así como con los interlocutores oficiales de la UNESCO, se encuentra destacada como candidata de la futuras « Sedes », que cubriría una gran parte de la zona norte del continente americano.

Desde este foro, — el más apropiado para debatir sobre nuestras inquietudes, deseos y opiniones —, debemos manifestar que todos y cada uno de aquellos ofrecimientos han sido bien acogidos por la Sede Central del *Forum* UNESCO y que serán tenidos en cuenta en la nueva etapa que hoy comienza para nuestro « Proyecto »; si bien, la constitución de una « Sede internacional », requiere de un proceso de gestión y preparación previa, similar al seguido por la Universidad de Laval, por lo que a continuación se exponen las líneas maestras — que de acuerdo con la experiencia vivida —, se consideran adecuadas para la construcción de la « Red de Redes ».

3.2 Las Sedes macroregionales

Resulta obvio que la naturaleza geográfica, las diferentes culturas e idiomas existentes, así como el tamaño de todos y cada uno de los cinco continentes que pueblan nuestro Planeta, exige diferentes y complejas valoraciones a la hora de considerar el asentamiento de una determinada « Sede Internacional ». Consecuentemente, los continentes más « fraccionados » desde el punto de vista regional, suelen ser los que tienen mayor número de culturas. Por otra parte hay que tener en cuenta su extensión, puesto que en algunos casos — como el del continente asiático —, existen grandes extensiones o regiones que pueden globalmente considerarse como uniculturales a nivel de idioma, pero que como consecuencia de las grandes distancias existentes entre los distintos centros de la enseñanza superior o universidades, requieran más de una « Delegación ».

Son precisamente estos dos parámetros — la relación entre el binomio cultura — idioma y la extensión — los que nos han llevado a la conclusión de que deben ser uno de los condicionantes decisivos para la decisión de radicar las « Sedes del *Forum* UNESCO macroregionales ».

3.3 Las Sedes regionales y locales

Las sedes regionales se establecerían en regiones o comunidades socio-culturales afines en los grandes continentes, así como en países de pequeña o mediana extensión; y las sedes locales en comarcas y ciudades en donde se hallen establecidas Universidades y Centros de enseñanza superior; si bien su carácter regional o local no les impedirían tener la misma estructura autónoma que la de las « Sedes macro-regionales »; aunque sería deseable que los canales de comunicación con la UNESCO y la Sede Central del *Forum* UNESCO, se lleven a cabo en todos los casos con el conocimiento previo de la « Sede macroregional » de la que dependa una determinada región — entendiéndose esta dependencia, solo desde el punto de vista geográfico y sociocultural —; ya que, de igual forma deberán proceder las « Sedes macroregionales », respecto de las regionales. Con ello lo que se persigue no es tanto, la subordinación de una Sede a otra, sino mejorar la coordinación y funcionalidad de la Red, haciéndola más operativa.

La « Red de Redes », pues, se diseña con una estructura vertical pero con autonomía plena de todos y cada uno de sus componentes... Desde la UNESCO a la « Sede Central », desde estas dos organizaciones, a las Sedes macro-regionales, desde éstas, a las regionales que a su vez enlazarían a las respectivas universidades de su entorno sociocultural, con el objetivo final de llegar a todas las universidades del Mundo. Una poderosísima « Red » enlazaría a todos aquellos que apostamos por la conservación del Patrimonio mundial y harían mucho más fácil los intercambios de información sobre los factores humanos, técnicos y económicos que sean necesarios, para materializar de forma adecuada la gestión de un determinado Proyecto que interese a los fines que persigue la Red... se construiría así, lo que hemos venido denominando como, la « Red de Redes ».

A continuación exponemos ejemplos que contemplan propuestas de la situación de las delegaciones macro-regionales en los cinco continentes, en donde se incluye los países que han expresado su deseo de constituir las.

3.4 Proceso para su constitución

METODOLOGÍA

Parece una vez más del todo apropiado, aprovechar la hospitalidad de nuestros queridos anfitriones, para ponerlos como el paradigma a seguir por todas aquellas universidades y centros de la enseñanza superior, que deseen adherirse a la Red.

Desde la Sede Central; — como ya se comentó —, nos parece que la celebración de un « Seminario macroregional » como lo es éste que

estamos celebrando, es el método que debe seguirse para la constitución de una futura Sede. A él convergen todas aquellas Universidades que deseen formar parte de la Red y se establecen y construyen libremente discursos y debates sobre el modelo de Proyecto que se desea.

Pero como es obvio, el éxito de la organización de un Seminario, se consigue con el tiempo adecuado para prepararlo y coordinarlo con la UNESCO y Sede Central del *Forum* UNESCO, este motivo exige unos plazos mínimos, que vienen marcados positivamente por la experiencia reciente vivida entre el Seminario de Valencia y el que hoy nos convoca.

Un año, pues, parece un paréntesis razonable para la celebración de un « Seminario Macro-regional », puesto que además de asegurar su eficacia, en un plazo relativamente corto — 5 años — el *Forum* UNESCO contaría al menos con una « Sede Oficial » en cada uno de los cinco continentes del Planeta, sin perjuicio de que la puesta en marcha a corto plazo de la Base de Datos; haga posible el funcionamiento de la Red desde la Sede Central del *Forum* UNESCO.

Así mismo, el paréntesis referido, **no debe** suponer una interrupción en la constitución de otras « Sedes » macroregionales, regionales y locales en el continente que sirva de acogida para un determinado Seminario Internacional; aunque por razones de operatividad, sin el marco de éste, ya que precisamente las funciones de un Seminario; son entre otras, la del establecimiento de debates, canalización y acogida de propuestas y resoluciones, todo ello puesto al servicio del « diseño » de la « Red » que se desea para el continente receptor del Seminario; por lo que siguiendo esta metodología, en el año 2001, podría estar operativa nuestra « Red de Redes » en todo el mundo. Una vez más, nuestros anfitriones nos demuestran el acierto de las conclusiones del Seminario de Valencia, materializadas — en parte — en el que hoy organizó la Universidad de Laval.

Conclusión

Señora Presidenta, Excelentísimas Autoridades, Señoras y Señores, amigos todos :

Damos por concluida esta primera parte de la ponencia de la misma forma que la iniciamos; estos es, mostrando el honor que representa formar parte de la Sede Central, de lo que significa ésta, de su proyecto, de nuestro « gran proyecto », ... el de hacer posible que la UNESCO, todas las Universidades y Centros de la enseñanza superior y ONG's de todo el mundo estemos fraternalmente unidos en la digna tarea de la protección y la salvaguarda del Patrimonio Cultural de la Humanidad. ¡Muchas gracias!

Conférence :

M. J. DUATO

Resumen :

La creación de un banco de datos para Forum UNESCO Universidad y Patrimonio es necesaria para coordinar y gestionar los recursos universitarios de la Red Forum UNESCO a nivel internacional, a la vez que proporciona un sistema de información para ayudar en la toma de decisiones de determinados proyectos; y un marco de colaboración a nivel internacional. La Universidad Politécnica de Valencia — por encargo de la UNESCO — ha desarrollado, un modelo de banco de datos para Forum UNESCO y, en estos momentos, se encuentra recopilando datos de los miembros de la Red. La información será accesible a través de Internet por medio de la World Wide Web : una interfaz de usuario sencilla y universal en Internet.

Conférence :

M. M.J. RAMIREZ BLANCO, subdirector del Forum UNESCO
Profesor de la Universidad Politécnica de Valencia
Departamento de Construcciones Arquitectónicas

Proyecto de Investigación « Lonja de la Seda de Valencia »

I. Preámbulo

La presente propuesta consiste en someter al mejor juicio de la Fundación « Valencia III Milenio » e hecho de que, financiado por esa Institución, y con la colaboración del Ilmo. Ayuntamiento de Valencia, la Universidad Politécnica de Valencia y el *Forum UNESCO* se publicará el resultado de un trabajo investigador de carácter pluridisciplinar y pluridepartamental, sobre el conjunto monumental de la Lonja de Valencia, para conmemorar la celebración del 500 aniversario de la construcción de la Lonja (Salón Columnario y torre) hecho éste, que se produce el próximo año.

El proyecto investigador cuya naturaleza y contenido básico se detallan en el índice que se adjunta sería financiado por la Universidad Politécnica de Valencia que aporta medios humanos, técnicos y económicos, y contemplado en el marco de las actividades del *Forum UNESCO*, entendiéndose que la aportación de la Fundación « Valencia III Milenio » sería su publicación, y la del Ilmo. Ayuntamiento de Valencia, la de poner los siguientes medios: Consulta a los Archivos y Bibliotecas, apoyo del equipo técnico de la Sección de Restauración de Monumentos, Servicio de Arqueología, etc, así como libre acceso a todas y cada una de las partes del conjunto monumental. Así mismo, se precisaría el correspondiente permiso para poder utilizar andamiaje en las zonas inaccesibles siendo deseable que esta servidumbre fuese facilitada por el Ilmo. Ayuntamiento de Valencia, dado que la ayuda económica ofrecida por la Universidad Politécnica, no contempla este capítulo.

De llevarse a cabo la mencionada publicación, ésta podría realizarse mediante el correspondiente convenio con el *Forum UNESCO*, dado que la estructura del proyecto investigador queda articulada según los criterios que establece dicho organismo, es decir con una implicación interdepartamental, universitaria y con una fuerte implicación de los

estudiantes, dado que ya han sido gestionadas la concesión de seis becas para colaborar con otros tantos catedráticos y profesores pertenecientes a siete departamentos de la Universidad Politécnica de Valencia.

II. Departamentos implicados en el proyecto

Restauración de bienes Culturales
Construcciones Arquitectónicas
Composición arquitectónica
Expresión gráfica arquitectónica
Topografía, Cartografía y Geodesia
Ud. Departamental Urbanística II (E.T.S.A.V.)
Proyectos Arquitectónicos

2. Índice del proyecto investigador.

Prólogo

La publicación estaría prologada por la Ilma. Alcaldesa de Valencia, Rector Magnífico de la U.P.V., un alto representante de la UNESCO (por el momento gestionándose) y los que por la Fundación « Valencia III Milenio » estime oportunos se hará una justificación de la necesidad de la realización del proyecto investigador, junto con los agradecimientos a los Organismos y autoridades que lo han hecho posible.

Capítulo I — La Lonja de Valencia

I.1 Origine

En este apartado lo que se pretende es insistir sobre los aspectos relacionados con la necesidad de su construcción, ampliando todo lo que ya se ha escrito al respecto, recurriendo a toda la bibliografía que pueda conseguirse y sobre todo realizando un « vaciado » del archivo histórico y bibliotecas del Ilmo. Ayuntamiento de Valencia.

I.2 Documentos

El objetivo del presente apartado sería el de integrar toda la información gráfica y fotográfica que se posee, ya que en la actualidad está dispersa en numerosas publicaciones. En este último sentido se trataría de crear un « inventario documental de la Lonja ».

I.2 Análisis pormenorizado de la preexistencias. Arqueología urbana

Se trata de un aspecto fundamental, ya que en la actualidad no existen estudios en donde se deje constancia del estado en el que se encuentra el subsuelo y preexistencias. Utilizando un sofisticado aparataje y sistemas modernos de detección, podrían averiguarse sin necesidad de realizar ningún tipo de daño a las partes del edificio, la situación que ocupa el foso abovedado del valladar con relación a la manzana que ocupan los distingos cuerpos de la Lonja, la situación de los restos de las cimentaciones de las preexistencias del siglo XIVñ la existencia o no, de la calle dels Arrocersñ el origen de las dependencias secundarias, (en la actualidad los estudiosos del edificio aún no han podido deducirlo)ñ la existencia o no, de espacios abovedados bajo el Salón Columnario y su relación con los espacios abovedados de la calle de Escalones de la Lonja, (antiguos sótanos de las casas de Na Perpinyana, del mercader Jhoan Stheve y otra intermedia, cuyo antiguo propietario hasta el momento se desconoce); análisis de determinados huecos cegados en el Salón Columnario y de pependencias secundarias del jardín (estado original y su evolución); análisis colorimétrico de los pavimentos, artesonado y obras de fábrica de sillería; y elevar al rango de tesis, la hasta hoy hipotética creencia de que las bóvedas del Salón Columnario estuvieron pintadas de azul y sus nervios de azul, rojo y verde, etc.

I.2.1 El subuelo

I.2.2 Las preexistencias

- La trama urbana.
- El valladar de la muralla árabe.
- El Salón Columnario.
- Las dependencias secundarias.

I.2.3 Investigación colorimétrica

I.3 Análisis gráfico de su programa

Este análisis se llevaría a cabo a través de los sistemas más modernos de restitución fotogramétrica, topográfica y métrica, lo que permitiría por primera vez en su historia contar con una completa y exhaustiva documentación gráfica en CAD-2D y 3D, de toda y cada una de las partes del conjunto monumental de la Lonja de Valencia. Así mismo, se realizarían a través de plantillas específicas un « catálogo de molduras, archivoltas y tracerías » de toda la Lonja a escala, así como un estudio estereotómico de una columna del Salón de Contrataciones, dado que constituye una de sus piezas más importantes y originales.

I.3.1 Descripción del programa

I.3.2 Planos detallados de plantas, secciones y fachadas exteriores e interiores, así como perspectivas de :

I.3.2.1 El Salón Columnario

I.3.2.2 La Torre

I.3.2.3 El cuerpo del Consulado del Mar

I.3.2.4 El Jardín

I.3.2.5 Las dependencias secundarias

Capítulo II. Hipótesis constructiva de la Lonja

Consideramos de un enorme valor pedagógico y de fácil comprensión para el lector profano en el arte de construir, el utilizar como instrumento todos los levantamientos de planos realizados en el anterior apartado, para que cronológicamente y mediante el instrumento del dibujo, se realice el relato de los hechos acaecidos durante el proceso de su construcción, de forma secuencial; es decir, el ¿cómo? ¿por dónde? se supone que se llevó a cabo la construcción de la Lonja marcando sus hitos históricos más significativos, mediante fichas de características técnicas y cronológicas, asociadas a los planos.

II.1 El Salón columnario

II.2 La Torre

II.3 El cuerpo del consulado del mar

II.4 El Jardín

II.4.1 Las dependencias secundarias

Capítulo III — Los materiales de construcción

Se trataría de investigar en el presente capítulo, sobre las características de los materiales, en orden a averiguar — entre otras —, su naturaleza y antigüedad.

III.1 Análisis petrológico

III.2 Los materiales fibrosos

Capítulo IV — Propuestas y obras de intervención en la Lonja de Valencia. Su mantenimiento

Este capítulo sería de enorme importancia para el conocimiento de los avatares a los que se vió sometido el monumento, por tratarse de un edificio que sirvió para numerosísimos fines y del que se tiene poca constancia. Los hechos se relatarían de forma cronológica.

III.1 Exordio

III.2 Los siglos XV al XVII

III.3 El siglo XVIII

III.3.1 El proyecto de Mr. Antonio de Montaigu de la Perille

III.3.2 El proyecto de D. Carlos Desnaux

III.4 El siglo XIX

III.4.1 Litigios sobre la titularidad del Monumento

III.4.2 La influencia de la Real Academis de BB.AA. de San Carlos

III.4.3 La « etapa Aixa — Ferrer »

III.5 El siglo XX

III.5.1 La década del 1900 al 1910

III.5.2 Década del 1910 al 1920

III.5.3 Década del 1920 al 1930

III.5.4 La propuesta de José Cortina

III.5.5 La década del 1940 al 1950

III.5.6 Década del 1950 al 1960

III.5.7 La « etapa Rieta »

III.5.8 Última década del siglo.

Capítulo V — Conclusiones

Los responsables y componentes de cada equipo de trabajo, redactaría unas conclusiones que servirían de base para la reflexión y sobre todo como una valiosísima fuente de información para los ciudadanos, para los presentes y futuros responsables de la conservación de la Lonja, así como para los profesionales y especialistas que deban intervenir en un futuro, dejando definitivamente documentado e « inventariado » el conjunto monumental de la Lonja de Valencia.

Capítulo VI — Apéndice

Capítulo VII — Bibliografía

Conférence :

Mme Annette VIEL, vice-présidente
ICOM-CANADA

Pour une muséologie de l'engagement

La nécessité de développer des actions patrimoniales concertées

C'est avec plaisir que nous avons accepté de participer à ce second Séminaire international de l'UNESCO qui se tenait à Québec alors que le premier s'était déroulé à Valence en Espagne. *Forum UNESCO* : Université et patrimoine poursuit des objectifs au regard de la culture auxquels souscrit, sans équivoque, ICOM, organisme international appartenant à l'UNESCO et dédié aux musées et aux collections culturelles. ICOM-CANADA est des plus heureux de représenter ICOM INTERNATIONAL au sein de la réflexion inscrite au programme de cette rencontre. En effet, ICOM reconnaît l'importance de créer des tribunes de partage des idées afin de développer des actions concertées en matière de conservation et de mise en valeur des multiples patrimoines dont l'ensemble constitue la richesse de nos civilisations sur l'ensemble de la planète.

Nous aborderons le thème de l'atelier Droit et gestion des patrimoines en mettant en relief les plans d'actions mis en place par ICOM ainsi qu'en présentant la philosophie sur laquelle repose ce programme développé en concertation avec les membres participants. Notre présentation se fera en cinq temps :

1. Un Plan stratégique inscrit dans la modernité
2. ICOM-CANADA et ses priorités d'actions
3. Pour une muséologie de l'engagement
4. Des universités pour créer la culture
5. Pour une muséologie de la réconciliation

1. Un Plan stratégique inscrit dans la modernité

Les grands objectifs intégrés au programme actuellement suivi par ICOM s'échelonnent de 1995 à 2004. Pour les besoins du séminaire, nous ne présenterons que les objectifs qui concernent directement l'objet de discussion de l'atelier Droit et gestion des patrimoines. Ceux-ci sont :

- Encourager les musées à être des outils de développement social et culturel.
- Renforcer l'éthique professionnelle et promouvoir les législations nationales et internationales concernant la protection et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel.
- Mettre en valeur un réseau régional et international de coopération.
- Établir une politique pour la défense des biens patrimoniaux naturels et culturels.

1.1 Pour un musée agent de développement social et culturel

Le plan stratégique développé par ICOM centre ses actions du côté de celles qui encouragent et aident les musées à être des agents/outils de développement social et culturel. Le plan d'action proposé à l'ensemble de ses membres reflète le musée tel qu'il se présente aujourd'hui et qui n'est plus celui d'hier. En effet, le musée contemporain est créateur d'un nouveau paradigme muséal où on note le passage des fonctions traditionnelles de *conservation, collection, recherche et diffusion* à des fonctions d'engagement communautaire.

Dès lors, l'ancien temple des musées voit émerger, à l'intérieur de sa mission, une nouvelle *alliance* entre les fonctions sociale, économique et culturelle. L'institution contemporaine s'inscrit maintenant dans son environnement immédiat, un environnement non plus fermé sur lui-même mais tributaire de la mondialisation des échanges. On remarque, à l'intérieur de ce courant de changement, une *influence* des priorités internationales causée, entre autres, par l'essor de la philosophie sous-jacente au développement durable. Ce mouvement d'action prône une interaction constante entre les objectifs environnementaux, sociaux et économiques. ICOM reconnaît la force de ces objectifs et, au fil des réflexions développées, tentent d'intégrer ces principes à ses actions.

À l'intérieur des statuts d'ICOM, le musée est maintenant reconnu comme étant au service de la société et de son développement. Le musée devient un outil de *changement social, d'éducation et de compréhension/appropriation* du développement social et économique. Il est un haut-lieu de la création et de la présentation des « traces matérielles » témoins vivants, mémoire tangible de l'*identité culturelle passée, présente et future*.

1.2 Renforcer l'éthique muséale

En 1986, la 15^e Assemblée générale d'ICOM, qui se tenait en Argentine, donnait lieu à l'approbation d'un *code international d'éthique professionnelle* touchant les différents aspects de la profession. Le code

est déposé à l'UNESCO. Tous les comités internationaux ont reçu le mandat de veiller à ce que leurs membres soient informés du contenu du code et voient à ce que le code soit respecté de tous.

La nécessité de code est d'autant plus importante que la popularité croissante du musée comme outil de développement touristique ne doit pas entraîner l'institution vers les risques suivants :

- une *dérive des sens*;
- une *commercialisation des valeurs* inscrites à même « les traces matérielles de l'homme et de son environnement »;
- une *perte de standards* professionnels;
- une *banalisation des cultures identitaires*.

**Mettre en valeur et promouvoir les législations nationales/
internationales concernant la protection du patrimoine naturel/
culturel**

Ce point est inscrit dans la Convention de l'UNESCO de 1970 : « *Convention on the Means of Prohibiting and Preventing the Illicit Import, Export and Transfert of Ownership of Cultural Property* » dans la résolution N° 4 de 1986 (Argentine) ainsi que dans UNIDROIT Convention 1995 (Unidroit Convention on Stolen or Illegally Exported Cultural Objects).

Cet objectif recommande :

- La poursuite des actions entreprises depuis l'adaptation du code de 1986 en veillant à la concordance des deux plans d'actions dont l'inventaire des biens patrimoniaux et le développement de standards professionnels internationaux (CIDOC).
- Le développement de programmes éducatifs afin d'informer et d'inviter les professionnels des musées et les publics à agir.
- L'engagement des musées dans la protection des droits des auteurs et des droits de protection des biens patrimoniaux.
- Un effort accru pour mieux protéger le patrimoine, entre autres, grâce au recours à de meilleures législations nationales et internationales prévenant toute forme d'actions illicites ainsi que la tenue d'ateliers de formation donnés conjointement par l'UNESCO et INTERPOL (Tanzanie 1993, Mali 1994, Équateur 1995, Zaïre 1996).
- Le respect des principes de l'éthique concernant les collections, l'acquisition et le transfert de biens culturels (formation par ICTOP).

- Le suivi dans le bulletin *ICOM NEW* de ce qui se passe en matière d'acquisitions illicites en collaboration avec INTERPOL (13 000 membres) et de volumes dédiés à la cause (Angor).
- Une information conservée et mise à jour dans le centre de documentation d'ICOM.
- Une collaboration avec INTERPOL, les officiers des douanes ou tout autre groupe chargé d'enquêter dans ce domaine.

Tous les membres d'ICOM doivent contribuer à l'atteinte de cet objectif.

1.3 Mettre en valeur un réseau régional et international de coopération

Le développement sur un plan mondial d'un réseau d'échanges professionnels en continuité avec les actions entreprises depuis la création d'ICOM en 1946 constitue une priorité. Cette action découle de la reconnaissance du concept de patrimoine mondial humanitaire commun reconnu depuis la signature de la convention de UNESCO/ICOMOS/ICOM : « Convention concerning the Protection of World Cultural and « Natural Heritage » ratifiée par 100 pays.

Le développement, ICOM reconnaît la nécessité de renforcer, par des moyens concrets, le réseau d'échanges en accord avec les principes et objectifs de coopération et d'assistance réciproques inscrits au point 3 des Status d'ICOM. Les échanges ne sont pas limités au jumelage institutionnel muséaux mais touchent également le développement de moyens concrets professionnels tels une ouverture à des actions pluridisciplinaires ainsi que la création d'ateliers de formation régionaux, internationaux. Ainsi, ICOM encourage fortement le développement d'un réseau d'échanges, entre autres, par le développement de programmes spéciaux dont voici les principaux :

- Programme pour le pays d'Amérique latine et les Caraïbes : développement de musées et de muséologie, création d'un réseau d'échanges, formation, conférence des Amériques, etc.
- Programme Asie-Pacifique : publication du bulletin ASPAC, formation, rencontres régionales, inventaire et informatisation des collections, etc.
- Programme ICOM-ARAB & ICOM Maghreb : renforcer le réseau des professionnels, doter les membres d'outils de travail et de formation.

- Programme Africa-AFRICOM : poursuivre le programme 1992-95, renforcer les projets inter-régionaux, MEPOA (Museum Education Program of Africa), standardisation des inventaires des collections africaines, seconde édition de l'annuaire des professionnels de la muséologie africaine, formation et développement de programme de sensibilisation au patrimoine, etc.
- Programme Europe : assurer une plus grande communication entre les membres, assurer une présence à l'Union Européenne, renforcer les projets inter-régionaux, réviser les législations européennes, etc.

1.4 Établir une politique pour la défense des biens patrimoniaux naturels et culturels

ICOM a répondu à des demandes concernant :

- Les conflits armés
- Les désastres naturels
- La menace de l'autonomie muséale
- La dégradation de l'environnement
- Les désastres civils après les conflits armés

Concernant les conflits armés, ICOM a adapté les résolutions suivantes :

- Résolution n° 9 de la 9^e Assemblée générale de Munich (1968) : Reconnaissance du danger pour les biens patrimoniaux.
- Résolution n° 2 de la 17^e Assemblée générale de Québec (1992) : Reconnaissance de la nécessité de développer des alliances pour agir plus rapidement.
- Résolution n° 9 de la 18^e Assemblée générale de Stavanger (1995) : Condamnation de toute destruction de biens patrimoniaux durant un conflit armé spécialement concernant les musées et collections de Sarajevo, appel aux gouvernements des pays pour agir.

Par ailleurs, ICOM a donné son appui au Programme d'intervention des Chemises Bleues créé par ICOMOS.

Et pourtant, c'est si peu par rapport aux désastres universels toujours présents...

Car les conflits armés continuent malgré ces mesures qui, à la lumière des derniers recensements, démontrent leur persistance universelle. Pas un

jour ne se déroule sans que ne soit détruit, à jamais, un témoin significatif de la mémoire universelle.

Ainsi, pour la seule année 1996, pas moins de 40 conflits majeurs ont eu lieu dans 35 pays.

Renforcer le rôle de défenseur du patrimoine

ICOM porte donc une attention particulière à l'application de la convention adaptée par l'UNESCO: « *Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict* » appelé Convention de La Haye (1954).

ICOM entend renforcer son rôle de *défenseur du patrimoine* particulièrement lors de ces nombreux conflits armés ou des actions néfastes qui dégradent l'environnement et détruisent la nature et la culture. ICOM voit à *resserrer les liens internationaux* et à *développer des moyens d'interventions rapides* afin d'être plus efficace dans les actions concrètes de sauvegarde patrimoniale.

Concernant la sécurité des biens patrimoniaux, ICOM a adapté les résolutions suivantes : Résolution n° 5 et n° 8 de la 14^e Assemblée générale de Londres (1983). Cette résolution vise à :

- Protéger l'exode des biens patrimoniaux.
- Travailler à l'amélioration des lois protégeant plus efficacement les biens patrimoniaux de manière à promouvoir la restitution de ces biens aux pays d'origine.

2. ICOM-CANADA et ses priorités d'actions

Nous profitons de ce forum pour présenter les priorités d'action retenues par le Conseil d'administration d'ICOM-CANADA, qui, bien entendu, souscrit aux objectifs identifiés par ICOM. De manière plus spécifique, ICOM-CANADA entend :

- Développer un *réseau d'échanges internationaux nord-sud* entre les musées canadiens et les musées *d'Amérique latine et d'Afrique* : projet de jumelages institutionnels qui mènent à des actions concrètes (définition du projet, identification des participants, recherche de financement, etc.)
- Collaborer étroitement avec ICOMOS au développement du programme *des mesures d'urgence en cas de catastrophe* dont la rencontre fondatrice a eu lieu à Québec en septembre 1996.

- Travailler à l'élaboration d'une stratégie commune concernant la participation au *programme des Boucliers bleus* de l'UNESCO.
- Assurer la collaboration de tous les membres d'ICOM-CANADA aux objectifs relatifs à la *protection des biens patrimoniaux d'ici et d'ailleurs*.
- Développer un *axe d'intervention* autour de la thématique de la paix.
- Témoigner de l'avancement de la *recherche d'excellence* en muséologie d'ici et d'ailleurs ainsi que des *questionnements contemporains* qui caractérisent le monde muséal actuel tourné à la fois vers la *mondialisation des savoirs* et vers la *réappropriation de ses racines patrimoniales*.

3. Pour une muséologie de l'engagement

Environnement et paix

Voilà des mots lourds de sens pour l'HUMANITÉ qui s'apprête à franchir le troisième millénaire. Qu'avons-nous appris au fil de tous ces siècles ? Bien sûr, l'homme a marché sur la Lune; l'homme peut aussi communiquer, d'un point à l'autre de la planète, avec la rapidité de l'éclair; mais, l'homme sait également tuer tout aussi rapidement et de manière de plus en plus sophistiquée... Le cancer continue de détruire des milliers de vie tout comme le sida qui ne cesse de croître... La souffrance persiste et signe à travers une quête de sens qui nous rattrape à chaque instant...

Que pouvons-nous envisager pour demain ? Quels seront les mots clés qui signifieront l'ouverture du prochain millénaire ? L'homme est-il réellement sorti du barbarisme des temps d'hier, ces temps qui font ce qu'il est aujourd'hui ? Par delà son apparente maîtrise de l'univers, douce illusion et grand mirage que lui donnèrent et lui donnent toujours la science et la technologie, l'homme a-t-il mis en place des valeurs humanitaires et spirituelles non fascistes qui auréoleraient ses actions et ses ancrages d'une lumière et d'une dignité égalitaire pour tous ?

Pourtant, ce même homme a en main les outils pour réellement devenir maître de son destin. Grâce à la connaissance qu'il possède maintenant de lui-même et de l'univers, l'homme peut construire ce monde meilleur dont il rêve toujours. Tout est une question de valeur humanitaire personnelle, sociale et planétaire ainsi que d'engagement. ICOM n'y échappe pas.

En effet, au cours de ses cinquante années d'existence, ICOM a vu ses propres institutions bouleversées dans leurs fondements même. Le développement de la notion d'environnement de la science écologique a amené l'émergence d'approches et de visions davantage *écosystémiques* dont l'homme est partie prenante. Nature et culture sont maintenant reconnues comme des éléments dynamisants qui agissent en interaction constante; l'homme possède aujourd'hui les instruments capables de mesurer les conséquences de ses actions dans l'environnement. L'homme ne peut donc ignorer ce qu'il fait et le musée ne peut cacher ces traces matérielles façonnées par l'homme et l'environnement dont il se prétend le dépositaire.

Car le musée constitue un important témoin et acteur de cette intégration nature-culture. Depuis qu'ICOM a reconnu les parcs, les vivariums, les jardins botaniques, les aquariums comme témoins matériels de l'homme et de l'environnement comment pourrait-il fuir cette réalité ? Comment ne pourrait-il pas s'engager à travailler en écosystémie ?

Cette préoccupation nature-culture se retrouve également inscrite dans les œuvres créées depuis quelques décennies dans les paysages eux-mêmes dont le musée ne peut présenter qu'une version virtuelle de l'acte et de l'objet de création. L'artiste contemporain remet en question les systèmes en place et le musée n'échappe nullement à ce questionnement. Car l'art actuel questionne : des œuvres de discours et de questionnement sont monnaie courante, des lieux-objets s'animent, des performances se font au musée, des paysages deviennent prétexte pour inscrire des traces, des événements se transforment en œuvre; bref, l'œuvre multiplie la forme qu'elle prend pour dire et témoigner !

4. Des universités pour créer la culture

Ce forum sur le patrimoine s'adresse d'abord aux universitaires qui sont membres du réseau participant. Le rôle de l'université est très important dans la société. Hélas, au cours des derniers temps, on a parfois eu l'impression d'une certaine démission. En effet, on a malheureusement remarqué un délaissement de la fonction d'accompagnateur que doit jouer le professeur en aidant le jeune à s'inscrire dans un engagement personnel et social face à la société dont il fait partie au profit d'une action tournée vers la rentabilité matérielle et strictement personnelle. Il importe donc que les actions qui découlent de ce forum soient des actions tournées vers un engagement social, humanitaire et davantage spirituel que matériel.

L'université représente pour la jeunesse qui y est inscrite, un temps de passage où, l'institution doit, en principe, dispenser plus que le savoir dont elle a charge mais aussi guider ces jeunes en quête d'apprentissage vers des valeurs humanitaires.

L'université est donc le lieu :

- Pour enseigner et transmettre le *savoir*.
- Pour développer l'*esprit critique*
- Pour œuvrer à la *recherche et à la construction identitaires* des individus et de la collectivité.
- Pour accompagner la jeunesse dans la *quête de sens et de savoir*.
- Pour enseigner que tout savoir se construit dans l'*éthique*.
- Pour mieux participer à la *quête humanitaire de connaissance et de sens*.

5. Pour une muséologie de la réconciliation

Pour ne jamais oublier/Lest we forget

Il semble que l'homme, malgré tous ces haut-lieux muséaux qui prennent en charge les traces significatives n'en conserve pas moins une cérémonie, trop souvent, bien courte. Tandis que nous sommes à recenser le nombre actuel de conflits, nous oublions facilement que notre propre siècle s'est ouvert sur un des conflits les plus meurtriers que n'avait connu, jusqu'alors, le monde avant le vingtième siècle. Pourtant, les traces de la Grande Guerre demeurent présentes et continuent d'émouvoir. Le Canada vient de désigner, en France, deux lieux historiques dédiés à la mémoire de la participation canadienne à cette guerre : Vimy et Beaumont-Hamel.

Ces traces, nous ne devons pas les ignorer car elles nous conviennent au changement de valeurs humanitaires. Cette Grande Guerre des tranchées était une horreur et, pour tous : allemand et alliés. Pourtant, moins d'un quart de siècle après, l'horreur sera de nouveau au rendez-vous. Aussi, ces traces, si horribles soient-elles, doivent continuer de parler de nous-mêmes, de nos valeurs humanitaires mondiales et de nos engagements. Le musée est là pour conserver et mettre en valeur afin d'amener l'homme à mieux habiter son corps et son âme, sa terre matérielle et ses valeurs spirituelles, sa vie connue et sa vie qui, à chaque jour, s'enrichit de nouveaux horizons. Car la science elle-même, avec ses nouvelles découvertes, entre autres, l'expansion de l'univers, ne fait que mettre davantage en évidence que nous sommes bien peu dans cet univers, à peine une petite poussière, particulièrement, lorsqu'on compare la Terre à l'ensemble.

Nous laissons le mot de la fin à Frederico Mayor qui parle de valeurs d'ouverture et de partage avant tout.

« La clé du futur se trouve dans l'esprit humain et non dans la technologie. Dans un monde qui évolue fort heureusement vers la démocratie universelle, les institutions purement technocratiques

sont appelées à une proche décadence. Seules survivront celles qui sauront indiquer de nouvelles voies, élaborer de nouvelles approches et façonner de nouveaux schémas de comportements quotidiens. »

« Réhabiliter la culture — dans ce qu'elle a, en particulier, d'intangible — prendre en compte l'humain même quand il est Autre, réconcilier savoir et sagesse, reprendre les déchirures mentales, axiologiques ou spirituelles de la communauté humaine : voilà notre souci, ambitieux certes, mais nécessaire. »

Frederico Mayor, *La mutation du futur*, colloque de Tokyo, septembre 1995

Conférence :

Prof. Dr. Hur YOUNG-HWAN, Vice-président
Association of University Museum of Koera

There are about 140 universities, among them more than 70 universities have their own museums. Together they formed AUMK (Association of University Museum of Korea). It was founded in 1961. AUMK has many kind meetings, lectures and exhibitions.

The university museums of Korea cooperate with one another, interchange, particularly as follows. First, holding general exhibitions and special exhibitions gives students and local communities access. Second, they excavate for government and institutions and of their own accord. Third, they hold meetings to present resarch papers, offer short courses, and open the museum school to educate local community. Fourth, they publish research journals and excavation reports so as to contribute to scholarly development.

Conférence :

Monsieur Dinu BUMBARU, directeur général d'ICOMOS-CANADA

Résumé :

ICOMOS, le Conseil international des monuments et des sites, est un ONG associé à l'UNESCO, notamment dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. Par ses comités nationaux et ses comités scientifiques internationaux, ICOMOS entretient depuis 30 ans une relation fertile avec le monde universitaire. Heureux de la proximité des objectifs de Forum UNESCO et des nôtres, nous souhaitons y associer, dans une collaboration soutenue plus qu'épisodique, notre réseau pour amplifier la réflexion, le progrès et le partage des connaissances sur le patrimoine culturel et sa conservation, et pour assurer la relève dans le domaine. ICOMOS favorise la collaboration entre réseaux existants, le partenariat d'idées et d'actions plutôt que de nouvelles structures; le Comité international du Bouclier Bleu sur les situations d'urgence, regroupant ICOMOS, ICOM, ICA (archives) et IFLA (bibliothèques) en liaison avec UNESCO, nous offre un modèle inspirant. Enfin, il faut transcender les cloisonnements disciplinaires et se donner une vision spectrale du patrimoine — des savoirs aux territoires en passant par les musées, archives, sites archéologiques, bâtiments, villes et paysages —, améliorer nos cultures institutionnelles et lancer des initiatives intégratrices comme la conservation du patrimoine des universités.

Tout d'abord, au nom de l'ICOMOS, laissez-moi saluer et remercier pour leur aimable invitation, les organisateurs de cette seconde réunion du Forum UNESCO, ici à Québec sous les auspices de la vénérable Université Laval et de la communauté universitaire canadienne et québécoise. Je tiens également à saluer les initiateurs de cette grande action internationale qui souligne à juste titre l'importance croissante du patrimoine culturel comme source de solidarité et de coopération internationale.

ICOMOS — Réseau international de coopération

Le Conseil international des monuments et des sites — ICOMOS — est une organisation non gouvernementale (ONG) fondée en 1965 et un des collaborateurs proches de l'UNESCO. L'ICOMOS regroupe quelques 6000 membres dont une majorité ont des activités liées à l'enseignement et la recherche en milieu universitaire. Les membres sont regroupés en près de 90 comités nationaux fondés dans le respect des lois et traditions nationales, et dans l'appartenance à une action internationale. L'ensemble forme un réseau au sein duquel se développent des actions et des initiatives, colloques, programmes de formation ou de recherche,

publications, etc., souvent en partenariat avec d'autres institutions, organismes ou réseaux.

L'ICOMOS agit aussi par ses comités internationaux qui, en regroupant et en réseautant des expertises de pointe existantes, traitent divers thèmes ou aspects de la pratique de la conservation. Un de ces comités porte sur la formation. Avec l'ICCROM, il a tenu en 1989 à Ferrara, Italie, une réunion internationale sur les programmes universitaires face aux besoins de conservation sur le terrain, concluant notamment à l'intérêt d'ancrer l'enseignement universitaire dans les villes où il se dispense en faisant de celles-ci les premiers laboratoires pratiques des étudiants. Ces comités internationaux maintiennent d'étroites relations avec le réseau universitaire de nombreux pays et plusieurs logent leur secrétariat dans des universités.

Par ses actions et ses réflexions sur des thèmes globaux comme l'authenticité ou le bon usage du patrimoine, ICOMOS assure un partage des savoirs et un progrès des pratiques dans un contexte où la conservation du patrimoine demeure un arbitrage entre des valeurs collectives portées par des biens majoritairement privés. ICOMOS maintient aussi un rôle-conseil auprès d'instances internationales ou nationales en matière de politiques et d'actions-cadre de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel immeuble, depuis les sites archéologiques jusqu'aux paysages patrimoniaux en passant par les bâtiments, les ensembles ou les villes.

Lieu de synthèse international des points de vue en conservation par le réseau qu'il constitue, ICOMOS a réalisé des produits bien particuliers que sont les chartes et autres documents de référence au plan de la doctrine, mot qui a ici un sens ouvert et dynamique et non pas celui des dogmes immuables. La charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites, dite Charte de Venise, est le texte fondamental de l'ICOMOS et inspire bien des gouvernements dont celui du Québec qui la reconnaît comme référence dans sa politique culturelle de 1991. Cette production est en constante progression et, en 1993, l'Assemblée générale d'ICOMOS, réunie à Colombo, Sri Lanka, adoptait un texte de principes directeurs sur les programmes de formation en conservation. Force est de constater, par ailleurs, que la presque totalité des textes de l'ICOMOS comportent une référence opérationnelle à la formation.

Parmi ses activités, ICOMOS joue un rôle particulier dans le contexte de la Convention du Patrimoine mondial culturel et naturel, sous les auspices de l'UNESCO. Nous assumons un rôle conseil auprès du comité d'États membres qui met en œuvre la convention et supervise la liste du patrimoine mondial. C'est dans le contexte de cet important partenariat reconnu par le texte de la convention que l'ICOMOS a développé plusieurs actions de réflexion sur l'authenticité, le suivi ou la gestion des sites,

thèmes dans lesquels notre action fut menée en collaboration avec des universités autant que des institutions gouvernementales.

Parallèlement, l'intégration du patrimoine dans la planification et la mise en œuvre des mesures d'urgence face à des crises ou catastrophes d'origine naturelle ou humaine fait l'objet d'une initiative particulièrement prometteuse. C'est le Bouclier Bleu dont l'ICOMOS a initié la démarche avec l'UNESCO et l'ICOM (musées) en 1992, suite aux événements tragiques en Ex-Yougoslavie, et auquel se sont joints le Conseil international des archives (ICA) et la Fédération internationale des associations de bibliothèques (IFLA) pour fonder le Comité international du Bouclier Bleu. Plutôt que de former une nouvelle structure qui chercherait d'abord à s'auto-suffire, le Bouclier Bleu est un cadre de collaboration extrêmement dynamique et fructueux entre les réseaux existants. C'est la formule de réseau entre partenaires que l'ICOMOS favorise, en particulier pour une action de mobilisation des universités, déjà regroupées par de nombreuses organisations et accords, en faveur du patrimoine culturel sous toutes ses formes.

Aller au-delà des fragmentations du patrimoine

Force est de constater que le concept de patrimoine culturel est actuellement déchiré entre divers clans disciplinaires, entre propriétaires et fiduciaires, entre experts et citoyens, entre institutions, etc. Le cadre de recherche et de gestion est fragmenté et cette division est encouragée tant par le monde patrimonial et la diversité d'objets et d'expertises qu'il désigne, que par le monde universitaire découpé en disciplines et facultés. Les champs disciplinaires qui peuvent apporter des réponses aux besoins de la conservation du patrimoine culturel sont divisés en sciences et en humanités, en recherches théoriques et en applications, le tout à l'intérieur du cloisonnement souvent compétitif des universités entre elles ou, à l'interne, entre les facultés qui les composent.

À ce constat, il faut ajouter celui des risques d'une spécialisation qui, si elle a eu l'heur de contribuer à valoriser la préoccupation patrimoniale et d'aider aux développements fondamentaux et appliqués nécessaire à la conservation, a déjà entraîné une concurrence et un foisonnement de jargons spécialisés qui font oublier que le patrimoine n'appartient pas qu'aux experts mais est de plus en plus reconnu comme un élément signifiant du cadre de vie et du développement des collectivités et des sociétés entières.

Les Conventions internationales offrent des repères. La Convention pour la protection des biens culturels en période de conflit armés (La Haye, 1954) se fonde sur une définition de biens culturels qui comprend les lieux, les édifices, les objets et les collections, musées et archives. La

Convention de 1970 sur le trafic illicite des biens culturels traite de biens mobiliers y compris des fragments de bâtiments. La Convention du patrimoine mondial de 1972 se concentre sur ce qui est immeuble, depuis les édifices aux paysages et aux sites naturels. Le patrimoine immatériel de traditions, de langues, de savoir-faire et de mémoires porté et transmis par les gens elles-mêmes, pour sa part, est en voie de reconnaissance par le travail de l'UNESCO et d'autres. Tout cela nous indique à quel point le domaine du patrimoine est le fait de chevauchements parfois accidentels qui ne couvrent pas toujours toutes les formes de la mémoire culturelle des peuples.

Certes, les édifices et les villes sont des lieux intégrateurs de patrimoine, des lieux de culture par définition, et posent des défis importants par leur taille et la complexité des phénomènes culturels, économiques, politiques et physiques qui les touchent et conditionnent leur protection et les mesures de conservation. Mais, même les documents fondateurs de l'ICOMOS reconnaissent qu'il serait incomplet de réduire la notion de patrimoine aux seuls sites ou bâtiments. Il est essentiel de convenir, nous tous, partenaires de la conservation, du besoin d'adopter une vision spectrale du patrimoine, une vision qui aille des savoirs aux territoires en passant par les idées, les langues, les traditions, les archives, les bibliothèques, les objets, les collections, les édifices, les ensembles, les villes, les sites et les paysages.

De la contemplation de l'histoire à la conservation du patrimoine

Parler « histoire » ne veut pas dire parler « conservation du patrimoine ». Le patrimoine est un objet, petit ou grand, sur lequel on reconnaît ou projette des valeurs. La connaissance historique est un guide pour comprendre et apprécier les valeurs patrimoniales. Conserver, c'est d'abord identifier ces valeurs, se les approprier avant de lutter contre l'indifférence et la dégradation des objets qui les portent. En 1997, l'identification des ressources patrimoniales repose sur bien plus que les inventaires et autres décrets d'experts. Même si, comme en santé, les spécialistes ont un rôle essentiel, celui-ci ne doit pas occulter le rôle et la responsabilité des populations et des collectivités.

Bien que la connaissance et son partage, aujourd'hui et avec les générations futures, soient au cœur de la conservation du patrimoine, cette dernière n'est pas qu'une action de connaissance et de description. L'action en conservation comprend des gestes officiels et formels, souvent même monumentaux et symboliques par leur nature, de classement, de protection, de recherche et de documentation historique de lieux, traditions ou objets. Elle nécessite tout autant une accumulation continue de gestes quotidiens, d'entretien et de gestion à divers niveaux qui assure le maintien et le bon usage du patrimoine, thème du présent triennum de l'ICOMOS.

Dans cette réalité désormais admise, il faut penser selon les termes du réseau des agents de conservation, depuis les jeunes à l'école jusqu'aux décideurs publics, en passant par les propriétaires, les gestionnaires, les spécialistes et les artisans.

Comme le souligne le Document de Nara sur l'authenticité (1994), la conservation est un geste culturel qui tient compte du contexte culturel qui a créé un patrimoine et de celui dans lequel se fait sa conservation. On vise donc à développer, chez une diversité de gens, qu'elles soient des professionnels ou de simples citoyens ou chez des organisations, des entreprises ou des institutions publiques, des attitudes et des compétences à la hauteur de leur apport direct ou indirect à la conservation. Certains de ces acteurs demanderont des formations d'appoint de connaissances techniques et d'un savoir-faire doublé des principes de conservation. D'autres voudront des qualifications plus spécifiques de gestionnaires ou de conservateurs.

Les cultures institutionnelles de la conservation varient selon les formes de patrimoine, comme chez les médecins, elles varient que l'on soit généraliste ou chirurgical spécialisé. Dans le cas du patrimoine bâti, urbain ou paysager, contrairement au cas des collections muséales, on se situe dans un environnement très peu « contrôlé » face à la diversité des influences climatiques, économiques, culturelles et politiques. Il faut être capable de pouvoir négocier pour arriver, parmi de nombreux intervenants, à atteindre les objectifs de conservation du patrimoine culturel en arbitrant développement et culture. Devant la variété de cultures disciplinaires de la conservation, s'impose à nouveau le besoin d'une vision commune qui transcende ces barrières disciplinaires pour renforcer ces nombreuses actions.

Adapter la culture universitaire aux besoins du patrimoine

Les universités sont des lieux de grande valeur pour le patrimoine et sa conservation. Ce sont des lieux de recherche, d'autorité et d'initiative intellectuelle, de mémoire collective et des incarnations majeures du patrimoine sous bien des formes : savoirs, archives; bibliothèques; collections (art, sciences, techniques, ethnologie, archéologie, etc.); édifices de haute qualité et valeur emblématique ou historique; ensembles bâtis, sites, campus. Ce sont des points d'ancrage de réseaux internationaux de collaboration et d'échange entre professeurs et étudiants. Ce sont aussi des lieux fort importants pour le développement d'une relève car elles assurent, par définition, le contact entre les générations et la transmission et le partage des savoirs. Cependant, toutes les universités ne sont pas actuellement en mesure de répondre aux attentes dans notre domaine et parfois, sont même en porte-à-faux quant à leur réputation.

Au plan des programmes, les universités ne regroupent pas tout ce qui est nécessaire à la conservation du patrimoine. Par exemple, la formation des artisans et des métiers de mémoire ne fait pas partie de l'action universitaire (les institutions qui s'en chargent pourraient être mises en réseau avec les universités, ouvrant des possibilités de stages ou de cours communs). En outre, la fragmentation du patrimoine entre facultés et écoles est accentuée par l'absence d'engagement des autorités universitaires sur le patrimoine et l'enseignement de sa conservation. Son enseignement est ainsi dispersé entre différentes facultés — architecture, histoire, muséologie, beaux-arts, anthropologie, ingénierie, physique-chimie — sans que cette diversité de cours et d'expertises isolés soit présentée comme une richesse consolidée à la disposition des étudiants et des collectivités. On voit ainsi qu'il faille de plus en plus parler d'un réseau éducatif en appui aux objectifs de conservation du patrimoine; un réseau à l'interne des universités reconnu par les autorités de chaque université et un réseau qui lie les universités entre elles et avec d'autres institutions d'enseignement locales ou nationales.

Un autre frein à la participation réelle des universités à la conservation et la mise en valeur du patrimoine réside dans la culture institutionnelle qui prévaut au sein du monde universitaire. En 1989, à Bologne lors du symposium européen « Science, Technology and the European Cultural Heritage », le représentant de l'ICCROM, M. Gaël de Guichen, a fait une démonstration limpide en ce sens : la tradition non-dite du « Publish or Perish » qui domine la culture universitaire dans bien des pays a entraîné une saturation de la recherche par des descriptions passives au détriment des méthodes et connaissances appliquées à la conservation et aux traitements préventifs ou curatifs. Voilà le résultat des normes quantitatives qu'on applique aux professeurs pour maintenir leur statut qui les amène à publier plus de descriptions, généralement plus aisées que de réaliser des recherches souvent longues pour en partager les résultats. À cela s'ajoutent la confusion chez de plus en plus de professeurs entre l'enseignement et les activités privées plus lucratives, le carriérisme qui nuit au partage des connaissances, l'exploitation des étudiants et de leurs travaux, le manque d'évolution des méthodes pédagogiques, l'influence des modes de financement des universités et la négligence croissante des administrations universitaires face à leur propre patrimoine physique ou humain.

Identifier ces obstacles ne nous empêche nullement de continuer de croire en la réelle valeur du monde universitaire mais adopter une attitude angélique ne ferait que les perpétuer. On convient du besoin d'aider l'université à jouer un rôle encore plus grand pour le patrimoine et à actualiser sa culture institutionnelle. Ce grand objectif ne sera atteint que par une démarche soutenue et des actions réalistes; par exemple, la production et la dissémination, sous les auspices de l'UNESCO, auprès des

autorités nationales et des rectorats, d'une déclaration d'engagement et de principes éthiques axés sur le patrimoine en invitant les universités à y adhérer. De nombreuses initiatives, Forum UNESCO bien sûr mais aussi bien d'autres aux niveaux local, national ou international, sont autant d'occasions de décloisonner et mobiliser le monde universitaire et accroître sa pertinence. Les ONG comme l'ICOMOS ou l'ICOM constituent aussi des forums internationaux ou nationaux où la collaboration, la participation et la complicité amicale se développent entre individus, indépendamment de leurs appartenances institutionnelles. Dans ce contexte, leur rôle à nouveau devrait être reconnu.

La collaboration entre le monde universitaire et le monde du patrimoine passera certes par l'engagement des institutions dans des actions formelles, parfois éclatantes, souvent discrètes, mais aussi par des actions incarnées dans des individus qui adopteront une forme d'éthique fondée sur l'ouverture au partage des connaissances et à la responsabilité individuelle et collective face au patrimoine culturel sous ses diverses formes. Cette éthique d'engagement et de collaboration n'exclue pas non plus les institutions qui devraient, par le biais de Forum UNESCO et en collaboration avec les réseaux existants, affirmer tout d'abord leur responsabilité envers leur propre patrimoine car les universités en sont des actionnaires qui s'oublient.

Œuvrer pour former la relève

Pour l'ICOMOS, les universités sont des partenaires essentiels dans la réalisation des objectifs de la conservation mais surtout, dans le développement et l'intégration d'une relève de nouveaux professionnels, chercheurs et enseignants. C'est fondamental, ne serait-ce que pour assurer une continuité futures des actions. Parler de relève demande aussi qu'on admette le rôle actuel comme partenaires de ceux et celles qui nous remplaceront. Il y a là une notion de partage avec les générations suivantes et de responsabilité des gens d'aujourd'hui à leur égard.

Lorsqu'on voit le développement spécialisé des disciplines et les cloisonnements qu'on imprime peu à peu aux jeunes qui suivent les formations dans les domaines du patrimoine, force est de constater qu'on doit se donner l'obligation de communiquer à cette génération montante le sentiment et l'engagement envers le patrimoine dans son ensemble et non pas celui tel que l'ont dépecé les disciplines ou les champs de recherche. Qu'elle soit composée d'étudiants en architecture, en histoire, en archéologie, en paysage, en archivistique ou en muséologie, la relève doit être formée d'actionnaires conscients d'une action globale pour le patrimoine culturel.

La valeur des espoirs et des apports nouveaux de ces jeunes qui ont parfois bénéficié des progrès de la pensée mondiale, des modes de communication, doit être reconnue dans un monde dont on ne peut prévoir les évolutions futures. Cela ne se fait pas qu'au niveau individuel. Les réseaux et les institutions doivent être ouverts à cette richesse. Ni les universités, ni les organisations ne doivent devenir des lieux de gérontocratie mais bien des lieux de la relève.

ICOMOS en est conscient et mène plusieurs initiatives en ce sens. ICOMOS Canada a instauré un Forum de la Relève à qui a été confié l'organisation fort prometteuse de l'assemblée de 1997 à Ottawa. En 1999, à Mexico, l'Assemblée générale d'ICOMOS et les réunions scientifiques qui y seront associées laisseront également une place aux jeunes professionnels et des modifications de statuts sont à l'étude pour permettre une plus grande ouverture aux étudiants. Il y a certainement une complicité à développer à ce chapitre avec les universités et *Forum UNESCO*.

Vers une collaboration diverse et créatrice

ICOMOS renouvelle ici son intérêt à être partenaire de la démarche de *Forum UNESCO* — Universités et Patrimoines. Comme nous l'avons stipulé à plusieurs reprises, nous souhaitons une formule de collaboration-cadre, une participation pleine et entière au développement du forum en y associant toutes les composantes de notre réseau et non pas une participation épisodique et accessoire à une action décidée par certains. S'il est vrai que nos 30 ans de collaborations avec le monde universitaire nous semblent garantes d'un succès de cette action, nous voyons dans *Forum UNESCO* l'occasion de soutenir une collaboration globale entre le monde de la conservation des patrimoines et le monde universitaire.

Forum UNESCO propose un programme de rencontres. Faisons-en un projet véritablement généreux et collectif dont nous tous, institutions, associations et individus, seront les actionnaires ! C'est bien plus que de contribuer à l'inflation actuelle des structures et des organisations nouvelles dont la pertinence même est mise en cause par l'existence de nombreuses organisations qu'il s'agit de relier et d'animer d'un projet commun comme on le ferait d'un réseau intelligent entre partenaires engagés, enthousiastes et imaginatifs.

Reprenons et faisons nôtres les conclusions du Forum des milieux culturels de la métropole tenu à Montréal, suite à une conspiration humaniste inspirée par « Notre diversité créatrice », le rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement. Ces conclusions prennent la forme de quatre passages dynamiques :

- Passer de la revendication au leadership;
- Passer de la compétition à la solidarité;
- Passer du sectoriel à l'inclusif;
- Passer d'une attitude de demandeur à une attitude de partenaire.

En premier lieu, développons une attitude de collaboration, d'osmose et de complicité humaniste, avant de s'épuiser dans l'exercice divisif, frustrant et peu efficace de la constitution de structures administratives et dotons-nous d'une formule de réseau entre les entités existantes avec l'adoption de véritables mécanismes de collaboration et d'engagements communs. Dans cet esprit, ICOMOS est disposé à mobiliser son réseau et propose quelques thèmes pour cette collaboration : gestion du patrimoine des universités; Bouclier Bleu et prévention des risques; la relève; bon usage du patrimoine. Nous les explorerons en vue du troisième *Forum UNESCO*.

C'est dans de telles conditions que l'apport combiné des réseaux universitaires, des institutions internationales et gouvernementales et des ONG en patrimoine, dont la nature permet une distance critique entre la recherche fondamentale et la gestion courante, sera à la hauteur du défi que nous lance la collectivité humaine dans sa diversité culturelle. Donnons-nous donc l'obligation de réussir ensemble pour le bénéfice des générations futures dont nous sommes, aujourd'hui, fiduciaires de l'héritage culturel.

Dinu Bumbaru
membre du Comité exécutif,
pour ICOMOS

Conférence :

M. Marc LAENEN, directeur général d'ICCROM

Dans le cadre de la conférence, j'ai eu l'honneur de rencontrer M. YVES LAENEN, directeur général de l'ICCROM, à l'occasion de sa visite à Paris. Cette rencontre a été l'occasion de discuter de la coopération entre l'ICCROM et l'UNESCO dans le domaine de la conservation du patrimoine culturel. L'ICCROM est un organisme international qui a pour mission de promouvoir la conservation et la restauration du patrimoine culturel. L'UNESCO, quant à elle, est une organisation internationale qui a pour mission de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de la culture. La conférence a permis de discuter de la manière dont ces deux organisations peuvent travailler ensemble pour promouvoir la conservation et la restauration du patrimoine culturel.

Le CIMP est un organisme international qui a pour mission de promouvoir la conservation et la restauration du patrimoine culturel. L'UNESCO, quant à elle, est une organisation internationale qui a pour mission de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de la culture. La conférence a permis de discuter de la manière dont ces deux organisations peuvent travailler ensemble pour promouvoir la conservation et la restauration du patrimoine culturel.

L'importance de la coopération internationale dans le domaine de la culture est évidente. La conférence a permis de discuter de la manière dont ces deux organisations peuvent travailler ensemble pour promouvoir la conservation et la restauration du patrimoine culturel.

1) Que le travail de l'ICCROM et de l'UNESCO soit coordonné et que les deux organisations travaillent ensemble pour promouvoir la conservation et la restauration du patrimoine culturel.

2) L'accord du dernier demi-siècle est la base de la coopération internationale dans le domaine de la culture. La conférence a permis de discuter de la manière dont ces deux organisations peuvent travailler ensemble pour promouvoir la conservation et la restauration du patrimoine culturel.

3) Si le travail de l'ICCROM et de l'UNESCO est coordonné et que les deux organisations travaillent ensemble pour promouvoir la conservation et la restauration du patrimoine culturel, il est possible de réaliser des progrès significatifs dans le domaine de la culture.

4) Le sort de ces deux patrimoines est lié, l'un ne survit sans l'autre.

Conférence :

M. Yves LACOURCIÈRE

Secrétaire général et secrétaire du Conseil d'administration
Conseil international des métiers du patrimoine (CIMP)

Résumé (du programme) :

Le Conseil international des métiers du patrimoine (CIMP) est une organisation internationale non gouvernementale fondée en mars 1994 et dont le siège est à Québec. Cette organisation a pour mandat de contrer le fléau universel de la disparition des métiers traditionnels du bâtiment.

Résumé (résumé reçu par E-Mail) :

Le Conseil international des métiers du patrimoine (CIMP) est un organisme international non gouvernemental (OING) voué à la survie et au développement des métiers traditionnels du bâtiment. Son action est d'abord économique, part ou arrive au chantier.

Le CIMP propose une stratégie originale pour le financement et la réalisation de grands travaux de restauration, de leur gestion et par la suite, aussi, une application technologique sur l'Internet pour l'évaluation et la reconnaissance des compétences du travailleur de métiers traditionnels du bâtiment (TMTB).

LE CIMP offre son aide à l'UNESCO et à ses partenaires à la création d'un marché de l'emploi dans le créneau de la conservation du patrimoine et requiert son appui pour sa diffusion et sa mise en œuvre.

un OING [...]n action est d'abord économique : elle [...] du [...] y arrive [...]

Le secrétaire général du CIMP, monsieur Yves Lacourcière, met en lumière une situation paradoxale : d'une part l'action institutionnelle importante en faveur de la conservation du patrimoine architectural, et d'autre part, l'appauvrissement, voire la disparition, des savoir-faire reliés aux métiers traditionnels des bâtiments.

[Il] considère que l'action à entreprendre doit se baser sur le rôle économique véritable des travailleurs des métiers traditionnels du bâtiment et, sur [...] et la mobilisation [...] cess [...] : le Centre de téléformation VITES [...] pour bâti [...]

[...] une [...] grand travaux de restauration et [...]. Il expose aussi [...]

Monsieur le président, Mesdames, Messieurs,

Je tiens d'abord à remercier l'Université Laval et les organisateurs de *Forum UNESCO Québec 97*, l'UNESCO, et tous ceux qui ont permis la tenue de cet événement important, donnant ainsi au Conseil international des métiers du patrimoine, le CIMP, l'occasion de vous présenter son action.

Dans le temps très court qui m'est alloué, je vais tenter d'esquisser trois sujets : premièrement, je vous présenterai le CIMP; ensuite, je vous décrirai une formule, imaginée par le CIMP, pour le financement, la réalisation, et la gestion commerciale de projets de restauration du patrimoine bâti; j'illustrerai cette stratégie à partir de deux projets en développement, l'un à la Havane (Cuba) et l'autre à Bethléem (Palestine). Je vous présenterai, en troisième lieu, un projet particulièrement intéressant pour la reconnaissance des métiers du patrimoine, le Centre de téléformation VITES, projet de recherche et de développement élaboré par le CIMP d'une application technologique sur l'inforoute, financé par le Gouvernement du Canada.

Le CIMP est né d'une réflexion Euro-Américaine de praticiens de la restauration du patrimoine sur l'action à entreprendre pour contrer le fléau de l'appauvrissement et la disparition des savoir-faire contenus dans les métiers traditionnels du bâtiment.

Leur proposition de créer un organisme essentiellement à vocation économique, pour la sauvegarde et le développement des métiers anciens du bâtiment, a eu pour base leurs conclusions communes, à savoir :

- 1) Que le sort du patrimoine bâti est intimement lié à celui du patrimoine intangible constitué des savoir-faire reliés aux métiers traditionnels du bâtiment, car seuls ces porteurs de tradition détiennent la capacité réelle de conserver son authenticité au visage de la culture des peuples.
- 2) Au cours du dernier demi-siècle la tendance économique générale a été défavorable aux métiers traditionnels du bâtiment. Elle a en effet consisté à abaisser au maximum la proportion du contenu main-d'œuvre dans le produit fini.
- 3) Si le travailleur de métier traditionnel du bâtiment ne joue pas un rôle économique véritable qui lui est reconnu, il deviendra un objet de folklore et disparaîtra.
- 4) Le sort de ces deux patrimoines est lié; l'un ne saurait survivre sans l'autre.

Je prends ici deux minutes pour vous exposer la situation qui prévaut au Québec et, à une plus grande échelle, ailleurs au Canada.

Au Québec, les travailleurs de métiers traditionnels du bâtiment sont illégaux en chantier. Le Québec, en effet, ne reconnaît que les métiers industriels du bâtiment. Leur moyenne d'âge est de plus de 50 ans et s'achemine allègrement vers celui de la retraite. Certains métiers sont à toute fin pratique disparus.

Nous faisons face ici, comme dans bien d'autres pays que j'ai visité, en Amérique Latine, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, à une situation tout à fait paradoxale et qui perdure : une action institutionnelle importante en faveur de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine d'une part et, d'autre part, de l'appauvrissement des métiers traditionnels du bâtiment et de la disparition des savoir-faire des travailleurs de métiers traditionnels du bâtiment, qui seuls, sont en mesure de conserver l'authenticité à ce patrimoine.

Qui tout à l'heure pourra donner l'aval à cette volonté de sauvegarde si ceux qui ont la capacité d'agir en chantier ne sont plus là ou ont perdu une partie importante de leur savoir-faire ?

C'est donc à partir de cette réflexion que des gens de terrain des deux côtés de l'Atlantique décidèrent d'entreprendre une action concertée qui permettrait de diriger, là où on en a besoin, des compétences de réalisation lorsqu'elles sont temporairement moins utilisées chez-elle, permettant ainsi d'assurer leur survie.

Le Conseil international des métiers du patrimoine, le CIMP, a été créé en juillet 1993. Il s'agit d'un organisme non gouvernemental, international, reconnu par les gouvernements du Québec et du Canada et qui regroupe des entreprises et des bureaux d'étude spécialisés dans le créneau de la restauration, de la réhabilitation et de la mise en valeur du patrimoine bâti. Son siège permanent est situé à Québec, ville du patrimoine mondial, qui accueille aussi l'association qui regroupe les villes historiques portées sur la liste de l'UNESCO, l'Organisation des villes du patrimoine mondial. L'OVPM est un partenaire de première importance pour le CIMP.

Sa mission d'assurer le développement des métiers anciens, le CIMP la remplit en agissant sur trois lignes de forces :

- premièrement, la mise en œuvre des entreprises de travailleurs de métiers traditionnels du bâtiment, c'est-à-dire l'identification et la réalisation de chantiers relevant de leur compétence;

- deuxièmement, la transmission et l'échange des savoir-faire en chantier;
- troisièmement, la valorisation des savoir-faire par l'animation. Il s'agit de montrer, toujours à partir du chantier, à des populations touristiques ou locales, la noblesse et la valeur économique de ces métiers. Ex. : les bâtisseurs de cathédrales.
- l'action du CIMP est premièrement économique, fondée sur l'identification et la prise de marchés qui relèvent de la compétence des entreprises et des bureaux d'étude qu'il regroupe. Sa raison d'être est le chantier.

En cela, ses interventions se situent en aval des réflexions des grandes institutions internationales qui œuvrent déjà dans le champ du patrimoine. Le CIMP n'intervient donc pas dans des champs d'activités déjà occupés.

Le CIMP accueille déjà sur son conseil d'administration des Belges, des Français, des Américains et des Canadiens. À notre prochaine réunion se joindront aussi à nous des Libanais, des Palestiniens, des Tchèques, des Allemands, des Anglais, des Cubains, des Vénézuéliens, des Colombiens et des Mexicains.

Nous arrivons maintenant à la présentation de la formule CET-restauration imaginée par le CIMP. Celle-ci est une adaptation de la formule plus connue sous le nom de B.O.T. Les lettres de cet acronyme viennent de « B », pour « *BUILT* », la lettre « O » vient de « *OPERATE* » et le « T » pour « *TRANSFER* ».

Dans la francophonie, on utilise de plus en plus l'acronyme français C.E.T. « C » pour « *CONSTRUIRE* », « E » pour « *EXPLOITER* » et enfin « T » pour « *TRANSFÉRER* ».

La formule B.O.T. a surtout été utilisée pour le financement, la réalisation et la gestion des grands travaux de génie civil.

En quoi consiste-t-elle ?

Il s'agit de réaliser la formation de consortiums constitués du secteur public et d'entreprises du secteur privé pour répondre à la demande des états afin :

- d'étudier des projets d'équipements publics, tunnels, aéroports, autoroutes, etc.;

- d'apporter une grande partie du financement nécessaire à la réalisation des travaux. C'est la partie « C » pour « *CONSTRUIRE* »;
- une fois les travaux réalisés, le consortium d'entreprises en assume la gestion complète pendant une période suffisamment longue pour rétribuer le capital, le savoir-faire et l'effort de gestion. C'est la partie « E » pour « *EXPLOITER* »;
- cette période est terminée une fois complétée la récupération des investissements, à même les fonds autogérés du projet, alors les équipements sont intégralement retournés à l'État. C'est la partie « T » pour « *TRANSFÉRER* ».

Le CIMP a imaginé d'adapter la formule C.E.T. à la restauration, la réhabilitation et la mise en valeur de quartiers historiques situés au cœur des villes anciennes.

Nous avons été invités à l'exposer dans plusieurs pays d'Amérique Latine, d'Europe de l'Est et du Moyen-Orient.

À chaque fois, elle a soulevé un vif intérêt, autant auprès du secteur public que du secteur privé.

Elle a aussi recueillie l'intérêt de l'Agence canadienne de développement international, l'ACDI, pour le financement d'études de faisabilité.

* * * * *

Je vous propose maintenant de regarder rapidement deux projets en cours de définition à partir de la formule C.E.T.-restauration :

Des fiches techniques vous ont été distribuées.

- un à la Havane de Cuba (voir la fiche technique : *Le patrimoine architectural de Cuba*);
- l'autre à Bethléem en Palestine (voir la fiche technique : *Un projet structurant pour la Palestine*).

* * *

En ce qui concerne le projet de Cuba, nous avons fait une proposition au gouvernement cubain à l'effet de restaurer deux rues importantes, deux anciennes rues commerciales de la Bana x, de telle façon à pouvoir par la

suite les opérer comme une seule entité. Alors cette opération là serait menée par un consortium formé de l'état cubain d'une part et d'autre part, des entreprises composées de bureaux d'études, d'entreprises de promotion immobilière, d'entreprise de construction générale ou de construction spécialisée ainsi qu'une entreprise financière. Il s'agit, le consortium aurait pour tâche d'attribuer toutes les fonctions résidentielles, commerciales, institutionnelles, culturelles à l'intérieur des lieux choisis, un peu sur la base même que nous l'opérons sur les grandes surfaces d'ici, c'est-à-dire sur une base de location à partir des lieux loués et une participation au chiffre d'affaire. C'est un projet à l'heure actuelle qui est en train de se définir, qui devrait arriver à une première étape de conclusion la semaine prochaine où nous allons nous l'espérons encore une fois terminer nos discussions avec l'état cubain. Le projet de Bethléem en Palestine est un peu différent. Les centres-villes de Bethléem est composé de trois petites villes, Bethléem, Bethjahal et Betsahour dans lequel il y a environ une centaine de petites maisons, de petits bâtiments résidentiels qui sont abandonnés, qui sont abandonnés pour toutes sortes d'espèces de raison, d'ordre juridique établi par la Jordanie, et ensuite d'autres raisons encore plus difficiles par l'État palestinien. Alors nous avons fait la proposition à l'État palestinien et aussi à la Mairie de Bethléem d'entreprendre la restauration de ces petits bâtiments et de la transformer en un petit réseau de gîtes de passant qui créeraient sur une période quatre ans environ une centaine d'unités, environ 250 unités de chambres, de chambres touristiques, de chambres qui s'adressent aux touristes. La ville de Bethléem à l'heure actuelle ne dispose que dans, tout son arrondissement, que d'environ 600 chambres d'hôtel. Elle accueillera 12 millions de visiteurs entre le milieu de 1999 et la fin de l'an 2001 et jusqu'à maintenant les seuls qui sont en mesure d'assurer le service aux touristes qui seront présents là-bas ce sont les Israéliens qui disposent d'énormes dispositions touristiques à Jérusalem ouest et aussi au bord de mer dans la capitale. Alors voilà très sommairement les deux petits projets, nous entendons les réaliser grâce à une étude, que nous commencerons bientôt avec l'ACDI dans un mois et aussi des partenaires canadiens et des partenaires palestiniens.

* * *

Quelques mots maintenant sur le Centre de téléformation virtuel international de transfert et d'échange du savoir (VITES), un outil majeur pour le développement et la reconnaissance des travailleurs de métiers traditionnels du bâtiment.

Le CIMP considère que l'un des problèmes les plus graves auquel le patrimoine est confronté est l'appauvrissement des métiers, leur disparition s'en suivant. Cet état de situation procède en bonne partie de leur absence de reconnaissance. Quand on n'est pas reconnu, on n'est pas

identifié, ce qui implique qu'on n'a pas droit à un système de formation, donc pas de relève, pas de relève mène à leur disparition.

C'est ce constat, analysé ici de façon très simplifiée, qui a mené le CIMP à entreprendre le développement d'une application technologique qui permettra de débiter ce processus de reconnaissance sur une grande échelle.

Il s'agit de la définition d'un didacticiel transactionnel qui permettra de livrer, sur le réseau Internet, des contenus de formation à distance, utilisant l'audiovisuel en temps réel, mais aussi de qualifier des compétences acquises par les travailleurs de métiers traditionnels du bâtiment dans la pratique de leur métier et surtout de reconnaître ces compétences.

Avec l'appui du secteur privé et du Gouvernement du Canada, nous y consacrons présentement une somme de 700 000 \$.

Mais nous avons un grand besoin d'aide pour entreprendre l'autre partie du travail, celle de la définition des métiers et du processus pédagogique de la reconnaissance des acquis. Il s'agit là d'un travail essentiel pour lequel le réseau universitaire est bien équipé et qui devrait correspondre, croyons-nous, aux objectifs de l'UNESCO. Nous demandons leur aide et leur soutien.

J'espère avoir réussi à montrer que le CIMP :

- a pour première motivation d'assurer la pérennité et la reconnaissance des travailleurs de métier traditionnel du bâtiment;
- que cette pérennité passe obligatoirement par la reconnaissance de leur rôle économique véritable dans les chantiers de restauration, de réhabilitation, et de mise en valeur du patrimoine.
- et que le CIMP désire travailler avec tous les partenaires intervenant dans le créneau du patrimoine.

Maintenant, de quelle façon pouvons-nous contribuer à la force spécialisée mobilisable pour la défense du patrimoine dans le monde dont il est question dans ce forum ?

Je vous propose trois avenues à explorer :

- Par l'identification de projets économiques de conservation du patrimoine bâti. Ce processus pourrait se faire en collaboration avec nos partenaires de l'OVPM.

- À partir de notre système de téléformation VITES, le CIMP pourrait aider à l'identification des travailleurs de métiers traditionnels du bâtiment et à la validation de leurs compétences.
- Aussi, le système VITES pourrait être utilisé pour réunir en vidéo-conférence en temps réel les différents partenaires du réseau à être formé.

Nous pouvons aussi poser la question : Qu'est-ce que le réseau qui veut se mettre en place sous la coordination de l'UNESCO peut-il faire pour la sauvegarde des savoir-faire des travailleurs de métiers traditionnels du bâtiment ?

Nous avons besoin de l'aide des universités et le soutien de l'UNESCO pour définir des contenus sur la définition des métiers des travailleurs de métiers traditionnels du bâtiment, en terme de compétences, ainsi qu'une procédure adaptée de reconnaissance des acquis en rapport avec la compétence.

Aussi, la formule C.E.T.-restauration nécessite une réflexion poussée dans plusieurs secteurs spécialisés : commerce international, droit international, respect des accords commerciaux et d'arbitrage, etc.

Là encore, la réflexion de l'université associée à l'expérience acquise par le secteur privé est essentielle à la définition d'une formule et d'une stratégie adéquate.

* * * * *

Pour ceux et celles qui le désirent, je pourrai vous faire parvenir, cette semaine, le texte de la conférence ainsi qu'une pochette d'information sur l'organisme.

Je suis aussi disponible pour rencontrer tous ceux et celles qui le voudront bien tout au cours de la semaine.

Merci Monsieur le président. Merci Mesdames et Messieurs.

Conférence :

M. Jean-Pierre DUFOIX, président de IPAC

Interactions pour le patrimoine architectural communautaire

Résumé d'Interactions et réseaux :

IPAC est une association. Elle n'a pas de lien spécifique avec l'Université.

IPAC est le résultat d'une approche en commun des problèmes du Patrimoine, de la part d'intervenants de divers pays d'Europe, mais au départ Français et Grecs.

IPAC est une intention politique — au sens large du terme —, liée à la fois au Patrimoine et à l'Europe. IPAC demande à ses membres un engagement.

IPAC apporte sa propre proposition à l'idée de contenu de l'Europe du Patrimoine, mais aussi à l'idée de réseaux inter-pays, suivant les recommandations de l'UNESCO.

L'IPAC n'a pas de lien spécifique avec l'Université, alors que l'Université constitue le support du séminaire de Québec. Notre association est représentée pour la seconde fois au *Forum UNESCO*.

Pourquoi sommes-nous ici ?

En 1996, la Division du Patrimoine Culturel avait invité IPAC à participer au *Forum UNESCO n° 1*, tenu à Valencia, en raison d'un parcours de formation pédagogique envisagé par la Communauté européenne. Ce programme devait être piloté par l'UNESCO.

L'UNESCO avait demandé à IPAC de réfléchir sur le sujet et de formuler des propositions, ce qui a été fait en 1995. Le programme portait sur la conservation et la mise en valeur d'un monument dans cinq villes d'Europe de l'Est, ainsi que sur des propositions de même nature pour un îlot urbain de ces cinq villes. Le passage de la Communauté européenne à l'Union européenne n'a pas permis l'aboutissement de ce projet. Il est — ou il sera — à envisager avec d'autres paramètres.

Toutefois, le montage de l'opération, établi en liaison avec la Division du Patrimoine Culturel, conserve une valeur d'exemple pour la constitution de réseaux pluridisciplinaires permettant un mixage d'intervenants IPAC de différentes nationalités européennes et professions, agissant en faveur du Patrimoine, en étroite liaison avec les intervenants des pays concernés par les opérations envisagées. IPAC a d'ailleurs vocation d'accueillir les uns comme les autres.

En qualité de Président de l'IPAC, je vais essayer de répondre brièvement à trois questions :

- Qu'est-ce que l'IPAC ?
- Pourquoi l'IPAC ?
- Comment l'IPAC ?

Qu'est-ce que l'IPAC ?

IPAC veut dire : Interactions pour le patrimoine architectural communautaire. Notre jeune association, ayant quatre ans d'âge, est née au temps de la Communauté européenne. À ce titre, elle a pris et conservé la mention communautaire, qui traduit sa vocation européenne.

Les statuts ont été déposés en Grèce. Le siège de notre association est à Thessalonique. Autour d'une dizaine de membres fondateurs, gravitent des associés ou sympathisants, engagés à titre divers pour des actions de réseau ou attentif à des possibilités d'interactions, dans leur spécificité professionnelle. J'ajoute que beaucoup ont fait acte de candidature à cette association, mais elle n'a encore sollicité aucune inscription officielle de membre de l'IPAC, à l'exception des fondateurs, et n'a encore réclamé aucun droit d'inscription ni cotisation. IPAC fonctionne par un strict bénévolat et l'engagement de quelques-uns.

L'association IPAC est d'origine franco-grecque, mais des contacts ont été pris dans plusieurs pays d'Europe.

Pourquoi l'IPAC ?

À la suite d'échanges et contacts de travail commun sur des monuments en France et en Grèce, l'idée est née, à partir d'un petit groupe de techniciens qui étaient devenu des compagnons dans le travail, de prolonger l'information entre eux et faire quelque chose ensemble pour le Patrimoine par les frontières des pays d'Europe. Ces techniciens de formations diverses avaient pour profession celle d'architecte, d'économiste de la construction, d'archéologue, d'ingénieur, d'universitaire, de restaurateur

de la pierre, de sculpture ou de décor. Peu à peu, ont été intéressés d'autres spécialistes : photogrammètre, informaticien, gestionnaire d'édifice, enseignant, etc., ayant chacun un rapport direct avec le Patrimoine architectural.

Viennent vers l'IPAC, ceux qui, tout d'abord, ont une curiosité et un minimum d'intérêt pour ce qui se passe ailleurs, souhaitent trouver et développer des contacts extérieurs et des interactions de pays à pays avec vocation européenne. Ces interactions, gérées par des réseaux, comme l'interaction qui se développe actuellement dans les pays des Balkans à partir d'IPAC pour la connaissance et la conservation du patrimoine architectural que constituent les édifices de la fin du Moyen-Âge, sont l'objectif premier de notre association.

L'IPAC procède en effet de deux idées simples, moteur de notre action et portant en elles-mêmes une éthique :

La première idée est une intention de caractère politique — au sens large du terme —, rattachée à la fois à la notion de Patrimoine et à celle d'Europe :

- que chacun, à son échelle, à son niveau, en fonction de son propre terrain et environnement culturels et professionnels, cherche à savoir ce que font ceux qui sont en quelque sorte ses symétriques, ayant des responsabilités et une confrontation à des problèmes de même nature, dans d'autres pays de l'Europe. Ceci n'exclue d'ailleurs pas d'avoir des ouvertures en dehors de l'Europe, dans la mesure où elles sont incitatives d'interactions, dans lesquelles plusieurs intervenants IPAC pourront s'engager conjointement;
- que chacun soit prêt, au-delà des frontières de son propre pays, à apporter une aide, à donner ou recevoir une information, à s'investir dans une action avec d'autres. L'intervention de tous sera rendue plus performante au bénéfice du Patrimoine.

Cette notion n'exclue nullement ceux qui viennent à l'IPAC en situation de demandeurs, dans la mesure où le pays qui est le leur, se trouve présentement dans une situation difficile et où la concrétisation de programmes de travaux peut poser des problèmes bien réels, voire insurmontables en l'état des moyens disponibles.

La seconde idée est une volonté d'implication directe, individuelle et collective à la fois, pour construire une Europe du Patrimoine à partir des initiatives de chacun et non pas seulement dans l'attente de recommandations, voire d'instructions, venues d'en haut. Ainsi, chacun apporte sa pierre à l'édifice, dans le respect de ce qu'apportent les autres.

Chacun apporte sa compétence spécifique, mais aussi la volonté de faire quelque chose pour le Patrimoine. IPAC demande un engagement dans l'action.

Il n'est pas envisageable qu'une recherche de contacts et des actions en prolongement, à partir de pays différents, puisse se développer sans l'appoint d'une structure.

C'est bien là l'une des raisons majeures de constitution des réseaux. Nous retrouvons ici la préoccupation de l'UNESCO, encourageant les réseaux entre universités et divers intervenants du patrimoine. En ce sens, IPAC, à sa très modeste échelle, explore des voies identiques et s'inscrit dans une complémentarité de l'action des grands organismes qui apportent leur concours à l'UNESCO et au premier rang desquels se trouve l'ICOMOS.

IPAC a pour ambition d'être un organisme de service, au sein duquel chaque intervenant a sa responsabilité propre, dans sa spécificité professionnelle pour le patrimoine.

Je citerai comme interactions engagées par IPAC :

- la circulation d'informations entre intervenants de pays différents de l'Europe, pour des mises au point techniques ou administratives, par exemple communication de règlements et dispositions concernant la protection et la conservation des édifices;
- la présentation de travaux, en France, en Grèce, en Italie avec visites de chantier à Paris, Vincennes, Marseille, Arles, Athènes, Thessalonique, Rome, etc.;
- les essais comparatifs sur les matériaux, analyses, mesures, par exemple essais de nettoyage de parement de pierre à Athènes, Paris Arles;
- la présentation de programmes de recherche avec conférences à Athènes et Thessalonique;
- la création d'une publication sur les travaux significatifs, exécutés sur les monuments pour leur conservation ou mise en valeur : Mnimion Perivallon (*Monuments et Environnement*). Cette revue comporte des articles en différentes langues. Elle est publiée en Grèce;
- l'exposition suivie d'un colloque sur l'architecture médiévale 1300-1500 dans les Balkans qui aura lieu à Thessalonique en novembre 1997 et qui a vocation à se déplacer pour être présentée dans différents pays. La préparation de cette exposition est génératrice de contacts

entre spécialistes de nationalités diverses dont le travail en commun sera — je l'espère —, l'amorce de réseaux IPAC dans différentes parties de l'Europe.

En prenant un peu de hauteur pour terminer cette rapide présentation, je soulignerai deux éléments qui sont ressortis, l'un du *Forum* UNESCO de Valencia 96, l'autre du *Forum* UNESCO de Québec 97, ce matin même :

- le premier a été exprimé l'an dernier par un participant finlandais, qui a demandé d'écarter de notre langage — dans toute la mesure du possible — l'expression « défense du patrimoine », dans la volonté d'être nous-mêmes engagés dans une offensive pour le Patrimoine. Alors parlons de « valorisation du patrimoine » et agissons en conséquence.
- le second élément souligné, viendra en appui de la déclaration de Madame la Ministre de la Culture de Québec, ce matin, dans ses convictions au sujet de la cohérence obligatoire des interventions et des échanges, en évoquant le bénéfique qui en résultera pour tous.

Je rappellerai à ce sujet la phrase de Paul Valéry : « Enrichissons-nous de nos mutuelles différences ».

Pour l'association que je représente, comme pour nous tous ici — je pense —, cet enrichissement de chacun par la connaissance des autres dans une diversité immense, ainsi que la connaissance de leurs objectifs et aussi des moyens dont ils disposent, constitue l'élément majeur de ce que peuvent nous apporter les réseaux.

C'est à quoi l'UNESCO nous incite aujourd'hui en prenant la mesure de ce que certains, plus favorisés, peuvent apporter à ceux qui le sont moins.

IPAC apporte une réponse !

Conférence :

M. Adrien GOËTZ, représentant
de l'École nationale du patrimoine, Patrimoine sans Frontières

Je représente ici la présidente de Patrimoine sans frontière, Béatrice de Durefort, et sa déléguée générale Claire Lagrange, certains d'entre vous la connaissent peut-être car elle était présente à Valence où elle représentait Patrimoine sans frontière. Elles auraient souhaiter être présente à Québec, elles en ont été empêchés au dernier moment et comme elles savaient que je m'y rendais pour représenter l'École nationale du patrimoine, elles m'ont demandé d'être le porte-parole de Patrimoine sans frontière. Jean-Pierre Bady, qui est le directeur de l'École nationale du patrimoine étant d'ailleurs membre du Conseil d'administration de Patrimoine sans frontière, il m'a bien autorisé à prêter ma voix à cette association qui lui tient à coeur et je vous parlerai donc de l'École nationale du patrimoine et de la formation du conservateur en France, mercredi après-midi je crois, si le programme a été ainsi défini, je vous parlerai donc de l'École nationale du patrimoine, lieu privilégié en France, lieu de rencontre entre universités et domaines patrimoniaux.

Alors Patrimoine sans frontière, a été en 1992, à l'initiative du Ministère français de la culture et grâce à une subvention de celui-ci. Patrimoine sans frontière mène des opérations de sauvetage du patrimoine culturel dans des situations de danger ou de disparition imminente, en particulier je reviendrai, dans les périodes d'après-guerre, c'est période de reconstruction qui sont si délicates où le patrimoine continue bien souvent d'être en danger, Mme Annette Viel, le rappelait il y a un instant.

Dans les pays en situation chronique ou accidentelle de détresse, des structures existent généralement pour prendre en charge des personnes à secourir plus rares, sont les sauveteurs de biens culturels collectifs, c'est-à-dire pas uniquement les grands ensembles bâtis emblématiques de chaque pays, je rejoins ici M. Boumbarou, qui disait tout à l'heure qu'il faut prendre en compte tout le spectre du patrimoine depuis les grands monuments inscrits au patrimoine mondial de l'humanité jusqu'à un patrimoine différent. Patrimoine sans frontière dirige lui ses efforts vers les oubliés du patrimoine, quels qu'ils soient, sites, ensembles, bâtiments mais aussi objets, savoir-faire, gestes, action en faveur de petits patrimoines, action du coût peu honoreuse mais toujours choisie pour leur haute valeur symbolique, pour leur portée et l'écho que leur défense pourrait avoir. Patrimoine sans frontière intervient lorsqu'un patrimoine est

en situation de disparition mais l'association peut également contribuer à des interventions de plus longues durées, le but serait bien sûr de voir se prolonger l'impulsion donnée durant telle ou telle action, Patrimoine sans frontière doit rester pour cela une structure légère, efficace, rapide. Son fonctionnement repose sur l'établissement d'un réseau multidisciplinaire, de professionnels, universitaires, patriciens en France comme à l'étranger. Partis de la France l'action s'étend à l'étranger. C'est en ce sens que je suis heureux de représenter Patrimoine sans frontière qui a sa place dans le réseau comme Forum Unesco est en train de construire. Patrimoine sans frontière a donc pour tâche première d'alerter et d'informer mais aussi de se mettre au service des organismes existants pour la sauvegarde du patrimoine. L'Association agit en effet systématiquement en partenariat sans se substituer à d'autres opérateurs, en place ou potentiels. Patrimoine sans frontière imagine elle aussi de nouvelles convergences puisqu'elle travaille toujours en contact avec les institutions nationales et internationales, ONG, fondations privées internationales, associations nationales, journalistes afin d'éviter les effets de concurrence, de redondance et de solliciter leurs concours pour la constitution d'un réseau d'experts. Alerter, relayer, seconder, sont les trois missions modestes mais essentielles que s'assigne l'organisation. Patrimoine sans frontière pourra ainsi signaler toute menace pour éveiller l'intérêt et faciliter l'action, en ce sens les universités à travers le monde peuvent être des relais privilégiés; Patrimoine sans frontière pourra également susciter des interventions en facilitant contacts et rencontre; entreprendre des campagnes de presse pour mettre en garde contre des fautes, des erreurs d'être sous le point d'être comises ou en cas d'indifférence ou d'inaction contribuer à mobiliser l'opinion. Patrimoine sans frontière est parti du constat qu'à côté de l'immense travail fourni par l'UNESCO, à côté des organismes des différents états toujours tributaires de la politique, il y avait place pour de petites actions rapides, à l'ambition limitée, concernant un patrimoine plus «intangible», je reprends un terme que l'on a entendu, que celui qui est d'ordinaire mis en lumière.

Alors comment fonctionne «Patrimoine sans frontière»? Alors je vais prendre quelques exemples pour être un peu plus concret. D'abord comme un organisme d'alerte et de relai. Par exemple à Beyrouth, Patrimoine sans frontière a mené une action de sensibilisation par des colloques par voie de presse pour arrêter les destructions non pas de la guerre mais de la reconstruction. Un autre exemple, l'accueil à Paris d'architectes bosniaques, créant ainsi un réseau de solidarité sensibilisant l'opinion aux destructions de la guerre et dans le but bien sûr d'amorcer une recherche de fond. Un autre exemple à Dubrovnik, autour de Dubrovnik plus exactement, Patrimoine sans frontière a alerté l'opinion sur le sort de villages qui avaient été oubliés, villages de l'arrière-pays, parce peut-être l'attention c'était à juste titre, bien sûr focalisée sur Dubrovnik, inscrite au Patrimoine mondial. Au total aujourd'hui après quelques années

d'existence, c'est un réseau de 3 000 organismes, professionnels et personnes répertoriés dans le fichier de l'organisation. Un réseau qui sera sans doute de plus en plus efficace et mis au service du patrimoine.

En second lieu, Patrimoine sans frontière fonctionne comme un observatoire du patrimoine dans le monde, menant une réflexion sur l'idée de patrimoine. Je ne reviendrai pas ici sur la définition du « champ patrimonial » que rappelait ce matin M. Bouchénaki citant Françoise Choé et son allégorie du patrimoine, que nous avons tous médité, Patrimoine sans frontière réfléchit au choix des projets avec des critères qui sont sans doute assez originaux dont le principal, celui de patrimoine vivant, c'est-à-dire inscrit dans le quotidien des populations concernées dans la vie économique. Rendre aux tisserands kmers les motifs traditionnels qu'on conserve à Paris dans les musées et qui n'existent plus sur le terrain, une action simple qui ne coûte pratiquement rien, à haute valeur symbolique et que Patrimoine sans frontière entend mener dans les années à venir. On insiste donc sur ce pragmatisme, sur ce réalisme, sur cet opportunisme pour employer un anglicisme des projets, et sur le respect exemplaire. Alors ces actions depuis un an arrivent sur le terrain. Patrimoine sans frontière a abordé une nouvelle phase dans son existence en intervenant directement, en ne bordant plus son rôle à celui d'un relais ou à celui d'un observatoire. Deux exemples de ces actions sur le terrain. Au Cameroun, cette année, Patrimoine sans frontière qui avait travaillé à ce projet depuis deux ou trois ans a participé à la construction de case-obus, vous savez ces case-obus du Cameroun qui sont l'exemple que l'on cite toujours de l'architecture modelée, elle fascine les européens depuis André Gides qui les avait vues et citées, elles disparaissaient et l'action a été simple, et encore là très peu coûteuse. Il s'agissait de transmettre un savoir-faire, on est allé rechercher quelques anciens qui savaient pratiquer cette architecture où le meuble disparaît dans l'immeuble, où on modèle le lit en même temps que le toit et la transmission du savoir-faire a eu lieu cette année avec la reconstruction d'une unité d'habitation qui aujourd'hui est acceptée par les habitants du village comme une partie de leur patrimoine. Il y a eu donc une sensibilisation en Afrique, une technique dont la disparition a été retardée pour au moins une génération parce qu'on a formé quelques jeunes et ensuite il va y avoir une exposition, un film, c'est je crois un bon exemple de la manière très concrète dont procède Patrimoine sans frontière.

Autre exemple en Albanie, exemple très différent, Patrimoine sans frontière a protégé une photothèque qui se trouvait à Scodra en diffusant, en faisant connaître le fond, le fond extraordinaire de cette photothèque, des photographies, des clichés de la vie rurale en Albanie au début du siècle, aussi bien que des images des fêtes traditionnelles, des images incroyables du roi Zog 1^{er}, des Albanais faisant en short ses exercices de gymnastique sur un ponton au petit matin, bon tout ça dormait à Scodra et

tout cela était en danger. Donc par le biais d'expositions itinérantes on a pu voir ces images à Paris, à Valence, on a appris l'existence de la photothèque de Scodra, ce qui a permis de collecter des financements et aujourd'hui de passer à une seconde phase, qui est l'envoi de matériel et d'experts, d'experts en restauration-conservations des photographies anciennes, là-bas et de transmettre une technologie au personnel de la photothèque, de lui permettre de s'organiser de manière autonome, financièrement et de se restructurer pour qu'elle continue à vivre là où elle se trouve. C'est donc cet accent mis sur le patrimoine vivant qui je crois caractérise la volonté de Patrimoine sans frontière.

Patrimoine sans frontière est jeune encore et je suis heureux de pouvoir en parler devant vous au nom de sa présidente car vous pouvez en suscitant des vocations de relais parmi vos étudiants à l'Université, en aidant Patrimoine sans frontière à donner l'alerte, contribuer à créer ce réseau de convergence qui fait aujourd'hui l'objet de nos réflexions ici.

Je vous remercie.

Conférence :

M. Salvador LARA ORTEGA, secrétaire
de l'Union internationale des architectes, secteur patrimoine

Conférence :

Prof. Dr. Ay_yl YAVUZ,

*Contribution of Middle East Technical University
Faculty of Architecture*

A. Conservation Education In Turkey

Within the context of this paper I intend to present a personal narrative of conservation education in Turkey in two parts. The present education programs at master level will be discussed in the first part whereas in the second part the master program of Middle East Technical University (METU) will be presented emphasizing the characteristics which cannot be deciphered from the written program.

The history of education on restoration does not start with the foundation of the Restoration Department at the Faculty of Architecture at the Middle East Technical University in 1964. The Academy of Fine Arts (now Mimar Sinan University) (MSU) in Istanbul, which was more on the Beaux-Arts model, had courses on the subject as early as 1930's. In the Istanbul Technical University (ITU) a Chair for History of Architecture and Restoration is founded after architecture became a independent Faculty from engineering in the early '50's. The so called academies and the technical schools, which became Universities after 1980's, continued the model of this Chair. Although the tradition of teaching history of architecture and restoration was founded for decades in the Istanbul Universities, it was a University in the american system in Ankara, the Middle East Technical University, that started the first formal master program for architects in restoration. It could not have been done at the Istanbul Universities which were more similar to European Universities (French and German) because they had five year education programs that also included a rough equivalent of a master's degree. This package got to be divided into two as the B.Arch and M.Arch in the early '70's enabling the opening of new programs of specialization in the above mentioned Universities. The M.Arch in Restoration Program which started in 1966, two years after the Department was founded, was followed by the one in the Istanbul Technical University (ITU), Yyldyz University (YU) and the 9 Eylül University (9 EU) in Yzmir, all in the early 70's. The four Departments offering specialization degrees in restoration continued until 1982. At this date all the Turkish Universities were reorganized with the establishment of a Higher Council of Education (YÖK), resulting in the

generalization of every program to every existing university. This reorganization resulted with the reduction of these Departments to a "Branch" because they did not offer B.Arch programs. On the other hand all other universities were encouraged to open new master's programs. Mimar Sinan University in Istanbul became the fifth University with such a program. All the other « Branches » at each Faculty of Architecture only offered courses and electives within the bachelor program. The above mentioned four programs had to go through modifications to fit the same general model, both positively and negatively.

With this new organization, the master and doctorate programs are collected under two Institutions, one of Science and the other of Social Sciences. Those of architecture are part of the Institute of Science. The restoration master programs of these Institutes which are shortly presented here, all date after 1990. The majority of them include the titles of the courses, the groups they form according to the terms, and the credits of the courses as well. However the synopsis of the courses are missing in the published programs. Therefore the evaluation of these courses are in direct relation with the available information. But it is still possible to establish the similarities and the differences of these programs as well as their emphases. The founding faculty members and their specializations have borne their marks on the programs. For example the restoration master program at 9 Eylül University was started by a professor of classical archeology who also had studied architecture later. The contribution and impact of archeology has been very pronounced on this program and it is still headed by a professor of archeology. The program in Istanbul Technical University has highly benefited from the already present teaching staff of the previous Chair of History of Architecture and Restoration, as well as other existing chairs, such as of photogrammetry.

The language of the METU program is naturally English since it is a university teaching in English, and Turkish is the language of the other programs. The Istanbul Technical and 9 Eylül University programs have a few courses which are written in English. This does not mean that the majority of the courses are in Turkish and some are in English. This partial use of English in the wording of the program indicates to a simultaneous English program that may be offered along the regular Turkish one.

The master programs in restoration have different durations at different Universities. METU and YTU programs cover four terms including the thesis. The other three have two term lecture courses, excluding the thesis. The time allotted for the thesis is limited by the regulations of the above mentioned institutes present at every university. The master of restoration programs all had courses covering four terms before 1982 but the strict rules and regulations of the Council of Higher Education (YÖK) brought limitations and restrictions to the post-graduate programs as well as the

others, inevitably affecting their curricula and duration. The reduction of YTU program to two terms is a result of this. The first term of the four terms of the METU program was renamed as the "preparatory program", virtually reducing the four term program to three terms on paper.

When the programs are screened to observe the emphases on the various scales of conservation as single and groups of monuments and the environmental scale, the MSU seems to be the only institution to have two distinctly different programs for the two scales. These two term plus thesis programs do not have even a single course in common. The YTU program has a marked emphasis on urban tissue, backed by a design project at that scale. METU program has three design studios, two on the monument and the last at the urban tissue scale. 9 EU has two studio courses, one for each scale. A major difference on this issue is observed at the YU program where there are courses with low credits grouped in two as documentation and principles of restoration projects.

The number of courses is the most varying feature among the programs discussed. However it is not possible to come to a very reliable conclusion because some of the programs indicate which are must courses and which are electives whereas some others like YU, just list the courses one under the other. YU program has the highest number of courses which add up to 41 in number. Its earlier programs had a smaller number, the 1990 program had 31 courses, 21 opened and 10 not offered so far but how many of them are must courses and how many electives are required cannot be deciphered. At YTU, a total of 17 courses are offered during the three terms. METU has 19 courses spreading to four terms. MSU has 12 courses on each of its programs and 9 EU has 15 courses. Neither of these programs have electives, at least not indicated in the program.

Thesis has always been an integral part of a master program. The alternative of a master program with no thesis has been offered to the related Institutes by YÖK a year ago, but so far no conservation program has accepted this alternative. YU program has a thesis with credits, starting at the third term and extending to the fourth term, each with 4 credits, totaling to 8 credits. The other programs, like METU, have non-credit theses, evaluated as satisfactory or non-satisfactory. The aim, scope, and the context of the thesis are not decipherable from the programs.

The credit hours of the courses and their relationship to each other also vary from one program to the other. One lecture hour corresponds to one credit and one laboratory/studio hour corresponds to a half credit, complying with the ERASMUS system of the European Universities. ITU and 9 EU have 1 or 2 credits for lecture courses and 3 credits for design courses, YU has a large number of 1 credit courses, the highest credit 4 is given to the thesis which is treated as a course. The credit hours indicate

the total hours used by the course each week and therefore also determine the time spent by the student at the faculty for former education. METU program has the highest credits and therefore longer hours for the students at the faculty. A regular lecture course has 3 credits, a materials course with lab has 4 credits, and the design studies have 8 credits amounting to 12 hours each week. The striking difference among the credit hours of the design studies in the various programs is directly related to the model and the context education, which is not the issue of this paper.

The small number of credits is in direct relation with the high number of the courses, so the programs with 1 credit courses have naturally more courses in their program. It is possible to say that some programs define their courses in larger packages whereas some others partition them as more rigidly defined but thin slices.

It is possible to group the courses into 6 major groups according to their content as:

1. design and method
2. construction and material
3. techniques and implementation
4. legislation and regulations
5. theory and philosophy
6. history of architecture and archeology

The YU programs has an emphasis on the history, MSU on method and implementation, and 9 EU on archeology courses. Distribution of the other courses are more less similar. METU program has an emphasis on design and methodology. A summer practice is unique to the METU program.

The story of the METU program starts in 1964 when Dean Aptullah Kuran appoints Cevat Erder as the chairperson to start the Restoration Department. It is interesting to note that this is not an extension of an already well established chair of history of architecture and restoration nor is it based on an american model because there was not one in USA yet. Prof. Peter Fich told me that their Restoration program at Colombia started simultaneously with ours at METU and I clearly remember sending him the blue points of our laboratories a few years later. Therefore the METU program is not directly influenced from any other program, being the first of its kind. Besides the foresight of Prof.Dr. Aptullah Kuran, if influences are to be considered in early shaping years, we may mention the

experience of the two British architects practicing conservation at the Greater London Council, who were among our first instructors, the research and experience of Prof.Dr. Cevat Erder and my restoration specialization in Rome, as the first academically trained member of the Department.

The program started as a four term one and it still is, although one term is in disguise. In the earlier years the three design studios were more frequent and longer with 18 credits, they are now only 12 hours a week. There are two courses on theory, two on history of architecture, one on historic structural systems, three on materials and two on legislation and regulations, plus a course on photogrammetry. The courses end with a thesis seminar followed by the thesis itself. The majority of the courses are oriented to methodology rather than accumulation of information.

My personal opinion is that the most important aspect of the METU program is its insistent emphasis on the synthesis of the lecture courses in the design studios. This is partially achieved by the participation of the instructors of all the courses, together with the students at the field trip and site study for the subject of the term project. Thus the site of the design project becomes an open arena of education for about 10 days each term, at different parts of Turkey. The summer practice is an extension of this understanding. The design projects always heavily emphasize the evaluation of the cultural property before the set of decisions for restoration mostly coupled with re-functioning. The evaluation is based on extensive analysis, research, and comparative study, resulting in three sets of projects: measured survey, restitution, and restoration.

METU also has a doctorate program open to architects with a masters degree on conservation. Depending on the methodology already assimilated in the master program, it has no must courses but directed studies and seminars designed and oriented to the topic of the doctoral thesis.

METU is at the extreme end of the scale of conservation education programs with its duration, the extense of the material covered, field work and the thesis that stretches the program to four complete years. It has its own particular place in a country where the cultural heritage is very rich and the conservation mechanism is much more complicated than in many other countries.

B. Significant Action Taken By METU At National / International Level

I will start with the more specific, education related projects and actions and move onto the more general and diffused ones:

- METU Restoration Department offered a Ms program in urban conservation, jointly with the Department of Planning of the same Faculty, in the early '70's for about ten years. The program came -----to an end with the reorganization of the Universities in 1982.
- At the present a Minor Program in Conservation is offered to the students of the Planning Department. It started two year ago and it is continuing. Another Minor Program is considered for the Department of Architecture.
- Few must and many elective courses are offered to B.Arch students.

Short term courses on conservation have been offered to the employers of the government institutions dealing with cultural property. They are offered on and off, when there is a demand from the concerned bodies.

- The teaching staff has done and is doing pilot restoration and conservation projects for the state agencies, municipalities and even private bodies through the system of revolving funds which legally permits a professor at a state university to work on a project that will be implimented.
- The Bachelor Program of Architecture has three summer practices. In the past the construction practice at the end of the first year, was done by constructing a community building at a village. The increasing number students become impossible to handle, therefore the construction was done at the University Campus. This year the summer practice was revived jointly with the Chamber of Architects.
- There are several foreign universities with which there are joint programs of education, like study trip, term abroad, summer trip etc. The relationship with Laval University, Department of Architecture is the earliest one, starting in 1980. In years it is reduced to be part of a program in more integral cooperation with YTU, METU is interested to revive the interaction.
- The Middle East Technical University, in 1967, has initiated an enormous salvation project on international level for the salvation of the monuments, archeological sites, and settlements that were to

remain under the waters of the Keban Dam reservoir, constructed on the Euphrates in Eastern Turkey. The project continued with the Atatürk Dam reservoir lake and more than twenty years many national and international archeological teams have excavated from middle ages to prehistory as well as teams for the salvation (transportation) of the monument have participated. Such intensive collection of knowledge in an area is only similar to the Aswan Dam lake in Egypt.

- METU is the only university in Turkey with its own museum enriched by artifact from its own excavations within the University campus and in Ankara. These activities are not the extension of a Department of Archeology because there is not one, but part of the cultural program of the University.

C. Possible Fields Of International Interaction At The Student Level

- Exchange of students
- Scholarships for students from other countries to study at the METU program, which is already done at the regional scale
- Joint term or year abroad programs
- Summer study trips open to the participation of students of both universities
- Short and intensive courses designed to the level and needs of the students coming from abroad
- Joint summer practices
- Work camps to incorporate summer practice as well

METU is open to projects involving our students at any level for the development of concern for the conservation of cultural property.

Conférence :

M. Marcel JUNIUS, secrétaire général de
l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM)
Québec

Résumé :

L'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM) estime que tout ce qui peut réunir, joindre, rassembler des forces œuvrant pour la protection du patrimoine urbain historique doit être entrepris. Ne pas provoquer des chevauchements sous prétexte d'une originalité parfois peu défendable devant la montée des communications électroniques, envisager des partenariats démontrant une confiance mutuelle, c'est faire plus ensemble. À ce titre, le nouveau réseau *Forum UNESCO, Université et Patrimoine* entre dans un terrain déjà passablement occupé par un grand nombre d'organisations, d'associations et de groupements responsables. Trouver le créneau spécifique et partager avec d'autres en vue de réduire les services administratifs et faire bénéficier de cet avantage les plus démunis qui ont à protéger un patrimoine avec peu de ressources, tel est notre défi commun.

Mesdames, Messieurs,

Les organisateurs m'ont demandé de vous dire quelques mots concernant la participation de l'Organisation des villes du patrimoine mondial à ce II^e Séminaire international *Forum UNESCO*, à l'Université Laval.

En m'adressant à vous, vous me permettrez de faire publiquement la remarque qui suit car, en vous souhaitant bonne chance pour ces assises, je voudrais faire écho à la 3^e Assemblée générale et au 4^e Colloque international de l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM) qui viennent de s'achever, il y a quelques jours seulement, à Évora, au Portugal. Incidemment, nos réunions se sont tenues dans la prestigieuse université de cette ville. Notre modestie peut bien en souffrir, mais il m'est agréable de vous dire que, lors de ces journées de septembre, l'OVPM a été honorée et saluée pour son envergure, sa maturité et son dynamisme par l'ensemble des représentants qualifiés des plus grandes institutions mondiales. C'est dire que par sa présence, aujourd'hui à ce forum, l'OVPM apporte avec elle le poids de ceux qui l'accompagnent et qui sont ses partenaires dont, en premier chef, l'UNESCO. Ce qui nous autorise aujourd'hui à ce faire entendre notre voix, c'est que la crédibilité toujours plus grande de l'OVPM s'est encore renforcée lors des assises de septembre 1997 à Évora avec le soutien de grandes organisations internationales dont le Conseil de l'Europe, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du tourisme, l'*International Air Transport*

Association (IATA), la Fondation Aga Khan pour la culture et le Bureau international du tourisme social (BITS) pour citer quelques noms.

Ce que je rapporte de notre dernier rassemblement de plus de 500 participants est, je crois, un témoignage fort qui supporte bien la réflexion que vous amorcez avec notre réunion.

Mesdames, Messieurs,

De ce que nous venons d'entendre, vous me permettrez d'ajouter une remarque fondamentale qui est connue de tous, mais qui s'oublie parfois trop vite : celle de l'exigence de la rationalisation des structures organisationnelles qui, aujourd'hui plus qu'hier, doivent maintenant compter avec l'inévitable accélération des techniques de l'information. Il faut faire des choix ou encore mesurer ce qui importe : la structure ou l'objectif à atteindre. Dès lors, on nous a dit, et nous le pratiquons à notre mesure, que tout ce qui peut se faire pour réunir rassembler, fusionner sans excès et regrouper les forces en vue de la réduction des coûts dit être fait. On peut ainsi simultanément amaigrir la structure de l'organigramme et profiter d'une plus grande flexibilité.

Bref, avoir cette volonté qui vise à réduire d'abord, voire à arrêter ce qui présente souvent comme une panacée sous le vocable global de la nouveauté et qui, inévitablement, sera à la recherche d'un financement, qui s'ajoutera aux autres demandeurs. Il faudra donc diminuer les parts du gâteau, car celui-ci garde son même diamètre, mais les couverts sur la table sont de plus en plus nombreux ! Cette situation est pénalisante pour les organisations existantes ayant fait la preuve de leur utilité et qui sont reconnues, crédibles et efficaces. Elles souffrent encore trop cruellement de la pénurie des fonds disponibles. À ce titre, je retiens que ces jours derniers le Gouvernement du Québec vient de faire la preuve qu'il y a des organisations, des commissions et des conseils à supprimer, et que d'autres peuvent être réunis ou fusionnés. Pourquoi ? pour supprimer des chevauchements.

Aujourd'hui, je ne puis que vous inviter à cette réflexion cruciale dans le créneau que vous souhaitez explorer : celui des universités et du patrimoine. Lorsque la décision sera prise, le Secrétariat général de l'OVPM vous accompagnera dans la mise en place du réseau, si tel est le vœu exprimé. Mais si par contre ou parallèlement ce réseau se mue en un système de communication électronique alimenté par des techniques de pointe, l'OVPM sera à vos côtés, car notre réseau des villes compte également dans ses partenaires des centres de recherche, des universités, des maisons d'enseignement de haut niveau, mais aussi des gestionnaires municipaux intelligents capables de maîtriser les techniques de terrain. Cette dimension est fort importante pour le domaine du patrimoine

physique aussi spatialement déterminant et parfois d'un poids culturel impressionnant. Nous pourrions être complémentaires et nous vous aiderions en nous aidant. L'inverse est aussi vrai.

Mesdames, Messieurs,

Lorsque les organisateurs m'ont demandé de vous dire quelques mots, nous avons constaté que, dans l'ordre des choses, nous bouclions la boucle, qui de l'UNESCO se prolonge et s'achève à l'OVPM, pour ce qui concerne les villes et les administrateurs des villes du patrimoine mondial.

Nous sommes depuis peu plus proches encore de l'UNESCO par l'accord signé entre le directeur général et notre président. Cette entente porte sur les responsabilités partagées par les deux organisations ainsi que sur des travaux à réaliser. Ce document clarifie nos rapports et augmente, je le crois, davantage notre efficacité et, je le suppose aussi, celle de l'UNESCO. Cet accord balise nos champs d'action respectifs et tente d'éviter des chevauchements tout en renforçant d'action les priorités dans une entente entre des partenaires égaux.

Puisque nous sommes une des parties composantes et essentielles du *World Heritage Information Network* (WHIN), de l'UNESCO et que nous renforçons constamment cette particularité par l'accroissement des données de notre site Web Internet, je crois pouvoir vous dire que nous nous situons à l'avant-garde pour l'information échangée avec le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO et que cette situation ne pourra que s'accélérer. C'est notre souhait et nous entendons faire le nécessaire pour que cet apport de l'OVPM à l'UNESCO soit utile et utilisé par le plus grand nombre. Si la structure que vous proposez se réalise, pourriez-vous considérer cet outil déjà présent qui ne demande que d'être utilisé pour l'acquisition de connaissances nouvelles par le plus grand nombre et, par son élargissement, le rendre encore plus efficace ?

Il m'est aussi agréable de vous dire dans ce tour d'horizon que nous avons procédé à des alliances avec plus d'une vingtaine d'organismes, conseils, institutions, mais que celles-ci marchent à des rythmes forts différents.

Il y a des exemples positifs. Ainsi dans un domaine particulier, celui de la formation des cadres municipaux des villes du patrimoine mondial, l'OVPM a procédé à une entente avec l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI); elle fonctionne avec déjà à son crédit une réalisation en 1997 et un projet en cours pour 1998. Cela s'est fait avec calme et confiance mutuelle, sans multiplier les réunions. Pourtant, rassembler 19 maires de villes du patrimoine d'Amérique Latine et 14 recteurs d'université était loin d'une sinécure. Cela a été fait à Guanajuato qui est en plus le siège du Secrétariat régional OVPM pour l'Amérique

latine. La programmation prévoit que notre prochaine réunion se fera à Salvador de Bahia et confortera d'autant le cycle engagé par l'OVPM et l'OUI pour la formation des gestionnaires municipaux des villes du patrimoine de l'humanité.

Avec l'Accord UNESCO-OVPM, le Protocole OVPM-OUI et nos ententes avec le Conseil de l'Europe, nous voilà entraînés dans une démarche rapprochée d'associés avec des organisations dont nous pouvons louer le sens de l'équité et des responsabilités partagées. L'exercice est profitable aux parties.

Comme autre exemple positif de partenariat bien ciblé qui en a fait une opération au moindre coût, je cite l'Atelier international de formation sur le Réseau d'Information de l'Organisation (RIO) et sur le projet UrbaVista qui a réuni 2 délégués de 3 villes européennes (2 de l'Ouest, 1 de l'Est) ainsi que d'une ville d'Amérique Latine et de la ville de Québec, ici, à l'Université Laval. Une opération réussie avec l'appui d'une entente OVPM-Conseil de l'Europe.

C'est de cela que je voulais vous entretenir : faire plus ensemble. Seuls les résultats comptent et, à ce jour, ils nous sont favorables par ce que nous avons, je crois, réussi à canaliser diverses forces autrefois éparses dans des objectifs bien ciblés. C'est aussi ce que nous souhaitons avec vous si vous décidez de mettre en place une structure qui reliera l'université, le patrimoine et l'OVPM.

Notre action se résume à ceci : « Ensemble, nous pouvons mieux. » C'est ce que je vous souhaite également.

Merci de votre attention.

Synthèse du président :

M. Philippe DUBÉ

Je voudrais rappeler à la salle, je ne sais pas très bien si peut-être à proposer une brève synthèse et voir s'il ne mérite des questions à être soulever, donc bien humblement et surtout très brièvement, le programme nous l'impose, je vais tenter, non pas de faire la synthèse, je pense qu'avec ce qui nous a été présenté, je pense que c'est très difficile de ramener à quelques idées tout ce qui nous a été dit, je vous suggérerais peut-être dans un premier temps de faire un peu comme dans un mot croisé, retenir quelques mots, les mots marquants de tout ce qu'on a pu entendre cet après-midi et de les peser ces mots, de bien comprendre la valeur de chacun de ces mots qui évidemment sont porteurs d'idées profondes. Alors en vrac je vous le donne et ensuite j'essayerai avec deux ou trois idées, de conclure.

Échange est quelque chose qui revenait beaucoup, dans ce mot évidemment il y a l'idée du partage et presque aussi contenue l'idée du changement, de changer, d'échanger, c'est très pertinent pour nous tous. L'idée de coopération est aussi dominante, coopérer, opérer ensemble, l'idée d'efficacité, de mettre en oeuvre quelque chose. Il y a une idée qui aussi un mot qui a été échappé et qui est important, consolidation. Il y a des organisations qui sont en place, certaines depuis très longtemps, d'autres beaucoup plus jeunes, évidemment la venue de nouveaux arrivants dans le contexte crée tout un remous, il s'agit de revoir un peu les choses, rien est figé bien entendu dans ce domaine comme dans aucun domaine et dans ce sens là l'idée de consolider est intéressante. Une idée très forte "éthique", je pense que dans tous ces voeux d'échange, de coopération, évidemment la valeur morale par exemple de l'éthique liée au comportement est quelque chose de très important. On parle aussi d'acteurs du patrimoine, c'est évidemment très important. Liée à cette idée d'acteur, d'action, on parle aussi du communautaire, donc encore là quelque chose qui échappe aux spécialistes et en même temps devrait être encouragé par ces mêmes spécialistes, même favorisé. Un autre mot qui est revenu beaucoup est cohérence, nous on a préféré convergence, enfin on a suggéré convergence, cohérence étant évidemment sous-entendu. Il y a une chose aussi qui m'a extrêmement touché, l'idée des "oubliés du patrimoine". Je pense que dans toute cette idée de coopération, d'échange il y a aussi cette volonté de faire que tous participent à cette chaîne d'entraide et les oubliés sont certainement les premiers à approcher, à intégrer dans cette longue chaîne. Au-delà de ces quelques mots mis comme ça un peu à la manière d'un mot croisé, l'idée qui m'apparaît évidemment dominante, peut-être que je me trompe, nos rapporteurs nous

ramèneront à l'ordre j'espère, c'est qu'au fond, et ça été dit par les gens de forum Unesco, Rosé Luis Montalba et Manuel Ramirez de signaler l'idée très forte d'un réseau, des réseaux, je pense qu'on est vraiment, certains parlent de 3000 organismes, soixante maires, tout ça évidemment constitué des réseaux et évidemment en quoi Forum peut agir en plate-forme de ce réseau des réseaux, évidemment je pense que c'est la raison pour laquelle on est ici, et en ce sens là il y a évidemment quelque chose de très porteur comme avenir. Qui dit réseau des réseaux évidemment nous amène à l'idée d'un intra-net, Internet c'est une chose on navigue, c'est agréable, on surf comme les spécialistes disent, mais il faut tout de même resserrer les choses, l'Intra-net du patrimoine est quelque chose évidemment je pense qu'on aura à travailler très fort dans cette perspective justement du réseau des réseaux. Peut-être pour conclure et vraiment très rapidement, dans cette série de présentations où finalement on faisait état d'interventions qui datent d'une cinquantaine d'année, je pense à ICOM, ICOMOS des organisations très anciennes, profondément ancrées dans ce qu'on peut appeler action patrimoniale et évidemment les nouveaux venus qui marquent donc une évolution. Je me permets tout simplement de suggérer des temps de cette évolution, c'est peut-être ma formation d'ethno-historien qui m'y oblige, qui me porte à regarder les choses de cette manière. Il me semble que beaucoup dans, quand on refait l'histoire, ici on le l'a pas fait mais elle est évidemment sous-entendue, implicite à toutes les présentations, je pense que le volontariat a été quelque chose de toujours très présent dans toutes ces organisations naissantes, Forum UNESCO en est une où vous voyez peut-être ou vous assistez à la naissance d'une nouvelle organisation, je ne sais pas si il y a une cinquantaine d'années quand quelques huluberlu se sont mis ensemble pour former le Conseil international des Musées ou enfin toutes ces organisations, c'était encore quelques personnes et qui était, toute cette action était basée sur le volontariat, c'est probablement la qualité première qui permis la naissance de toute organisation qui fini par se tenir. Deuxième temps, et ça je pense que ça été beaucoup dit par les représentants des différentes organisations, cette idée importante de partenariat, on a dit "on est rien, on est rien si on ne s'ouvre pas, si on ne partage pas et en ce sens-là c'est un signe de maturité évidemment d'une organisation qui est plus que naissante, qui a vraiment pris son envol. Et peut-être comme troisième temps, et c'est peut-être à ça qu'on assiste à l'heure actuelle, cette phase, cette étape de l'actionnariat, donc d'une action qui n'est pas, qui s'inscrit dans un processus où finalement il ne s'agit pas de gens qui portent une action en terme d'activiste mais davantage de gens qui investissent comme des actionnaires et ça je pense que c'est un temps qui est à la veille d'émerger, on semble apercevoir au loin et c'est évidemment chargé d'espoir, s'il faut que je fasse le contre-poids au propos quelque peu pessimisme quoique rafraîchissant de M. Junius. Peut-être que cette idée d'actionnariat et certainement pour nous offre un horizon intéressant et qui nous permet d'espérer.

ATELIER II

MISE EN RÉSEAU DES RESSOURCES UNIVERSITAIRES

L'intégration des ressources universitaires dans le champ patrimonial passe par le décloisonnement institutionnel et le partage des savoirs. Le réseautage de la production universitaire par support informatique peut-il offrir un outil de concertation, de diffusion et d'échanges entre les scientifiques et les praticiens ?

Les universités ont toujours été des lieux de rencontre et d'échange. Elles ont permis de rassembler des esprits curieux, de partager des connaissances, de créer des réseaux. Aujourd'hui, les universités sont confrontées à de nouveaux défis. Elles doivent intégrer les ressources universitaires dans le champ patrimonial. Cela implique de briser les cloisonnements institutionnels et de favoriser le partage des savoirs. Le réseautage de la production universitaire par support informatique peut offrir un outil de concertation, de diffusion et d'échanges entre les scientifiques et les praticiens. Mais, comment faire ? Quelles sont les étapes à prendre en compte ? Quelles sont les priorités ? Comment prendre en compte les moyens techniques disponibles ? Quels sont les enjeux ?

2^e partie présentée par M. Michel BONNETTE,
directeur de la recherche à l'OVPM

L'atelier II est présidé par :

M. William LOGAN, Deakin University,
Vice-président du réseau *Forum* UNESCO
région Asie-Pacifique

A multidisciplinary project is being conducted on the « Disappearing Asian City » by an international team of university researchers, students and heritage professionals led by W. Logan at Deakin University in Melbourne, Australia. The project is set in the context of the conflict between globalisation, both economic and cultural, and local demands to protect national, regional and communal cultural identities. The team is currently working in Nagasaki (Japan), Shanghai (China), Seoul (Korea), Manila (Philippines), Hanoi (Vietnam), Vientiane (Laos) Penang (Malaysia), Semarang (Indonesia), Yangon (Myanmar), Calcutta (India) and Dhaka (Bangladesh). The expected outputs are a book, journal articles and conference papers. It is also hoped that the project will influence the intellectual discourse in the various disciplines and the curricula of the universities involved. This project has already created a working network which could become part of the UNESCO *Forum*. This is a preliminary report; a fuller report, including presentations by a number of team members from Asia, will be given at the next UNESCO *Forum* meeting in Melbourne in October 1998.

L'atelier II est animé par :

M. Alain VIAU, professeur agrégé et chercheur membre du Centre de recherche en géomatique à l'Université Laval

Conférence d'ouverture :

1^{ère} partie présentée par **M. Alain VIAU**

Autoroute de l'information et la mise en réseau des ressources universitaires dans le champ patrimonial

Résumé :

Les informations et données touchant les patrimoines sont nombreuses. Les intervenants, organismes et institutions qui gèrent, produisent et diffusent cette information sont nombreux. Cependant, il est souvent difficile d'accéder ou même de savoir si l'information existe. Il est aussi difficile de savoir où cette information se trouve. Dans un contexte où l'UNESCO s'est donné pour mission de favoriser l'échange et la concertation entre les différentes institutions à l'échelle internationale en matière de patrimoine, il est donc important de se doter de moyens pour rendre accessible l'information touchant les patrimoines. Il est aussi important de permettre à ceux ou celles qui travaillent à mettre en valeur et à protéger les patrimoines pour le bénéfice des populations de pouvoir être en contact. La mise en place de réseau d'information, d'échange et de coopération est avantagé par les technologies informatiques et les inforoutes. La présente communication a pour objectif de présenter les différents aspects à prendre en compte lorsque nous voulons mettre en place de tels réseaux. Quelles sont les étapes que nous devons suivre ? Quelles sont les priorités que nous devons prendre en considération ? Comment prendre en compte les moyens technologiques disponibles ? Quels sont les enjeux ?

2^e partie présentée par **M. Michel BONNETTE**,
directeur de la recherche à l'OVPM

Urbavista : un système de gestion de l'information patrimoniale pour les villes du patrimoine mondial urbain

Résumé :

Fondée à Fès au Maroc en 1993, l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM) regroupe 134 villes ayant sur leur territoire respectif un site habité qui est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Ces villes, qui ont tantôt la taille d'un village tantôt celle d'une mégapole, sont établies dans 58 pays répartis dans toutes les régions du monde.

Les villes ont confié à leur Organisation la mission de mettre en place les mécanismes appropriés pour permettre et favoriser l'échange d'information et de connaissances entre toutes les villes historiques du monde, en particulier entre les villes du patrimoine mondial, afin qu'elles puissent par ce biais, adapter et améliorer plus rapidement les modes de gestion de leur centre historique et de leur patrimoine urbain respectifs.

Dans cette perspective, l'Organisation a conçu, en collaboration avec le Centre de recherche en géomatique (CRG) de l'Université Laval à Québec, Canada, dont l'expertise est reconnue mondialement, le projet UrbaVista. Ce projet vise essentiellement la conception, le développement et l'implantation d'un système d'information permettant l'intégration, l'exploitation et la diffusion de données, aussi bien textuelles que graphiques, ayant trait au patrimoine urbain. Il vise aussi la mise en réseau des villes de l'OVPM ainsi que leurs gestionnaires, experts et autres intervenants.

Intervention de :

M. Guy LABELLE, Vidéotron

Synthèse du président :

M. William LOGAN

Deakin University, Melbourne

Alain Viau has made an excellent summary already, so I can be very brief. I will make few comments which may be rather sharp and unusual coming from the President of the workshop, but they are intended to extend the very valuable debate already started this morning.

- 1) Firstly, in his initial presentation, M. Viau talked of the aims of the UrbaVista project and raised some of the key questions involved in establishing information networks. One of these is the question « Who manages the network ? » This raises a key issue of quality control; that is to say, who will monitor the quality of the information entered into the network's database ? How will those using it — be they heritage professionals or students — be guaranteed of the validity of the information.
- 2) Several speakers mentioned the need for partnership. This is obviously critical. Researchers need to be assured that their work will not be appropriated by others; their intellectual property needs to be safeguarded. It was reassuring to [...] from Michel Bonette about UrbaVista's way of controlling access to material submitted to it. In this way researchers can know that their work will be used appropriately within access controls, and they can obtain first the publications they need to maintain their own research careers.
- 3) It has been suggested that universities should set heritage themes (see A. Viau's overhead diagram). In any universities the research agenda is determined at the level of Faculties, Departments or Centers. Often these lower-level units are in competition with each other for student involvements, research grants and other funds and it is difficult to obtain cooperation. In fact, frequently in this it is difficult to obtain cooperation. In fact, frequently in this time of reduced funding for the tertians education sector, the universities are put into a position of competing with each other. This raises, then, the need for those developing a new network to avoid theoretical and even idealistic approaches which do not recognize the reality of life on the ground in the universities. A key issue is how to encourage cooperation between universities, faculties, departments and individual scholars all of who are being forced to be more competitive values than cooperative.

- 4) We have heard this morning of the World Heritage Towns Organization network and database, and of the Fez database. UNESCO Forum is intended to support the establishment of another database at Valencia. How do these all fit together? Although Dr. Ramirez in his intervention spoke of the Valencia project being a « network of networks », what ways can coordination be ensured in practice.
- 5) There is a need for UNESCO and the Valencia project team to disseminate information to the universities, not only about the Valencia and Quebec Seminars, but also about progress on the database between seminars. This will allow universities to decide to join in and if so, how to design their databases with a format that will be compatible with Valencia's. Dissemination of such information will help ensure that universities will commit themselves to the UNESCO Forum process.
- 6) Finally, while the technology is fascinating, we must not lose sign of the primary purpose of establishing a heritage database — which is to help protect the heritage and to educate students to take over the protection of the heritage in future.

Please join me in thanking our speakers, Alain Viau, Michel Bonnette and Hassan Radoine, as well as those who made interventions from the floor.

Thank you.

William Logan

Conférence de la ministre de la culture et des communications

Madame Louise BEAUDOIN

Le patrimoine est une composante fondamentale de la culture. Il en constitue ce que l'on pourrait appeler son fonds nourricier, à la fois source de création et de renouvellement.

Mais ce patrimoine culturel, qui est au cœur de nos préoccupations, comment peut-il être défini ? Il semble souvent que le mot patrimoine ait autant de définitions que de personnes qui tentent d'en cerner le sens. En effet, le contenu auquel il fait référence étant lui-même en perpétuel renouvellement, le patrimoine, forcément, est une réalité en évolution, appelée à s'enrichir constamment. Sans cesse s'y ajoute le produit du présent, ce que nous créons et ce que nous choisissons collectivement de conserver pour les générations à venir.

L'objet de notre intérêt, en somme, n'est autre chose que l'ensemble des productions, à la fois tangibles et intangibles, qui nous ont été transmises par les générations antérieures, dans toutes les composantes de l'activité humaine, qu'il s'agisse de pratiques linguistiques, sociales, religieuses ou encore économiques. C'est donc, au départ, de la totalité des activités humaines qu'il est question : tous les objets et tous les faits, dans la mesure où ils s'inscrivent dans une perspective culturelle et où ils font référence à des pratiques encore vivantes. Le patrimoine culturel, n'est-ce pas, en définitive, la mémoire d'un peuple, cette référence de base qui permet d'expliquer sa personnalité, ses ressemblances comme ses différences. Et voilà déjà, s'il était nécessaire de le démontrer, une raison suffisante de s'en préoccuper.

Le patrimoine étant ainsi omniprésent, presque par définition pourrait-on dire, il ne sera pas facile de le « nommer », c'est-à-dire d'en énumérer les éléments une fois pour toutes. On le pourra d'ailleurs de moins en moins, tant il devient éclaté de plus en plus multiforme. Il y a cependant un dénominateur commun à ces métamorphoses : quels que soient les changements, ils vont pour la plupart dans le même sens, celui de l'élargissement du concept, et donc des objets, du patrimoine. Et en plus d'être multiples, ces réalités sont mouvantes puisque notre perception du patrimoine, tout comme notre façon d'agir face à lui, ont varié et

continuent de varier dans le temps. Je suis certaine que plusieurs d'entre vous constatez le même phénomène dans vos communautés respectives.

Plus encore, il ne faut pas oublier que le patrimoine est une réalité dont le cadre et les enjeux dépassent largement le seul secteur dit « culturel » auquel ce dossier est le plus souvent rattaché, puisqu'il entretient de nombreux liens avec d'autres champs d'activités, qu'il s'agisse d'éducation — et vous en êtes la preuve —, ou encore de tourisme, de loisir, d'urbanisme, et même de gestion des ressources naturelles. Le patrimoine est ainsi, à n'en pas douter, naturellement et intimement lié à tout ce qui définit le « cadre de vie » de la population... il fait partie de son quotidien.

Si nous poursuivons maintenant notre réflexion, dans le contexte que je viens de décrire, il apparaîtrait plutôt hasardeux de vouloir séparer le patrimoine en différentes catégories; d'isoler par exemple les biens appartenant au patrimoine artistique des biens de nature archéologique, ethnographique, documentaire ou scientifique. Cela dit, il reste évidemment possible, et même souhaitable, pour des raisons de découpage méthodologique, de préciser les diverses formes du patrimoine. Un certain découpage de cette réalité multidimensionnelle et multiforme s'avère aussi, bien entendu, essentiel aux fins de la recherche et de l'enseignement, tout comme il l'est à des fins plus administratives de gestion.

Cet élargissement de l'objet du patrimoine, auquel j'ai fait allusion, ne signifie évidemment pas que nous ayons toujours affaire à des « nouveaux » objets du patrimoine, mais plutôt, selon le cas, à un nouvel éclairage ou à une nouvelle approche mieux adaptée à une problématique particulière. Parfois cependant, de nouvelles réalités surgissent, ou prennent la place qui leur est due, comme par exemple le vaste champ du patrimoine vivant, insufflant un nouveau dynamisme à l'action, mais fondant également de nouvelles attentes auxquelles il faut répondre adéquatement. Il est d'ailleurs fort probable que les années à venir verront l'émergence d'autres mouvements de conservation et de mise en valeur visant certains domaines plus « pointus » d'intervention, souvent sous l'impulsion d'un organisme ou d'un groupe d'organismes dédiés à l'avancement de l'une ou l'autre cause.

Le patrimoine culturel est donc omniprésent dans nos vies. Témoins matériel ou immatériel du passage des collectivités, il a essentiellement valeur de symbole. Il possède à cet égard un caractère pédagogique essentiel. Il renferme une valeur qui transcende le temps et qui constitue un actif culturel, social et économique irremplaçable. Fondement de l'identité d'une société, le patrimoine deviendra aussi un facteur d'intégration des diverses communautés qui la composent, en favorisant le

dialogue des cultures. Le Québec se veut à cet égard, est-il nécessaire de le souligner, une société ouverte au pluralisme des idées, des formes d'expression et des cultures.

Acteurs

Si l'on s'interroge maintenant, par-delà l'objet, sur les « acteurs » du patrimoine, on constate tout d'abord que, parallèlement à cet éclatement du concept de patrimoine, sinon à cause de lui, nous avons assisté au cours des dernières décennies à une multiplication des intervenants, dont les rôles et les responsabilités ne sont cependant pas toujours clairement définis. Ces nombreux acteurs du patrimoine ne sont pas tous actifs au même degré et, surtout, ils ne sont pas tous en relation étroite. En fait, nombreux sont les organismes et les institutions, de toute nature, qui visent des buts semblables ou compatibles mais qui le font parallèlement sans s'informer ni se coordonner.

C'est pourquoi, il faudra chercher à développer des approches et des politiques d'intervention cohérentes et intégrées qui permettront de comprendre l'interaction de l'ensemble des phénomènes et des manifestations du patrimoine, tout en faisant une place à l'ensemble des acteurs, quel que soit leur niveau d'intervention. Est-il nécessaire d'insister sur le fait que la tendance actuelle, ici comme ailleurs, par-delà les analyses disciplinaires ou sectorielles, est à une appréhension globale des phénomènes culturels et naturels, que l'on conçoit de plus en plus comme étant fondamentalement interdépendants. La notion de paysage culturel, par exemple, véhicule de belle façon cette nouvelle alliance, ce nouveau mariage. Aussi la légitimité des diverses disciplines associées au patrimoine ne tient-elle donc pas uniquement, ou même essentiellement, à leur propre existence, mais s'inscrit d'abord et avant tout dans leur participation à l'œuvre commune de connaissance, de conservation, d'utilisation et d'enrichissement de l'héritage patrimonial.

À un autre registre du discours, davantage lié aux perceptions qu'aux considérations académiques ou disciplinaires, la problématique du patrimoine culturel tient en grande partie à des facteurs subjectifs, à l'attitude qu'il inspire. Encore aujourd'hui, la vision négative, trop limitée et à courte vue que l'on a parfois du patrimoine peut influencer considérablement sur le sort qui lui est réservé et il y a là, d'emblée, un problème à affronter. À cet égard et malgré les progrès certains réalisés au cours des dernières années, il faut impérativement continuer de démontrer, de façon très claire, que le patrimoine est un facteur d'enrichissement collectif, et non une contrainte au développement économique, un agent positif d'un développement social et culturel durable, et non une contrainte au progrès.

Il faut évidemment, pour qu'une telle conception du patrimoine se répande dans tous les secteurs d'activité, que les conditions, que l'environnement pourrait-on dire, soit propice à une véritable réappropriation par l'ensemble de la collectivité de son patrimoine. Car on ne saurait en effet trop insister sur ce fait : l'objet patrimonial prend tout son sens lorsqu'une population se l'approprie, c'est-à-dire lui attribue une valeur collective.

Or, cette appropriation ne peut avoir lieu si son objet est méconnu. Les préalables à l'appropriation souhaitée sont donc, d'une part, la connaissance du et des patrimoines, d'autre part la sensibilisation de l'ensemble de la population à son importance, que celle-ci soit nationale et de nature fondamentalement symbolique, ou encore intimement liée à la vie quotidienne, à ce cadre de vie auquel j'ai déjà fait référence. Il est donc essentiel, et je sais que je rejoins ici plusieurs de vos préoccupations, que des efforts importants soient consentis à l'éducation au patrimoine, particulièrement auprès des clientèles scolaires, mais également auprès de l'ensemble de la population.

Le patrimoine étant l'illustration de l'histoire, le fruit donc de l'action des collectivités qui se sont succédées dans le temps, il est particulièrement important que les jeunes soient initiés à cette mémoire des personnes, des choses et des lieux qui reflète l'essence de leur culture. Dans une perspective à long terme, il y aura lieu de redoubler d'efforts pour assurer une formation adéquate de la jeunesse à l'histoire et au patrimoine culturel, en ce qui concerne ses composantes traditionnelles bien entendu, mais également au regard de préoccupations plus contemporaines notamment le patrimoine scientifique, technologique et industriel. Ce rapprochement entre sciences, ethnologie et culture, passant par une diffusion et une appropriation des savoirs nécessaires, apparaît d'ailleurs essentiel à la compréhension de certains grands enjeux actuels notamment en ce qui concerne les nouvelles technologies de communication.

Dans cette synergie à développer toujours davantage, les institutions d'enseignement ont évidemment un rôle primordial à jouer, notamment les établissements collégiaux et universitaires, qui sont à la base de la formation des futurs spécialistes et intervenants du patrimoine : architectes, archéologues, historiens d'art, aménagistes, urbanistes, ou muséologues. On notera d'ailleurs à cet égard une particularité qui mérite d'être soulignée en ce qui concerne les nombreuses disciplines auxquelles le patrimoine fait appel : pour les unes, l'archéologie et l'ethnologie plus spécifiquement, il est le sujet d'intérêt premier alors que, pour d'autres, il constitue une préoccupation secondaire ou occasionnelle, dans le cas de l'architecture ou de l'aménagement par exemple. Ces deux situations suscitent des problématiques différentes. Dans un cas, il s'agit de « spécialisations » du patrimoine pour lesquelles notre intérêt ira du contenu académique jusqu'à la reconnaissance de la profession et aux

débouchés possibles; dans l'autre, il s'agit avant tout de veiller à ce que le contenu académique intègre les notions de base de la connaissance, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine.

Par-delà l'enseignement institutionnel, que celui-ci soit spécifique ou accessoire au patrimoine, d'autres ressources permettent évidemment aux étudiants et aux chercheurs d'acquérir une expérience pratique, d'approfondir leur savoir et de repousser les limites de la connaissance. Pensons par exemple à l'action des associations de professionnels, qu'il s'agisse d'archéologues, d'historiens, d'ethnologues, d'architectes ou encore d'urbanistes, qui comptent aussi parmi les agents de connaissance du patrimoine. Foyers d'échanges, d'information et de rassemblement, ces associations sont souvent à l'origine d'événements ou de réalisations qui font progresser la connaissance et assurent sa diffusion par des colloques, des conférences publiques, des publications et d'autres moyens. Elles font souvent office de ponts entre l'activité professionnelle et la formation universitaire qu'elles peuvent aider à compléter, à mettre à jour, ou même contribuer à orienter.

Au Québec, cette infiltration du patrimoine dans les milieux de l'enseignement a déjà donné lieu à plusieurs expériences novatrices et prometteuses d'avenir. Je me permets de vous en souligner quelques-unes sans rechercher, vous l'aurez bien compris, l'exhaustivité.

Commençons par les expériences qui impliquent l'institution qui nous accueille à ces deuxième assises de *Forum UNESCO*, soit l'Université Laval : d'abord son Centre d'études interdisciplinaires sur les Lettres, les Arts et les Traditions des francophones en Amérique du Nord, mieux connu sous le vocable de CELAT et qui, depuis 1976, fait avancer la connaissance des processus et des espaces identitaires; ensuite ses actions dans le champ de la formation continue, notamment par son association avec la Fondation Rues principales, qui travaille à la revitalisation des centre-villes anciens; sans oublier la collaboration établie depuis plusieurs années avec la Ville de Québec en matière de recherche archéologique. Si l'on se déplace vers l'ouest, on a d'aussi bons exemples avec les travaux de l'Université du Québec à Montréal dans le domaine de la muséologie, ou encore de l'Université de Montréal avec son programme de maîtrise en conservation de l'environnement bâti. On peut également mentionner la Société des musées québécois pour son Réseau Info-Muse qui vise l'informatisation des collections et la mise en réseau des institutions muséales, de même que le Centre canadien d'architecture pour son tout nouveau Centre d'étude inauguré il y a à peine un mois. La liste pourrait, bien sûr, s'allonger considérablement.

En contrepoint à ces initiatives remarquables, on doit bien entendu prendre note du fait qu'il existe toujours des lacunes, qu'il nous faut

identifier et corriger. Le champ est vaste, je crois en avoir rendu compte, et les ressources, en ces temps difficiles — qui s'achèvent — doivent être maximisées. Ainsi, il est toujours vrai aujourd'hui que plusieurs des difficultés rencontrées en matière de recherche, de conservation et de mise en valeur du patrimoine découlent d'un manque d'expertise : expertise des firmes qui réalisent des études, expertise de partenaires municipaux, expertise d'organismes qui ont la maîtrise d'œuvre d'interventions, expertise, enfin, du personnel gouvernemental qui doit encadrer des actions très diversifiées.

Or, j'insiste pour dire que, dans l'ensemble des interventions reliées au patrimoine, comme dans d'autres secteurs d'activité, la qualité des résultats obtenus dépend en grande partie de la formation : formation théorique et pratique, expertise des professionnels, formation et sensibilisation du milieu scolaire, formation et encadrement des amateurs et des bénévoles, par exemple.

Comme pistes à retenir, convenons d'abord que la rareté des ressources nous convie à éviter l'éparpillement et pour ce faire, à reconnaître une urgence nouvelle à la mise en commun des ressources des organismes et des institutions, notamment là où le bénévolat est important et a besoin d'être appuyé. Urgence également d'une définition claire des mandats et des champs d'intervention de chacun, et notamment de l'État, dans un contexte où un plus grand nombre d'acteurs intervient simultanément sur le même objet, le patrimoine culturel en l'occurrence, sans que les actions entreprises soient nécessairement coordonnées à la base. On doit notamment, dans un tel contexte, favoriser une meilleure concertation avec les milieux de l'enseignement.

C'est en réponse à de telles interrogations qu'un protocole d'entente a été signé au printemps de cette année entre mon ministère et celui de l'Éducation, permettant la mise en place d'un environnement favorable à une prise en compte accrue de la culture, et bien sûr du patrimoine culturel, dans les programmes d'enseignement.

Les orientations contenues dans cette entente sont d'une très grande portée et méritent d'être rappelées ici :

- renforcer et développer la coopération et la coordination entre les deux ministères en vue d'assurer la cohérence entre les projets éducatif et culturel de la société québécoise;
- favoriser une plus grande ouverture du milieu de l'éducation aux ressources culturelles disponibles afin de mieux traduire l'intégration de la dimension culturelle à sa mission éducative.

- favoriser une plus grande ouverture du milieu culturel aux besoins des établissements d'enseignement afin d'adapter et d'harmoniser ses diverses interventions;
- soutenir, promouvoir et valoriser les initiatives locales, régionales et nationales de concertation et de partenariat entre les organismes culturels, municipaux, associatifs et ceux du monde de l'éducation, afin d'assurer à la clientèle étudiante une éducation artistique et culturelle de meilleure qualité et un accès aux œuvres et aux lieux de culture;
- contribuer à l'harmonisation des interventions gouvernementales en matière de formation professionnelle et technique et d'enseignement supérieur dans le domaine des arts;
- favoriser le partenariat visant à encourager une plus grande utilisation des nouvelles technologies de l'information dans le milieu de l'éducation.

Je crois que l'on ne saurait trop insister, dans ce contexte d'interdépendance quasi-structurelle qui caractérise notre approche aux grandes questions de l'heure, sur la nécessité d'établir de telles passerelles qui permettent de tirer profit, dans le respect des mandats et des responsabilités de chacun, de toutes les expertises disponibles. Le ministère de la Culture et des Communications, quant à lui, s'oriente résolument en ce sens depuis plusieurs années. Qu'il s'agisse de l'étroite collaboration établie avec Tourisme Québec quant au développement du tourisme culturel — peut-on imaginer partenariat plus évident, plus organique oserais-je dire —, des discussions en cours avec le ministère de l'Environnement et de la Faune, de même qu'avec celui des Ressources naturelles, concernant l'élaboration d'un processus de classification des rivières, ou encore du programme conjoint mis sur pied avec la Société d'habitation du Québec pour intégrer davantage la dimension patrimoniale dans les efforts de revitalisation des vieux quartiers. Toutes ces expériences, toutes ces collaborations, vont dans le même sens : ils répondent aux impératifs de la maximisation des ressources, d'une part, et d'une approche intégrée de gestion, d'autre part.

À l'heure de l'éclatement des communications, de l'avènement des infopistes qui ouvrent des perspectives d'échanges sans précédent, ces passerelles peuvent et doivent évidemment transcender les frontières. Votre présence ici aujourd'hui, et les sujets de vos ateliers, sont des preuves tangibles que ce réseautage international existe déjà.

Je souhaite que ce deuxième séminaire de *Forum UNESCO* soit couronné de succès. Je vous souhaite également un séjour agréable dans la région de

ATELIER III

Québec et je convie particulièrement nos visiteurs étrangers à découvrir cette culture et ce patrimoine qui fait notre fierté et que nous souhaitons de tout cœur partager avec vous.

SYNERGIE ET COMPLÉMENTARITÉ

Les responsables des patrimoines et des universités doivent nécessairement se concerter en vue d'une meilleure convergence au chapitre de leurs actions. S'il est nécessaire de mettre en place un système de réseautique afin d'obtenir cet objectif, il est important de s'appuyer de l'apport de chacun.

L'atelier III est présidé par :

Mme Olga PIZANO MALLERINO, vice-présidente de Forum UNESCO, région Amérique latine et Péninsule Ibérique

ATELIER III

SYNERGIE ET COMPLÉMENTARITÉ

Les responsables des patrimoines et des universités doivent nécessairement se concerter en vue d'une meilleure convergence au chapitre de leurs actions. S'il est nécessaire de mettre en place un système de réseautique afin d'obtenir cet objectif, il est important de s'assurer de l'apport de chacun.

L'atelier III est présidé par :

Mme Olga PIZANO MALLERINO, vice-présidente de *Forum UNESCO*, région Amérique latine et Péninsule Ibérique

L'atelier III est animé par :

M. André CASALT, professeur-adjoint,
École d'architecture de l'Université Laval et
collaborateur au GERAC

Conférence d'ouverture :

M. Reinhard GOETHERT,
professeur à l'École d'architecture au
Massachusetts Institute of Technology

Synergie et coopération

Résumé :

M. Goethert propose d'orienter nos priorités non plus vers les monuments spectaculaires, mais plutôt vers le patrimoine collectif plus vaste à travers la mise en valeur du patrimoine culturel. Il soutient que la culture n'est pas le seul domaine d'une élite hautement cultivée, mais un principe fondamental de communauté. Il suggère deux approches à l'appui de cette proposition :

- 1) que les enfants soient plus directement impliqués, et
- 2) que les communautés soient responsabilisées dans le développement d'une synergie de conservation.

Bien qu'il y ait un besoin évident de la participation d'un plus grand nombre de jeunes, une modification plus fondamentale vers des programmes qui ont pour centre les enfants est essentielle pour produire un impact durable sur la conservation du patrimoine culturel. Des exemples illustreront comment les enfants peuvent être impliqués et des politiques appropriées seront suggérées. La notion de responsabilisation communautaire mettra en évidence la réalité de tout effort de conservation. Une approche d'impact minimal, ancrée localement est prônée, avec l'écotourisme comme modèle. Un projet en cours en Syrie montrera la synergie qui découle des liens entre le patrimoine culturel, la réalité économique et le tourisme.

Summary :

This presentation advocates the reordering of emphasis from a spectacular few monuments toward the more widely spread common heritage in celebrating the cultural patrimony. It argues that culture is not only the domain of a highly trained elite but more fundamentally is a basic premise of community.

Two approaches are suggested in support of this proposition :

- 1) to involve children directly, and
- 2) to encourage communities to become stakeholders in developing a synergy in preservation.

Although there clearly is a need for greater participation by young people, a more fundamental shift toward children focused programs is necessary for a sustainable impact on preserving the cultural heritage. Examples will be shown how readily children may be involved and appropriate supporting policies will be suggested. Communities as « stakeholders » will highlight the economic reality of any preservation effort. A low impact, locally held approach is advocated drawing on eco-tourism as its model. A project being developed in Syria will show the synergy resulting by linking cultural patrimony, economic reality, and tourism.

Autres intervenants

Conférence :

M. Doan NHU KIM, École nationale supérieure de génie civil de Hanoi

Conférence :

Mme Marie-Josée DESCHÈNES, architecte, responsable du programme de revitalisation des vieux quartiers et inspectrice adjointe en bâtiments pour la ville de Baie-Comeau

Conférence :

M. Alain CARON, architecte et candidat au Doctorat en études urbaines à l'UQAM/INRS

La determinación de las cualidades que definen los bienes del patrimonio : Labor fundamental para la conservación

El 14 noviembre de 1996 en la reunión de Lisboa, primera de un plan de reuniones establecido por profesores de Grecia, Italia, Andorra, Portugal y España, se formularon distintas propuestas y se puso de manifiesto la urgente necesidad de trabajar para establecer un lenguaje común que nos permita comunicarnos y adentrarnos en ese campo apasionante e infinito que venimos llamando Patrimonio, palabra que se utiliza en ocasiones generando indeterminaciones que imposibilitan, en algunos casos, la comunicación, el análisis, el estudio científico o la aplicación técnico-profesional. Por ejemplo, el Decreto Ley de 1976 sobre el turismo histórico español define este como « el conjunto de bienes dignos de ser conservados para la nación por razones de arte y cultura ». ¿Qué significa en términos concretos? ¿Qué referencias permitirán establecer lo « digno de ser conservado » de lo « que no es digno de ser conservado »? En 1964, la comisión Franceschini encargada de revisar la legislación italiana sobre el Patrimonio Cultural cuyos resultados se presentaron en 1966, puntualizaban : « pertenecen al Patrimonio Cultural de la nación todos los bienes que incorporan una referencia a la historia de la civilización ». En ambos casos hay una base filosófica próxima, pero también, en ambos casos se da una ambigüedad operativa. La Ley de Patrimonio Histórico Español de 1985 hace referencia, además, al Patrimonio producido en nuestros días, pero no establece criterios de valoración.

Entendiendo por Patrimonio « conjunto de bienes que posee una persona, física o jurídica », pues solo ellas pueden ser sujetos de derechos y obligaciones, toda persona tiene un patrimonio, esto no significa necesariamente riqueza, valor expresado en unidades de moneda positiva, puede consistir totalmente en deudas. Cada persona solo tiene un patrimonio, ya que los derechos y obligaciones que lo forman constituyen una universalidad y es inseparable de la persona en tanto esta exista, ya que lo que puede transmitirse por ella son derechos y obligaciones particulares, pero no la universalidad en que el Patrimonio consiste. Como dice en u ocasión mi buen amigo y colega el profesor Santos, « El hombre lleva a su patrimonio en el bolsillo ».

Conférence :

M. Louis-Marie ASSELIN, directeur du Centre des études et de coopération internationales (CECI)

Conférence :

M. Eduardo SALINAS DAMIAN, professeur
Université polytechnique de Valence

La determinación de las cualidades que definen los bienes del patrimonio : Labor fundamental para la comunicación

El 14 noviembre de 1996 en la reunión de Lisboa, primera de un plan de reuniones establecido por profesores de Grecia, Italia, Andorra, Portugal y España, se formularon distintas propuestas y se puso de manifiesto la urgente necesidad de trabajar para establecer un lenguaje común que nos permita comunicarnos y adentrarnos en este campo apasionante e infinito que venimos llamando Patrimonio, palabra que se utiliza en ocasiones generando indeterminaciones que imposibilitan, en algunos casos, la comunicación, el análisis, el estudio científico o la aplicación técnico-profesional. Por ejemplo, el Decreto Ley de 1926 sobre el tesoro artístico español define éste como « el conjunto de bienes **dignos de ser conservados para la nación por razones de arte y cultura** » ¿ Qué significa en términos operativos ? ¿ Qué referencias permitirán establecer lo « digno de ser conservado de la que no es digno de ser conservado »?. En 1964, la comisión Franceschini, encargada de revisar la legislación italiana sobre el Patrimonio Cultural cuyos resultados se presentaron en 1966, puntualizaban : « pertenecen al Patrimonio Cultural de la nación todos los bienes que **incorporan una referencia a la historia de la civilización** ». En ambos casos hay una base filosófica próxima, pero también, en ambos casos se da una ambigüedad operativa. La Ley de Patrimonio Histórico Español de 1985 hace referencia, además, al Patrimonio producido en nuestros días, pero no establece criterios de valoración.

Entendiendo por Patrimonio « conjuntos de bienes que posee una persona, física o jurídica », pues solo ellas pueden ser sujetos de derechos y obligaciones, toda persona tiene un patrimonio, esto no significa necesariamente riqueza, valor expresado en unidades de moneda positivo, puede consistir solamente en deudas. Cada persona solo tiene un patrimonio, ya que los derechos y obligaciones que lo forman constituyen una universalidad y es inseparable de la persona en tanto ésta exista, ya que lo que puede transmitirse por ella son derechos y obligaciones particulares, pero no la universalidad en que el Patrimonio consiste. Como decía en una ocasión mi buen amigo y colega el profesor Santos, « El bereber lleva a su patrimonio en el bolsillo ».

Si comparamos el Patrimonio con el contenido de una caja inicialmente vacía que puede ir evolucionando positivamente, creciendo su contenido, o negativamente vaciándose, cuando nace una persona o cuando nace un pueblo, con ella, con él nace esa caja vacía que, con el devenir de los tiempos, su acción y también sus omisiones irán llenándose y, observada en un momento de la existencia, constituye, en ese momento, su Patrimonio.

De lo dicho anteriormente se deduce claramente la relación objeto (Patrimonio) sujeto (Persona) como algo indisoluble. El objeto es un conjunto de derechos y obligaciones que gravitan sobre entes a los que llamaremos bienes estos pueden ser muebles, inmuebles, semovientes, materiales e inmateriales y el sujeto (Persona) puede ser física o jurídica (Sociedad, Pueblo, Estado, Nación, Iglesia, Corona, etc.). Todo esto nos crea una serie de interrogantes :

- ¿ Qué bienes se han de conservar, cuidar, dar a conocer a sus ciudadanos y a los del mundo ?
- ¿ Qué bienes pueden transformarse ? Es decir, qué bienes del Patrimonio se transforman, incluso cambiando su naturaleza, porque se entiende que es bueno para el sujeto. Por ejemplo un edificio que se decide derribar para crear una plaza pública. ¿ Cómo se determina si es más importante conservar el edificio o crear la plaza pública que va a significar un desarrollo urbano ?
- ¿ Cuáles son los límites que determinan el interés del Patrimonio de una persona a otra persona ?
- ¿ Qué bienes de un Patrimonio se han de mantener inalterados ? Por ejemplo, en Sagunto, España, se abrió una gran polémica como consecuencia de la intervención sobre el teatro Romano de Sagunto, unos apoyando la idea de dejarlo tal cual se encontraba, otros, apostando por una actuación rotunda y traumática.
- ¿ Todos los vestigios del pasado hay que guardarlos ?
- ¿ Cuándo se consideran como objetos en transformación los vestigios del pasado ?
- ¿ El valor histórico cero de hoy dentro de cien años tendrá un valor distinto de cero ?
- ¿ Que cualidades nos definen el valor artístico y el valor cultural ?
- ¿ Se crea con vocación de perpetuar ?

Nos resistimos a que un determinado bien muera, •¿ Por qué ? ¿ Por qué destruimos a otros para trasformalos ?

Antes de plantear respuestas a estos interrogantes es de señalar que a Patrimonio siempre va asociado el concepto de valor, siendo el valor del Patrimonio el sumatorio de los valores de cada uno de los bienes que lo forman.

Entendemos por valor el grado de apreciación que se tiene de un bien atendiendo a sus cualidades de mérito, utilidad, ventaja y afecto, cualidades que se encuentran en el bien o en su entorno (cualidades intrínsecas y cualidades extrínsecas).

Los bienes nunca podrán ser valorados como una globalidad, se da la imposibilidad de encontrar dos bienes iguales.

El estudio de un bien lo realizaremos en función de la cualidades de valor que para cada caso y circunstancia se determinen, es decir, se deberá realizar un análisis exhaustivo de todas las cualidades determinantes de valor, parametrizarlas y definir los algoritmos de cálculo.

El conocimiento de los bienes de un Patrimonio vendría dado por el conocimiento de las cualidades de valor que lo definen, sirviendo éstas como referenciales. Como actuación previa a la valoración de un palacio, de un castillo o de una chabola, de los restos de un animal de la prehistoria, de un libro, de una canción, de una cerámica, etc. se tendría que llegar a la observación y determinación de sus cualidades de valor. Dichas cualidades podrán ser introducidas en una base de datos que nos permitiría comunicarnos, comparar, valorar, tomar decisiones de actuación, etc., en definitiva, nos proporcionaría el conocimiento necesario y suficiente para responder a las cuestiones anteriormente planteadas y a muchas más.

En un rápido repaso a la historia observamos que un mismo bien toma valores distintos correspondientes a diferentes momentos en el tiempo. Por ejemplo: Las murallas de rodeaban a las ciudades se construyen en un momento dado como elementos de defensa y proección. Pasado el tiempo, esas mismas murallas resultan un obstáculo para la expansión de las ciudades. En el primer caso: se le da más importancia a la expansión de las ciudades que a la conservación de las murallas que en otros tiempos las protegían. Hay que tener presente que aunque el bien tiene carácter de «perpetuo», los sujetos, según el momento histórico, consideran cualidades diferentes que hacen al objeto diferente, luego el tiempo, cambia las cualidades de valor, es decir, la respuesta que el individuo y la sociedad dará, será distinta a la que ayer se dio y a la que mañana pueda

darse, con la confianza de que en cada momento la respuesta fue la adecuada.

No hay la menor duda de que el conocimiento de las cualidades determinantes de cada componente del Patrimonio nos facilitará la labor de transmitir su conocimiento con exactitud, objetividad, claridad, porque podremos enseñar las cualidades, analizándolas, mostrándolas, incluso viviéndolas de manera que, el individuo que las hizo suyas, será capaz de reconocerlas allá donde se den, por lo tanto, se convertirá en un « descubridor » más de su Patrimonio, de nuestro Patrimonio, del Patrimonio de todos.

Nosotros apostamos por aunar esfuerzos, conocimientos y experiencias al servicio de una investigación que permita llegar a definir y determinar de modo claro, concreto e inequívoco las cualidades que definen a los bienes, los bienes que integran la lista de Patrimonio y el Valor del Patrimonio.

Es indudable la complejidad de la tarea que surge como propuesta. Nosotros, hemos vivido la experiencia - en ámbitos reducidos y concretos - pero larga en el tiempo y ardua en el trabajo. Para valorar un edificio llegamos a definir hasta seiscientos cualidades de valor, quedaron en tan sólo doscientas cuarenta y cuatro que nos permiten identificar y valorar : valor económico. Hemos trabajado sobre los bienes que más están en el mercado, como suelo urbano, suelo rústico, nave industrial, etc., determinando las cualidades de valor, parametrizándolas y creando el soporte informático que agiliza el uso en la aplicación práctica.

¿ Por qué estas preguntas y estas propuestas ? Varias son las reflexiones sobre las que se fundamenta nuestra preocupación y nacen de la observación ante la realidad de nuestro entorno. España es un país con gran riqueza de Patrimonio que, como tantos otros países, no cuenta con presupuesto suficiente para su rehabilitación y conservación. Este reducido presupuesto, la necesidad de conocerlo y de ponerlo en valor, hace que deseemos emplear nuestros recursos eficazmente.

De ahí surge pues, la necesidad de por un lado trabajar en equipo multidisciplinar promoviendo la reflexión variada y los conocimientos profesionales de las distintas áreas. Por otro, plantear desde diferentes perspectivas, la reactivación del Patrimonio y las líneas de conservación para los valores históricos del pasado y del presente. Y por último, construir e impulsar una proyección material en el mundo de la educación dando lugar así a la formación de lo que nosotros llamamos « descubridores del Patrimonio ».

En la actualidad estamos creando un grupo de trabajo para afrontar la determinación del valor económico, plan de actuación, estudio de

viabilidad y autosuficiencia económica para su mantenimiento de un conjunto de trescientas torres y castillos pertenecientes a la Comunidad Valenciana. Pero por encima incluso de este proyecto, nos sentimos con más ilusión que en nuestros ya lejanos comienzos, con más ganas de caminar hacia ese horizonte que más lejos está cuanto más caminamos hacia él.

En sí, esta acción piloto que vamos a emprender con toda humildad y entusiasmo desea mirar el pasado con respeto, el presente con cautela y mesura y el futuro con el deseo que nuestros hijos entiendan y valoren la historia del mundo y sus regiones, porque sin esa historia se hace imposible el avance de una humanidad con alma.

Trabajar en la confección de criterios y aplicación de los mismos en el ámbito de los castillos es un reto, un esfuerzo que indudablemente nos exigirá permanente revisión, pues pretendemos rentabilizar al máximo sus posibilidades y llevarlas también al terreno didáctico de los materiales para la enseñanza, la práctica profesional y el empleo.

En Valencia para Quebec a nueve de septiembre de mil novecientos noventa y siete.

Eduardo Salinas Damián

Synthèse du président :

M. Mauricio HERNANDEZ

De la restauration monumental a la conservacion del patrimonio cultural

Resúmen de la Ponencia Presentada por el Director del Instituto de Investigaciones Estéticas « Carlos Arbeláez Camacho »¹

Unidad Académica adscrita a la Facultad de Arquitectura y Diseño de la Pontificia Universidad Javeriana - Santafé de Bogotá (Colombia) :

En el marco del Taller III « Sinergia y Competitividad », es decir en aquel en el cual se trataron aspectos acerca de la convergencia de esfuerzos y de las responsabilidades de los actores universitarios en materia de conservación patrimonial, hemos considerado interesante compartir con los asistentes al foro el proceso de transformación de una entidad dedicada tradicionalmente al desarrollo de acciones tendientes a la restauración del patrimonio arquitectónico monumental, al de otra especializada en la conservación de recursos del patrimonio cultural :

El objetivo de este Instituto es el desarrollo de proyectos de investigación relacionados con la valoración, diseño, especificación, protección, reparación, realce y mantenimiento de recursos del patrimonio cultural colombiano, enfatizando aspectos relativos al legado urbano arquitectónico. Como apoyo fundamental a éste proceso de conservación, el Instituto contempla la preservación de los bienes muebles asociados, así como el estudio e interpretación de las tradiciones orales y los sistemas de pensamiento o creencia intrínsecos.

Sus líneas de acción, sustentadas en sólidos principios éticos y en la reafirmación de valores emocionales, culturales y de uso, están dirigidas al estudio científico del patrimonio arquitectónico donde, su historia, teorías, técnicas, procesos inherentes de evaluación y toma de decisiones, su variedad e importancia, cronología, tipos, variedades, elementos, estilos y variaciones regionales, conllevan el desarrollo de proyectos para su conservación.

El Instituto de Investigaciones Estéticas « Carlos Arbeláez Camacho »¹ es una unidad académica a escala universitaria, adscrita a la Facultad de

¹ Proyectado como Instituto Javeriano para la Conservación del Patrimonio Cultural en el Plan Estratégico para las unidades académicas 1997-2001

Arquitectura y Diseño² de la Pontificia Universidad Javeriana de Santafé de Bogotá (Colombia), institución de educación superior sin fines de lucro, de carácter privado, fundada³ y regentada por la Compañía de Jesús, y que tiene como fin específico la formación integral del ser humano y la **conservación**, transmisión y desarrollo de la **ciencia y la cultura**, trascendiendo lo puramente informativo y técnico.

Este Instituto, creado a la par de otros similares en diversas instituciones universitarias nacionales y latinoamericanas durante la década de 1960, ha sido recientemente reestructurado con base en un Plan Estratégico 1997-2001, cuyo objetivo fundamental es proporcionarle un « nuevo impulso » que le permita no solamente ser mas eficiente en la prestación de servicios investigativos, docentes y de desarrollo de proyectos en un medio de alta competitividad, sino prepararse efectivamente para su accionar durante el tercer milenio.

Consecuentemente, ésta ponencia presentará los aspectos generales del proceso de transformación de una entidad dedicada tradicionalmente al desarrollo de acciones tendientes a la restauración del patrimonio arquitectónico monumental, al de otra especializada en la conservación de recursos del patrimonio cultural :

- D1 Un instituto dedicado primordialmente a la restauración monumental.
- D2 Durante el período de tiempo comprendido entre los años de 1963, fecha de su creación y 1996, época en la cual se formula el Plan Estratégico 1997-2001, el Instituto de Investigaciones Estéticas « Carlos Arbeláez Camacho » tiene como objetivo principal la prestación de una gama de servicios con clara relevancia social y científica que le exigen una dedicación investigativa e interdisciplinaria especial en el área de **la restauración del patrimonio monumental inmueble en Colombia**.
- D3 Bajo la orientación de sus directores, entre los que se destacan los Arquitectos Carlos Arbeláez Camacho (1963-1968+), Jaime Salcedo Salcedo (1972-1993) y Camilo Mendoza Laverde (1994-1996), y asesorados por el Comité de Instituto, se conforman diversos equipos

² Proyectada como Facultad de Estudios del Hábitat en el Plan Estratégico idem. PROYECCION DE SEÍIS (6) ACETATOS

³ El 13 de junio de 1623, la Audiencia y el Arzobispo reconocieron el Breve Pontificio y la Real Cédula que autorizaban los grados académicos en el Colegio que la Compañía de Jesús había establecido en Santafé desde 1604. Entonces, los alumnos que de tiempo atrás allí habían estudiado, entre ellos Pedro Claver, recibieron su grado. Debe recordarse que los alumnos del Colegio Seminario de San Bartolomé, fundado por el Arzobispo Lobo Guerrero en 1605 y encomendado a los Jesuitas desde entonces, estudiaban también en el colegio de la Compañía. Esta fecha marca, pues, el origen de la que se conocería en los tiempos coloniales como Universidad y Academia de San Francisco Javier, suspendida en 1767 y restablecida en 1930 con el nombre de Pontificia Universidad Javeriana.

de investigadores(as) asignados(as) a cada proyecto específico. Dichos(as) profesionales provienen de múltiples unidades académicas de la universidad, y desempeñan sus funciones en calidad de comisión.

D4 El Instituto lleva a cabo sus funciones a través de :

- La realización y publicación de investigaciones tanto teóricas como aplicadas.
- La ejecución de asesorías, consultorías y servicios especiales dentro y fuera de la Universidad.
- El desarrollo de actividades o programas docentes específicamente relacionadas con sus proyectos de investigación, vgr. foros, seminarios y cursos de educación continuada.
- La generación de bancos de datos y sistemas de documentación e información especializadas en las problemáticas pertinentes : archivos, fototecas, planotecas, etc.

D5 El Instituto, dentro de sus actividades de servicio, asesora a diferentes organismos gubernamentales en la restauración monumental, destacándose :

- El Consejo de Monumentos Nacionales.
- El Instituto Colombiano de Cultura (Colcultura)
- El Ministerio de Obras Públicas (Fondo de Inmuebles Nacionales)
- La Fundación para la Conservación y Restauración del Patrimonio Cultural Colombiano
- El Centro Nacional de Restauración (bienes muebles)
- La Corporación Nacional de Turismo.

Para efectos de divulgación, el Instituto dispone de la **Revista Apuntes**, publicación que cuenta con veinte números editados a la fecha, el último en Agosto de 1983. Simultáneamente se publican ensayos y artículos en revistas, periódicos y libros especializados. Igualmente, mantiene presencia permanente en simposios nacionales e internacionales, con el propósito de divulgar aportes y hallazgos relativos a la naturaleza de sus labores. Vale la pena agregar que en este momento, el equipo de trabajo del Instituto, previa aprobación por parte del Consejo Académico de la Facultad, se encuentra trabajando intensamente en la preparación de las siguientes publicaciones de « Apuntes », primera de las cuales estará lista para mediados del primer semestre de 1998, y que presentará al Instituto provisto de su nueva visión sobre la problemática conservacionista, así como una semblanza acerca del pensamiento y obra de sus

anteriores directores, Arquitectos Carlos Arbeláez Camacho, Jaime Salcedo Salcedo y Camilo Mendoza Laverde.

D6 Durante ésta etapa de su vida, el Instituto está en capacidad de ofrecer los siguientes servicios :

- Levantamientos arquitectónicos
- Asesorías, ejecución y supervisión de proyectos de intervención en el patrimonio arquitectónico colombiano en los niveles de :
- Restauración monumental.
- Restauración tipológica.
- Rehabilitación.
- Obra nueva (cuando se inscribe en el marco de los centros históricos o áreas de conservación)
- La realización de reglamentaciones urbanas en el marco de la protección del patrimonio urbano y arquitectónico de los centros históricos del país.
- Valoración e inventarios sobre el patrimonio mueble colombiano.
- Investigación teórica y aplicada, referida al área del saber propia del Instituto.

D7 Como resumen de sus actividades, el Instituto llevó a cabo obras de restauración de importantes monumentos arquitectónicos :

- 1.965-1.972. Casa del Instituto de Cultura Hispánica en el centro histórico de Bogotá.

D8 a D12

- Casa del Fundador de Tunja (Boyacá).
- El Antiguo Templo Parroquial de Tunja (Boyacá)

D13 a D15

- 1.972-1.979. Restauración del Templo de Santo Domingo de Tunja (Boyacá).

D16 a D17

- 1.973-1.974. Restauración de la Quinta de San Pedro Alejandrino, en Santa Marta

D18 a D22

- 1.978-1.979. Restauración del Claustro y Basílica de Monguí (Boyacá).

D23 a D26

- 1.982-1.986. Restauración de la Catedral de Pamplona (Norte de Santander).

Cabe mencionar que en 1.988-1.990 recibió el Premio Nacional de Restauración en la XII Bienal de Arquitectura.

Adicionalmente, elaboró proyectos y propuestas de restauración en :

- Catedral de Tunja (Boyacá).
- Catedral de Santa Marta (Magdalena).
- Casa de Don Juan de Castellanos de Villa de Leyva (Boyacá).
- Iglesia San Juan Bautista de Pasto (Nariño).
- El Claustro de San Pedro Claver de Cartagena (Bolívar).

D27 a D28

- Iglesia de San Andrés de Pisimbalá (Huila).
- Templo de San José de Popayán (Cauca).
- Templo Doctrinero de Tópaga (Boyacá).

D29 a D33

- Real Fábrica de Aguardientes de la Villa de Leyva (Boyacá).

En la conservación de centros históricos de ciudades colombianas, en el año de 1.968 y bajo la dirección del Arquitecto Carlos Arbeláez Camacho, se realizaron estudios para las ciudades de Bogotá, Cartagena (Bolívar) y Honda (Tolima).

En el área de la reglamentación urbana aplicada a los centros históricos del país, el Instituto elaboró :

- 1.990-1.991. La Reglamentación Urbana del Centro Histórico de la Villa de Leyva (Boyacá).
- 1.992-1.993. La Reglamentación Urbana del Centro Histórico de Buga (Valle).

D34 En cuanto a proyectos de investigación, se desarrollaron los siguientes trabajos :

D35 a D36.

- « Templos Doctrineros en la Nueva Granada » :
Levantamiento arquitectónico y estudio comparativo de los templos de Chíquiza, Gámeza, Sáchica, Siachoque, Tausa Viejo, Tenjo, Tibaná, Tópaga, Tausa y Zipacón
Director del Proyecto : Arq. Carlos Arbeláez Camacho, 1.966.
- Catedrales de Fray Domingo de Petrés :

Estudio comparativo de las catedrales de Chiquinquirá, Santafé de Bogotá y Zipaquirá.
Director del Proyecto : Arq. Carlos Arbeláez Camacho, 1.968.

- « Estructuras y Tipologías Urbanas en Colombia » (Período Colonial).
Autor : Arq. Jaime Salcedo Salcedo.
- « Historia Urbana de Cartagena de Indias en el siglo XVI ».
Autor : Arq. Rodolfo Ulloa Vergara

D37 • « Las Reales Fábricas de Aguardientes en la Nueva Granada durante el Siglo XVIII ».
Estudio tipológico-arquitectónico.
Autor : Arq. Felipe González Mora.

D38 Con relación a la actividad docente, los investigadores que trabajan para los proyectos del Instituto, están vinculados a la docencia a través de las asignaturas de Historia de la Arquitectura; cabe anotar que en éste espacio académico, se implementaron de una forma u otra diversos resultados del proceso investigativo; algo similar sucede en la asignatura de Investigación así como en los Trabajos de Grado, desde donde se estimulan vocaciones hacia el estudio especializado tanto de la Historia de la Arquitectura como de la Restauración.

D39 Para un mejor conocimiento de los trabajos desarrollados y actuando como órganos complementarios de divulgación, se estructuran diversos cursos de educación continuada, canalizados a través de los Departamentos de la Facultad de Arquitectura y Diseño. En la actualidad, el Instituto cuenta con una importante biblioteca especializada,

D40 así como con el registro de más de doscientos levantamientos arquitectónicos realizados, algunos con la colaboración de alumnos(as) de la Facultad de Arquitectura y Diseño bajo la dirección de los(as) especialistas del Instituto; se destacan los siguientes :

Santafé de Bogotá :

- Templo de San Ignacio
- Museo de Arte Colonial
- Iglesia de La Peña
- Iglesia de Santa Bárbara
- Iglesia y Claustro de la Concepción

- Colegio del Rosario
- Iglesia de la Tercera
- Iglesia y Claustro de Santo Domingo
- Panóptico (Museo Nacional)
- Casa del Virrey Sámano
- Casa de los Derechos y Plazuela de San Carlos
- Iglesia de San Juan de Dios
- Convento Padres Capuchinos
- Colegio Mayor del Rosario
- Catedral Primada
- Iglesia de San Francisco.
- Instituto de Cultura Hispánica
- Museo del 20 de Julio
- Quinta de Bolívar
- Estudio para el Centro Histórico

Departamento de Cundinamarca :

- Catedral de Zipaquirá
- Templo parroquial de Tabio
- Iglesia de Santa Bárbara de Tabio
- Hacienda Aposentos (Cogua)
- Templo de Zipacón
- Templo colonial de Tenjo
- Templo de Nocaima
- Casa del Puente del Común
- Palacio Episcopal de Zipaquirá
- Templo de Cajicá
- Convento de San Francisco en Guaduas
- Templo y Capillas Posas en Sutatausa

Cartagena de Indias (Bolívar) :

- Catedral de Cartagena
- Monasterio de La Popa
- Claustro de San Pedro Claver (antiguo San Juan de Dios) y proyecto para su restauración y adaptación como hotel de turismo
- Casa del Marqués de Valdehoyos
- Estudio del Centro Histórico

Departamento de Boyacá :

- Catedral de Tunja
- Templo y Claustro de Monguí
- Templo de Tópaga

- Templo y Claustro del Ecce Hommo
- Capilla de Covarachía
- Templo y Claustro de San Agustín en Tunja
- Iglesia y Convento de San Agustín en Villa de Leyva
- Iglesia del Carmen
- Casa de Don Juan de Castellanos
- Convento de Belén de Chámeza
- Antiguo convento de San Francisco en Tunja
- Casa del Fundador de Tunja
- Claustro de Santo Domingo en Tunja
- Templo de Santo Domingo en Tunja (complementa el levantamiento realizado por la Universidad Nacional de Bogotá).
- Catedral de Duitama
- Casa de los Mancipes

Departamento del Tolima :

- Casa de la familia Paz en Honda
- Estudio del Centro Histórico de Honda

Departamento del Huila :

- Inmaculada Concepción de Neiva

Departamento del Cauca :

- Templo de Calderas en Tierradentro
- Templo de Santa Rosa en Tierradentro
- Templo de San Andres de Pisimbalá en Tierradentro y estudio para su restauración
- Iglesia de la Compañía

Departamento de Santander :

- Barichara :
- Capilla de Jesús en el Cementerio.
- Iglesia de Santa Bárbara.
- Iglesia Parroquial.

Departamento de Nariño :

- Hacienda Bomboná.

Departamento de Norte de Santander :

- Iglesia de San Francisco. (Ocaña)

Magdalena

- Santa Marta :
- Casa de la Aduana
- Quinta de San Pedro Alejandrino

Departamento del Valle :

- Hacienda Cañasgordas

D41 a D44

- Casa Cural de Guacarí

D45 Hojas de Vida de sus principales directores :**CARLOS ARBELAEZ CAMACHO 1916-1963+**

Nacido en París (Francia) el 16 de Agosto de 1916 pero de nacionalidad colombiana. Realizó sus estudios secundarios en Bruselas (Bélgica) y en el Colegio San Bartolomé de Bogotá. Sus estudios profesionales los cursa en la Universidad Nacional de Colombia, obteniendo el grado de Arquitecto el 17 de diciembre de 1943. En cuanto a su formación a nivel de especialización y posgrado, asiste al School of Planning and Regional Research, en Londres , al Ministry of Housing and Local Government de Londres, y al Ministerio de Urbanismo en París.

Fue profesor de la Carrera de Arquitectura de la Universidad Nacional de Colombia y Decano de Estudios de la Facultad de Arquitectura de la Pontificia Universidad Javeriana. En 1963 fundó el **Instituto de Investigaciones Estéticas de la Facultad de Arquitectura de la Pontificia Universidad Javeriana**. Es nombrado Presidente de la Sociedad Colombiana de Arquitectos en el período de 1961 - 1962. Ocupa el cargo de Arquitecto de Control de Obras en la Secretaría de Obras Públicas de Bogotá, así como de Director General de Edificios Nacionales, Ministerio de Obras Públicas. También es Director de la Oficina del Plan Regulador del Bogotá, Plan Le Corbusier y Director del Departamento de Construcciones del Banco Central Hipotecario. Fue Miembro Fundador de la Sociedad Bolivariana de Arquitectos.

Realizó varios inventarios, levantamientos arquitectónicos y proyectos de restauración; entre ellos los más representativos están : Claustro y Templo de Monguá en Boyacá, Templo y Posas de Sutatausa en Cundinamarca, Templo de Tópaga en Boyacá,

Levantamiento de Claustro de San Francisco en Tunja, levantamiento y estudios de restauración de la Catedral de Tunja en Boyacá y el levantamiento, estudios y trabajos de restauración de la Casa del Fundador de Tunja en Boyacá.

Fue el organizador de la Primera Exposición de Arquitectura Colonial Colombiana en el Museo de Arte Colonial en Bogotá en marzo de 1964, así como coordinador y organizador, junto con el profesor Francisco Gil Tovar de la Exposición de Arte Colonial en 1968 en la Biblioteca Luis Angel Arango de Bogotá durante la Celebración del Congreso Eucarístico Internacional.

Fue director del Instituto de Investigaciones Estéticas de la Pontificia Universidad Javeriana desde su fundación hasta su muerte en 1968.

JAIMÉ SALCEDO SALCEDO 1946 -

Arquitecto egresado de la Facultad de Arquitectura de la Pontificia Universidad Javeriana en 1970. **Director del Instituto de Investigaciones Estéticas « Carlos Arbeláez Camacho » de la Pontificia Universidad Javeriana desde 1972 hasta 1993**, tiempo durante el cual fue profesor de Historia de la Arquitectura de la Facultad de Arquitectura y Diseño de la Pontificia Universidad Javeriana.

Realizó numerosos e importantes proyectos de restauraciones monumentales destacándose : la Casa Cural de Guacarí en el Valle del Cauca, el Templo de Santo Domingo en Tunja, la Quinta de San Pedro Alejandrino en Santa Marta, la Capilla de Nuestra Señora del Rosario en La Calera, Cundinamarca, la Casa de Don Juan de Castellanos en Villa de Leyva, la Basílica de Monguí Boyacá, la Catedral de Pamplona en Norte de Santander.

Fue consultor para la UNESCO, y conferencista en el Centro de Restauración Monumental de Cuzco, Perú. Igualmente es consultor para el programa de Ciudades Históricas del Estado de Pernambuco, Brasil y asesor del Proyecto « Ciudad y Centro Histórico » de COLCULTURA/PNUD.

Realizó la Reglamentación para el Centro Histórico de Guadalajara de Buga así como para el Centro Histórico de Villa de Leyva. En la actualidad es Director del Proyecto de Restauración de la Catedral Primada de Santafé de Bogotá. Es Autor de varias publicaciones entre las que se destacan : « El modelo urbano aplicado en la América Española, su génesis y su desarrollo teórico y práctico ».

Representa al instituto en calidad de ponente en varios congresos internacionales. Recibe la condecoración « Caballero de la Orden Universidad Javeriana ». Ganador del premio « Carlos Arbeláez Camacho » otorgado por la Sociedad Colombiana de Arquitectos en la XII Bienal Colombiana de Arquitectura por el trabajo de reposición del campanario de la Catedral de Pamplona, así como del premio Nacional a la Investigación « Carlos Martínez » en la XIII Bienal Colombiana de Arquitectura por « El Modelo Urbano aplicado en la América Española, su génesis y su desarrollo teórico y práctico ». Recibe una Mención de Honor en la XIV Bienal Colombiana de arquitectura por el proyecto de restauración de « La Real Fábrica de Aguardientes » en Villa de Leyva Boyacá. Es socio Correspondiente del Centro de Historia « Leonardo Tascón » de Buga.

CAMILO MENDOZA LAVERDE. 1945 -

Arquitecto, Magíster en Planeación Urbana y Regional de la Pontificia Universidad Javeriana. Realizó la especialización « Restauración y Ambientación de Monumentos y Conjuntos monumentales » en calidad de Becario del Instituto de Cultura Hispánica, Organización de los Estados Americanos (O.E.A.) en Madrid (España) de octubre de 1976 a marzo de 1977 y la de Restauración Arquitectónica y Centros Históricos (C.E.T.R.A.) como Becario de la Dirección General de Arquitectura y Tecnología de la Edificación del Ministerio de la Vivienda, Madrid (España) de abril a diciembre de 1977.

Trabajó con el Ministerio de Obras Públicas en la Restauración de las pinturas murales del templo de Santo Domingo en Tunja. Igualmente fue Profesor de Cátedra de la Escuela Nacional de Restauración y Museología del Instituto Colombiano de Cultura, COLCULTURA, y de la Facultad de Arquitectura y Diseño de la Pontificia Universidad Javeriana. Ocupa el cargo de Director del Instituto Javeriano de Vivienda y Urbanismo, INJAVIU de mayo de 1993 a noviembre de 1994. **Trabaja como Arquitecto Restaurador e Investigador del Instituto de Investigaciones Estéticas « Carlos Arbeláez Camacho » desde 1978 del cual fue su director de diciembre de 1994 hasta diciembre de 1996.**

Es autor del Manual de Procedimiento para el Levantamiento de Bienes Inmuebles, auspiciado por el Instituto Colombiano de Cultura, COLCULTURA en 1989.

Por diversas razones, entre las cuales se destacan el surgimiento gradual de una vigorosa competencia profesional a todo nivel y una

etapa de fuerte recesión económica nacional, el instituto va viendo gradualmente disminuída su capacidad productiva, tanto de proyectos específicos como de investigación en el área de trabajo sobre el patrimonio. En consecuencia, apoyado por un destacado equipo especializado de jóvenes profesionales, el Instituto que actualmente dirijo, se ve enfrentado a la imperiosa necesidad de reestructurar a través del anteriormente mencionado Plan Estratégico 1997-2001, su forma de abordar el complejo manejo de la conservación de recursos del patrimonio cultural :

D46 El nuevo INSTITUTO JAVERIANO PARA LA CONSERVACIÓN DE RECURSOS DEL PATRIMONIO CULTURAL :

D47 Objetivo :

Desarrollo de proyectos de investigación, docencia y servicios especializados y relacionados con la planificación, organización, valoración, diseño, especificación, protección, reparación, realce y mantenimiento de RECURSOS DEL PATRIMONIO CULTURAL⁴, por intermedio de la formulación de soluciones prácticas, científicas⁵ y filosóficas que incluyan la identificación y la protección de valiosos elementos sobrevivientes del pasado e inmersos en un determinado hábitat, con especial énfasis en los lugares fijos. Los ítems portátiles y aspectos etnográficos o de memoria, las tradiciones orales, los sistemas de pensamiento o creencia asociados y complementarios a los anteriores, serán igualmente objeto de nuestra atención.

Es muy importante anotar que el éxito de nuestro proyecto implica y exige considerar no solamente los actos físicos de protección, sino también el desarrollo de medidas institucionales, tanto legales como económicas, para soportar dichas acciones mediante la aplicación de tecnologías probadas e innovadoras para la administración del cambio en los tratamientos conservacionistas, siempre dentro de un entorno intelectual y práctico que albergue y fomente la colaboración entre instancias académicas y profesionales, tanto a nivel local, como nacional e internacional.

⁴ El concepto de RECURSOS DEL PATRIMONIO CULTURAL cubre el espectro total de los artefactos producidos por una cultura, incluyendo lugares fijos, ítems portátiles, tradiciones orales e inclusive sistemas de pensamiento o creencia inmersos en el medio ambiente o hábitat. Al respecto, éste Instituto da prioridad a la conservación de lugares fijos.

⁵ Ceación conjunta con la proyectada Facultad de Estudios del Hábitat Humano del laboratorio/centro para investigaciones en conservación patrimonial.

D48 Acciones**Investigación⁶ sobre el patrimonio cultural**

La investigación tiene por objeto reunir la información necesaria para comprender un bien patrimonial a partir de sus componentes y disciplinas. Como frecuentemente es una actividad especializada, su finalidad principal debe ser el establecimiento del significado total de un recurso o de una colección de recursos. La evidencia de la investigación puede hallarse en forma de documentos, artefactos o en el mismo tejido del recurso, así como en su localización. Al integrar ésta evidencia, la investigación agrega valor al recurso, presentándolo como algo más que la sumatoria de las partes.

La publicación de los resultados de la investigación es una importante actividad de conservación que ayuda a la expansión del conocimiento, así como de otras actividades conservacionistas.

1. Historia y teorías aplicadas a la conservación de recursos del patrimonio cultural

Para explicar nuestra visión acerca de la importancia de éste sector, nos hemos apoyado en una referencia extractada de las primeras páginas de la *Guerra del Peloponeso*, donde Tucídides escribe: « *aquellos que quisieran saber la verdad de las cosas pasadas y por ellas juzgar y saber otras tales y semejantes que podrán suceder en adelante, hallarán útil y provechosa mi historia [...]* »; en otras palabras, una historia provechosa que permita saber la verdad de las cosas pasadas, donde verdad y utilidad son mutuamente correspondientes puesto que se parte del supuesto de que el conocimiento de ciertos fenómenos constituye una guía para comportarse cuando ocurran de nuevo cosas semejantes. Así, el Instituto busca que por intermedio del estudio especializado y delimitado de « ésta » historia, se produzcan resultados que operen como una **guía para la acción** cuando de conservar recursos del patrimonio cultural se trate.

2. Administración de recursos para la conservación del patrimonio cultural

⁶ Asociada a la INTERPRETACION, actividad derivada consistente en un **proceso educativo** que busca revelar a un (a) observador(a) información y valores de un bien patrimonial, muchas veces solo accesibles a especialistas, quienes deben **interpretarlos** para una audiencia mayor. Requiere tanto de la comprensión como de la habilidad para comunicar dicha comprensión. Las divisas interpretativas incluyen publicaciones, indicadores, conmemoraciones, películas así como recorridos profesionales guiados. Si bien la interpretación puede existir aparte del recurso patrimonial que utiliza, si puede detonar una acción directa para la salvaguarda de éste y otros recursos similares cercanos.

Sin ser actividades exclusivas de la conservación patrimonial, corresponden a la toma adelantada de decisiones en forma racional y estratégica. Equivalen al manejo financiero y organizativo de recursos para apoyar todas las demás actividades de conservación. Debido a que la conservación del patrimonio ha sido reconocida por tener grandes beneficios públicos, directos e indirectos, existen recursos provenientes de diferentes fuentes, inclusive para proyectos privados. Algunos programas pueden llegar a patrocinar la conservación de un bien. Otros, pueden llegar a subsidiar los usos para los cuales éste puede ser conservado.

El nuevo instituto busca comprobar que un bien patrimonial conservado puede fácilmente constituirse en un « acierto comunitario », promocionando intereses privados y comerciales de financiación, a pesar de las restricciones impuestas por una estructura tributaria orientada más hacia la producción de nuevos bienes.

Partiendo de la base de que la responsabilidad de mantener y conservar la propiedad patrimonial recae directamente sobre el(la) propietario(a), es fundamental que aquella posea un(a) dueño(a) con un mínimo de mentalidad conservacionista. Cuando la propiedad de un bien patrimonial deja de tener un uso viable, el hecho de poseerla se vuelve vulnerable. La adquisición de un recurso en peligro puede convertirse en la primera intervención tangible con miras a una protección a largo plazo, y debe acometerse únicamente después de considerar cuidadosamente sus requerimientos de mantenimiento, su capacidad física para el uso propuesto y su factibilidad financiera.

3. Técnicas para la conservación :

Aquí trataremos el problema del conocimiento derivado de la correcta inspección, documentación y análisis de recursos del patrimonio cultural, enfatizando el trabajo sobre los materiales y las técnicas constructivas, productivas y generativas que los constituyen. Igualmente, buscamos establecer unos antecedentes para el diagnóstico-pronóstico integrado de patologías. Esta problemática es abordada por medio de una síntesis de trabajos científicos de laboratorio y campo, cuyo resultado es fundamental para mantener la integridad y la calidad de determinados hábitats humanos.

4. Proyectos para la conservación :

Nuestro enfoque para el desarrollo de éste sector busca aumentar el conocimiento técnico e histórico requerido por diversos(as) profesionales para la exitosa producción de soluciones de diseño que involucren recursos del patrimonio cultural.

Igualmente , deseamos fortalecer nuestra **sensibilidad estética**⁷ para el análisis y desarrollo de la capacidad de reconocer el trabajo de «nuevo diseño» en medio de los recursos patrimoniales protegidos, así como para hacer coincidir cuidadosamente las calidades de lo que va a ser conservado con las necesidades mismas del recurso en cuestión, y con las de los(as) usuarios(as) que lo mantendrán y utilizarán.

D49 Principios, valores y comportamiento ético que rigen nuestro accionar :

D50 Principios⁸ :

Objetivos	Principio
Planificación	Conservación planificada Comprensión del problema
Organización	Trabajo coordinado Cooperación entre especialidades
Valoración	Registro del estado inicial Investigación documental exhaustiva Reconocimiento/Inspección Arqueología (sitio & estructura) para reconocimiento
Diseño	Respeto por el proceso natural de envejecimiento Respeto por la continuidad histórica/secuencia Respeto por acumulaciones Respeto por exclusividad Respeto por emplazamiento/contexto dentro de la comunidad Conjeturas mínimas

⁷ Con el apoyo del Departamento de Estética igualmente adscrito a la Facultad de Arquitectura & Diseño así como del Núcleo de Estudios en Estética perteneciente a la Facultad de Filosofía

⁸ Inspirados en "Well Preserved", Fram, Mark, Boston Mills Press, 1988

Especificación	<ul style="list-style-type: none"> Prioridades de características, prioridades de trabajo Uso adecuado de espacios existentes Alteración mínima, intromisión mínima Arqueología (sitio & estructura) para rescate de artefactos
Mínima acción de emergencia/estabilización para ganar tiempo	<ul style="list-style-type: none"> Remociones mínimas Reconstrucción para integridad Desplazamiento del bien como último recurso « Fachadismo » como último recurso
Protección	<ul style="list-style-type: none"> Registro de cambios durante el proyecto Máxima retención Preservación de la pátina Respeto por las técnicas
Reparación	<ul style="list-style-type: none"> Reparación tradicional (tecnología comprobada) Reemplazos compatibles/materiales reciclados Reversibilidad de la reparación Reparaciones High-Tech cuidadosas « Recetas » probadas antes de aplicación Reparaciones fáciles de mantener Limpieza « gentil »
Realce	<ul style="list-style-type: none"> Trabajo nuevo diferenciado Valor agregado (gran calidad) en trabajo nuevo Adiciones complementarias Adiciones independientes Conservación de recursos energéticos Accesibilidad para limitados físicos
Mantenimiento	<ul style="list-style-type: none"> Registro del estado alterado Mantenimiento constante Plan de emergencia Comemoración de la conservación Registros mantenidos en forma accesible Saber compartido

D51 Valores :

Los valores que en materia de conservación del patrimonio cultural regirán todas y cada una de las acciones del Instituto, se resúmen en tres grandes encabezados :

a. Valores emocionales :

- asombro
- identidad
- continuidad
- espiritualidad y simbolismo

b. Valores culturales :

- documentales
- históricos
- arqueológicos, edad y escases o rareza
- estéticos y simbólicos⁹
- calidad de diseño
- urbanísticos¹⁰, paisajísticos y ecológicos¹¹
- científicos

c. Valores de uso :

- funcionalidad
- economía
- sociales
- políticos

D52 Etica :

Los siguientes principios éticos serán rigurosamente observados en los trabajos de conservación desarrollados por el Instituto :

- El estado de conservación del bien patrimonial objeto de intervención, así como todos los métodos y materiales utilizados durante su tratamiento serán exhaustivamente documentados.
- La evidencia histórica nunca será destruída, falsificada o removida incesariamente.
- Toda intervención será la mínima necesaria.
- Toda intervención será regida por un riguroso respeto por la integridad estética, histórica y física de la propiedad cultural.

⁹ En estrecha colaboración con el Departamento de Estética

¹⁰ Idem con el Instituto Javeriano de Vivienda & Urbanismo (INJAVIU). La ciudad vista como un gran escenario donde múltiples recursos patrimoniales interactúan. El desarrollo del volante acerca de la problemática de intervención en lugares urbanos con características patrimoniales está a cargo de la arquitecta María Eugenia Martínez.

¹¹ Idem con el IDEADE (Instituto de Estudios Ambientales para el Desarrollo)

- Igualmente, y de manera asociada a las actividades, principios, valores y ética de conservación enunciados, es fundamental que nos cuestionemos constantemente y contemplemos en todas nuestras acciones educativas, investigativas y de prestación de servicios los siguientes aspectos, inherentes al trabajo con el patrimonio : (Idem Nota al Pie No. 9)

D53 Variedad e importancia de los recursos patrimoniales :

- El hábitat humano -un legado irremplazable (vease creación Facultad de Estudios del Hábitat)
- Dar al patrimonio sus nombres
- Entender el patrimonio
- Adaptarse al cambio
- Decidirse por la conservación

D54 La cronología

- La « construcción¹² » de recursos patrimoniales como una actividad histórica en Colombia
- Primeros asentamientos
- Olas de crecimiento
- El tiempo y determinados hábitats

D55 Los tipos y variedades

- Diversidad en el hábitat humano
- Catalogación de tipos de patrimonio (expansión del concepto)

D56 Los elementos y estilos

- Estilos y marcas distintivas
- Dimensiones del estilo
- Orígenes y transformaciones del estilo
- Sellos estilísticos en las diferentes regiones culturales colombianas
- Catalogación de estilos

D57 Las variaciones regionales

- Observación de cambios de un lugar a otro
- Topografía y fisiografía
- Hábitos y gustos culturales

¹² Volante en desarrollo por parte del Arquitecto Investigador Carlos Mario Yori

D58 Los procesos de evaluación y toma de decisiones

- Preguntar lo correcto :
- Qué es ?
- Cómo se ata al pasado ?
- Cómo se compara con otros de su tipo ?
- Porqué es único (exclusivo) y especial en su entorno ?
- Qué conocimiento se puede crear con su conservación ?
- Para quien es importante ?
- Para qué propósitos es importante ?
- En que radio de acción se siente su importancia ?
- Está en riesgo ?

Hojas de Vida del nuevo equipo de trabajo :**ANDRES GAVIRIA VALENZUELA 1959 -**

Arquitecto egresado de la Facultad de Arquitectura y Diseño de la Pontificia Universidad Javeriana, donde fue profesor de Historia de la Arquitectura del siglo XX, de los Talleres Verticales en intervenciones en Centros Históricos, así como de la cátedra de « Estética » para los estudiantes de arquitectura y diseño de los primeros semestres. Es Magister en Ciencias Aplicadas (M.Sc.A) en Ordenamiento Espacial, Opción Restauración Renovación y Reciclaje (3R Conservación) de la Facultad de Ordenamiento Espacial de la Universidad de Montréal (Canadá), título que obtiene luego de cursar dos años de estudio entre 1988 y 1990. Entre 1989 y 1991, y como parte de sus prácticas profesionales en el marco de sus estudios, trabaja como Arquitecto Restaurador- Residente en « C.S.A. Building Sciences Ltd » en Toronto y Kingston (Canadá) así como Arquitecto Investigador para el Jefe de Monumentos Históricos (ACMH) en la Abadía Benedictina de Mont-Saint- Michel y París (Proyecto de tesis de Magister) (Francia). A su regreso a Colombia, entre 1991 y 1992, ocupa el cargo de Subgerente Técnico de la « Corporación La Candelaria » en Bogotá.

Posteriormente, y hasta su nombramiento en la dirección del nuevo instituto, comparte su labor profesional entre la dirección del Departamento de Estética, unidad académica a escala universitaria adscrita a la Facultad de Arquitectura y Diseño y la de su oficina particular, Conservatvra Ltda. (Conservación de la Arquitectura), donde realiza varios proyectos en el área de la conservación del patrimonio, destacándose el Plan de Ordenamiento para el Espacio Público del centro Histórico de la Ciudad, en asocio con el Arquitecto Restaurador Javier M. Palma .

Actualmente es el Director del Instituto de Investigaciones Estéticas « Carlos Arbeláez Camacho » de la Pontificia Universidad Javeriana, organismo inmerso en el proceso de reestructuración arriba descrito.

MARIA TERESA PEREZ GARCÉS 1950-

Arquitecta Dibujante de la Pontificia Universidad Javeriana de Bogotá. Realizó una pasantía en Canadá en la U.Q.A.M. (Universidad de Québec en Montréal) donde realizó el estudio « Educación para el Desarrollo Sostenible : Un modelo de aplicación en la plaza de mercado del 7 de agosto en Santafé de Bogotá » y otras afines.

Dibujante del Instituto de Investigaciones Estéticas « Carlos Arbeláez Camacho » desde 1975, tiempo en el que ha participado en varios proyectos como el planeamiento Físico-Educativo de la Universidad Pedagógica y Tecnológica de Tunja y Capillas de San Francisco Javier y Nuestra Señora del Camino de la Pontificia Universidad Javeriana. Apoyando el trabajo del Arquitecto Jaime Salcedo Salcedo, es partícipe de la Mención de Honor en la XII Bienal de Arquitectura Colombiana por su vinculación en el proyecto de Restauración de la Catedral de Pamplona (Norte de Santander), así como en la Mención de Honor de la XIV Bienal Colombiana de Arquitectura por su participación en el proyecto de Restauración de la Real Fábrica de Licores de Villa de Leyva adecuada como sede de TELECOM. Igualmente, actúa como colaboradora en el dibujo del libro ganador del Premio Nacional a la Investigación « Carlos Martínez » en la XIII Bienal Colombiana de Arquitectura por « El Modelo Urbano aplicado en la América Española, su génesis y su desarrollo teórico y práctico » del arquitecto Jaime Salcedo Salcedo. Actualmente se desempeña como arquitecta investigadora del Instituto de Investigaciones Estéticas « Carlos Arbeláez Camacho » de la Pontificia Universidad Javeriana, cargo que ejerce desde 1993.

MARIA EUGENIA MARTINEZ

Arquitecta de la Universidad Nacional de Colombia, sede Medellín, es especialista en Restauración de Monumentos y Centros Históricos CECTI, de la Universidad de Florencia, Italia. Coautora de la estructuración y puesta en marcha del « Programa de Patrimonio Arquitectónico, Urbanístico y Ambiental » para el Departamento de Antioquia. Participa en el Plan de Ordenamiento Territorial para el Oriente Cercano de éste departamento. Actúa como interventora en el Proyecto Reglamentario de Jardín elaborado por la Universidad Nacional de Colombia, siendo coautora de la Reglamentación del Centro Histórico para dicha localidad. Igualmente es coordinadora del Plan de Ordenamiento Físico de Santa Fé de Antioquia y autora de la Reglamentación para el Centro Histórico de la misma población. Es consultora de las Naciones Unidas para el Desarrollo

en el proyecto COL/ 88 «Fortalecimiento de la Cultura Regional». Igualmente, es coordinadora de la Sección de Centros Históricos de COLCULTURA y socia fundadora del Taller del Espacio Urbano Restauración y Arquitectura (TEURA), oficina consultora especializada en la problemática del patrimonio inmueble, donde desarrolló entre otros los siguientes trabajos: Reglamentación de cinco barrios de valor patrimonial en Ibagué (Tolima), Estudio Morfológico, Tipológico y Valoración de los inmuebles que conforman el Centro Histórico de Santafé de Bogotá, Restauración del Templo y Claustro Franciscano en Villa de Leiva (Boyacá) y del Templo Dominicano de Suesca (Cundinamarca).

En la actualidad se desempeña como profesora-investigadora del Instituto de Investigaciones Estéticas.

CARLOS MARIO YORY GARCIA 1961-

Arquitecto de la Pontificia Universidad Javeriana. Aspirante al título de Magíster en Filosofía de la Universidad Javeriana en Bogotá. Asesor del proyecto «Nuevos afectos, nuevos territorios» de la Corporación ODIC adelantado para el Instituto Distrital de Cultura y Turismo Santafé de Bogotá. Consultor invitado por los misioneros javerianos de Yarumal a la misión Barzaloi, Kenya, Africa Oriental. Consultor invitado por el proyecto «Prourban» de la Alcaldía de Roma, Italia. Consultor de las Naciones Unidas adscrito al PNUD en el tema de desarrollo comunitario y la planeación participativa. Asesor de las Alcaldías Locales de Santafé de Bogotá para el diseño e implementación de sus planes de desarrollo. Asesor del «Plan Centro» y de la Administración Distrital de la Alcaldía Mayor de Santafé de Bogotá. Profesor de las Facultades de Arquitectura de las Universidades Nacional, Javeriana, Piloto, Rosario y Católica de Colombia. Autor de la investigación «Topofilia o la Dimensión Poética del Habitar» patrocinada por COLCIENCIAS y la Universidad Javeriana. Actualmente se desempeña como arquitecto investigador del Instituto de Investigaciones Estéticas «Carlos Arbeláez Camacho» de la Universidad Javeriana.

MARIA ISABEL TELLO FERNANDEZ

Arquitecta de la Pontificia Universidad Javeriana de Bogotá, donde obtiene el título en 1993. Elaboró su trabajo de grado sobre la «Recuperación de los Antiguos Talleres del Ferrocarril de Chipichape» en Cali, ejercicio académico sobresaliente que le permite vincularse al Equipo Técnico de Ciudad Chipichape S.A., empresa privada que adquiere las antiguas estructuras de carácter patrimonial para el desarrollo de un proyecto de uso comercial.

En 1996 obtiene el título de Magister en Restauración y Rehabilitación del Patrimonio en la Universidad de Alcalá de Henares (Madrid, España) y en la actualidad se desempeña como Arquitecta Investigadora en el Instituto

ROSALBA DÍAZ GUEVARA

Secretaria del Instituto desde 1994. Aspirante al título de Bióloga de la Universidad Nacional de Colombia. Encargada del archivo físico del Instituto, brinda apoyo técnico a nivel de sistemas y manejo de computadores. Ha realizado diversos cursos de capacitación, actualización y servicio secretarial en la Pontificia Universidad Javeriana y el SENA.

Agradecimientos :

En la producción de éste documento, colaboraron activamente la Arquitecta María Teresa Pérez Garcés y la secretaria Rosalba Díaz Guevara, del Instituto de Investigaciones Estéticas así como el personal adscrito al Centro de Medios Audiovisuales de la Facultad de Comunicación y Lenguaje de la Pontificia Universidad Javeriana. En los documentos anexos sobre las propuestas y/o proyectos, colaboraron todos los miembros de planta del Instituto.

Santafé de Bogotá, Octubre 5 de 1997

Andrés Gaviria Valenzuela

Arq. M.Sc.A. Ordenamiento Espacial, Opción Restauración, Renovación y Reciclaje (« 3R »/ Conservación) Universidad de Montréal, Canadá
Director del Instituto de Investigaciones Estéticas
« Carlos Arbeláez Camacho ».
arch : c :/winword/javeriana/gaviria/ponencia/forum.doc

Instituto de Investigaciones Estéticas « Carlos Arbeláez Camacho »
1963 - 1997

Proyectado Como

Instituto Javeriano para la Conservación del Patrimonio Cultural
1997

**planificación . organización . valoración . diseño . especificación .
protección, reparación . realce . mantenimiento
investigación . interpretación**

del patrimonio cultural

Adscrito a la Facultad de Arquitectura & Diseño
de la Pontificia Universidad Javeriana

Proyectada como
Facultad de Estudios del Hábitat

Carrera 7 No. 40-62
Teléfonos 3384547-2852984-2859658 Fax 2872167
Buscapersonas 6226000-6162500-6161300 Código 23910
E-Mail agaviria@javercol.javeriana.edu.co

Santafé de Bogotá, D.C., Colombia

Su empresa navega y se desarrolla. Las condiciones climáticas de su travesía son parcialmente previsibles...

En mares calmados o agitados, la guía que ofrece el tratamiento profesional de la **conservación de recursos del patrimonio cultural** le proporciona los medios para explotar al máximo la ruta que ha escogido.

Somos el **Instituto Javeriano para la Conservación de Recursos del Patrimonio Cultural** (1)

El **Instituto** observa, analiza, interroga y responde (2) a las necesidades de **planificación . organización . valoración. diseño. especificación. protección, reparación. realce . mantenimiento investigación e interpretación del patrimonio cultural**

(1) para existir, ser eficaces, producir, quedar disponibles y desarrollarnos...

(2) para aconsejar, concebir, crear y realizar acciones de conservación de nuestro legado cultural, inventariando, inspeccionando, levantando, investigando y educando, planificando, asesorando, manteniendo, protejiendo y estabilizando, limpiando, preservando, rehabilitando, reutilizando, restaurando, renovando, interpretando, interventoriando, construyendo y diseñando el producto de estas reflexiones, enfin... es el servicio del **nuevo Instituto**

...con la gran ventaja

- de beneficiarnos de la amplia experiencia adquirida durante más de treinta años de exitoso trabajo por el Instituto de Investigaciones Estéticas « Carlos Arbeláez Camacho »¹³, así como de la vinculación de un equipo de profesionales altamente calificado, profesores(as) — investigadores(as) y promotores(as) de proyectos — interrogados(as) específicamente según las exigencias de « nuestros clientes » y por aquellas del presupuesto — con quienes continuamos creciendo, creando, realizando y produciendo,
- de reagrupar la experiencia, la competencia y la oferta¹⁴ del concepto profesional de manejo integral de las actividades y servicios inherentes a la conservación de los recursos de nuestro patrimonio cultural de aprender día a día a trabajar interdisciplinariamente al lado de « los dinosaurios » del medio para así evitar los excesos,

¹³ Ver presentación anexa

¹⁴ Toda una Universidad a disposición...!

- de tener la convicción de que el camino que seguimos es aquel por el cual somos eficaces y creativos sin ensombrecer a los demás.
- de comprometernos en forma muy dinámica con los preceptos y retos emanados de la adecuada interpretación de los documentos tutelares universitarios, es decir su Misión y su Proyecto Educativo

En resumen

Estamos en capacidad de hablarles sobre **nuestros trabajos** investigativos, docentes y de prestación de servicios profesionales en consultoría y administración de proyectos, de « **nuestros clientes** », de nuestra creación, de nuestras relaciones de trabajo a escala universitaria y externa,

- de nuestras ambiciones, de los límites que nos hemos impuesto,
- de la competitividad, de la clarividencia que se logra al especializarnos,
- de la sencillez de cada solución, de la calidad de **nuestros proyectos « sobre medidas »**,
- del **manejo económico que les proporcionamos**, de nuestro servicio « total ».

Nos podremos referir a **nuestra independencia**, nuestro material, nuestra movilidad, nuestra área de acción geográfica, nuestro deseo de explotar la evidencia y de escapar al aburrimiento.

Los trabajos

La siguiente información expone una muestra de nuestra nueva metodología de trabajo, así como una demostración de la experiencia profesional del Instituto, resultado de un trabajo en equipo así como de una colaboración estrecha y sostenida con « **nuestros clientes** ». Los medios empleados son escogidos por su eficiencia y por su costo. Cada uno(a) de nuestros(as) profesores(as)-investigadores(as) y promotores(as) de proyectos es encargado(a) de determinados proyectos en virtud de la especificidad de sus competencias y la calidad de suservicio :

En el área educativa :

Apoyo a la elaboración del documento base tendiente al establecimiento y puesta en marcha de la Maestría en Restauración de Monumentos Arquitectónicos.

Lanzamiento de la Semana del Patrimonio Cultural en los Colegios de la Compañía de Jesús en el país así como, en asocio con los Institutos de Investigaciones Estéticas de las Universidades Nacional y de Los Andes, a un selecto grupo de profesores pertenecientes al sistema de la Secretaría de Educación de Santafé de Bogotá.

Bajo el sistema de Educación Continuada de la Universidad :

Teleconferencia « La Ciudad del Siglo XXI, Conservación y Sostenibilidad » Cartas de Megárides y San Agustín (Habitat II Estambul), sesiones de trabajo.

« Turismo y Patrimonio Cultural » con la participación de éste Instituto, de la Escuela de Altos Estudios en Hotelería y Turismo de Cuba, del Viceministerio del Turismo de Colombia (Ministerio de Desarrollo) y de la Facultad de Administración de Empresas Turísticas y Hoteleras de la Universidad Externado de Colombia

En el área de consultorías y asesorías en materia de conservación del patrimonio :

Asesorías a los municipios de Colombia en la implementación obligatoria del aparte de conservación del patrimonio cultural en el marco de sus planes de ordenamiento territorial (reforma a la Ley 9)

En el área de la conservación del patrimonio arquitectónico :

Iglesia de San Ignacio (Santafé de Bogotá) (Ver Documento Propuesta)

Claustro de San Pedro Claver (Cartagena de Indias) (Ver Documento en curso)

Hacienda Aposentos (Cogua)

Area de la conservación urbanística :

Trabajos de investigación :

Transformaciones tipológicas y morfológicas en la estructura urbana del centro de Santafé de Bogotá entre 1910 y 1990

Análisis de tres proyectos de rehabilitación de centros históricos

Publicación del plan de desarrollo de Santafé de Antioquia

Area de la « construcción de patrimonio » :

Trabajos de investigación: « La Topofilia: una estrategia para hacer ciudad desde sus habitantes »

El presente trabajo de investigación se enmarca en el contexto de la investigación sobre el desarrollo urbano y la participación ciudadana en Bogotá, Colombia. El objetivo principal es analizar el fenómeno de la topofilia, entendida como el apego emocional que los habitantes tienen por su entorno urbano, y su potencial como estrategia para la construcción de ciudad desde los propios habitantes.

El estudio se fundamenta en un enfoque metodológico cualitativo, que incluye entrevistas en profundidad con actores clave del territorio, grupos focales y observación participante. El campo de estudio se centra en el barrio de San Ignacio, un sector tradicional de Bogotá que ha experimentado cambios significativos en su estructura urbana y social.

Los resultados preliminares indican que la topofilia actúa como un mecanismo de resistencia y apropiación del espacio urbano por parte de los habitantes, quienes buscan mantener y fortalecer sus vínculos con el lugar a pesar de las presiones de la especulación inmobiliaria y la transformación urbana. Este apego emocional se manifiesta a través de prácticas cotidianas de cuidado del espacio, memoria colectiva y participación en actividades comunitarias.

En consecuencia, se propone que la topofilia puede ser promovida como una estrategia de política pública que fomente la participación ciudadana y el desarrollo urbano sostenible. Esto implica reconocer el valor del patrimonio cultural y urbano, fortalecer los mecanismos de consulta y participación de los habitantes en las decisiones que afectan su entorno, y promover intervenciones que mejoren la calidad de vida y el sentido de pertenencia en el barrio.

ATELIER IV

Présentation et projection du film « LODELA » par le réalisateur :

CHAMPS PRIORITAIRES
INTERNATIONALE

M. Philippe BAYLAUCQ, réalisateur et président de l'Association des réalisateurs du Québec

« Inspirée des mythes de l'après-vie, cette allégorie dansée évoque le voyage de l'âme en dévoilant les mouvements du corps sous des angles nouveaux et étonnants ».

Une évocation des origines du monde
Un hymne à la beauté du corps
Une célébration du mouvement
Une métaphore de la vie et de la mort

L'atelier IV est présidé par :

M. AL KORAISSI SAAD, United Arab Emirates University
vice-président de Forum UNESCO

ATELIER IV

CHAMPS PRIORITAIRES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le patrimoine entre la recherche et l'action

Dans un contexte de mondialisation, la sauvegarde du patrimoine passe obligatoirement par un partage des ressources à l'échelle internationale. Quels sont les stratégies, les critères et les grands défis qui orienteront le plan d'action de la coopération internationale dans le domaine du patrimoine ?

L'atelier IV est présidé par :

M. AL KOBASI SAAD, United Arab Emirates University
vice-président de *Forum*UNESCO

L'atelier IV est animé par :

M. Laval DOUCET, professeur titulaire et directeur de
la Chaire UNESCO en développement durable de l'Université Laval

Conférence d'ouverture :

M. Rodrigo DE ARAUJO RAMALHO FILHO,
architecte brésilien et professeur
à l'Université Fédérale de l'État de l'Alagoas

Le patrimoine entre la recherche et l'action

Résumé :

À l'aube de la Décennie Mondiale du Développement Culturel, la mondialisation menace d'une manière paradoxale autant le patrimoine de la diversité culturelle que celui de la nature, tout en renforçant l'ingéatilité économique et l'exclusion sociale parmi les nations.

Dans ce contexte, le retour aux origines du concept de développement durable, aujourd'hui déformé, inciterait d'emblée à repenser d'autres options de croissance, au profit de l'harmonisation des dimensions du développement, en particulier celles du patrimoine culturel et naturel — et à démystifier l'inéluctabilité et l'inflexibilité de la mondialisation, sous l'angle de la coopération universitaire convergente, complémentaire et synergique.

Conférence :

M. Rodrigo DE ARAUJO RAMALHO FILHO

***Mondialisation, patrimoine et développement durable :
refus à l'homogénéisation ?***

Résumé :

La mondialisation est présentée aujourd'hui comme phénomène inéluctable. Mais, s'agirait-il d'une construction médiatique ? L'incertitude semble le signe d'un scénario bouleversé par des ruptures contradictoires, marqué par l'intégration, l'homogénéisation culturelle, l'inégalité et l'exclusion.

Dans ce contexte, la sauvegarde du patrimoine culturel et naturel, vernaculaire et local, s'avère d'une importance redoublée : un défi, celui de questionner, de comprendre, de saisir sa véritable extension du mythe; un atout, soit, une dimension importante du développement durable.

L'expérimentation de nouveaux scénarios ne saurait être possible que par des universités *transgressives* et ses actions interdisciplinaires, convergentes, complémentaires et synergiques. À ce propos, l'expérience du PRODEMA — programme de maîtrise en développement et environnement, réseau universitaire au Nordeste du Brésil, pourrait contribuer à la discussion.

Conférence :

M. Nuno Santos PINHEIRO, professeur en architecture
Université technique de Lisbonne.

Résumé :

Lors de ce deuxième séminaire à Québec, les membres du *Forum UNESCO* doivent non seulement montrer l'activité qu'ils ont développée au cours de l'année 1997, mais aussi faire ressortir l'intérêt à intensifier une convergence d'attitudes, de situations et d'actions qui, d'une manière très simple mais très positive, font du développement du travail de l'Université un pôle dynamisant dans la culture patrimoniale.

Ce travail devra être élaboré en collaboration avec les nombreux pays qui s'intègrent dans ce processus global.

En ce qui concerne la convergence d'actions qui ont pour objet principal le patrimoine, il est nécessaire de commencer par un processus de divulgation bien structuré, auquel devront succéder des actions de formation qui, d'une part, assureront un meilleur développement de la fonction de divulgation et, d'autre part, prépareront les jeunes à des actions sur le terrain.

C'est grâce à la responsabilité qui m'a été attribuée, comme un des fondateurs de ce forum, qui a eu sa première réunion à l'Université de Valence l'année dernière, et encore grâce à l'importance fondamentale de cette matière, que j'ai traversé l'Atlantique pour cette deuxième séance du *Forum UNESCO*, à l'Université Laval. J'en profite pour prêter mon hommage à son Recteur et à toute l'organisation qui, de ce côté de l'Atlantique, ont rendu cette rencontre possible. Je présente aussi mes salutations à monsieur Mounir Buchenaki, ami de quelques années, et à madame Sonia Ramsy qui, à partir de Paris, s'est engagée d'une manière qui lui est propre, dans la garantie au succès, que l'on peut déjà prévoir, de ces réunions de la deuxième séance.

Je salue aussi la Direction du *Forum UNESCO* en souhaitant bonne chance dans la charge qu'ils occupent et en lui vouant ma disponibilité, dans la collaboration qui s'avère nécessaire au bon fonctionnement du forum, et aussi à tous les participants qui, de paire avec fondateurs, se sont réunis dans le débat de ce thème. En effet, il est urgent d'accélérer l'inter-liaison entre l'université et le patrimoine à partir d'une méthodologie d'intervention.

Dans cette communication, que nous ne désirons pas trop longue, il vous est demandé, mesdames, messieurs, de réfléchir ensemble sur la manière

dont le patrimoine est traité au niveau mondial et, surtout, celui qui est édifié de nos jours.

Ce sont, bien sûr, les États qui doivent être nommés les premiers responsables du maintien et de la récupération d'un ensemble de biens qui constituent une partie essentielle de notre histoire en tant que peuples, de nos remparts en tant que nations, d'une culture, que nous désirons naturellement transmettre à nos enfants, en tant que témoin principal de notre identité. C'est ce patrimoine qui nous donne raison sur notre passé, qui nous permet d'établir les liens qui nous attachent à une culture bien définie et, essentiellement, très personnalisée.

Comme professeur responsable de ce domaine, comme chercheur, comme ancien responsable du patrimoine portugais, comme conseiller du Royaume du Maroc dans le domaine du patrimoine, je pense que la divulgation, dans son sens le plus général, est une tâche essentielle à achever pour la récupération et la préservation du patrimoine.

Tous les États sentent de grandes limitations d'action et leurs gouvernements, sauf de rares exceptions, ont peu de vocation dans la promotion, d'une forme non électoraliste, de la récupération du patrimoine.

Et ces limitations je les ressens personnellement comme responsable officiel de ces valeurs culturelles, comme citoyen, comme professeur et comme spécialiste à l'UNESCO, au Conseil d'Europe, et encore dans la grande organisation Europa Nostra comme membre de son conseil.

La forme de gérer ce patrimoine devrait connaître une certaine indépendance face aux gouvernements, mais c'est une réflexion à faire à un autre moment, et à un autre endroit, même si elle n'est pas trop loin du thème qui fait l'objet de notre réunion.

En réalité, l'université a des fonctions bien définies dans la façon d'être de chaque nation et il est nécessaire de lui attribuer des prérogatives et des positions définies dans sa forme d'action, face au maintien de ces biens.

D'autre part, l'université est le grand pont de liaison pédagogique et de la compréhension culturelle entre le professeur, l'étudiant et, ensuite, le citoyen et, par conséquent, la divulgation, dans ce cas précis, est chargée d'un technicisme inhérent par rapport à chaque élève dans le choix de ses disciplines.

L'intervention de chaque universitaire doit se définir correctement et, de même, elle doit se définir dans la part de ses responsabilités et de l'intérêt porté sur les biens culturels, qu'il faut transmettre à l'autre génération qui

est en train de se former dans les écoles. Nous pensons que cette intervention doit se promouvoir à travers l'université de sorte à, effectivement, matérialiser l'intérêt de l'étudiant envers ces biens qui, après tout, sont une propriété commune.

J'ai, en ce moment, un étude en cours, qui sera une très riche expérience, sur la réhabilitation d'une part de l'île de Mozambique que trois étudiants de l'École Supérieure d'Architecture de Valence désirent faire, sous ma coordination, comme travail de thèse de fin de cours.

Je suis toujours ravi avec l'étonnant travail des actions de récupération grâce à leur complexité et grâce à la richesse des situations qui se créent, en permettant que ces étudiants acquièrent des connaissances majeures outre leur expérience technique.

D'autre part, si tout ce travail permet de donner des notions très claires sur la responsabilisation patrimoniale, il révèle, en même temps, l'absence de cette responsabilisation, ce qui, nécessairement, conduit à une critique. Cette critique est, toutefois, clairement développée et, surtout, avec pédagogie par rapport aux générations qui l'ont précédée et qui ont permis l'état de dégradation de ce morceau de terre chargé d'histoire.

Parce qu'il m'était impossible d'y être personnellement présent, j'ai demandé à monsieur le professeur Frederico Mayor Zaragoza d'analyser l'évolution du travail de ces étudiants lors de sa visite, le 2 septembre dernier, à cette île patrimoniale.

Je pense pouvoir, et devoir, expliciter que l'existence des relations et des principes, à définir sur une carte patrimoniale, est primordiale pour que l'université puisse intervenir dans ce domaine fondamental et ceux-ci devront partir des interactions suivantes :

- l'université et l'État;
- l'université et les étudiants;
- les professeurs et les étudiants;
- entre les étudiants eux-mêmes.

C'est la divulgation, sur la base des valeurs qui défendent l'étudiant universitaire, qui est la première grande arme dans le développement de ces actions et pour pouvoir admettre, comme conséquence, le travail exemplaire que l'UNESCO a initié au bon moment. En effet, tout ce travail se déploie à travers les chaires UNESCO, à travers toute sa politique de développement culturel, dans lequel se déroule ce forum et que nous avons eu l'honneur d'ouvrir l'année dernière et qui devra naturellement poursuivre ses activités, parallèlement à des fonctions de grand coordonnateur des actions.

Le travail sur l'île de Mozambique est un bon exemple des activités de ce forum car ce sont trois étudiants espagnols, coordonnés par un professeur portugais qui exécutent un travail de projet de récupération dans un pays tel que le Mozambique.

Afin que ces exemples se développent, et qu'ils aient des résultats positifs, il est nécessaire qu'une bonne inter-liaison se fasse sentir entre les chaires UNESCO, les réseaux qu'elles forment, de la bonne compréhension entre les peuples et, particulièrement entre les universités.

Un forum qui, comme résultat de sa première réunion, a permis que cette conjugaison d'efforts et cette volonté soient possibles, devra se préparer à un important avenir dans la coordination et dans l'implantation des actions.

Ma collaboration personnelle et celle que je peux donner à travers l'université Universida de Lusíada, me permettent de préparer d'autres actions aussi bien dirigées au Mozambique, et à d'autres pays de langue portugaise, mais aussi bien au Maroc en tant que responsable de l'ouverture du Centre de Patrimoine Luso-Marocain et en tant que conseiller de ce Royaume, pour la récupération de son patrimoine.

Pour ces actions je pourrai compter avec l'appui de ce forum, mais, surtout, je compte sur la forme créée par le « désir de faire », qui s'est établi avec la Faculté d'Architecture de Rabat et, du point institutionnel, avec d'autres pays.

Je compte avant tout sur les étudiants, sur leurs organisations scolaires, sur les professeurs qui les accompagnent et sur une divulgation bien organisée pour, soigneusement, pouvoir, et devoir, ouvrir les portes à un monde auquel très peu de gens sont enfin sensibles, afin de formuler une préoccupation correcte.

J'espère pouvoir apporter des « expériences d'enseignement » semblables à celles de l'Europe centrale, d'où je suis revenu le mois dernier. En effet, nous y analysons, comparons et systématisons les architectures rurales et leurs centres historiques en tant que forme de vie urbaine, présentant un intérêt sincère, pour la compréhension technologique et sociale de l'évolution de ces architectures.

De même, je compte avec les élèves qui se montrent intéressés à l'extraordinaire patrimoine du Maghreb chargé de mysticisme, mais qui est, fondamentalement, une culture qui a bien marqué le sud de l'Europe.

Le monde que nous avons hérité renferme, en-soi, un monde d'histoire qui demande notre travail pour le bien des peuples, pour mieux pouvoir les

connaître à travers la récupération de leurs valeurs patrimoniales et pour le bien de la culture mondiale.

Nous désirons que ce forum, dans son travail continu, puisse pleinement concrétiser les raisons de sa création et que nous tous puissions maintenir vivante et opérationnelle l'importante méthodologie de travail que nous sommes en train de construire.

NUNO SANTOS PINHEIRO, architecte
Docteur en architecture par l'Université de Lisbonne
Professeur des technologies d'architecture et de la récupération du patrimoine
Membre du conseil scientifique de l'Université Catholique Portugaise pour l'École des Arts
Membre fondateur de la Société Espagnole Histoire de la Construction
Membre du conseil scientifique de l'Europa Nostra
Expert en patrimoine pour l'UNESCO et C. Europe
Conseiller du Royaume du Maroc pour le patrimoine
Membre du conseil d'Ecovast
Coordinateur Général du *Forum* UNESCO pour les pays de langue portugaise et les pays du Maghreb

Conférence :

M. Andrès GAVIRIA VALENZUELA, directeur de l'Institut pour les
Recherches esthétiques à Santafé de Bogotá.

ATELIER V

Synthèse du président :

M. Kobaisi SAAD

PROJETS DE
COOPÉRATION INTERNATIONALE

En recherche comme sur le terrain, l'ampleur des problématiques patrimoniales exige dans la pratique le maillage efficace des intervenants. Comment, à ce jour, cette coopération s'est-elle articulée dans la réalité des projets internationaux ? (Études de cas)

L'atelier V est présidé par :

M. Césaire KANTIMBA MASAGO,
Musée national du Rwanda

ATELIER V

PROJETS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

En recherche comme sur le terrain, l'ampleur des problématiques patrimoniales exige dans la pratique le maillage efficace des intervenants. Comment, à ce jour, cette coopération s'est-elle articulée dans la réalité des projets internationaux ? (Études de cas)

L'atelier V est présidé par :

M. Célestin KANIMBA MISAGO,
Musée national du Rwanda

L'atelier V est animé par :

M. Michel FORTIN, professeur titulaire et membre du CÉLAT
par le Groupe de recherche en archéométrie de l'Université Laval.

Conférence d'ouverture :

M. William MOSS, archéologue principal
Ville de Québec, Design et patrimoine

Québec, un patrimoine pour le monde

Résumé :

La ville de Québec collabore avec de nombreux organismes sur le plan international quant à la mise en valeur de son patrimoine : ville du patrimoine mondial, capitale du Québec, membre du réseau des villes francophones, jumelle et partenaire d'autres villes du nouveau comme de l'ancien monde. L'étude de quelques cas concrets nous permet d'examiner les raisons et les principes de cette collaboration.

Conférence : est animé par :

M. Louis GAGNON, historien de l'art
spécialisé en arts inuit et amérindien,
chercheur, membre du CÉLAT

***Les enjeux de la conservation dans les récents projets de développement
muséologique chez les Inuits du Nunavik :
interculturalité et complémentarité***

Résumé :

Depuis la fin des années 1980, les expériences muséologiques au Nunavik se sont soldées par des demi-réussites (à Inukjuak) et des échecs (à Quaqtak). Toutefois, ces tentatives d'implantation ont permis d'identifier un certain nombre de contraintes d'ordre physique (coûts de la construction, rusticité de l'environnement, instabilité des collections principalement constituées d'éléments organiques, etc.) et culturel (expertise muséologique quasi inexistante au Nunavik, manque d'intégration sociale de l'entité muséale, problème de responsabilisation, etc.) dont il faut savoir tenir compte avant de mettre en place un musée au Nunavik. À la lumière des ces données et des résultats obtenus par Taamusi Qumaq, avec le musée SAPUTIK, nous interrogerons le concept de « conservation » à l'égard du patrimoine inuit. Ce questionnement est crucial car, traditionnellement chez les Inuits, la conservation du patrimoine — pris au sens large — était assurée par un mode de transmission oral, alors que la préservation à long terme des biens matériels semblait peu préoccuper ces populations, jadis nomades. Cependant, aujourd'hui, la conservation des biens culturels en milieu inuit implique de nouvelles mentalités; mais quels changements seront les plus profitables pour les Inuits, dans la perspective du respect des différences ?

Résumé

Alors que les projets de musée et de centre d'interprétation ou de transmission culturelle se multiplient chez les Inuits du Nunavik, il convient de faire le point sur les modes de gestion des collections qui ont caractérisé ce milieu nordique depuis deux décennies. De fait, l'exercice s'impose car, d'une part, les applications muséologiques au Nunavik furent assez nombreuses et diversifiées au cours de cette période pour former un ensemble significatif et, d'autre part, la prise en compte de ces expériences passées devrait aider à prévenir les maladroites ou les erreurs qui, jusqu'à maintenant, ont mis en péril la plupart de ces collections. Quoi qu'il en soit, motivées par les transformations socioculturelles et idéologiques récentes, la conservation du patrimoine inuit et sa mise en valeur dans le milieu nordique sont devenues des nécessités qui commandent aux Inuits d'aujourd'hui l'intégration de savoirs et d'habiletés techniques non traditionnels, dans un contexte interculturel de complémentarité.

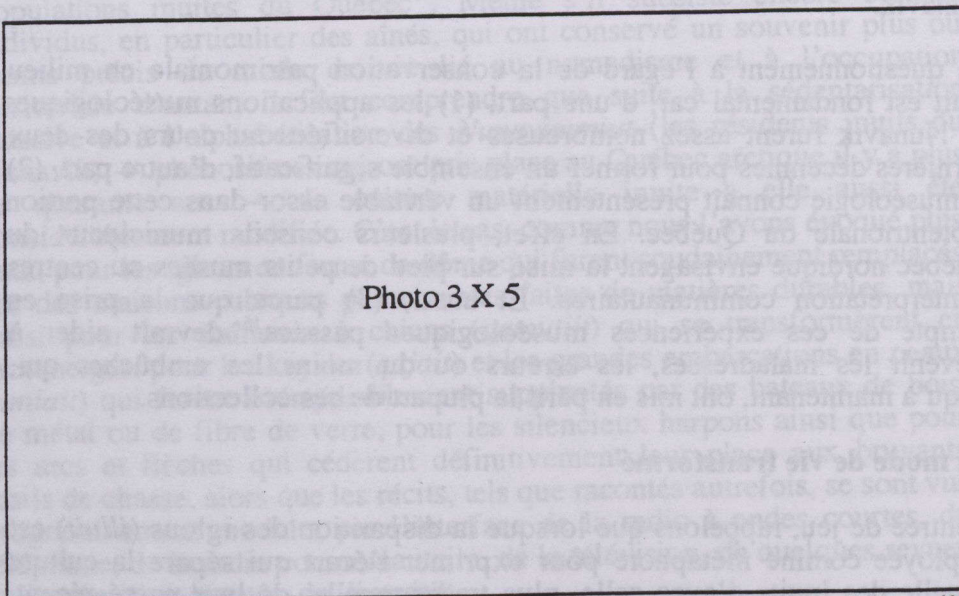


Photo 3 X 5

(Carte du Nunavik)

Introduction

Les vingt dernières années de développement en muséologie au Nunavik (anciennement le Nouveau-Québec) ont mis en évidence un certain nombre de contraintes¹⁵ d'ordre physique et culturel dont il faudra d'ailleurs tenir compte à l'avenir avant de mettre en place d'autres musées, ou équipements culturels apparentés, dans ces régions nordiques. La situation est telle qu'en examinant les approches de conservation et de mise en valeur des collections qui ont prévalu à l'ancien Musée Sapatik de Puvirnituq ou plus récemment à Inukjuak, ainsi que dans les projets de développement qui animent actuellement les communautés de Puvirnituq (jusqu'au début des années 1990, le nom de cette communauté s'écrivait : Povungnituk), Kangiqsujuak et Kuujjuak, il est d'ores et déjà possible d'interroger la notion de « conservation » en regard du patrimoine que les

¹⁵ Au nombre des contraintes physiques, on remarque surtout l'éloignement, la rusticité de l'environnement, le coût élevé de la construction, l'entretien irrégulier des bâtiments, les frais de transport prohibitifs qui s'ajoutent à la commande de tout matériel provenant du Sud, la fragilité, voire la stabilité souvent précaire, des collections principalement constituées d'éléments organiques. Tandis que parmi les aspects culturels qui posent souvent problème, on doit considérer entre autres choses un manque d'intégration sociale de l'entité muséale, une expertise muséologique embryonnaire, la collecte non professionnelle d'artefacts (nous pensons ici surtout aux fouilles non contrôlées de sites archéologiques), le sentiment d'isolement, ainsi que des problèmes de responsabilisation et d'assiduité au travail.

Inuits désirent redécouvrir, préserver et mettre en valeur chez eux, au Nunavik.

Ce questionnement à l'égard de la conservation patrimoniale en milieu inuit est fondamental car, d'une part, (1) les applications muséologiques au Nunavik furent assez nombreuses et diversifiées au cours des deux dernières décennies pour former un ensemble significatif, d'autre part, (2) la muséologie connaît présentement un véritable essor dans cette portion septentrionale du Québec. En effet, plusieurs conseils municipaux du Québec nordique envisagent la mise sur pied de petits musées ou centres d'interprétation communautaires. Et aussi, (3) parce que la prise en compte de ces expériences muséologiques passées¹⁶ devrait aider à prévenir les maladroites, les erreurs ou du moins les embûches qui, jusqu'à maintenant, ont mis en péril la plupart de ces collections.

Un mode de vie transformé

D'entrée de jeu, rappelons que lorsque la disparition des iglous (*illuit*) est employée comme métaphore pour exprimer l'écart qui sépare la culture actuelle des Inuits d'avec celle, plus traditionnelle, de leur passé récent, c'est sûrement aussi pour dire combien fut radicale la perte de cette culture ancestrale. Effectivement, les habitations de neige si caractéristiques du patrimoine des Inuits du Nunavik se sont évanouies du paysage nordique, au début des années 1960, ne laissant derrière elles que les vestiges d'un mode de vie désormais révolu. Bien entendu, le remplacement de l'abri inuit par des maisons venues du Sud — des constructions fabriquées à l'aide de technologies et de matériaux étrangers au Nord —, symbolise également la dépendance des Inuits à l'égard du monde moderne des *Qallunaat* (les Blancs). Du reste, on s'en doute, la forte pénétration de la culture moderne occidentale, qui s'est véritablement amorcée au début du siècle, a provoqué au cours des dernières décennies des modifications socioculturelles tangibles, pour ne pas dire irréversibles, chez les

¹⁶ De fait, les premières muséologiques au Nunavik se sont parfois soldées par quelques ratés, comme en a connues le musée d'Inukjuak (par exemple, on a observé à cet endroit une gestion insuffisante de la collection, l'absence de politiques de collectionnement, le manque d'un calendrier d'activités muséales et éducatives, des problèmes environnementaux et structuraux inhérents à un édifice dont le programme architectural ne répond pas toujours aux normes minimales de conservation, ainsi qu'une certaine instabilité au niveau du personnel. Mentionnons toutefois que la plupart de ces problématiques font actuellement l'objet de correctifs importants.), alors que d'autres projets furent abandonnés, comme ce fut le cas avec le musée de Quaqtaq qui, sur le point d'être érigé, ne vit jamais le jour suite à la faillite du constructeur responsable des travaux.

populations inuites du Québec¹⁷. Même s'il subsiste encore certains individus, en particulier des aînés, qui ont conservé un souvenir plus ou moins précis du mode de vie lié au nomadisme et à l'occupation territoriale d'antan, il faut comprendre que suite à la sédentarisation massive et à l'alphabétisation des *Nunavimmiut* (les résidents inuits du Nunavik) — phénomènes qui ont pris place au Québec arctique il y a plus de quarante ans —, la culture matérielle inuite a elle aussi été considérablement modifiée. C'est le cas, comme nous l'avons évoqué plus haut, pour les iglous en forme de dôme qui furent soudainement remplacés par des maisons cubiques permanentes faites de matières durables, mais aussi pour les traîneaux à chiens (*qamutiit*) qui se transformèrent en motoneiges, pour les kayaks (*qajait*) et les grandes embarcations en peaux (*umiait*) qui furent irrémédiablement supplantés par des bateaux de bois, de métal ou de fibre de verre, pour les silencieux harpons ainsi que pour les arcs et flèches qui cédèrent définitivement leur place aux bruyants fusils de chasse, alors que les récits, tels que racontés autrefois, se sont vus progressivement moduler par l'interface de la radio à ondes courtes, du téléphone, de la radio communautaire, de la télévision, de quelques revues ou journaux, et bientôt, de l'internet.

Conséquence directe ou non de ce contexte de profond bouleversement socioculturel — où les *Nunavimmiut* ont dû apprendre à vivre entre deux mondes avec ce que cela comportait d'incertitudes face à l'affirmation de leur propre identité culturelle —, une pratique muséologique significative s'est déroulée de 1978 à 1993. En effet, pour la première fois, un Inuk s'engageait pleinement dans la sauvegarde et l'interprétation de la culture traditionnelle des Inuits du Nunavik. Taamusi Qumaq Novalinga (1914-1993) fut l'homme de la situation. Surtout connu pour sa participation active au développement de la Coopérative de Povungnituk et pour avoir été l'un des plus éminents représentants de sa communauté, ainsi que l'un des membres les plus influents du groupe *Inuit Tungavingat Nunamini* — *Les Inuit dissidents à l'entente de la Baie James*, Taamusi orienta graduellement ses activités politiques vers une autre forme d'action sociale en contribuant à la mise sur pied, puis à l'animation, du musée communautaire de sa localité.

¹⁷ Aujourd'hui, la population inuite du Nunavik est répartie dans quinze communautés, dont celle, plus au sud, de Chisasibi où les Inuits sont minoritaires. (Source: Secrétariat aux affaires autochtones, 1997 : 9)

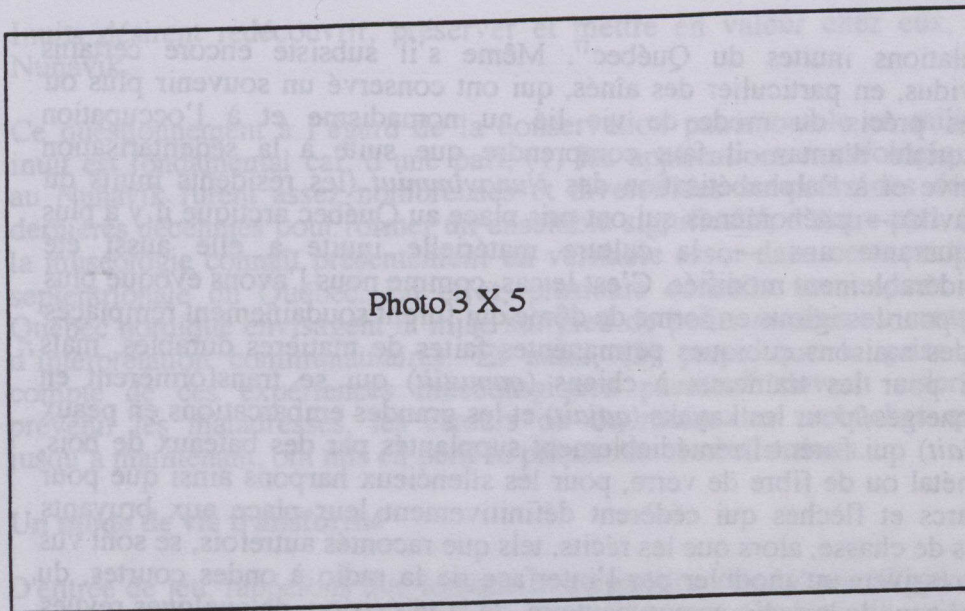


Photo 1 : Le Musée Saputik, tel qu'il apparaissait, vu de l'extérieur, lors de l'arrivée de l'équipe de spécialistes en conservation, en juin 1994.
Cliché # 94-02-03 : © Louis Gagnon et l'Institut culturel Avataq

Le Musée Saputik de Puvirnituk

Ayant lui-même vécu sa jeunesse dans des campements traditionnels, sous l'iglou et la tente, Taamusi Qumaq était à même de constater la dissolution graduelle du savoir traditionnel inuit¹⁸ qui sévissait dans le Nouveau-Québec d'alors et d'en identifier les effets déstabilisants pour les membres de sa communauté. Sans nul doute, motivé par cette crainte légitime d'assister à la disparition pure et simple de la culture inuite traditionnelle, le 31 août 1978, Taamusi inaugura la première activité publique¹⁹ de ce

¹⁸ Sa prise de conscience le conduisit aussi à écrire une encyclopédie portant sur le mode de vie inuite d'autrefois, ainsi qu'à la production remarquable d'un dictionnaire en langue inuite.

¹⁹ Le 31 août 1978, Monsieur Camille Laurin, ministre des Affaires culturelles du gouvernement du Québec participa à l'inauguration de l'exposition rétrospective La gravure de Povungnituk, organisée par la Fédération des Coopératives du Nouveau-Québec (FCNQ). Cette exposition itinérante présentée dans une salle de l'ancienne école Passauralu de Puvirnituk, constituait la Phase I du programme mis de l'avant par la FCNQ pour la création du Musée du Nouveau-Québec (FCNQ, 1978:1). De nombreux délégués du gouvernement du Québec, ainsi que plusieurs membres de la communauté de Puvirnituk assistèrent aux activités de cette journée mémorable. Entre autres choses, il y eut une réunion avec les membres du Conseil communautaire. Par la même occasion, Monsieur Laurin fut invité à visiter le

qui allait devenir plus tard le Musée Saputik. Dans la foulée des événements, il participa également à la fondation de la *Saputik, Association Culturelle de Povungnituk*²⁰ dont le conseil d'administration eut pour mandat de veiller à la création et à la bonne administration d'un musée communautaire pour Puvirmituq. Souvent décrit comme écrivain / chasseur, Taamusi ne figura cependant pas au sein de ce conseil d'administration; à l'évidence, ses membres lui réservèrent plutôt la place de conservateur et animateur du Musée Saputik²¹.

Afin d'appuyer Taamusi dans ses nouvelles fonctions, un administrateur de la Fédération des Coopératives du Nouveau-Québec (FCNQ) l'aïda à obtenir une bourse afin de défrayer sa participation à une session intensive de formation en muséologie²². C'est ainsi qu'accompagné d'un interprète, parce que ne parlant que l'inuktitut, la langue des Inuits, Taamusi se rendit au Smithsonian Institution à Washington (É.-U.) au printemps 1979, pour prendre part à *The Arctic Museum Conference*. Or, il est raisonnable de croire que les enseignements reçus à Washington aient servi au

bâtiment devant accueillir le futur Musée de Povungnituk, entendre le Musée Saputik, le vétuste local du premier Carving Shop appartenant à la Coopérative de Povungnituk. Le Musée logea effectivement dans ces lieux jusqu'en 1982, avant d'aménager définitivement dans le bâtiment en forme d'iglou de l'ancienne Caisse Populaire qui venait de fermer, suite à la liquidation de ses actifs.

²⁰ Mentionnons que des dirigeants de la Fédération des Coopératives du Nouveau-Québec conseillèrent et supportèrent, dans leurs démarches, Taamusi et les huit autres membres inuits du conseil d'administration de cette association à but non lucratif qui reçut finalement ses lettres patentes le 22 juillet 1980. C'est d'ailleurs à cette époque que le projet de Musée du Nouveau-Québec fut redéfini pour devenir un musée communautaire plutôt qu'un musée régional, soit le Musée Saputik s'adressant spécifiquement aux gens de Puvirmituq.

²¹ Le nom inuit choisi pour désigner ce lieu de culture renvoyait à l'idée d'un barrage édifié afin d'arrêter les poissons (Schneider 1985 : 344), subsumant ainsi l'image d'un musée-mémoire créé afin de retenir des connaissances qu'on ne voulait pas laisser filer, comme poissons dans la rivière, au risque d'être perdues à jamais. Autrement dit, ce Musée devait contribuer à freiner les changements qui accablaient la culture et la langue traditionnelles inuites.

²² C'est du 13 au 23 mai 1979 que Taamusi — en compagnie du traducteur Elija Grey — participa à *The Arctic Museum Conference* (Fitzhugh 1979), un stage en muséologie, organisé au Smithsonian Institution, à Washington (É.-U.). Novateurs, ces ateliers proposés par l'anthropologue William Fitzhugh couvraient de multiples aspects de la gestion d'un petit musée en régions arctiques: politiques et gestions muséales (incluant la recherche de financement), activités de collectionnement, inventaire des ressources culturelles, mise en exposition et programmation éducative, organisation physique d'un musée en régions nordiques, nécessité de la formation continue, histoire naturelle et anthropologie de l'Arctique occidental. Cette programmation présentée sous forme de séminaires était offerte à un groupe restreint de 12 représentants provenant de Nain, Goose Bay, Davis Inlet (Labrador); St.-Jean (Terre-Neuve); Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest); Gothaab (Groenland); Puvirmituq (Nunavik); Point-Barrow (Alaska).

développement des stratégies muséographiques qui caractérisèrent le Musée Saputik. Ainsi, lors du démantèlement du Musée en 1994, on observa sur place que Taamusi avait employé une approche méthodique consistant à exposer sur des comptoirs ou des tables, et même à suspendre aux murs du Musée, un maximum d'artefacts (souvent, plus d'une version du même type d'objet) regroupés par thèmes. De plus, ces artefacts étaient généralement identifiés à l'aide de fiches signalétiques bilingues (*inuktitut* — anglais) témoignant de la préoccupation de Taamusi de transmettre ses connaissances à tous les groupes d'âge de la population locale. De fait, puisque l'anglais tendait déjà au début des années 1980 à supplanter l'usage de l'*inuktitut* chez les adolescents et les jeunes adultes, Taamusi pouvait ainsi rejoindre ces clientèles locales qui malheureusement oubliaient de plus en plus la culture de leurs aînés. De plus, les traductions anglaises s'avéraient utiles pour les visiteurs étrangers dont plusieurs parlaient visiblement l'anglais, à en juger par les commentaires recueillis dans le cahier des visiteurs retrouvé lors de l'inventaire de 1994.

Mais là où ce Musée offrait véritablement une vision toute personnelle, c'était sûrement à travers ce concept muséal qui visait à réunir principalement des objets anciens ou usagés ayant appartenu à des résidents ou d'anciens membres de la collectivité de Puvirnituq. D'ailleurs, exception faite de la majorité des pièces archéologiques, tous les artefacts formant la collection du Musée provenaient²³ de la population de Puvirnituq à qui on avait fait appel lors de la création de ce lieu de transmission culturelle. Cette conception d'un musée érigé autour des biens provenant d'une seule communauté, celle de Puvirnituq, voyait aussi sa signification renforcée par la présence d'une vingtaine de sculptures²⁴ en stéatite produites par de célèbres artistes locaux ainsi que par l'utilisation de portraits photographiques ornant deux murs du Musée. Plus spécifiquement, comme l'a observé Nelson Graburn (1997), ces portraits représentaient plusieurs membres fondateurs de la *Sculptors' Society of Povungnituk* (aussi appelée Société des Sculpteurs de Povungnituk) qui fut elle-même à l'origine de la Coopérative de Povungnituk que l'on connaît toujours aujourd'hui. Or, ces deux regroupements coopératifs ont largement contribué à la renommée des artistes de Puvirnituq et, de ce fait,

²³ Même si l'on connaît quelques cas où des artefacts qui, à l'origine, avaient été prêtés à Taamusi puis cédés au Musée Saputik, suite au décès de leur propriétaire, il demeure encore difficile aujourd'hui de démontrer qu'il s'agissait d'une pratique de donation clairement établie par Taamusi, surtout qu'aucune convention de prêt ou de don n'a été retrouvée jusqu'à maintenant dans ses archives conservés au Centre de documentation d'Avataq. Cependant, il ne faudrait pas écarter la possibilité qu'il s'agissait peut-être d'ententes verbales.

²⁴ Ces sculptures avaient été offertes au Musée par l'entremise de la Coopérative de Povungnituk, au nom de la FCNQ. Il ne s'agissait donc pas d'un geste spontané des artistes locaux, mais plutôt d'une marque d'encouragement et d'appui de la part de la FCNQ.

au rayonnement de la culture des *Puvirnitummiut*; c'est ce qui nous permet d'affirmer que le Musée Saputik et ses collections étaient en fait un véritable hommage rendu aux gens de cette communauté qui, par leurs actions et leurs connaissances, devaient servir de modèle identitaire aux Inuits modernes de Puvirnituaq et à leurs générations futures.

« When Taamusi Qumaq had his museum, elders would meet there and young people would come to hear them speak of their lives before settlement in permanent villages and dependence on consumer goods from the south. The artefacts were used to explain aspects of the life — how hunting and fishing was done, how housing was made, how transportation worked, and how food and clothing were prepared. »

(Lundholm 1997 : 5-7)

Cependant, comme le rappelle cet extrait tiré de la consultation publique réalisée dans le cadre de l'étude de faisabilité pour l'implantation d'un nouveau musée à Puvirnituaq, le Musée Saputik correspondait peut-être plus qu'à une simple vision personnelle, car tout comme le voulait la tradition, la disponibilité d'un lieu de rencontre et la présence d'un leader, en l'occurrence Taamusi Qumaq, ont probablement suffi pour recréer les conditions propices pour attirer des aînés autour desquels les jeunes se réunissaient informellement afin d'entendre parler de la vie d'autrefois.

Quoi qu'il en soit, en dépit de l'approche singulière et de l'intérêt indéniable des activités muséographiques qui y avaient lieu, le Musée Saputik démontrait aussi de sérieuses faiblesses au niveau des méthodes de conservation, à commencer par l'utilisation d'un bâtiment désuet, trop humide, mal ventilé, exigü — en considération de l'ampleur de sa collection et de la taille de quelques-uns de ses artefacts, dont notamment un *qajaq* (kayak) grandeur nature — et insuffisamment équipé, faute de mieux, certainement. De fait, en 1994, plusieurs indices étaient encore visibles qui permettaient de constater que peu de précautions avaient été réellement mises en œuvre par Taamusi pour sauvegarder le bon état structurel de la collection du Musée Saputik. En outre, il était manifeste que l'entretien de la collection avait été longtemps négligé dans le musée. D'ailleurs, de nombreux objets de la collection furent trouvés littéralement couverts et cernés par une épaisse accumulation de poussière, confirmant en cela que les objets n'avaient pas changé de place pendant un très long laps de temps et donc n'avaient sûrement pas été nettoyés et ni inspectés de manière régulière. De plus, seul des vêtements furent trouvés pourvus de supports, mais les cintres métalliques qui avaient été utilisés s'étaient considérablement oxydés, au point qu'ils avaient taché ou abîmé la plupart des parkas. Précisons que, déjà deux ou trois ans avant son décès, Taamusi avait considérablement ralenti ses activités au Musée; ce qui a sans doute sonné le glas de tout programme d'entretien de la collection Saputik.

Ajoutons que Taamusi s'était maintes fois plaint d'un manque de financement qui aurait pu certainement lui permettre de gérer autrement ce musée communautaire en engageant, entre autre, du personnel pour voir à l'entretien de la collection.

Taamusi Qumaq dirigea les destinées de ce lieu culturel jusqu'à son décès, en juillet 1993, sans qu'aucune relève ne se manifesta par la suite. À compter de cette date, tout laissait croire que le Musée Saputik était mort en même temps que Taamusi. Pourtant, quelques mois après le départ de Taamusi, l'Institut Culturel Avataq, un organisme inuit dévoué à la sauvegarde du patrimoine et de la culture des Inuits du Nunavik, reçut du Conseil municipal de Puvirnituk le mandat d'organiser le sauvetage de la collection du regretté Taamusi Qumaq.

Sauvetage de la collection du Musée Saputik de Puvirnituk

Laisser à lui-même pendant plus d'un an, le Musée était dans un état d'abandon lamentable lorsque les spécialistes en conservation (un équipe pluridisciplinaire et pluriethnique formée d'un archéologue inuit, Tommy Weetaltuk d'Avataq, d'une restauratrice déléguée par le Musée de la civilisation (Québec), Élisabeth Joy, d'un conservateur indépendant, Louis Gagnon, d'une stagiaire inuite, Leena Weetaluktuk, et d'un chargé de mission, Maurice Achard) arrivèrent sur les lieux. Il faut préciser qu'au cours des dernières années, le Musée Saputik n'avait plus de raccordement électrique et qu'il ne recevait plus de livraison d'huile de chauffage. De plus, visiblement le bâtiment avait fait l'objet d'actes répétés de vandalisme (vitres fracassées, mur extérieur sérieusement abîmé, etc.) et d'au moins un vol par effraction au moment duquel le Musée fut dépossédé de quelques-unes de ses plus fameuses sculptures inuites contemporaines.

La collection fut également trouvée en piteux état : un couvert de moisissures blanchâtres s'étendait sur les murs, les planchers et quasiment sur tous les artefacts. Comme il avait été envisagé, suite au rapport verbal produit par Rynee Ohaituk, la conservatrice du Musée d'Inukjuak à cette époque, une intervention curative d'urgence s'imposait. Précisons que, compte tenu de l'insalubrité des lieux, il fallut improviser un déménagement et un inventaire exhaustif de l'ensemble (Gagnon *et al.*, 1995). Les problèmes rencontrés furent multiples car ce sauvetage impliquait de tout emballer et tout déplacer vers un lieu plus sécuritaire, et ce, en moins de dix jours. Heureusement, la population locale s'intéressa vivement à nos travaux. On ne ménagea rien pour nous aider, en outre, des bénévoles se présentèrent pour donner un coup de main. C'est aussi avec empressement qu'on nous a fourni de l'électricité et plusieurs équipements d'appoint. Mentionnons que cette opération intriguait les uns, mais en inquiétait plusieurs, dont plus particulièrement certains aînés qui n'avaient

pas tous été informés de nos intentions. En l'occurrence, quelques-uns, craignant qu'on transporte toute la collection vers le Sud, réclamèrent vigoureusement qu'on leur rende les biens qu'ils avaient autrefois fournis à Taamusi pour qu'il les expose ou les utilise à des fins éducatives dans le Musée.

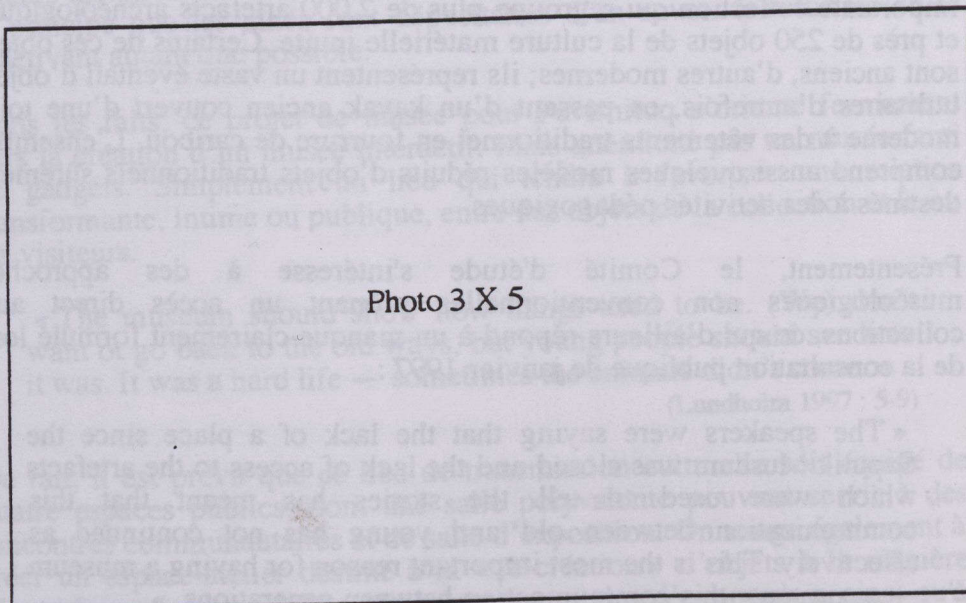


Photo 2 : Ancienne lampe à l'huile inuite (qulliq), telle que trouvée lors du démantèlement du Musée Saputik, en juin 1994.

Cliché # 94-04-03 : © Louis Gagnon et l'Institut culturel Avataq

En prévision de l'entreposage, tous les artefacts furent donc désinfectés à l'aide de fongicides, nettoyés sommairement, photographiés, numérotés et stabilisés tant bien que mal. Certains de ces objets durent être nettoyés plus vigoureusement que d'autres afin d'améliorer leurs conditions de conservation. À ce propos, les décisions ne furent pas toujours simples à prendre, comme ce fut le cas notamment pour cette lampe en stéatite remplie d'huile de phoque macérée. Nous savions qu'en vidant la lampe de son combustible nauséabond, cela allait en modifier l'apparence. Par contre, le défi était de préserver cet artefact en s'assurant que sa nouvelle condition affecte le moins possible la lecture de son usage. Mais surtout, il fallait faire en sorte que cet objet ne soit pas responsable d'une contamination dans le lieu d'entreposage, d'autant plus qu'on imaginait que la collection allait être entreposée pour au moins deux ou trois ans.

Quoi qu'il en soit, depuis 1996, à la demande des élus de Puvirnituk, un comité d'étude a été formé afin d'élaborer, avec l'aide d'une firme

consultante, un projet de musée et centre culturel. Ce comité regroupe des représentants municipaux de la communauté de Puvirmituq, des membres de l'Institut culturel Avataq, un conservateur par intérim responsable de la collection Saputik et des représentants des gouvernements fédéral et provincial. Essentiellement, ce projet de musée vise à commémorer les initiatives de Taamusi Qumaq dans le domaine culturel. L'objectif étant de sauvegarder, de mettre en valeur et d'utiliser à des fins éducatives, son importante collection qui regroupe plus de 2 000 artefacts archéologiques et près de 250 objets de la culture matérielle inuite. Certains de ces objets sont anciens, d'autres modernes; ils représentent un vaste éventail d'objets utilitaires d'autrefois, en passant d'un kayak ancien couvert d'une toile moderne à des vêtements traditionnels en fourrure de caribou. L'ensemble comprend aussi quelques modèles réduits d'objets traditionnels sûrement destinés à des activités pédagogiques.

Présentement, le Comité d'étude s'intéresse à des approches muséologiques non conventionnelles prônant un accès direct aux collections, ce qui d'ailleurs répond à un manque clairement formulé lors de la consultation publique de janvier 1997 :

« The speakers were saying that the lack of a place since the Saputik Museum was closed and the lack of access to the artefacts which were used to tell the stories has meant that this communication between old and young has not continued as effectively. This is the most important reason for having a museum — to promote this communication between generations. »

(Lundholm 1997 : 5-7)

Et comme d'autres participants à cette réunion ont cru nécessaire de l'affirmer : « When we talk to the youth it is just words — we need the objects to make the stories real. » (Lundholm 1997 : 5-7). Toutefois, dans une perspective à long terme, il apparaît plus responsable que certains types d'artefacts, comme les œuvres d'art et les objets ethnographiques les plus sensibles aux manipulations et aux risques de vol, soient protégés par des mesures plus restrictives.

Toujours est-il que globalement, la mise en valeur de la collection de Taamusi Qumaq passera par la mise en exposition, mais aussi par des mises en situation où certains objets, sélectionnés par l'éventuel Comité du musée, pourraient concrètement servir à nouveau. Par exemple, puisque la collection comprend plus d'une lampe à l'huile traditionnelle (*qulliq*), l'une d'entre elles, pourrait être « sacrifiée » pour des démonstrations. Donc, cette lampe inuite pourrait servir à nouveau à l'intérieur du Musée ou lors d'activités à caractère traditionnel, sous la tente ou l'iglou. De la même manière, certains objets de la collection, pourraient être manipulés par des groupes d'intérêts. Cela devrait être le cas pour des stagiaires en

confection de vêtements traditionnels pour qui les exemples et les patrons de couture sont souvent difficiles à trouver, voire inexistant. Des aînés, comme c'est souvent demandé, pourraient également être invités à manipuler des artefacts anciens afin d'en livrer les modes d'utilisation ou pour se remémorer des récits d'antan ou encore pour ajouter de la véracité à leurs histoires. De fait, le Comité d'étude s'appuie dans sa démarche sur le principe que les aînés sont dépositaires d'un savoir à valoriser en le réactivant autant que possible.

Dans les faits, ce projet de musée pour Puvirnituaq s'oriente fermement vers la création d'un musée interactif. Mais attention! pas un musée farci de gadgets. Simplement un lieu qui tendra à favoriser une relation transformante, intime ou publique, entre des objets de la collection et le ou les visiteurs.

« The museum should show how things used to be. (We) don't want to go back to the old ways, but young people should see how it was. It was a hard life — sometimes the animals didn't come. »

(Lundholm 1997 : 5-9)

De fait, il est prévu que ce lieu de transmission culturelle soit équipé de quatre espaces publics, dont une salle polyvalente pouvant servir à des rencontres communautaires et de salle d'exposition. On songe également à créer un espace-atelier destiné à la « re-création » d'objets à la manière d'autrefois ou pour explorer de nouveaux modes d'expression, ainsi qu'à l'implantation d'un petit centre de documentation et à la constitution d'une réserve des collections ouverte au public en permanence, de façon à pouvoir répondre aux demandes ponctuelles, tel qu'évoqué plus haut.

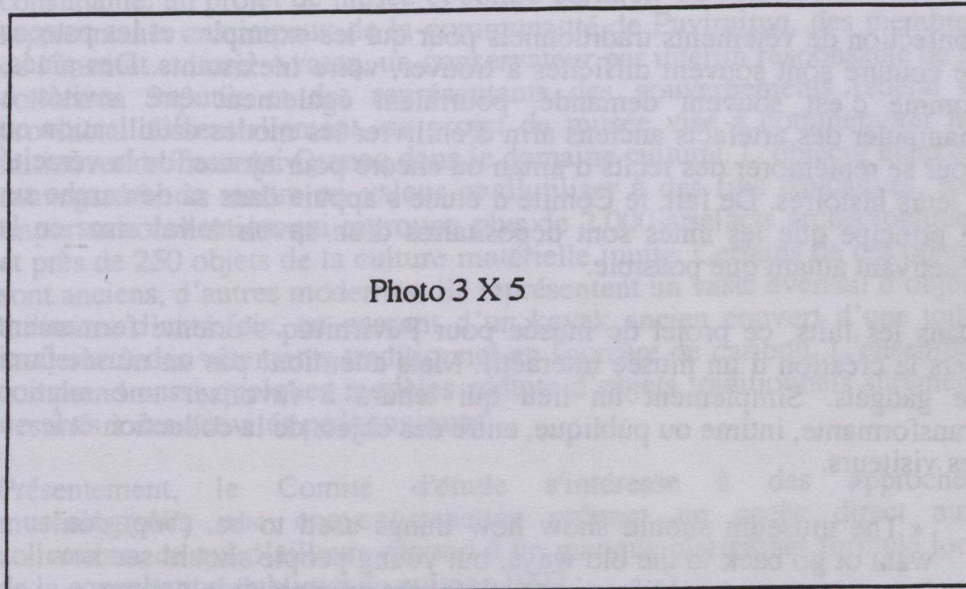


Photo 3 : Vue extérieure du Daniel Weetaluktuk Memorial Transmission Cultural Centre d'Inukjuak.

Cliché # 97-08-11 : © Louis Gagnon et l'Institut culturel Avataq

Le Daniel Weetaluktuk Memorial Transmission Cultural Centre d'Inukjuak

Un autre musée suscite beaucoup d'intérêts au Nunavik. Il s'agit du « Daniel Weetaluktuk Memorial Transmission Cultural Centre » d'Inukjuak. Son apparence extérieure épouse elle aussi la forme d'un igloo; peut-être pour rappeler cette résistance des Inuits d'Inukjuak, comme celle des gens de Puvirnituk, qui refusent d'oublier leur culture ancestrale. Cependant, dans le cas d'Inukjuak, il s'agit d'un bâtiment récent construit en 1991 pour répondre spécifiquement à un programme muséal.

Malgré les nombreuses innovations technologiques dont témoigne l'architecture de cette construction, comme par exemple, la fabrication des murs à l'aide de panneaux modulaires en fibre de verre intégrant une mousse isolante exceptionnelle, cet édifice est si hermétique que cela crée des conditions de conservation inadéquates. Autrement dit, le bâtiment est tellement étanche que l'air ambiant se renouvelle difficilement. Cette situation est d'ailleurs accentuée par le faible taux de fréquentation du Musée. L'air vicié, résultant de ces mauvaises conditions, accélère l'oxydation des métaux et, surtout, encourage la prolifération de

moisissures sur les éléments organiques qui composent à plus de 90% le contenu de sa collection.

Précisons à cet égard que le Musée est actuellement opéré par l'Institut culturel Avataq conjointement avec la Corporation municipale d'Inukjuak. Bien au fait des problèmes de conservation existant au Musée et suite à un rapport²⁵ décrivant ces conditions de conservation désastreuses, il fut récemment demandé à une firme conseil spécialisée dans le contrôle et la surveillance environnementale de proposer une solution durable qui pourrait être, par exemple, d'équiper le Musée d'un échangeur d'air pourvu de contrôles électroniques. Mis à part ces problèmes environnementaux, il faut aussi noter que le Musée n'est équipé d'aucun entrepôt qui permettrait de gérer la collection en respectant davantage les normes minimales de conservation généralement recommandées en muséologie. Ceci dit, il convient de s'attarder brièvement sur deux activités auxquelles le Musée a participé et pour lesquelles on a dû s'interroger sur leurs effets à l'endroit de la conservation de certains artefacts de la collection.

Le premier de ces événements eut lieu au cours de l'été 1995. De façon tout à fait inattendue, le Musée reçut à cette époque une demande d'emprunt singulière : un groupe d'intervenants en réinsertion sociale désirait emprunter des vêtements traditionnels pour les utiliser à l'occasion d'une pièce de théâtre où seraient évoqués des récits de chasse et de guérison chamanique. Après consultation, les artefacts demandés furent prêtés en prescrivant toutefois des recommandations précises aux utilisateurs. L'événement présenté dans le grand hall d'entrée de l'école Innalik remporta un vif succès. Les jeunes impliqués dans ce projet étaient manifestement très fiers d'avoir pu porter ces vêtements. Certains nous dirent qu'ils appréciaient mieux la vie d'autrefois, grâce à cette expérience enrichissante. Plusieurs furent également surpris de constater que ces vêtements d'adulte étaient franchement trop courts... cela s'expliquant par les transformations anatomiques que connaissent les Inuits modernes. D'autres observèrent que les vêtements étaient trop chauds pour l'été et combien il était inconfortable de se retrouver avec des poils de caribou sur tout le corps : « d'abord, ça vous pique partout et puis on a toujours un poil dans la bouche ! ».

Au cours de l'automne de la même année, Avataq organisa au Musée une fête pour les Aînés. Pendant l'espace de quelques heures, cette rencontre brisa l'isolat dans lequel vivent aujourd'hui beaucoup d'aînés. Les gens de

²⁵ Voir la lettre adressée à M. Jacques Carmichael de la firme Honeywell, dont le sujet était identifié comme suit : Projet de contrôle et de surveillance électronique de l'environnement intérieur du Daniel Weetaluktuk Memorial Museum & Cultural Transmission Centre d'Inukjuak.

la communauté participèrent aussi à la tenue de l'événement en assurant le transport aller-retour des invités. En plus de marquer de nombreuses retrouvailles, ces réjouissances ont permis à bien des participants de renouer avec leur passé. Ainsi, il fut manifeste que plusieurs aînés reconnurent d'anciennes connaissances sur les photographies accrochées aux parois du dôme. Également, dans un geste spontané de « réappropriation » la plupart des invités manipulèrent un tant soit peu les divers objets en exposition, mais à quoi bon les en empêcher ? Ils étaient si peu nombreux et touchaient aux objets avec suffisamment de soins. En outre, ne fallait-il pas respecter le fait que quelques-uns de ces aînés étaient les anciens propriétaires de la majorité de ces artefacts ? Par ailleurs, durant tout l'après-midi, on servit du thé, de la bannique (panirtitaq) et des petits gâteaux dans les aires d'exposition, alors que tous et chacun se déplaçaient pour bavarder aux hasard des rencontres. En somme, ce fut une merveilleuse rencontre, tant pour les aînés que pour les membres du Musée, car enfin on avait un musée bien vivant !

Ces projets de revitalisation de la collection et de la fonction même du Musée, ainsi que l'engagement récent d'une nouvelle conservatrice ont incité les responsables d'Avataq d'organiser à l'automne 1997 une consultation publique afin de réorienter le Musée vers un nouveau départ. L'objectif était de renforcer le sentiment d'appartenance de la population locale par rapport à son musée en la faisant participer à l'élaboration de la programmation. Pour ce faire, à l'occasion d'une émission spéciale de type « ligne ouverte » tenue à la radio (MF) communautaire, les Inukjuammiut furent invités à exprimer leurs vues et leurs désirs en regard des activités à organiser au Musée. Pendant près de deux heures, et ce, de manière soutenue, l'exercice donna lieu à d'intenses plaidoyers en faveur d'une transmission plus active des connaissances du mode de vie traditionnelle. Même si peu de propositions nouvelles ont surgi lors de cette consultation publique, il est devenu évident qu'il fallait remettre sur pied le défunt Comité du Musée dont le nouveau mandat sera de développer et d'assurer le suivi d'un programme d'activités qui soit en accord avec les attentes de la communauté. Chose certaine, il faudra que la programmation aille au-delà des simples mises en exposition d'artefacts.

Le vieux poste de traite de Kangirsujuaq

Ailleurs au Nunavik, on s'affaire actuellement à l'élaboration d'un centre d'interprétation qui sera lui aussi intégré éventuellement au réseau des musées que l'Institut culturel Avataq s'est donné pour mandat de mettre en place depuis 1988. De fait, à l'été 1996, le Conseil municipal de ce hameau regroupant quelque 500 résidents inuits, a demandé le concours de l'Institut culturel Avataq pour l'aider dans la réalisation d'un centre d'interprétation. Ce projet est particulier, en ce sens qu'il n'y a ni de vastes collections d'objets de la culture matérielle ni même de collection

d'œuvres d'art à mettre en valeur. En fait, c'est l'histoire de la communauté, de sa région et des gens qui y ont vécu qui motive la mise sur pied d'un tel centre d'interprétation. La richesse de l'environnement local est d'ailleurs caractérisée par l'aspect exceptionnel de son paysage montagneux situé le long du détroit d'Hudson, de sa faune et sa flore et par la présence du fameux cratère du Nouveau-Québec situé non loin de là. C'est aussi le foisonnement de sites archéologiques témoignant d'une longue occupation du territoire remontant jusqu'aux ancêtres les plus anciens des Inuits modernes, représentant ainsi plus de trois mille ans d'histoire. Mentionnons également que cette région compte quatre sites à pétroglyphes (gravures rupestres) uniques par rapport à l'ensemble Arctique canadien.

Présentement, le Conseil municipal étudie la faisabilité de rénover et de réaménager un ancien poste de traite ayant appartenu apparemment à la Compagnie de la Baie d'Hudson. Ce bâtiment historique est l'un des plus anciens de la communauté. Même s'il nécessitera passablement de travaux de rénovation, cette option semble la plus prometteuse, car l'expérience à démontré à trois reprises (Inukjuak, Quaqaq, Puvirmituq) que ce sera sûrement plus rapide, moins hasardeux et moins onéreux que de bâtir un nouvel édifice public. Une fois complétées, les rénovations offriront probablement deux salles contiguës qui pourront abriter une exposition permanente et une petite salle d'expositions thématiques temporaires. Il est également recommandé de faire de ce poste de traite un lieu de rassemblement d'où émergera des activités pour la communauté. De plus, puisqu'il est moins coûteux de se rendre dans cette communauté que d'avoir accès aux villages inuits situés le long de la baie d'Hudson, les élus veulent également tenir compte de la demande croissante dans le secteur de l'éco et de l'ethnotourisme.

La problématique de la conservation

Finalement, le questionnement autour de la notion de conservation patrimoniale est d'autant plus complexe que traditionnellement chez les Inuits, la notion même de conservation à long terme du patrimoine était largement dominée jusqu'à récemment par un mode de transmission oral, alors que la conservation des biens matériels revêtait très peu d'intérêts pour ces populations nomades. Au nom de la conservation du patrimoine, faudra-t-il changer encore une fois les mentalités inuites ? Comment peut-on concilier des objectifs de conservation patrimoniale avec la préservation d'un mode de vie traditionnelle, et ce, dans le respect des différences culturelles ? En outre, l'un des problèmes réside dans le fait qu'en employant des mesures de conservation strictes et rigides, nous créons ainsi de la distance entre les artefacts à protéger et les usagers désireux de renouer avec divers aspects symboliques et pragmatiques que ces objets rappellent.

Par ailleurs, à l'heure des rapatriements des biens patrimoniaux, les Inuits mentionnent souvent qu'ils souhaiteraient bien pouvoir avoir chez eux les artefacts provenant du Nunavik mais présentement engrangés dans les musées du Sud. Des collections auxquels seulement de rares Inuits ont eu accès jusqu'à maintenant, vu les coûts de transport importants pour voyager entre le Nord et le Sud. En effet, aujourd'hui, les Inuits perçoivent mieux la nécessité de se doter d'infrastructures spécialisées pour assurer une certaine pérennité à ces objets patrimoniaux, d'autant plus que c'est souvent la condition sine qua none que les grandes institutions du Sud posent avant de parler des rapatriements possibles. De la même manière, les Inuits souhaiteraient pouvoir mieux protéger et transmettre aux jeunes générations les connaissances de la culture traditionnelle, notamment, la langue, les récits d'autrefois, etc. Quant aux objets d'art si convoités par les gens du Sud, actuellement, ils font l'objet de moins de préoccupations, si on s'en tient aux commentaires que plusieurs Inuits font à leur sujet.

En définitive, il faut reconnaître que chaque communauté du Nunavik a son caractère propre et ses besoins culturels particuliers. Et c'est pourquoi, il est nécessaire de penser de manière spécifique et attentive le développement de la muséologie en milieu nordique. Il serait utopique et peu efficace de vouloir implanter des musées dans chacune de ces communautés sans tenir compte des particularismes de chacune d'elles. Prenons pour exemple la municipalité de Kuujjuaq, la « métropole du Nord-du-Québec », qui songe elle aussi à restaurer un ancien bâtiment pour en faire un centre d'interprétation. Ce projet se définit autrement en comparaison avec les initiatives de Kangirsujuaq. En effet, on voudrait y exposer en permanence un impressionnant fonds de photographies témoignant des recherches historiques réalisées par quelques individus intéressés à l'histoire de la communauté. D'autres localités possèdent aussi de magnifiques collections d'artefacts, pensons notamment à Umiujaq, où l'on retrouve un ensemble consistant de pièces archéologiques provenant de la région : des pièces, souvent très anciennes et dont l'état de conservation est généralement très satisfaisant.

Cette dernière communauté et bien d'autres, voudront certes, un jour prochain, se doter d'équipements culturels, mais en entendant, la nature de certaines collections municipales soulève un autre type de problèmes de conservation. Car, à bien y regarder, plusieurs de ces collections sont constituées d'artefacts qui proviennent de sites archéologiques fouillés sans méthode, où « les plus beaux objets » furent simplement ramassés sans tenir compte de leur contexte de découverte, anéantissant du même coup toute possibilité d'interprétation archéologique. De fait, ne pas respecter les sites archéologiques contribue à la destruction du patrimoine des Inuits puisque cela fait disparaître les traces de leurs ancêtres. Fort de cette réflexion, l'Institut culturel Avataq s'efforce activement de sensibiliser les populations du Nunavik au respect des sites

archéologiques. De plus, Avataq décourage la vente de ces biens culturels et invite tout particulièrement les chasseurs inuits, qui sillonnent le territoire, à ne rien toucher tout en prenant soin de bien localiser ces sites anciens d'occupation.

Conclusion

Même si on reconnaît le bien fondé des initiatives qui ont conduit à la création des premiers musées au Nunavik, l'implantation d'un musée au Nord correspond encore aujourd'hui à l'importation d'un concept étranger pour beaucoup d'Inuits. Absents de l'univers traditionnel des Nunavimmiut, manifestement les musées, ces nouveaux outils de société, ont surgi en guise de réponse face aux transformations socioculturelles et idéologiques récentes qui ont marquées le Nunavik depuis à peine quelques décennies. C'est d'ailleurs dans ce contexte de changements et surtout « d'émergence de la conscience de la perte de la culture » — comme l'a si bien défini Nelson Graburn (1997) — que la conservation du patrimoine inuit et sa mise en valeur en milieu nordique sont devenues des nécessités. Mais alors que les Nunavimmiut désirent renouer avec leur passé sans pour autant retourner vivre dans le nomadisme d'autrefois, peut-on envisager la pérennité des collections du Nunavik tout en demeurant le plus près possible de la culture inuite traditionnelle ?

Dans ces circonstances, s'il est possible d'envisager de concilier la tradition et le modernisme, un tel état de chose nécessitera l'acquisition de savoirs et d'habiletés non traditionnels qui viendront s'ajouter aux connaissances traditionnelles pour que les Nunavimmiut puissent assurer eux-mêmes la pérennité des artefacts et autres éléments de la tradition orale et de la culture intellectuelle qui forment et contribuent à la mémoire collective des Inuits du Nunavik.

Loretteville, 8 octobre — 14 décembre 1997

© Louis Gagnon

Ouvrages de référence

- COLLECTIF INUIT ET INUIT TUNGAIVINGAT, 1982 : *Les Inuit dissidents à l'entente de la Baie James*, Montréal (Qc), Le Comité d'appui aux nations autochtones, La maîtresse d'école Inc., en coédition avec Inuit Tungavingat Nunamini, 104 p.
- Fédération des Coopératives du Nouveau Québec, 1978 : Programme en deux phases pour le Musée du Nouveau-Québec, Montréal, Fédération des Coopératives du Nouveau Québec.
- , 1979 : Povungnituk Museum, March 8th, 1 p.
- , mars 1979 : DRAFT PROPOSAL FOR THE ESTABLISHMENT OF A MUSEUM IN POVUNGNITUK, 5 p.
- FITZHUGH, William, 1979 : The Arctic Museum Conference - Proposal for a Smithsonian Training Workshop, Washington (É.-U.), Smithsonian Institution, 15 p.
- GAGNON, Louis, 1994a : Répertoire de la collection du MUSÉE SAPUTIK. (Report for Avataq Cultural Institute) Loretteville, Qc, (novembre) : [212] p.
- , 1994b : Sauvetage des collections du MUSÉE SAPUTIK de Puvirmituq — Bilan des opérations de stabilisation (désinfection, nettoyage, confection de supports temporaires) et de conservation (dénombrement, identification, numérotation, photographie, emballage) effectuées, du 6 au 15 juin 1994, en vue du relogement des collections du Musée Saputik. (Report for Avataq Cultural Institute) Loretteville, Qc, (novembre), 75 p.
- , 1995a : Exploratory proposal for a future Museum in Puvirmituq. (Report for Avataq Cultural Institute) Loretteville, Qc, (février), 10 p.
- , 1995b : Report on the meeting of the 26th of June 1995 with the Committee Council of Puvirmituq for the implantation of a new museum in Puvirmituq and other details. (Report for Avataq Cultural Institute) Loretteville, Qc, 16 p.
- , 1995c : Les arts visuels actuels chez les Inuit du Nunavik et la redéfinition du rôle de l'État. Memoire presented to the Groupe-Conseil en arts visuels. Conseil des Arts et des Lettres du Québec. Loretteville, Qc, 24 p.

- , 1996 : « Projet de contrôle et de surveillance électronique de l'environnement intérieur du Daniel Weetaluktuk Memorial Museum & Cultural Transmission Centre d'Inukjuak », lettre adressée à M. Jacques Carmichael de la firme Honeywell. Loretteville (Qc), 4 p.
- , 1997 : Report on the New Housing and the Condition of the Saputik Collection. (Report produced for Avataq Cultural Institute) Loretteville, Qc, 8 p.
- GAGNON, Louis, Élisabeth JOY, 1994 : MUSÉE SAPUTIK de Puvimituq
* Recommandations de conservation pour les collections du Musée Saputik — Version préliminaire. Quebec, Qc, 5 p.
- GAGNON, Louis, Tommy WEETALUKTUK et Élisabeth JOY, 1995 :
« Rescuing the saputik Museum's Collection — Sauvetage de la collection du Musée Saputik » in Tumivut : La revue culturelle des Inuit du Nunavik. Lachine — Inukjuak, Qc, Institut culturel Avataq, 6 (printemps) : 6-9.
- GRABURN, Nelson H. H., 1997 : « Weirs in the River of Time: The development of Canadian Inuit Historical Consciousness. » Berkeley (California), Dept. d'Anthropologie, University of California, 24 p. (non publié)
- LUNDHOLM ASSOCIATES ARCHITECTS (in association with N.L.Hushion and Associates), 15 mai 1997 : Planning Study — Interim Report — Puvimituq Cultural Centre. Toronto (Ontario). Rapport produit à l'intention de l'Institut culturel Avataq.
- QUMAQ, Taamusi (Novalinga), 1988 : SIVULITTA PIUSITUQANGIT - Une encyclopédie de la vie traditionnelle inuit, Québec, Association Inuksiutiit Katimajit inc., département d'anthropologie - Université Laval, Collection Inuksiutiit Allaniagait #5 : 168 p.
- 1991 : INUIT UQAUSILLARINGIT, Association Inuksiutiit Katimajit (Québec) et Avataq Cultural Institute / Institut culturel Avataq (Inukjuak), 600 p.
- Secrétariat aux affaires autochtones, 1997 : Les Amérindiens et les Inuits du Québec — Onze nations contemporaines. Gouvernement du Québec, 27 p.
- Schneider, Lucien, 1985 : Ulirmaisigutiit — An inuktitut-English Dictionary of Northern Quebec, Labrador and eastern Arctic Dialects (with an English-Inuktitut Index). Québec, Presses de l'Univ. Laval, 507 p.

Présentation sommaire de deux communications :

l'une en provenance de l'Université du Bénin (Lomé-Togo), **Mme Angèle Dola AGUIGHAH**, archéologue, muséologue et l'autre de la Côte d'Ivoire, **M. Yaya SAVANÉ**, conservateur du Musée des civilisations de Côte d'Ivoire, par **Mme Nafi Colette DIOUF**, étudiante à la maîtrise en sociologie à l'Université Laval

Conférence :

Mme Angèle Dola AGUIGHAH, archéologue, muséologue
Département d'histoire
Université du Bénin, Lomé, TOGO

De la fouille à la conservation du patrimoine africain : le cas du TOGO

De nombreuses recherches archéologiques ont été effectuées depuis ces dernières années en Afrique, notamment au Togo. Les résultats obtenus ont apporté de substantielles informations sur l'histoire de notre pays. Mais la sauvegarde des sites et des vestiges — ce patrimoine archéologique — ne retient pas toujours l'attention de toutes instances ou structures commises à cette protection. Le problème s'accroît lorsqu'il s'agit généralement de la conservation du patrimoine culturel et naturel.

Dans un premier temps, notre propos est de définir des priorités face à un **programme de sauvegarde**, car le tout n'est pas de fouiller — Que devons-nous conserver ? Et pour quel public ?

Ensuite, il serait souhaitable de conjuguer les efforts dans le cadre d'un **comité** ou d'un **réseau** interrégional ou international pour réfléchir aux problèmes de la sauvegarde du patrimoine archéologique et d'organiser la « **solidarité autour du patrimoine africain** ».

Enfin, l'utilisation du patrimoine archéologique dans le système éducatif togolais à tous les niveaux (primaire, secondaire et supérieur) est un atout considérable à l'éveil des consciences et à la recherche de l'identité culturelle. Savoir que les ancêtres ont maîtrisé des espaces différents, mais

utilisé des techniques identiques dans le temps peut renforcer la cohésion nationale et rendre positive les diversités culturelles. L'étude des revêtements de sol en tessons de poterie (forme de mosaïque) est un exemple qui illustre nos propos.

Cette Journée Jeunesse et Patrimoine, consacrée aux étudiants, est un appel à la mobilisation de la jeunesse pour le développement d'une éthique au patrimoine.

Mot de la présidente :

*Mme Sonia RAMZI, chef de la promotion,
Patrimoine culturel, UNESCO, Paris*

ATELIER V 205

utilisé des techniques identiques dans le temps peut renforcer la cohésion nationale et rendre positive les diversités culturelles. L'étude des revêtements de sol en tessons de poterie (forme de mosaïque) est un exemple qui illustre nos propos.

Dans AGUIGHAR, archéologue, muséologue, spécialiste de l'histoire de l'architecture, Université de Cotonou, Bénin.
M. JOS SAVAN, conservateur du Musée des civilisations de Côte d'Ivoire, par Mme Hani Colette DROU, étudiante à la maîtrise en sociologie à l'Université Laval.

Conférence :

Mme Angèle Boko AGUIGHAR, archéologue, muséologue
Département d'histoire
Université du Bénin, Lomé, TOGO

De la fouille à la conservation du patrimoine africain : ... le cas du TOGO.

De nombreuses recherches archéologiques ont été effectuées dans ces dernières années en Afrique, notamment au Togo. Les résultats obtenus ont apporté de substantielles informations sur l'histoire de cette région. Mais la sauvegarde des sites et des vestiges archéologiques -- ne reçoit pas toujours l'attention de même que les structures connues à cette protection. Le problème qui se pose est donc s'agit généralement de la conservation de patrimoine culturel africain.

Dans un premier temps, nous proposons de définir les problèmes posés par le programme de sauvegarde, car le point n'est pas de savoir -- quel devons-nous conserver -- la chose ou l'objet.

Ensuite, il serait souhaitable de suggérer les efforts dans le cadre d'un comité ou d'un réseau international ou régional pour résoudre les problèmes de la sauvegarde du patrimoine archéologique. C'est-à-dire le « solide le autour de problèmes africain ».

Enfin, il s'agit de proposer des méthodes de sauvegarde, notamment l'écrit, à tous les niveaux : national, régional et international. Ce travail est consacré à l'étude des conditions de la recherche et de la sauvegarde culturelle. Savoir que les archives ont un rôle de premier ordre dans

JOURNÉE JEUNESSE ET PATRIMOINE

Cette *Journée Jeunesse et Patrimoine*, consacrée aux étudiants, est un appel à la mobilisation de la jeunesse pour le développement d'une éthique en patrimoine.

Mot de la présidente :

**Mme Sonia RAMZI, chef de la promotion,
Patrimoine culturel, UNESCO, Paris**

Conférence :

M. Pierre F. CÔTÉ,
président de la Société de géographie du Québec

La coopération civile internationale

M. le président, Mme Ramzi, Mesdames, Messieurs

Vous connaissez peut-être cette histoire du politicien qui n'en finissait plus de parler, on lui en a fait la remarque et il a par la suite pris la résolution de procéder de la façon suivante : il disait toujours « je serai bref, mais court », mais ses discours étaient toujours aussi longs. Alors, je vais essayer de me conformer à cette directive d'une quinzaine de minutes et je me ferai un plaisir par la suite, s'il y a lieu, de répondre à quelques-unes de vos questions.

Le texte de ma présentation s'intitule « *La coopération civile internationale ou un service civil international* ».

La première fois que j'ai exprimé cette idée de service civil international fut le 2 juin 1994 lors d'une présentation que j'ai fait devant le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes qui était chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada. Cela n'a pas causé beaucoup de vagues et n'a pas été retenu dans la nouvelle politique étrangère du Canada.

J'ai repris cette idée le 5 septembre dernier lorsqu'on m'a remis ce prix auquel on fera référence tout à l'heure. Je pense avoir la qualité d'être tenace. Par exemple, après 15 ans, j'ai une proposition et, à l'étude, un projet de loi. On a vu, cette année, l'aboutissement d'une liste électorale permanente. J'ai, il y a une quinzaine d'années, [...] un nouveau mode de scrutin au Québec, c'est encore sur la planche à dessins, un jour ça viendra.

Cependant le présent forum [...] me fournit une occasion exceptionnelle pour revenir publiquement avec cette proposition et d'y apporter des précisions. Je suis privilégié de le faire à l'occasion de cette « Journée jeunesse », j'ai au moins l'assurance que quelques-uns vont s'en rappeler et la mettront à exécution d'ici quelques années.

Pourquoi, quand on parle de patrimoine, est-ce si important et opportun d'aborder ce sujet ? Parce que tout est patrimoine réel ou virtuel. On

définit le patrimoine comme « étant le bien que l'on tient de ses ancêtres ». Comme plusieurs intervenants l'ont déjà mentionné, ce n'est pas uniquement, par exemple, des biens matériels — des pierres, des lieux géographiques, des sites exceptionnels — c'est également la culture d'un peuple.

En fait ce que je propose, c'est la transmission d'un « Know How » ou du Savoir, je préfère l'expression anglaise qui a une autre signification, plus complète, dans l'objectif que je poursuis. Au Canada nous avons, par exemple, les unités civiles pour le maintien de la paix, « les Casques bleus ». Il nous faut à l'avenir, à mon avis, ces unités civiles de la construction de la paix. Il s'agit de mettre sur pied des groupes d'intervention pour la diffusion du « Know How » dans tous les secteurs d'activité humaine. Il ne s'agit [...] de mettre sur pied une grosse machine bureaucratique. Il suffit d'instaurer des mécanismes souples de coordination des ressources existantes et d'impliquer les citoyens, les associations professionnelles — même celles des retraités — les partis politiques, les syndicats, les ONG, toutes les organisations qui voudraient s'impliquer. Il y a au Québec, par exemple, un bassin très riche et diversifié d'expertises dans tous les domaines qu'il s'agit de mettre à contribution.

Je suis persuadé que la mise sur pied d'unités d'interventions, pour le transfert de connaissances, est la façon la plus efficace d'utiliser une des richesses de notre patrimoine pour renforcer la société civile où c'est nécessaire et, par voie de conséquence, le processus démocratique d'un pays en évolution. Ces groupes civils d'aide auront comme conséquence de soutenir et de renforcer les institutions démocratiques et cela aura également comme conséquence de construire et de consolider la paix à long terme. — Vous vous souvenez peut-être de la définition de la paix qu'en donnait St-Thomas ? C'est, si je me rappelle bien, la tranquillité dans l'ordre.

Quand je parle de transmettre le « Know How », le Savoir, je crois qu'on ne réalise pas jusqu'à quel point ce que l'on sait peut être précieux pour un autre. Juste un petit exemple : lors de mon expérience en Haïti, à la veille des élections, il y a un membre de conseil électoral qui me reçoit pour me remettre les laissez-passer et le reste et qui me dit : « Bon, ces dernières semaines nous avons fait ça, nous avons fait ça ». Il m'énumère une série de réalisations administratives pour la réussite des élections qui, pour moi, allaient de soi. Il termine en disant « C'est toutes des choses que vous nous avez dites ». Et là, je me suis demandé à quel moment je lui avais dit toutes ces choses, pour réaliser que c'est tout simplement, principalement, au cours de conversations pour parler de ce que je connaissais dont ils ont profité.

Ces transmissions des connaissances dans tous les domaines des activités humaines peuvent se faire, par exemple, dans le domaine de l'agriculture, de la foresterie, des mines, de l'éducation. C'est différent de ce qui se fait dans le domaine de la recherche et du perfectionnement à l'Université, de la santé, de l'administration privée et publique, de l'administration de la justice, de la sécurité publique, l'architecture, le système électoral, l'administration, par exemple de l'Assemblée nationale. Mais tout cela, à mon avis, ça doit se faire au niveau des pâquerettes, c'est-à-dire au niveau les plus simples et les plus élémentaires qui soit. Il s'agit, en somme, d'apprendre à pêcher plutôt que de donner à manger. J'aurais même ici l'audace de dire [...] même un exemple de la réalisation de ça parce que je vais en donner d'autres, pourrait [...] une partie, quelques mois, six mois ou un an d'une année sabbatique qui pourrait se réaliser dans le cadre de ce projet.

Cette idée d'un service civil international découle de mes expériences dans le domaine international, dans le domaine électoral international. Un des aspects de la culture québécoise qui a pris deux cents ans à se peaufiner, c'est la qualité de notre démocratie à laquelle est infiniment liée la qualité de notre système électoral. J'ai souvent qualifié notre système électoral d'un système de haut de gamme et exportable. Cependant, tout héritage culturel qui peut être transmis à d'autres populations doit avant tout être respectueux des autres, de leur culture et de leur avancement sur le long et difficile chemin de la démocratie. À partir de l'exemple que je vais vous donner, il y a possibilité d'établir des paramètres pour toutes les autres communications de connaissances dans quelque domaine que ce soit.

Ce qui est nouveau dans la façon de faire actuellement dans le domaine international, dans le domaine électoral international. Sur le terrain, ça se fait vraiment selon l'expression que j'ai employé tout à l'heure, au niveau des pâquerettes. C'est le suivi d'un processus qui comprend essentiellement cinq étapes :

1. En premier lieu, une action en amont, c'est-à-dire une mission exploratoire qui a pour but d'analyser l'état de la situation, la constitution, la loi électorale, l'administration électorale, enfin tous les moyens qui existent pour la réalisation d'une élection libre et démocratique.
2. Deuxième étape, suite à ces informations recueillies dans le pays même, une mission ou un travail de préparation se met en marche. On se demande ce qu'on est susceptible d'apporter en complément à ce qui existe dans un pays donné tout en respectant l'autre, on n'exporte pas de système tout fait.
3. Troisièmement, l'action sur le terrain. Une mission d'assistance et d'aide technique et professionnelle, par exemple, l'établissement

- d'une liste électorale, la formation du personnel électoral, le matériel requis pour la tenue d'une élection ou d'un référendum.
4. Quatrièmement, une mission d'observation lors de la tenue d'un scrutin. A-t-on mis en application l'enseignement donné, qu'est-ce qui a été un succès, qu'est-ce qui a raté ?
 5. Et finalement, en aval, une mission d'évaluation pour voir de quelle façon on pourra améliorer le prochain et tout ça, par une équipe de 4 à 5 personnes, peut se réaliser à relativement peu de frais.

Comment réaliser cet objectif d'un service civil international ? En premier lieu par le « prêt » pendant de courtes périodes de temps de personnes ayant déjà un emploi. Je viens de vous citer l'exemple du personnel du directeur général des élections, qui pendant qu'ils accomplissaient ces missions n'avait pas de rémunération supplémentaire; tout ce qu'on défrayait était le frais de dépenses, leurs frais de séjour et de voyage, ce qui est relativement peu. C'est vrai également, par exemple, pour un greffier d'une cour municipale, d'une cour de justice, un technicien en eau, un agronome, un technicien en foresterie ou un architecte et toujours, j'insiste là-dessus, ça se fait non pas de très haut niveau, par exemple de niveau universitaire, mais au niveau très concret des besoins immédiats. Il faut se rappeler, à titre d'exemple, des millions de dollars qui ont été dépensés par les Nations-Unies pour essayer de remettre sur pied la démocratie au Cambodge. On voit ce qui se passe présentement, il y a lieu de se demander si tout cet argent a été dépensé à bon escient. C'est vrai également, ces exemples, pour un technicien en génie qui serait à l'emploi d'une firme ou d'une entreprise, un stagiaire en droit, un architecte à la recherche d'un emploi, une infirmière, ajoutez tous les autres exemples que vous voudrez.

Où prendre l'argent pour réaliser ce projet ? D'abord à même les budgets des ministères et organismes puisqu'il n'y aura pas de rémunération, de frais supplémentaires. D'autre part ça peut être pris à même les bénéfices des entreprises. Dans le premier et le deuxième cas, je vais revenir là-dessus dans une minute. Nous sommes dans l'obligation de le faire, nous n'avons pas le choix. À même les budgets de l'État, par exemple, ce que j'avais proposé au comité mixte du Sénat et de la Chambre, on devrait augmenter le budget de l'ACDI en diminuant celui de la Défense, imaginez seulement le coût d'un avion ou d'un hélicoptère et ce qu'on pourrait réaliser. Et aussi à même des contributions plus petites des fondations. Je dis qu'il faut bien réaliser qu'en cette matière, à mon avis, nous n'avons pas le choix. C'est une obligation qui nous incombe. En effet, je suis convaincu que la survie de toute civilisation et la préservation de tout patrimoine sont voués à l'échec si on ne réussit pas à concevoir, de façon simple, de transmettre nos connaissances pour l'avancement des peuples qui constituent toutes les nations du monde et, se rappeler qu'il sera beaucoup demandé à ceux à qui on a beaucoup donné. Et si j'avais

assez d'audace, ce matin, je vous dirais il faudrait que ce service international du Savoir [...] devrait être obligatoire, il s'agit d'en trouver la forme. En fait on n'a pas le choix parce que, qu'est-ce qu'on veut dans les pays du Nord ? Est-ce qu'on veut plus [...] apatride, plus de réfugiés, plus de déplacements de population, est-ce qu'on veut finalement que le Sud se révolte contre le Nord ?, « de quoi demain sera-t-il fait » disait le poète, « l'homme aujourd'hui sème la cause ».

Je conclus, nous avons les unités militaires pour le maintien de la paix, il nous faut un service civil de la construction de la paix à long terme. La tranquillité dans l'ordre, ça se bâtit. Je crois que les ressources sont abondantes, que les jeunes et les moins jeunes sont prêts à partager leurs connaissances dans le respect de l'autre, non pas dans une perspective d'une globalisation des cultures mais dans celui de la présentation des héritages respectifs des ancêtres. Les citoyens du monde ne se contenteront plus de la pensée unique qui réduit tout à un simple consommateur.

« *Humanus Sum et nil humani a me alieneum pato* », « Je suis humain et rien de ce qui est humain ne m'est étranger ». Les défis d'aujourd'hui sont des impératifs de partage et de solidarité à l'échelle de la planète.

Si j'avais disposé d'un peu plus de temps... je conclus définitivement là-dessus, je vous aurais lu quelques passages d'un livre. J'ai fait un voyage, ces semaines dernières, en Europe et je me suis procuré à Prague, de M. Havel, le Président de la République tchèque, le titre est assez inquiétant, intéressant : *Distrubing the Peace*. Et les quelques paragraphes que j'aurais aimé vous citer pourraient apparaître en annexe de la *Déclaration des Droits de la personne*. Je vous remercie de votre attention.

Discussion

...le travail de coopération entre universités sont intéressants pour moi. Je retiens aussi, c'est important, ces propositions pour réaliser ce type de projets parce que ce n'est pas seulement, [...] il ne faut pas simplement rêver mais il faut essayer de voir comment concrètement on peut mettre en œuvre ce type d'idées et son passage sur le financement et possibilités de financement me paraissent extrêmement intéressant et enfin, je crois que la conclusion qu'il a dressée, le défi auquel nous sommes voués, ont été à la source de toute la réflexion qui a amené l'UNESCO et en particulier M. Mayor, à lancer, vous le savez, un grand programme qui s'appelle « La culture de la paix » parce qu'effectivement si aujourd'hui, à tous les niveaux de la société — vous l'avez très bien démontré — on ne se préoccupe pas de ce problème qui est à la base de toutes nos relations dans le monde actuel, et bien nous risquons effectivement [...].

Je vous remercie donc très chaleureusement de cette intervention. Je crois qu'elle ouvre, de façon très pertinente, les perspectives de coopération au sein de ce travail — qui est celui du patrimoine culturel — et, vous avez bien dit [...] et, cette proposition que vous avez soumise rejoint également une préoccupation du Conseil international des monuments historiques de Licorne, [...] sur les fameux boucliers [...]. Vous avez dû certainement entendre parler de cette réflexion qui a été menée maintenant, depuis 4 ou 5 ans, par ces organismes pour essayer, à côté des Casques bleus, de faire en sorte qu'il y ait — ils leur ont donné le nom de « Bleu Shields », de « Boucliers bleus », de faire en sorte que notre patrimoine, là où il y a des conflits, ne soit pas en danger, ne soit pas détruit.

Encore une fois merci, je pense que nous allons passer, comme on l'a fait les autres jours, aux autres présentations afin de nous laisser une place pour les discussions et les questions que la salle souhaiterait poser.

Je passe donc la parole à M. Hector Vasquez. M. Vasquez est docteur en sociologie, il est doyen de la Faculté des sciences.

Conférence :

M. Pierre VAN DER DONCKT, secrétaire général de l'Organisation Universitaire Interaméricaine (OUI)

Le Collège des Amériques

« *Humanitas Sum et nil humani ab illis alienum* » - Les faits d'aujourd'hui sont rien de ce qui est humain ne m'est étranger - Les faits d'aujourd'hui sont des impératifs de partage et de solidarité à l'échelle de la planète.

Si j'avais disposé d'un peu plus de temps... je dirais définitivement à propos, je vous aurais lu quelques passages d'un livre. J'ai fait un voyage, ces semaines dernières, en Europe et je me suis procuré à Prague, de M. Havel, le Président de la République tchèque, le titre qui vous intéresse, intéressant : *Distributing the Peace*. Et les quelques paragraphes que j'aurais aimé vous citer pourraient apparaître en annexe de la *Déclaration des Droits de la personne*. Je vous remercie de votre attention.

Discussion

...le travail de coopération entre universités sera intéressant pour moi. Je pense aussi, c'est important, ces propositions pour réaliser ce type de projets parce que ce n'est pas simple. (...) Il ne faut pas simplement rêver mais il faut essayer de voir comment concrètement on peut mettre en œuvre ce type d'idées et ton passage sur le financement et possibilité de financement me paraissent extrêmement intéressants et utiles. Je crois que la conclusion qu'il a tirée, le fait même vous a dit, vous a dit, est à la source de toute la réflexion qui a amené l'UNESCO et en particulier M. Mayor, à lancer, vous le savez, un grand programme qui s'appelle « La culture de la paix » parce qu'effectivement le monde a été à un niveau de la société - vous l'avez dit tout à l'heure - ce qui se préoccupe pas de ce problème qui est à la fois de culture, de religion, de monde actuel, et fait nous rassembler.

Conférence :

Monsieur Cyril SIMARD, Président
Fondation internationale des économusées du Québec

Résumé :

Cyril Simard, Ph.D., architecte et ethnologue a développé le concept de l'économuséologie où se combinent *économie* et *culture*.

Un économusée se définit comme une petite entreprise artisanale ouverte au public et qui gagne sa vie en expliquant ses produits à l'aide de supports muséographiques. Un réseau de 25 institutions est déjà en place.

En plein cœur de son développement, monsieur Simard relève trois défis de culture et de solidarité qui se posent à toute communauté en ce monde de supertechnologie. Ces trois défis identifiés sont :

- Comment rapprocher les œuvres, les savoirs et les savoir-faire des populations;
- Comment renouer avec une approche plus empirique en éducation;
- Comment chercher de nouveaux modèles de développement durables qui interpellent la vie et la rendent plus humaine.

Cette journée est consacrée à la jeunesse. Nous devons, pour appuyer les objectifs du colloque, nous mobiliser et nous responsabiliser en instaurant entre spécialistes, enseignants et étudiants, une coopération à tous les niveaux.

La tâche est noble et périlleuse à la fois. Comme il suffit d'une seule pierre lancée à la mer pour élever tout le niveau de l'eau, si peu que ce soit, je lancerai **la mienne**, peinte aux couleurs de l'**économuséologie**, un concept tout jeune encore, un mot neuf qui tente de conjuguer le passé au présent, en mettant en valeur les savoir-faire de nos populations et en créant, selon l'expression consacrée maintenant au Québec, « un patrimoine qui gagne sa vie ».

Au-delà des pierres il y a la main de l'homme et son génie créateur. On demandait un jour à deux briqueteurs de métier ce qu'ils étaient en train de faire. L'un répondit : « Je monte un mur et je suis fatigué ». L'autre dit : « Je construis une cathédrale et j'ai bien hâte de la voir toute construite. On fêtera ».

Ces deux personnes n'avaient pas la même idée de leur métier. Mais elles avaient quelque chose en commun : elles avaient un « job », ce que nous devons souhaiter à chacun d'entre vous, un jour. Comme l'a écrit Albert Camus : « Sans travail toute vie pourrit. Mais sous un travail sans âme, la vie étouffe et meurt ».

Vous aurez vous-mêmes à choisir entre le mur et la cathédrale. Vous aurez aussi à côtoyer des gens de métier qui n'ont pas fait d'études universitaires comme vous, mais qui pratiquent un métier qu'ils aiment et qui gagnent leur vie avec leurs mains, leur cœur et leur esprit.

Vous savez quelle considération et quel traitement certaines des cultures dites savantes ont donnés à ces porteurs de culture et de patrimoine. Je n'ai pas besoin de vous exhorter, vous la jeune génération qui, au delà des pierres, avez compris le sens et la valeur de l'identité du geste et de la parole.

En ce monde d'**hypertechnologie** qui, à la fois, nous menace et nous stimule, j'identifie **trois défis** de culture et de solidarité qui se posent à nous tous :

- Comment rapprocher les œuvres et les savoir-faire des populations;
- Comment renouer avec une approche plus empirique dans l'éducation;
- Comment chercher de nouveaux modèles de développement qui interpellent la vie sans l'embaumer.

Premier défi : Savoir rapprocher les œuvres et les savoir-faire des populations afin d'aider celles-ci à reprendre contact avec le patrimoine et l'origine des objets de son quotidien. Connaître l'origine des choses permet de comprendre et de se souvenir. Le retour aux traditions des métiers permet une meilleure compréhension des produits et des processus de leur fabrication, de leur impact, de leurs limites, donc une approche plus responsable en matière de consommation et de gestion des ressources.

Si nous voulons bâtir une économie et une société davantage basées sur un développement durable, il ne faut pas seulement des fondements idéologiques et moraux basés sur un partage plus équitable avec les générations futures, mais il faut aussi partager les connaissances qui nourrissent et justifient les règles que telle ou telle société doit s'imposer. Surtout dans une société démocratique, on a besoin d'une large plateforme de connaissances vulgarisées qui assure la légitimité des contraintes, des lois et des règles imposées par cette société.

Nos métiers traditionnels peuvent être (ou devenir) des outils pédagogiques importants dans la compréhension de ces processus. Il faut chercher les moyens de rapprocher les artisans et leurs œuvres de la

population : il y a peut-être de belles réponses dans la nouvelle muséologie qui a tenté de décaper les musées « in vitro ».

Deuxième défi : savoir renouer avec une approche plus empirique dans le domaine de l'éducation et de la formation.

La principale caractéristique du métier traditionnel est l'intégration verticale et horizontale des savoirs et des savoir-faire. En général, un authentique artisan contrôle l'ensemble de tout le processus de fabrication de son objet du matériau au produit fini.

Son atelier devient alors un lieu d'apprentissage de l'intégration, de la vue d'ensemble et des actions qui relient les parties entre elles, pour lui-même et ses apprentis.

Ce moyen pédagogique de la vue d'ensemble, si typique des métiers traditionnels, est probablement la caractéristique qui mérite le plus de considération, parce qu'elle est un apprentissage par l'intégration directe dans la situation quotidienne de l'exercice du métier. C'est un apprentissage par la pratique, par la vie.

Ce type de travail par apprentissage devient donc une source de motivation, parce que, avec son maître, l'apprenti est motivé par son propre besoin de savoir, à son rythme propre, il se mobilise entièrement par l'attention immédiate réclamée par le travail qui demande d'être fait, et par le besoin de survivre économiquement dans un milieu exigeant.

Une approche autour de la découverte des possibilités de chacun est peut-être, pour vous, une voie naturelle à explorer, dans ce monde où le décrochage fait ses ravages, parce que le lien est trop souvent inexistant entre les connaissances que l'on accumule et leur utilité future.

Les métiers traditionnels et leurs processus, ou méthodes, nous indiquent peut-être quelques avenues de rapprochement.

Le troisième défi est de trouver des modèles nouveaux qui conservent le patrimoine vivant en le rendant accessible, actif et rentable. Des modèles qui puissent être repris et développés partout dans le monde, sans tomber dans le mimétisme.

Il ne faut pas conserver seulement pour conserver, mais développer en conservant le meilleur de la tradition, en s'adaptant aux conditions particulières des régions et des populations.

Actualiser les modes de production ancestraux, se les réapproprier dans certains cas, gérer de petites entreprises de production diversifiées,

développer des marchés et en garder le contrôle, sont les moyens indispensables pour assurer la transmission du passé tout en assurant une croissance économique durable. Mais cela n'est pas facile et n'est pas tellement à la mode.

Pourtant, l'avenir n'appartiendra pas seulement aux grandes entreprises multimédias, il y aura toujours de la place pour la main de l'homme. Dans le domaine de l'informatique, rappelez-vous cet exemple : pour une version « haut de gamme » de l'un des Powerbook Apple Computers, on utilise, sur les surfaces entourant le clavier, un cuir qui est soigneusement sélectionné par des artisans, simplement parce que les normes de qualité sont difficiles à établir objectivement. Comme le disait Saint Thomas d'Aquin : « Rien n'est dans l'esprit qui ne vient pas par les sens » (*Nihil est in intellectu, quod non fuerit in sensu*).

Vous retrouverez donc dans le concept de l'économuséologie une tentative de réponse à ces questions. C'est tellement difficile de tout faire à la fois qu'il a bien fallu se résigner à adapter le principe universel que l'action corrige l'action, pour moi-même et tous les économusées qui ont vu le jour.

Un économusée, dans son appellation populaire est donc « **une petite entreprise artisanale, ouverte au public et qui gagne sa vie à vendre ses produits en les expliquant** ».

C'est simple et compliqué à la fois, mais c'est surtout vivant parce qu'on fait appel à l'ingéniosité, au talent de **faire plus avec moins** et au désir de perpétuer et de transmettre des savoir-faire qu'on aime et qu'on pratique en produisant des objets utiles.

Nous avons commencé simplement, il y a onze ans déjà, par des projets pilotes qui ont obtenu beaucoup de reconnaissance et apporté de nombreux éclairages nouveaux à nos démarches, souvent empiriques mais toujours raisonnables. Aujourd'hui il y a un réseau de 25 entreprises réparties sur le territoire du Québec. Demain six autres seront implantées dans les provinces de l'Atlantique.

Pour être court, voici en résumé les objectifs de la **Fondation internationale des économusées** qui a vu le jour en 1992 lors du Congrès de l'ICOM tenu à Québec :

- L'autofinancement des petites entreprises artisanales selon six constituantes ou fonctions : c'est l'infrastructure du projet;
- La conservation du meilleur de la tradition en y introduisant la notion de créativité;

- Le développement du tourisme scientifique et culturel pour favoriser l'accessibilité des connaissances et la formation de tous les publics, particulièrement du public consommateur.

Pour réaliser la transformation d'un atelier d'artisan en économusée, voici maintenant le cadre conceptuel ou **les six constituantes de base**. En regardant nos dépliants on y voit les espaces suivants :

- l'espace d'accueil;
- les ateliers de production;
- une aire d'interprétation des productions anciennes (les collections traditionnelles);
- l'aire de création actuelle;
- le centre d'information et de documentation;
- la boutique ou galerie commerciale.

Je prendrai un exemple pour vous décrire succinctement ce qui se passe pour chaque fonction.

1. Dans l'**économusée du papier**, l'**espace d'accueil** est consacré au poète Félix-Antoine Savard, fondateur du premier atelier de papier fait main au pays. Dans cet espace d'accueil, on prend contact avec un savoir-faire traditionnel datant du XVII^e siècle en y associant un personnage local célèbre.

Pourquoi Félix-Antoine Savard ? Pour promouvoir la fierté, l'esprit d'appartenance au milieu d'une toute petite communauté de Charlevoix.

2. Dans l'**économusée de la forge**, les ateliers de forge traditionnelle **sont ouverts au public**; les artisans peuvent échanger avec le public lors de démonstrations spéciales ou pendant le travail quotidien de production d'objets utilitaires ou décoratifs.

Pourquoi ? Pour faire comprendre les différents types de production, montrer la beauté du geste, expliquer la différence entre de la tôle ondulée et du fer forgé à l'enclume. Quand quelqu'un ensuite paie pour une pièce unique un fort prix, il sait que ce n'est pas de la camelote.

3. Dans l'**économusée des légendes**, un immense tableau en relief **illustre** les légendes du Québec. Ce n'est pas seulement un objet de collection traditionnel, c'est aussi le prétexte pour une présentation vivante et colorée de six de nos plus belles légendes québécoises. Une collection des œuvres d'Alphonse Paré complète ce volet, dans une

tradition sculpturale régionale de quatre siècles, sur la Côte de Beaupré.

Pourquoi ? Pour enseigner à tous que les légendes peuvent inspirer des sculpteurs d'autrefois comme les poètes d'aujourd'hui peuvent stimuler les créateurs d'aujourd'hui (multimédias compris).

4. Dans l'économusée du bronze, l'expression actuelle est présentée par une collection d'œuvres contemporaines de nos plus grands sculpteurs qui devaient autrefois faire couler leur bronze à l'étranger.

Pourquoi ? Pour exprimer la créativité d'aujourd'hui à travers des matériaux nobles et faire une diffusion du produit contemporain.

5. Dans l'économusée de la prune, le centre de documentation est devenu un centre interactif pour la promotion et la diffusion des connaissances scientifiques et techniques, ce qui permet à l'économusée non seulement de produire des aliments, mais surtout de s'impliquer dans le champ de l'horticulture et de la recherche agricole.

Pourquoi ? Pour valoriser l'histoire locale, favoriser la conservation de leurs archives, rapports, études et tous les outils nécessaires pour la transmission des connaissances dans ce domaine. Dans d'autres économusées on conserve les prototypes des artisans, les maquettes, les souvenirs des ancêtres et combien d'autres souvenirs.

6. Dans l'économusée du miel, comme dans tous les économusées, une boutique commerciale est ouverte pour la vente des produits réalisés sur place ou provenant d'autres membres du réseau (par maillage).

Pourquoi ? Pour rentabiliser et promouvoir l'idée d'un patrimoine qui gagne sa vie.

Et c'est ainsi que se développe, s'ajuste, se crée et se multiplie ce florilège de petites entreprises vouées à la promotion de nos savoirs traditionnels.

Les études récentes nous indiquent, entre autres choses,

- que les économusées sont objets de fierté pour les communautés auxquelles ils appartiennent. Deux ou trois demandes d'adhésion nous parviennent chaque semaine; c'est dire la richesse de la racine;
- que les 25 économusées ont attiré plus de 500 000 visiteurs cette année cela en ne demandant **aucun** subside gouvernemental pour leur fonctionnement. Nous aidons au démarrage seulement par de petites

subventions et de prêts, ainsi que par une aide professionnelle et technique;

- que cette nouvelle approche favorise la création d'emplois et l'augmentation sensible des nuitées touristiques en région, ce qui confirme l'hospitalité des Québécois qui aiment la belle visite comme vous.

Enfin, nous pensons que la meilleure façon de conserver les traditions est **d'en créer de nouvelles**, en faisant place à la créativité de la jeunesse, pour la beauté et la bonté du monde en devenir que vous représentez ici. À vous de relever les défis qui nous confrontent et nous ennoblissent !

Communication écrite :

M. David DUPONT²⁶ :

Emplois et patrimoine en Europe

Étude pilote sur la création d'emplois à travers la restauration du patrimoine culturel en Europe.

Afin d'évaluer les secteurs à fort potentialité d'emploi, la Communauté européenne DGV, mène et finance plusieurs activités d'analyse et d'échange d'expérience centrées sur la relation emploi culture. C'est dans ce cadre que l'UEAPME mène une recherche action sur l'emploi et la restauration du patrimoine culturel européen.

Le But de cette recherche-action est d'évaluer les potentialités d'emplois générés par la conservation restauration et la réaffectation du patrimoine culturel en Europe. Les quatre pays sont l'Allemagne — Fédération nationale de l'Artisanat allemand, l'Autriche — la chambre économique autrichienne, l'Italie — l'organisation centrale de l'artisanat italien, l'Espagne — l'organisation des jeunes entrepreneurs.

Le principe méthodologique retenu s'appuie sur une approche analytique de l'activité de l'artisan. Des études de cas seront menées dans chaque pays à partir de critères d'analyse communs. Une interprétation qualitative des données recueillies permettra d'estimer les potentialités d'emplois. Une liste de recommandations sera établie. La Commission s'est engagée à faire reconnaître les résultats de la recherche-action au niveau européen. Les acteurs feront diffuser cette information au niveau local. Les résultats de cette recherche-action seront utilisés pour la rédaction du livre Vert « Culture Emploi » DGV/DGX.

Les problématiques retenues pour l'étude sont les suivantes :

- Quel type de métier artisanal pour quelle forme de restauration ?
- A quel moment l'artisan intervient-il dans le processus de conservation-restauration et de réaffectation du patrimoine ?

²⁶ UEAPME, Union Européenne de l'Artisanat et des petites et moyennes entreprises/
M. David Dupont, coordonnateur, E-mail : dupont@easynet.fr

- Comment encourager l'emploi artisanal ?
- Quelle est l'influence sur l'emploi des contraintes juridiques, fiscales, statutaires et d'apprentissages ?

Par convention, notre étude portera sur le patrimoine bâti d'avant 1945. Nous retiendrons comme critères communs d'analyse : le type de patrimoine, son affectation et le financement de sa restauration. Les types de monuments retenus : monuments sacrés, châteaux, manoirs, patrimoines industriels, centre historique urbain, édifices civils urbain, édifices ruraux.

Conférence :**M. Eduardo BEKINSCHTEIN****Résumé :**

Tengo el agrado de dirigirme a Ud., a fin de comunicarle que el Proyecto presentado por la Facultad de Arquitectura, Diseño y Urbanismo de la Universidad de Buenos Aires Argentina, propone el inventario, la catalogación y la protección de las obras de la Arquitectura Moderna en Buenos Aires.

El proyecto e propone :

- Contribuir al conocimiento de los valores arquitectónicos y urbanos de las obras de esa época y promover los mecanismos jurídicos e institucionales para su valorización y preservación.
- Generar la conciencia cultural de su importancia en medios académicos y gubernamentales para promover acciones concretas de salvaguarda del patrimonio.
- Realizar una publicación de alto nivel gráfico y una exposición temática itinerante para difundir en el gran público el valor de lo existente y contribuir a la toma de conciencia de su valor patrimonial.
- Sin otro particular, saluda a Uds. muy atentamente.

1) General regards

Buenos Aires is an urban conglomerate with 12 million citizens, the capital city of the Republic of Argentina, a country whose total population is superior to 32 millions inhabitants.

Therefore, this city concentrates a third part of the country's total population as well as a major proportion of the economic, administrative and cultural activities.

The city lay the foundation in 1560 upon a base of a regular grid weaving as most cities that developed as a link in a chain that patterned the Spanish colonization on the American territory. Some authors emphasize the idea of a « door » to this implantation, meaning the entrance and the exit for commercial exchanges that will unfold, as we shall see, into other aspects.

The alluvial character, a result of different immigrant streams that converged to Buenos Aires since its foundation to present days, can be

devised in the architecture by an overlook of the cities streets and neighborhoods.

Between 1970 and 1980 a broad increase in structure building has been generated. The real estate speculations are unchained and the lack of social conscience about the necessity of preserving the urban inheritance gave rise to the demolition of many buildings that modified substantially the city's countenance and destroyed many valuable archetypes.

In the early '80s, and as a reaction to this situation, the conscience of the need of protecting the constructed patrimony strongly increased in different cultural associations.

Many studies and activities have been, and still are being accomplished, as much by the University as by the national and municipality governments, in order to preserve and to protect the monuments and the historical sites, including some urban sections that are actually being considerate and classified in order to estimate their protection values.

We might say that the preservation activities were applied for the protection of [...] and historical sites previous to 1900 and to some very [...].

It is to be entitled that there are no protecting activities considered for the architecture of the Modern Movement in Buenos Aires, which is the central subject of this proposal.

2) The historic and politic references

This architecture, whose mayor disclosure has been achieved between the years 1930 and 1960, was developed in a very specific period of Argentina's history.

It begins almost simultaneously with the military coup d'état in September 1930 which unchained a period known as the « Infamous Decade ». Its principal idiosyncrasies were the disruption of the democratic system, a series of military governments and the dominion of conservative ideologies.

An augmentation of investments connected with real estate was produced as well as a remarkable increase of the immigration streams, especially from the neighboring countries and from the interior of Argentina.

New avenues were accessible, the most important ducts were extended and Buenos Aires abandoned its village characteristics and transformed into a metropolis. It was a contradictory period, hard to understand were

an economic crisis suffered by a large fraction of society and political restrictions lived along with intense cultural activities.

Publishing houses were opened, books were exported — even to Spain engaged in a Civil War — the cinema industry began to flourish and radio programs were produced.

The metropolis Buenos Aires was a cultural Mecca.

Was this cultural movement a textual representation of what happened in Europe ? Has the production fed itself, in each case, from the convenience, and adaptation to a local reality that even produced new models ? This discussion remains among us.

The debate about the relation « center-periphery » endures and to expand the knowledge about this issue could be one of the fields opened for an analysis in the suggested co-operation project.

3) The Modern Architecture in Buenos Aires

In 1930 the modern architecture arrives to Buenos Aires, although a formal and conceptual device was already present in architect's Virasolo works, and spreads in a few years to all kind of buildings — especially departments and offices — leaving in the city its trademark : simple bulk, white and smooth walls and fine metallic carpentry.

An infinity of buildings arise in different cities linked not only by a search for a common style — the expression of modernity — but also because they represented a new ideal of life, culture and social relationship. It is not only the use of continuous strip windows or the classic curved corners but also a wish to build a homogeneous and coherent city capable to blend various social functions and representative of the creative impulse of a generation.

In our cities, this architecture encourages enterprises respectful for their aptitude to insert themselves in an already existing city conceiving new contributions and sustaining a high quality level. A new architectonic language is formed being at the same time, an urban language. This capacity, today very discernible, of what architect Ernesto Katzenstein, a very perspicuous critic of Argentina's architecture, calls « A cultural neutrality » makes us valorize those architectonic expressions that regarded the spirit of the city in order to manifest themselves.

There are many examples that emulate the modern tendency in Buenos Aires. The most prevailing are the huge buildings constructed by the State : hospitals, administrative agencies and theaters, we can also

enumerate big movie auditoriums and individual homes. However, it is clear that the prevailing values are composed by the continuity of certain blocks that, with the aspect of a persisting curtain, create a specific property of Buenos Aires.

To assert that Latin America's cities built in the XX century are modern implies that the mayor parts of its tissues are peculiar of the modern spirit. We detect in those tissues the architectonic expressions and the urban standings that have determined their configurations. It is current the lack of valorization of those tissues and of the constructions that belong to this century, that is why they are confined to destruction much more than the early centuries expressions.

This vision allows us to recognize the patrimonial values of large parts of the city. And, therefore, permits us to work with it as an inheritance, without a comprehension of a city as a collection of museum articles but as a whole of significant pieces each one with its own personality, value and significance : the neighborhoods.

A wise amount of time has passed since the arrival of the modern architecture to our shores. Beside the manifestation of its values and its lasting, we are now allowed to measure its impact. The history of Argentinean architecture does not have complete annals of some epochs and therefore ignores their complexities, contradictions or continuities. That is the reason why it is very important to compose a perspective of the architecture that Modernity has left in Buenos Aires by a documented study of the buildings.

Inside the so-called modern architecture in our country, we can distinguish two main streams :

1. The Orthodox Group that emulated exactly the rules of the European modern movement that they discerned from trips to Europe and the Modern Beauformen magazine. They constructed exact reproductions of another's display. According to some authors, that is the principal value of their work.
2. The Eclectics for whom the modern movement was nothing but « another style », « For most active architects during the '30s, this « modernism » was just another style. The things could have been done in Luis XV style, in Californian style, in classic style, in Tudor style, in Basque style and, why not, in « modern » style too » (Federico Ortiz).

As an example, the authors of the Cavanagh building, one of the most distinctive archetypes of Argentina's modern architecture, constructed, at the same time, petit hotels in a Luis XV style and picturesque chalets.

Those that entered the new architecture by the eclectic shortcut reveal, with their work, the intention to solve practical problems by means of a language, a constructive rationalization and optimization of the comfort that they estimated absolutely appropriate to their time. They aimed to convert the houses in arranged, better-illuminated and sunnier rooms organized by their functionality and constructed by rational and economic solutions.

In many cases, and without really wanting it, the architects that used the « modern style » possessed some real spirit of their inspirers.

4) The objectives of the project

- a) To advance in the knowledge of the architectonic and urban values of the epoch's models and to promote the creation of legal and institutional devices for their valorization and preservation.
- b) To generate a cultural conscience of its importance in academic and governmental agencies in order to promote concrete protection actions for patrimony.

Specific objectives

- A creation of a high leveled graphic publication that shall collect all the investigation material and all the inventory expressed in plans and photographs for their diffusion in cultural mediums (universities, museums, cultural centers), governmental and not governmental institutions responsible of the inheritance preservation programs (UNESCO, the Republic of Argentina Education and Cultural Ministry, the Cultural and Planning Bureau of Government of Buenos Aires City), and to financial institutions that could make a financial assistance for the patrimonial valorization program (World Bank, foundations).
- An arranging of a thematic and touring exhibition in order to spread the existing values in large publics and to help a consciousness conception of the patrimonial values.
- A creation of a video that will serve as a support for the didactic experience in universities and, especially, in high schools.

Methodology

FADU proposes a creation of a combined analyst, teacher and student team whose purpose is to develop a compilation labor as well as a synthesis of the existing information. The team should also make an estimation, inventory, classification and valorization of the works.

With this objective in mind, we suggest an association with other university institutions in order to complete this engagement jointly.

The estimated time limit for this stage is of 6 to 9 months.

The second stage involves the production and edition of the materials for the book and the video movie. The estimated time limit is of three months.

At last, for the organization and realization of the touring exposition, we should require the patronage of the American and European Universities interested in its receipt. Chats and seminars of the mentors involved in the project will append the exposition.

The estimated costs of the project

We are regarding that the first and the second phase would demand a 60,000\$ US inversion. As for the production and the set up of the touring exhibition, it will require, more or less, 30,000\$ US. Therefore, we are dealing with an approximate inversion of 90,000\$ US without considering the viaticum costs and the lodging costs for the curators of the touring exhibition.

Bibliography

The « rational » not orthodox architecture in Buenos Aires 1930-1960. Acquaint of the investigation progression by Architect Maria I. De Larrañaga.

« The discreet charm of our architecture 1930-1969 ». *Summa magazine.* Buenos Aires, March 23rd, 1986, Architect Pancho Liernur.

Buenos Aires. Historic evolution. Fondo editorial. Escala Argentina. Architect Ramón Gutiérrez

Conférence :

M. J.L. LORENTE

Señor Presidente, señoras y señores,

La Sede de *Forum* UNESCO de Valencia acoge en la actualidad a una representación de tres (3) asociaciones de estudiantes para la defensa de Patrimonio: CIMBRA, de la Escuela Superior de Arquitectura de Valencia; ACOPAH, de la Facultad de Geografía e Historia de Valencia; y ACOTAT, de la Escuela de Arquitectura Técnica de Valencia.

A continuación voy a leer un comunicado de los Representantes de nuestras asociaciones :

« Nos sentimos comprometidos a movilizarnos y sensibilizar a los ciudadanos, donde el auténtico amor al arte no consiste sólo en la protección y fomento de las obras y del patrimonio, sino en no aceptar cualquier política que niegue la viabilidad para lograr este disfrute cultural. Nuestra labor consiste en trabajar en la defensa, protección, custodia y difusión de nuestro patrimonio histórico, como también en recuperar nuestra cultura tradicional popular y las técnicas tradicionales de construcción para su aplicación a unas nuevas necesidades junto con las avanzadas tecnologías, con la denuncia de todas aquellas negligencias que se cometen en cntra del patrimonio.

Queremos destacar la importancia de este Seminario Internacional de *Forum* UNESCO Quebec 1997 « Hacia una nueva convergencia » que nos permite la exposición de las necesidades y de los problemas a que nos hemos visto sometidos en nuestras actividades de voluntariado; como también el intercambio de opiniones, de experiencias y de propuestas con otras asociaciones del ámbito universitario; así como plantear las dificultades encontradas en la formación de voluntariado y los vacíos existentes dentro del marco legal.

Nuestros principales objetivos son fomentar y concienciar a la sociedad y, en particular, a los estudiantes. Para alcanzar dichos objetivos hemos organizado una serie de actividades, que enumeramos a continuación :

- Acciones educativas y divulgativas
- Conferencias y mesas redondas, como el ciclo de intervenciones en el barrio antiguo de Valencia, y las tipologías de construcciones tradicionales valencianas.

- Participación activa en seminarios en materia de patrimonio, como el curso de formación de voluntariado sobre patrimonio histórico artístico.
- Edición de boletines informativos.
- Recopilación y creación de fondos bibliográficos.
- Creaciones e interpretaciones artísticas.
- Concurso y Exposición de Fotografía y Dibujo Histórico.
- Talleres de Investigación.
- Estudio de tipologías constructivas locales y comarcales y su entorno.
- Campo de trabajo sobre el Castillo de Buñol en la provincia de Valencia.
- Actuación en los Baños Árabes de Torres-Torres.
- Estudio y análisis de pinturas rupestres del Vall de la Gallinera.
- Actividades y movilizaciones de concienciación, entre las que destacan los viajes realizados para visitar museos, monumentos y poblaciones de reconocido valor patrimonial asesorados por especialistas en el campo de la restauración.

Para concluir, queremos alentar con nuestra labor, no sólo a los ciudadanos de nuestro ámbito más cercano, sino a las asociaciones que velan por el patrimonio a permanecer en contacto y no cesar de luchar y trabajar por el respeto a nuestra herencia cultural. Asimismo, instamos a todos los estudiantes sensibilizados con el tema a tomar la iniciativa y emprender una tarea similar a la nuestra, tarea de la cual esperamos tener noticias a través de la red *Forum UNESCO*. »

Reprise : *La parole est à la jeunesse*

Avec la présentation du marché des projets patrimoniaux (différents intervenants) en présence des Associations étudiantes du Québec

Conférence :

M. Moussa SAAR, de l'AELIÉS

Queremos destacar la importancia de este Seminario Internacional de Forum UNESCO Quebec 1997 «Hacia una nueva convergencia» que nos permite la exposición de las necesidades y de los problemas a quienes han visto reflejados en nuestras actividades de voluntariado, como también el intercambio de opiniones, de experiencias y de propuestas con otras asociaciones del ámbito universitario así como plantear las dificultades encontradas en la formación de voluntarios y el vacio existente dentro del marco legal.

Nuestros principales objetivos son fomentar y concientizar a la sociedad y, en particular, a los estudiantes. Para alcanzar dichos objetivos hemos organizado una serie de actividades que enumeramos a continuación:

- Acciones educativas y divulgativas
- Conferencias y mesas redondas como el ciclo de intervenciones en el barrio antiguo de Valencia, y las tipologías de construcciones tradicionales valencianas.

Conférence :

M. Ahmed Abdul Rahman AL FADLEY, club UNESCO, Koweït

Synthèse :

M. Pierre MAYRAND,
Université de Québec à Montréal (UQAM)

Université et Patrimoine

La fonction qui m'a été confiée par le comité organisateur du II^e Forum UNESCO « Université et patrimoine » étant de rappeler le plus fidèlement possible les grands courants de pensée qui ont traversé quatre journées d'échanges intensifs et de refléter les préoccupations véhiculées par une soixantaine d'intervenants(es), originant de toutes les régions du monde, j'ai choisi, afin de rendre justice à tous, de regrouper les informations utiles autour de six ordres d'idées. J'espère ainsi vous éviter une énumération répétitive qui risquerait d'être incomplète par ailleurs tant il a été dit et tant le temps dont nous disposons pour ce rapport est limité. Complément de la synthèse qui vous sera présentée par ma collègue, Mme Hélène Legendre-De Koninck, et préambule à la Déclaration de Québec qui clôturera le II^e Séminaire international, aussitôt présentés nos rapports, j'ai tenté, en votre nom à tous(tes) qui avez suivi pas à pas les multiples témoignages d'une grande passion pour les patrimoines, qu'ils soient tangibles, intangibles, locaux, universels, de notoriété ou méconnus, enfouis dans l'âme des générations qui les ont produits, transmis, utilisés, sacralisés, entretenus, divulgués, de restituer pleinement la portée de vos paroles qui toutes firent sens en regard de l'ambitieux projet issu de Valence, l'an dernier, ravivé par Québec, cette année, complété par Melbourne, l'an prochain.

Vers une base de données utiles, universelles, productives, efficaces

Les personnes et représentants d'organismes concernés en premier lieu par la création d'une base de données (UPV de Valence, Villes du Patrimoine mondial, Géomatique de l'Université Laval) fondèrent leurs démonstrations sur trois axes de préoccupations, soit :

1. la perfectibilité de l'outil technologique et de la méthodologie d'enregistrement mise en point jusqu'à présent;
2. les problèmes pouvant être liés à la mise en place, à la structuration et à la complémentarité des réseaux mondiaux et régionaux projetés;

3. le problème de l'accessibilité de l'information enregistrée au profit de l'ensemble des secteurs d'intérêt des villes désignées;

Les quelques échanges qui eurent lieu sur cette question portèrent sur la mission précise du *Forum* : Devrait-il déborder sur ses fonctions premières, soit celle de mise en banque des données de communications et de réseautage en appuyant ou en mettant de l'avant des projets qui en découleraient ? Ne serait-il pas à propos d'entreprendre des études d'impact sur les applications des systèmes proposés en regard des entités locales, de même que sur les modalités de fonctionnement lui-même du « Réseau des réseaux », défendu avec force par Valence ? La place des étudiants et des disciplines académiques à l'intérieur de ces processus mécaniques, des questions de droit touchant à la divulgation de certaines données réservées, enfin la grande question des incompatibilités des ressources entre le Nord et le Sud (Bénin), furent également évoquées.

L'ouverture aux communautés et un souci de la méthodologie

Les conservationnistes pour leur part, formateurs, architectes, fonctionnaires d'état ou municipaux, représentants d'organismes internationaux, ICOMOS, IPAC, CIMP, École du Patrimoine, Ankara, Fez, San Juan, Québec, Togo, Morella, Pologne, Norvège, nous firent des descriptions fouillées de projets et de programmes dans lesquels ils furent impliqués, faisant ressortir les aspects originaux des solutions recherchées tant du point de vue technique, que urbanistique, méthodologique et didactique.

La question récurrente qui apparut dans ce groupe d'intervenants fut la place accordée aux populations usagères ou productrices elles-mêmes dans la prise en charge (appropriation) de leurs patrimoines, les considérations d'ordre humain qui devraient dans certains cas avoir préséance sur les impératifs de la conservation. Une telle diversité d'expériences fit souhaiter que l'on établisse rapidement une éthique patrimoniale fondée sur le caractère inter actif et systématique de la dynamique patrimoniale.

La stimulation critique

Quelques intervenants (MIT, Brésil) se démarquèrent de l'ensemble en raison de leur formation extérieure au champ patrimonial, par les problématiques sociales abordées dans une perspective très critique celles-ci servant de référence permanente aux délibérations du Forum. Quittant les approches mieux connues, dominantes, qualifiées à la fois d'élitistes et de marchandes, voire mondialisante, les idéologues nous proposent un renversement des valeurs de même que des approches différenciées rejoignant le politique, l'écologie, questionnant la durabilité.

La découverte de la spontanéité

D'autres encore se seront distingués par leur approche franchement informelle, caractérisée par l'intervention souple, ponctuelle, efficace, humainement valorisante, menée en zones connaissant des difficultés majeures (guerres, désastres). Ces médecins sans frontière du « service civil » du patrimoine, misant sur le bénévolat et l'aide humanitaire, firent ressortir des aspects moins divulgués de l'action patrimoniale, comportant leurs propres problématiques et méthodologies, méritant également d'être prises en considération par les banques informatisées de données, s'adressant tout particulièrement aux solidarités des milieux universitaires, lançant un appel pressant à une prise en considération accrue des gouvernements.

Des musées qui se mobilisent

Les muséologues (ICOM) se situant à l'une des avant-gardes de la communication patrimoniale par le médium de l'exposition misent pour leur part, en raison notamment de leur préoccupation des publics, sur les fonctions sociales du musée, sur leur engagement dans les débats sociétaux. Ils insistent sur les valeurs de changement véhiculées par la muséologie actuelle. Ces propos rejoignent ceux de la plupart des intervenants, plus soucieux du débat sur le fond que sur la forme, qui voient le patrimoine à présent investi d'une mission sociale incontournable, qui réclament par conséquent une éthique afin d'en assurer l'efficacité et la crédibilité.

Des jeunes qui interrogent

Trois journées de présentation magistrales, de questionnements, de commentaires, qui s'animèrent vers la fin dans un souci de clarification et de prises d'action, enrichissant les concepts comme le vocabulaire d'une terminologie suggestive, d'idées prospectives, qui virent apparaître de nouvelles zones sensibles (Inuk, Corée) qui furent aussi, en contrepoint à des technologies trop lourdes, une invitation au retour à l'état originel qui fait la richesse de certaines régions et des démarches qui en résultent (Centre Afrique), nous firent également entrevoir plusieurs facettes (CECI) de la coopération qui nous mettront en présence, en début de la quatrième journée, au terme des échanges, de la gent estudiantine, représentée par ses associations. Pour elles, un grand cri : Oui, nous sommes prêts à la coopération, nous voulons faire notre part, mieux connaître les enjeux nationaux et universels du patrimoine, nous engager dans des recherches pluridisciplinaires au profit des populations, dans le respect de leur environnement culturel, mais comment, alors que nous subvenons avec peine aux nécessités les plus élémentaires de nos études ? Très jeunes la plupart des étudiants(es) présents(es) un peu gênés par le

décorum et cette attention soudaine qui leur était portée. Comment ? Pourquoi ?

Une invitation à continuer, à agir dans le concret

Les exhortations successives de M. Mounir Bouchenaki, de Mme Sonia Ramzi, passionnées, convaincantes, à agir dans le concret, à promouvoir, à rechercher localement les ressources utiles à la réalisation de projets, à ne pas perdre de vue les objectifs fondamentaux de l'Unesco, soit ceux du partage et de la coopération dans tous les champs du savoir, auront eu l'effet de catalyseurs sur toutes les volontés présentes, agissant comme paroles de sagesse et d'encouragement, conférant une note très humaine aux entretiens, rappelant la responsabilité impartie aux universités dans le monde afin que les patrimoines servent à la réconciliation des peuples comme à la révélation de leurs personnalités respectives.

Rappelons en guise de conclusion, cette belle définition du patrimoine qui fut donnée par la ministre de la Culture et des communications du Québec, Mme Louise Beaudoin; celle-ci résume bien l'esprit des propos tenus lors du *Forum* :

« Un actif culturel, social, économique, facteur d'intégration des communautés par le dialogue qu'il suscite ».

Synthèse :

Mme Hélène LEGENDRE-DE KONINCK,
Université Laval à Québec

Le II^e séminaire international sur le thème «*Forum UNESCO — Université et Patrimoine*», qui s'est tenu à l'Université Laval, a réuni, avec les représentants de l'UNESCO et d'universités, ceux d'institutions spécialisées et de la société civile. C'est dans un esprit de grande ouverture que s'est déroulée cette rencontre.

Soulignons d'abord l'esprit d'ouverture qui est celui, bien sûr, de l'UNESCO. Évoquons à ce sujet le vaste inventaire des sites du patrimoine mondial, lequel s'élabore de manière continue. Celui-ci est à l'amont de nos études et interventions.

On est parfois frappé par les écarts qui existent à même cet inventaire. Parmi les sites qui y figurent, il arrive que les disparités soient grandes quant à 1) l'étendue de leur renommée, 2) leur ampleur historique même, 3) leur taille, 4) leur dynamisme ou 5) leur fragilité.

C'est peut-être dans le rapprochement de ces disparités qu'apparaît la richesse la plus fondamentale de cet inventaire. Devant l'oubli, autant que devant les menaces de disparition physique, guerres ou catastrophes naturelles, un prestige égal est accordé à chacun de ces sites. Des sites méconnus figurent auprès des plus célèbres, portés aussi à la connaissance de tous. Bois, pierre ou brique crue, la nature des matériaux ne constitue pas leur plus grande différence. Au-delà de la durée, au-delà des secousses de l'histoire, l'inventaire même concerne déjà la culture et un égal espoir de survie pour toutes ses parties. À long terme, c'est peut-être à cet esprit, si fécond pour l'humanité, que les générations futures seront le plus redevables.

C'est la diversité culturelle qui est ainsi préservée sur une planète qui a besoin de tous ses atouts. Les centres de la culture et ses marges sont ici solidaires.

Le projet *Forum UNESCO* engage la collaboration de l'université, sur une base volontaire, en vue de réalisations spécifiques qui concernent la protection et la sauvegarde du patrimoine. Certes, elle aussi, l'université, est animée d'un esprit d'ouverture. Au fil des siècles, on le sait, celui-ci s'est inscrit dans sa tradition même.

La population universitaire est cosmopolite: étudiants surtout, enseignants, et ceux qui les entourent. Ses objets d'étude le sont de même que ses collections: bibliothèques, archives, musées. Ses approches mêmes le sont: l'interdisciplinarité, les échanges font partie de ses libertés et font aussi partie de ses projets. Enfin, l'université fait reculer les limites du savoir. Plus largement, elle s'adresse à la communauté, à la société.

Le jeune « *Forum* UNESCO — Université et Patrimoine » lui-même s'inscrit au cœur de l'ouverture et des disparités. La création d'un réseau, le *Forum*, en est l'outil, informatique, principal. Plate-forme commune, « réseau des réseaux », il rapproche les intervenants et les réseaux existants, en vue de l'échange, du partage et de résultats accrus: ses projets sont déjà nombreux.

La grande accessibilité qui est attachée à cette structure, on a pu s'en rendre compte, entraîne des considérations et interrogations nombreuses. L'exemple de Fès, présenté lors de ce séminaire, était d'un très grand intérêt, par la richesse des réflexions ou interrogations proposées, en vue d'une action plus efficace et d'une plus grande entraide, notamment sur: 1) l'articulation des niveaux de réseaux (local, national et international), 2) la valeur de l'information — quelle est l'information, par exemple, qui peut être utile à tel ou tel niveau et sous quelle forme? — et 3) les types d'information: *passive*, c'est-à-dire destinée au touriste, à l'amateur, ou *dynamique*, soit celle qui incite à promouvoir un projet, à réagir, à travailler, se rendre sur le terrain.

En toile de fond, apparaissent encore une fois un éventail de disparités qui sont omniprésentes dans le champ du patrimoine: tant au plan de sa définition même, qui est culturelle, et des attitudes (on connaît l'exemple japonais du temple reconstruit à l'identique sur une nouvelle parcelle lorsque son état se détériore) qu'à celui des types de patrimoine et des ressources. Le *Forum* nous apparaît au cœur de ces équilibres. Comment arriver à ne pas accroître, creuser, les écarts puisque les moyens technologiques ne sont pas les mêmes d'un site à l'autre? Comment organiser les moyens d'accès? Comment éviter enfin de créer de nouveaux patrimoines oubliés?

L'importance de la visibilité du *Forum* a été très justement signalée lors du séminaire. Comme on l'a spécifié, la connaissance même de son existence en dépend, à toute petite échelle — celle d'une université — comme à l'échelle internationale. Dans une perspective élargie, l'idée de dynamique du développement économique comme celle de solidarité et de paix sont apparues aussi liées au *Forum* et à sa visibilité essentielle.

Enfin, au cours du séminaire, on a souvent signalé l'importance des communautés locales, celle du patrimoine vernaculaire vis-à-vis des

grands sites, celle aussi de la transmission des savoir-faire artisans. On a aussi discuté du rôle des jeunes sur les sites, et même de leur rôle auprès de parents qu'ils peuvent contribuer à éduquer en matière de préservation du patrimoine. Chaque jour, on a évoqué les jeunes : ceux-là mêmes qui sont porteurs d'une ouverture durable et créatrice pour les temps futurs !

Révisé en janvier 1998

CONCLUSION

CLOTURE

LE RAPPORT DU RAPPORTEUR GÉNÉRAL DU II^e FORUM
UNESCO

Pierre Mayrand

Université et Patrimoine

DÉCLARATION DE QUÉBEC
DU II^e SÉMINAIRE INTERNATIONAL *FORUM* UNESCO :

EN PRÉSENCE DE :

M. Jean-Paul L'ALLIER
maire de Québec et président de l'OVPM

M. François TAVENAS
recteur de l'Université Laval

Mme Ndèye FALL
représentante de l'UNESCO au Canada, Québec

L'honorable Gilbert NORMAND
secrétaire d'état
(Agriculture, Agroalimentaire, Pêches et Océans)

Forts du soutien ferme exprimé à Québec au Canada par les autorités fédérales, provinciales, municipales et universitaires, et suite aux délibérations en atelier, les universités, les responsables nationaux et internationaux du patrimoine, les représentants d'ICOMOS, ICOM, UIA, OUI, OVPM participant au II^e *Forum* UNESCO Université et Patrimoine organisé conjointement par l'UNESCO et l'Université Laval à Québec, décident unanimement de consolider ce réseau international créé à Valencia en 1996. L'objectif principal de ce réseau d'universités dotées de disciplines relatives au patrimoine est de mobiliser au plan national, régional et international les ressources humaines et techniques afin d'agir en **convergence** pour la protection et la mise en valeur du patrimoine au bénéfice des populations.

Les participants au Séminaire confirment leur détermination à mettre en œuvre les principes directeurs du réseau international *Forum* UNESCO Université et Patrimoine par :

- un engagement éthique et bénévole en faveur des patrimoines nationaux ainsi que du patrimoine de l'humanité;

- une efficacité pour le respect des rigueurs et des exigences historiques, scientifiques et techniques liées au patrimoine;
- une solidarité basée sur le partage des connaissances, des savoir-faire et des ressources dans un esprit de soutien mutuel.

En conséquence, les participants du II^e Séminaire international de *ForumUNESCO* :

- invitent les universités intéressées par le patrimoine de différents pays à mobiliser leurs compétences et se joindre à *ForumUNESCO* Université et Patrimoine lors du prochain séminaire international organisé en Australie en 1998;
- demandent au recteur de l'Université Laval de poursuivre la dynamique instaurée lors du séminaire international de Québec par l'implantation d'une Chaire UNESCO consacrée au patrimoine;
- encouragent le président de *ForumUNESCO*, le recteur de l'Universidad Polytechnica de Valencia, à renforcer l'action du siège situé au sein de son université;
- prient le Directeur général de l'UNESCO d'intensifier l'implantation, la coordination et l'impulsion du réseau international *ForumUNESCO* Université et Patrimoine.

Adoptée à Québec ce 9 octobre 1997 en présence de :

Madame Ndeye Fall, représentante de l'UNESCO
au Canada, Québec

L'honorable Gilbert Normand,
secrétaire d'État
Agriculture, Agroalimentaire, Pêches et
Océans,
Gouvernement du Canada

Monsieur Paul-André Boisclair, représentant
du ministère des Relations internationales,
Gouvernement du Québec

Monsieur François Tavenas, recteur
de l'Université Laval

Monsieur Claude Cantin, maire suppléant de
la Ville de Québec

EXCURSION DANS CHARLEVOIX

MESSAGE DU MINISTRE DAVID CLICHE

II^e SÉMINAIRE INTERNATIONAL DE FORUMUNESCO
DU 5 AU 10 OCTOBRE 1997

Tourisme Québec est fier de s'associer à la tenue de ce deuxième séminaire international de ForumUNESCO, qui accueille dans la région de Québec des spécialistes des quatre coins de la planète actifs dans le domaine du patrimoine.

Déjà reconnu par l'UNESCO comme site du patrimoine mondial, siège du Bureau de l'UNESCO au Canada, de l'Organisation des villes du patrimoine mondial et du Conseil international des métiers du patrimoine, Québec témoigne quotidiennement de sa préoccupation à l'égard de la conservation et la mise en valeur des patrimoines.

Votre présence vous amènera également dans la magnifique région de Charlevoix qui a reçu de l'UNESCO le statut de Réserve mondiale de la biosphère. Fait exceptionnel, il s'agit de l'une des premières réserves de la biosphère à être habitée.

La chaleur et l'accueil des Québécoises et des Québécois saura sans nul doute donner le goût du Québec à tous les participants et participantes au Forum qui auront la chance de parcourir ces régions au cours de leur séjour. À bientôt !

Le ministre délégué au Tourisme,

David CLICHE

EXCURSION DANS CHARLEVOIX

MESSAGE FROM MINISTER DAVID CLICHE

FORUM UNESCO — SECOND INTERNATIONAL SEMINAR
OCTOBER 5-10, 1997

Tourisme Québec is proud to be associated with Forum UNESCO's second international seminar, for which heritage specialists from around the world will converge on Québec City.

Already recognized by UNESCO as a World Heritage Site, home to the UNESCO Office in Canada, the Organization of World Heritage Cities, and the International Council of Traditional Building Trades, Québec City bears daily witness to its concern for heritage conservation, enhancement, and promotion.

While you are here, you will also take in the magnificent Charlevoix region, bestowed the title of World Biosphere Reserve by UNESCO, one of the first inhabited reserves in the world.

The legendary hospitality of Quebeckers will undoubtedly leave you wanting more as you tour the regions during your stay. See you soon !

David CLICHE
Minister for Tourism



EXCURSION DANS CHARLEVOIX

MENSAJE DEL MINISTRO DAVID CLICHE

II SEMINARIO INTERNACIONAL DE FORUMUNESCO DEL 5 AL 10 OCTUBRE DE 1997

Tourisme Québec se enorgullece de asociarse a la celebración de este segundo Seminario Internacional de Forum UNESCO que acoge en la región de Quebec a especialistas de todo el planeta que obran activamente en el área del patrimonio.

La ciudad de Quebec, ya reconocida por la UNESCO como sitio del Patrimonio Mundial, sede de la Oficina de la UNESCO en Canadá, de la Organización de la Ciudades del Patrimonio Mundial y del Consejo Internacional de los Oficios de la Construcción del Patrimonio, da testimonio cotidianamente de su preocupación con respecto a la conservación y a la revalorización de los patrimonios.

Su visita lo llevará también a la magnífica región de Charlevoix que recibió de la UNESCO el estatuto de Reserva Mundial de la Biosfera. Hecho excepcional, dado que se trata de una de las primeras reservas de la biosfera habitada.

El caluroso recibimiento de los Quebequenses despertará, sin lugar a dudas, el interés por Quebec en todos los participantes del Foru que tengan la suerte de recorrer estas regiones durante su estadia. ¡ Hasta pronto !

Sr David CLICHE
Ministro del Turismo

Visite de la Réserve mondiale de la biosphère de Charlevoix

Le titre de Réserve mondiale a été accordé par l'UNESCO en novembre 1989.

Site majeur de sauvegarde environnementale d'une grande beauté, la Réserve mondiale de la Biosphère de Charlevoix est également un lieu d'habitation humaine. À ce double titre, elle présente aux visiteurs un concept patrimonial singulier puisqu'elle fut la première réserve de biodiversité à être un patrimoine habité. On compte actuellement plus de 325 Biosphères réparties dans 80 pays dans lesquelles on allie développement et conservation.

Déjeuner-conférence au Manoir Richelieu

M. Charles ROBERGE, président de la *Réserve de la Biosphère* en présence du représentant de M. Rosaire BERTRAND, député de Charlevoix
Visite du Parc marin du Saguenay-Saint-Laurent

Territoire unique situé au confluent de la rivière Saguenay et de l'estuaire du Saint-Laurent, le Parc marin vise la protection, la conservation et la mise en valeur d'une aire marine exceptionnelle.



125 promenade Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1R 0G2
Telephone/Téléphone : 613.944.8278 www.cfp-pec.gc.ca Fax/Télécopieur : 613.944.0687

SELECTED CCFPD REPORTS FROM 2000-2001

Terrorism

Report from the Roundtable: The New Face of Terrorism. CCFPD. October 26, 2001.

Summary Report from the Roundtable: The Impact of September 11 on International Relations and Canada's Foreign Policy. CCFPD. November 27, 2001.

New Diplomacy

Report from the Conference on New Diplomacy: The Development of International Law. CCFPD. April 5-7, 2001.

The New Diplomacy: The Global Compact and United Nations Institutions. CCFPD. July 14-15, 2000.

Report from the Conference on 'New Diplomacy': The United Nations, Like-minded Countries and Non-Governmental Organizations. CCFPD. September 28, 1999.

Report from the Roundtable on Just War and Genocide. CCFPD. December 8-9, 2000.

Report from the Ottawa Roundtable for the International Commission on Intervention and State Sovereignty (ICISS). CCFPD. January 15, 2001.

Conflict Prevention and Peacebuilding

Summary Report from the Roundtable on Afghanistan: Governance Scenarios and Canadian Policy Options. CCFPD. October 12, 2001.

Nile Waters Management and Links to Conflict Management and Food Security in the Horn of Africa. Tag El Khazin, Sub Sahara Center. July 3, 2001.

Report from the Roundtable: Judges and Peace Operations. CCFPD. March 9, 2001.

Renewing Partnerships for the Prevention of Armed Conflict: Options to Enhance Rapid Deployment and Initiate a UN Standing Emergency Capability. Peter Langille, Global Human Security Ideas and Initiatives. Fall 2000.

Report from the Roundtable on Expert Deployment to International Peace Operations. CCFPD. September 12, 2000.

Canadian Peacebuilding in the Middle East: Case Study of the Canada Fund in Israel/Palestine and Jordan. Tami Amanda Jacoby, University of Manitoba. Fall 2000.

Les entreprises canadiennes et la consolidation de la paix. Jean-Francois Rioux, Francisco-José Valiente, and Christian Geiser, Université du Québec à Montréal. Le 31 octobre 2000.

New Directions in US Foreign Policy

Report from the Denver Roundtable: New Directions in U.S. Foreign Policy. CCFPD. November 2, 2001.

Summary of Key Point From Presentations and Discussions: Foreign Policy Trends in the U.S. Roundtable. CCFPD and the Institute on Global Conflict and Cooperation, University of California at San Diego, California, United States. March 20, 2001.

Summary of Key Points from Presentations and Discussions: The Washington D.C. Roundtable on Trends in U.S. Foreign Policy. CCFPD and the Woodrow Wilson Centre, Washington DC. April 2, 2001.

Summary of Key Points from Brief Presentations and Discussions: Foreign Policy Trends in the U.S. Roundtable. CCFPD and University of Alberta, Edmonton, Alberta, Canada. April 12, 2001.

Summary of Key Points from Presentations and Discussions: The Toronto Roundtable on the Bush Administration's Foreign Policy - Challenges and Implications for Canada. CCFPD and the Munk Centre, University of Toronto, Toronto, Ontario, Canada. May 18, 2001.

Halifax Roundtable on US Foreign Policy. CCFPD and Saint Mary's University, Halifax, N.S.. June 15, 2001.

Nuclear Weapons and Small Arms

UN 2001 Conference on Illicit Trade of Small Arms in All its Aspects: Briefing and Discussion. Wendy Cukier, Coalition for Gun Control. December 19, 2000.

The Ottawa Group Report on Small Arms, Light Weapons (SALW) and Non-State Actors. CCFPD and Centre for Defence Studies. November 7-8, 2000.

Ballistic Missiles Foreign Experts Roundtable Report. Ernie Regehr, Project Ploughshares and CCFPD. March 30, 2000.

NATO-Nuclear Weapons Roundtable Report. CCFPD. August 24-25, 2000.

Small Arms and the OAS Roundtable Report. CCFPD. April 28, 2000.

Examen des récentes initiatives gouvernementales et d'ONG concernant les armes légères et évaluation de leur efficacité: proposition pour un indice de sécurité individuelle (ISI). Frances Gaudreault et al. été 2000.

Globalization and Firearms: A Public Health Perspective. Wendy Cukier et al. Fall 2000.

Borders

Perspectives on the Borderless World: Issues for Canada. Heather Nicol and Ian Townsend-Gault. Fall 2000.

Technology

Privacy, Sovereignty and Technology Roundtable Report. Marketa Geislerova, Canadian Centre for Foreign Policy Development. March 23, 2001.

Children's Rights

Children and Violent Conflict: Meeting the Challenge of Diversity. Erin Baines, Dalhousie University; Barry Burciul, University of Toronto. Summer 2000.

Business and Labour

Canadian Corporate Contributions to Democratic Development and Citizen Participation in Developing Countries: Recommendations on Identifying and Supporting Corporate Efforts through Canadian Foreign Policy. Darin Rovere, Centre for Innovation in Corporate Responsibility. September 26, 2000.

Canadian Firms, Canadian Values. Canadian Business for Social Responsibility. May 2000.

Law

Canadian Council on International Law 29th Annual Conference - Policy Options Paper. Kim Carter et. al. December 2000.

Africa

Summary Report from the Roundtable on Good Governance and Africa. CCFPD. October 25, 2001.

Rebirth of the Somali State: Policy Options and Programme Opportunities for Canada. Partnership Africa-Canada, Som-Can Institute for Research & Development. November 3-4, 2000.

Sudan Civil Society Symposium. Sudan Inter-Agency Reference Group. June 5-6, 2000

Report from the Ottawa Nigeria Roundtable. CCFPD. March 20, 2000.

Asia-Pacific

Report from the Roundtable: Good Governance and the Philippines. CCFPD. March 16, 2001.

Decentralization and Challenges to Unity: Report on the Indonesia Roundtable 2001. Centre for Dialogue, Simon Fraser University. April 19-21, 2001.

Democracy and Identity Conflicts in Asia: Identifying the Issues for Canada and Multilateral Institutions. University of Toronto-York University Joint Centre for Asia Pacific Studies. March 2001.

Report from the North Korea Roundtable. CCFPD. January 22, 2001.

Report from the Burma and Drugs Roundtable. CCFPD. May 15, 2000.

Europe

Report from the Roundtable Living Together: Sharing the Canadian Experience. Marketa Geislerova, Canadian Centre for Foreign Policy Development. March 28-30, 2001 (Banff, Alberta) and June 15-17, 2001 (Larnaca, Cyprus).

Report on Cyprus: Living Together in the New Century Roundtable. CCDPE. February 14, 2000.

Americas

Workshop Report: Canadian Media Coverage of the Americas. FOCAL. March 2, 2001

Canada, Indigenous Peoples and the Hemisphere Roundtable Report. CCFPD. March 23, 2000.

Canadian Voices: The Americas. CCFPD. Fall 2001.

Threats to Democracy in America. Max Cameron, FOCAL. March 3-4, 2000.

Report from the Roundtable on Canada-Cuba Relations. CCFPD. January 18, 2000.

Culture

Commerce international et diversité culturelle: à la recherche d'un difficile équilibre. Ivan Bernier, Université Laval and Dave Atkinson. 2000.

Circumpolar Issues

Roundtable on Northern Foreign Policy: Feedback and Look Ahead. CCFPD. February 5, 2001.

Foreign Policy Research

Gendered Discourses, Gendered Practices: Feminists (Re)Write Canadian Foreign Policy. Claire Turenne Sjolander, University of Ottawa; Heather Smith, University of Northern British Columbia; Deborah Stienstra, University of Winnipeg. May and July 2000.

Visit www.cfp-pec.gc.ca for more reports and other publications.

Nuclear Weapons and Small Arms

Report from the Ottawa-Nigeria Roundtable. CCFPD, March 20, 2000.

Report from the Roundtable: Good Governance and the Philippines. CCFPD, March 16, 2001.

Report from the North Korea Roundtable. CCFPD, January 22, 2001.

Report from the Burma and Drugs Roundtable. CCFPD, May 15, 2000.

Report from the Roundtable: Living Together in the New Century. CCFPD, February 14, 2000.

Workshop Report: Canadian Media Coverage of the Americas. FOCAL, March 2, 2001.

Canada, Indigenous Peoples and the Hemisphere Roundtable Report. CCFPD, March 22, 2000.

Canadian Voices: The Americas. CCFPD, Fall 2001.

Report from the Roundtable on Canada-Cuba Relations. CCFPD, January 18, 2000.

Roundtable on Northern Foreign Policy: Feedback and Look Ahead. CCFPD, February 2, 2001.

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01021804 1

DOCS

CA1 EA751 2002U56 FRE

Dube, Philippe, 1949-

Universite et patrimoine : vers un
nouvelle convergence : Forum UNESCO

16988787

